

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES – OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE

STATISTIQUE JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

ANNÉES 1931-1940



BRUXELLES
IMPRIMERIE FR. VAN MUYSEWINKEL
23 & 27, RUE D'ANETHAN

1942

ANNÉES 1931-1940
STATISTIQUE JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

STATISTIQUE JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

1931-1940

ERRATA

- Page 25* : Tableau 13a : dans l'en-tête des colonnes 2 à 7, lire : A. R. du 25 octobre 1921 au lieu de : du 27 octobre 1921.
- Page 32* : Après : Attentats à la pudeur sans violences ni menaces sur des mineurs, lire : (Art. 372 § 2) au lieu de (272 § 2).
- Page 87* : Dans le tableau n° 21, la colonne 8 portant : « restant à juger à la fin de l'année » doit être placée sous l'en-tête : « Nombre des affaires » et non pas sous l'en-tête « Nombre des arrêts ».
- Page 89* : Trois derniers mots : lire « les totaux généraux » au lieu de « ces totaux généraux ».
- Page 101* : Année 1932, après « attaque méchante... », lire : « (Décret du 20 juillet 1831 art. 2) » au lieu de (Décret du 21 juillet...).
- Page 113* : Année 1938, nombre des arrêts, colonne 42 : il faut 32 au lieu de 31.
- Page 122* : Remplacer par 39 le numéro coté 29.
- Page 247* : Cours d'Appel. — Affaires fiscales.
Les chiffres cités pour le Royaume en 1938 sont erronés.
Il faut :
- | | | | |
|------------------|-------|------------|--------|
| à la colonne 4 : | 392 | au lieu de | 1,102; |
| » » » 5 : | 1,401 | » » » | 2,111; |
| » » » 6 : | 7 | » » » | 89; |
| » » » 7 : | 503 | » » » | 1,212; |
| » » » 8 : | 234 | » » » | 235; |
| » » » 9 : | 737 | » » » | 1,447. |
- Page 263* : Année 1932, totaux : à la colonne 4, remplacer 139 par 239.
- Page 299* : B. En ce qui concerne les étrangers résidants, lire : « l'article 19 de la loi du 27 novembre 1891 » au lieu de : « du 29 novembre 1891 ».

STATISTIQUE JUDICIAIRE

DE LA

BELGIQUE

1931-1940

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE

STATISTIQUE JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

ANNEES 1931 à 1940

- SECTION I. - Statistique Pénale.
1^{re} partie : Statistique de l'administration de la Justice Pénale.
2^e partie : Statistique Criminelle.
- SECTION II. - Statistique de la Justice Civile et Commerciale et de la Juridiction du Travail.
- SECTION III. - Statistique de la Protection de l'Enfance (Loi du 15 mai 1912, chapitres I et II).
- SECTION IV. - Statistique de la Mendicité et du Vagabondage.
- SECTION V. - Statistique de la Police des Etrangers.
- SECTION VI. - Statistique des Aliénés.
- SECTION VII. - Statistique des Sourds-muets et des Aveugles.

BRUXELLES

IMPRIMERIE FR. VAN MUYSEWINKEL

23 & 27, RUE D'ANETHAN

1942

AVANT-PROPOS

L'Arrêté Royal du 7 août 1939, portant centralisation intégrale des services de Statistique, a chargé l'Office Central de Statistique d'étudier scientifiquement et techniquement, d'établir et de publier toutes les statistiques de l'Etat.

La Statistique Judiciaire de Belgique, dont la forme et la méthode furent une dernière fois renouvelées en 1898, avait vu suspendre sa publication à partir de 1931 pour des motifs principalement budgétaires.

Il s'était ainsi formé une lacune regrettable dans la continuité d'une œuvre, dont l'utilité toute spéciale ne s'était jamais démentie pendant plus d'un siècle et dont l'origine remontait à l'initiative méritoire et clairvoyante de Quetelet.

L'Office Central de Statistique s'est, avant toutes choses, imposé l'obligation de combler cette lacune, en composant le présent volume qui contient les éléments essentiels d'une statistique judiciaire abrégée couvrant la décade allant de 1931 à 1940.

Sauf la statistique pénitentiaire et la statistique des grâces et de la libération conditionnelle, dont le département de la Justice n'a plus établi les éléments depuis 1931, l'entière des sujets statistiques faisant l'objet des publications antérieures a été reprise.

Il n'a pas été possible, dans cette statistique décennale, de subdiviser partout les données par ressort, par arrondissement ou par canton; néanmoins la présente publication permettra d'établir sans discontinuité, les comparaisons avec le passé et le futur en ce qui concerne les chiffres totaux par nature d'activité judiciaire, par espèce de délits ou par groupe de problèmes sociaux.

Les chiffres reproduits sont encore ceux qui ont été relevés par les soins du ministère de la Justice.

La Section de la Statistique Judiciaire de l'Office Central de Statistique s'occupe activement d'étudier et de mettre au point les réformes qu'il convient d'introduire dans l'œuvre de la Statistique Judiciaire, tant pour en perfectionner les méthodes, que pour la mettre à hauteur des dispositions légales qui interviennent et des nécessités de notre époque.

A l'occasion de la publication décennale, il a déjà été possible d'adopter certaines réformes, de faire certains apports, qui sont signalés dans les textes d'introduction ou dans les commentaires.

Il a été jugé opportun de supprimer la double pagination de l'ancienne publication, de réduire l'introduction et d'en répartir les énonciations indispensables entre les divers chapitres ou rubriques, qui bénéficient ainsi, chacun de son commentaire particulier et complet.

Le problème des langues nationales a été intégralement résolu par la publication simultanée de volumes exclusivement en langue française et exclusivement en langue flamande.

Je tiens ici à rendre un hommage mérité à Monsieur Herman ROM, ancien avocat, l'actuel chef de la Section de la Statistique Judiciaire à l'Office Central, aux efforts et au labeur soutenu duquel la présente publication est due.

Il est toujours loisible, à ceux que la chose intéresserait, d'obtenir à l'Office Central de Statistique les éléments détaillés des renseignements statistiques reproduits ci-après.

*Le Directeur Général
de l'Office Central de Statistique,*

Jules CARPENTIER,

PRINCIPALES ABREVIATIONS

- A. = Arrêté.
- A. R. = Arrêté royal.
- A. L. = Arrêté-loi.
- Art. = Article.
- C. I. C. = Code d'instruction criminelle.
- C. P. = Code pénal.
- D. = Décret.
- L. = Loi.

SECTION I

STATISTIQUE PENALE

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice », rend compte des affaires traitées par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la « Statistique criminelle », traduit en chiffres certains aspects de la criminalité considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1^{er} janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée, en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire qu'on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1° toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2° tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ses rapports avec le service de la statistique :

1. — États statistiques

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un compte détaillé des travaux que leur office ou la juridiction à laquelle ils sont attachés a effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Transmis au Département de la Justice, ces états y sont encore actuellement vérifiés, puis ils sont dépouillés à l'Office Central, dans les différents cadres de la statistique, suivant un accord provisoire intervenu entre les départements respectifs par arrêté ministériel du 20 mars 1939.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers

individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et ensuite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse;

5° Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, prononcée par un tribunal correctionnel

jusqu'au 10 janvier 1935 (A. R. attribuant la compétence pour connaître de ces infractions au juge de police) qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis la pièce, datée et signée par le chef de la statistique judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte, à laquelle la statistique peut puiser en toute confiance.

PREMIERE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PENALE

Le plan suivi dans cette première partie de la statistique pénale consiste en l'examen successif des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que leur assigne le Code d'instruction criminelle.

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. (Code d'instruction criminelle, art. 8.)

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

La loi du 7 avril 1919 a autorisé le Roi à instituer dans chaque ressort de cour d'appel des officiers et agents judiciaires. Les officiers judiciaires ont qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils ont les pou-

voirs et les attributions que les lois reconnaissent en cette qualité aux commissaires de police (1).

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, majorés de 60 décimes, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre ou à un échevin délégué. (Code pénal art. 38. Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales

(1) Les officiers et agents judiciaires sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général et sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement où leur résidence est établie (art. 1^{er}). Ils exercent leurs fonctions dans tout le ressort de la cour d'appel. Ils peuvent en vertu d'un mandat exprès du procureur général, sous la surveillance duquel ils sont placés, exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre cour d'appel (art. 9).

ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16.) Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi, et dans les autres, le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Ce qui est dit des contraventions, s'applique aussi à certains délits dont divers textes attribuent la connaissance au juge de police, sans préjudice du droit du procureur du Roi de procéder à une information ou de requérir instruction sur ces délits (voir notamment art. 138 du Code d'instruction criminelle modifié par les arrêtés royaux des 10 janvier 1935, 8 mars 1936 et 30 mars 1936).

Les procureurs du Roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le ministère public et les transactions. — Le ministère public près le tribunal de police peut, sous la direction du procureur du Roi, et tant que le tribunal n'est pas saisi de l'affaire,

inviter le contrevenant à payer au receveur de l'enregistrement une somme qui ne sera pas inférieure à vingt francs, ni supérieure au maximum de l'amende prévue par la loi, pour obtenir l'extinction de l'action publique.

S'il y a lieu à confiscation, ou si l'infraction a donné lieu à des frais d'analyse ou d'expertise, l'abandon ou la remise volontaire des objets à confisquer, ou bien le paiement des frais d'analyse ou d'expertise, viennent s'ajouter aux conditions transactionnelles.

Il ne peut être transigé sur une infraction (contravention ou délit) pour laquelle le ministère public près le tribunal de police estimait devoir requérir l'emprisonnement, ni dont le fait aurait causé un dommage à autrui.

Le délai d'exécution de la transaction varie de huit jours à trois mois pour la contravention, de huit jours à douze mois pour le délit.

(Art. 4 de l'arrêté royal du 10 janvier 1935, modifié par l'arrêté royal du 21 juin 1939 et remplaçant les art. 166 à 168 du Code d'instruction criminelle.)

Une faculté similaire est réservée au ministère public près le tribunal correctionnel conformément aux art. 4 et 5 de l'arrêté royal du 21 juin 1939 formant l'art. 180 du Code d'instruction criminelle et dont les dispositions sont libellées comme suit :

« Pour toute infraction de sa compétence punissable soit d'une peine d'amende, soit d'une peine d'emprisonnement dont le maximum ne dépasse pas un mois, soit de l'une et l'autre de ces peines et hors le cas où le fait a causé un dommage à autrui, le procureur du Roi peut, s'il estime ne devoir requérir qu'une amende, ou une amende et la confiscation, inviter le délinquant à payer entre les mains du receveur de l'enregistrement, dans le délai et suivant les modalités qu'il indiquera, une somme qu'il déterminera.

» Lorsqu'antérieurement à l'infraction le délinquant n'a jamais été condamné à une peine criminelle ou à une peine non conditionnelle d'emprisonnement correctionnel, le procureur du Roi peut exercer la faculté prévue à l'alinéa précédent dans tous les cas où le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi ne dépasse pas trois mois.

» Le délai de paiement de la somme fixée sera de huit jours au moins et de six mois au plus; il pourra être prolongé jusqu'à douze mois lorsque les circonstances particulières l'exigeront.

» Pour le surplus, il sera procédé conformément aux alinéas 2 et suivants de l'art. 166. (C. I. C.)

» La faculté accordée au procureur du Roi par l'art. 180 (C. I. C.) ne peut être exercée lorsque le tribunal est déjà saisi par une citation, par la comparution consécutive à un avertissement ou lorsque le juge d'instruction est requis d'instruire. »

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exigent. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « *chambre du conseil* » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit

d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d'« *ordonnance* ».

Selon la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions, applicables du 1^{er} décembre 1919 au 30 septembre 1921, ont été prorogées successivement par les lois du 30 juillet 1921, du 9 août 1923, du 7 août 1924, du 21 août 1925, du 29 juillet 1926 et du 22 juillet 1927 jusqu'au 15 septembre 1928, et ont ensuite été prorogées par la loi du 18 août 1928 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, « les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge. Il est statué sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé entendus. L'inculpé peut se faire assister d'un conseil ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la *chambre des mises en accusation*, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

Internement des anormaux. — Cette disposition a été introduite et réglementée par la loi de défense sociale du 9 avril 1930, dont il y a lieu de retenir les libellés suivants, en ce qui concerne les juridictions d'instruction :

« Article 1^{er}. — Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juri-

dictions d'instruction et de jugement peuvent, dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision.

» Art. 2. — Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, l'inculpé et son conseil entendus, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil ...

» Art. 3. — Cette réquisition et cette requête sont adressées à la chambre du conseil jusqu'à l'ordonnance de renvoi; à la chambre des mises en accusation depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre pendant l'instance en règlement de juge ...

» Art. 4. — Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler des décisions de la chambre du conseil et du tribunal correctionnel ordonnant ou refusant le placement en observation...

» Art. 7. — Les juridictions d'instruction, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politiques ou de presse, et les juridictions de jugement peuvent ordonner l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est dans un des états prévus à l'art. 1^{er}.

» La décision indique la durée de l'internement qui est de cinq, dix ou quinze années suivant les distinctions établies à l'article 19.

» Art. 8. — Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation ...

» Art. 19. — L'internement est ordonné pour cinq ans; ce terme est porté à dix ans, si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle; à quinze ans, si le fait était punissable de la peine de mort. »

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du Roi.

Art. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

Art. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

Art. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du Roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

Art. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du Roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

Art. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés à l'aide des comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

Tableau n° 1. — ÉTAT DES TRAVAUX DES PARQUETS

ANNÉES	Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNÉE AUX PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX							
		communiquées au juge d'instruction	portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe			renvoyées devant une autre juridiction	laissées sans poursuite		terminées par transaction
			du ministère public	de la partie civile	d'une administration publique		parce que les auteurs étaient inconnus	pour tous autres motifs	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1931	248,541	32,780	27,616	238	1,278	48,857	41,558	95,633	—
1932	253,020	31,602	29,036	219	1,225	43,439	45,411	103,351	—
1933	257,068	31,913	28,580	270	1,266	44,014	44,880	105,255	—
1934	287,778	34,689	31,695	284	1,595	46,408	48,651	123,909	—
1935	304,074	33,482	27,206	232	1,230	43,362	51,338	145,029	—
1936	291,009	34,786	30,054	326	1,110	42,847	49,351	132,956	—
1937	293,931	35,413	29,033	308	748	42,551	50,476	135,142	—
1938	295,550	33,899	29,943	262	1,049	43,585	53,351	135,135	—
1939	288,889	31,491	27,067	212	1,394	36,328	53,468	139,277	—
1940	520,895	35,365	44,360	185	1,755	38,331	182,450	185,428	14,454

La majoration considérable des plaintes, dénonciations et procès-verbaux dont les parquets ont eu à connaître au cours de l'année 1940 est due aux circonstances de guerre.

Le nombre d'affaires laissées sans poursuite parce que les auteurs étaient inconnus, et qui pour l'année 1940 dépasse le triple des nombres

correspondants des années antérieures, porte principalement sur des vols et des destructions par pillage.

Les faits qualifiés crimes commis en 1940 et dont les auteurs sont restés inconnus se montent à eux seuls à 69,157.

Le nombre des affaires terminées par transaction en 1940, cité dans le tableau n° 1, mérite d'être détaillé, aux fins que la première année d'application de l'Arrêté Royal du 21 juin 1939 puisse être observée.

A cette fin un tableau est présenté ci-dessous, énonçant les renseignements dans la mesure où ceux-ci ont été fournis.

PARQUETS. — TRANSACTIONS EN 1940.

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des transactions acceptées	SOMMES perçues en francs	TRANSACTIONS CONCERNANT DES INFRACTIONS							
				à la législation sur le ravitaillement, le rationnement, les prix des denrées, etc.		aux dispositions prescrites pour la sécurité en temps de guerre, fermeture des cafés, occultation, etc.		à la législation en vigueur antérieurement à l'état de guerre			
				Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
Bruxelles . . .	2,500	1,831	1,946,071.—	P	2,130	85.20	339	13.50	31	1.30	
Louvain	962	850	75,075.—	A	675	79.40	103	12.10	72	8.50	
Nivelles	825	605	99,995.—	P	820	99.50	1	—	4	0.50	
Anvers	1,195	925	73,159.—	P	203	17.—	771	64.50	221	18.50	
Malines	736	650	63,550.—	A	387	59.50	125	19.20	138	21.30	
Turnhout	102	70	10,050.—	P	4	3.90	51	50.—	47	46.10	
Mons	1,402	738	60,880.—	—	—	—	—	—	—	—	
Charleroi	361	339	45,775.—	A	241	71.—	72	21.—	26	8.—	
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Gand	2,275	1,840	311,064.—	—	—	—	—	—	—	—	
Audenarde	322	200	27,700.—	—	—	—	—	—	—	—	
Termonde	991	869	74,213.—	—	—	—	—	—	—	—	
Bruges	1,336	869	150,675.—	—	—	—	—	—	—	—	
Courtrai	57	46	4,400.—	A	23	50.—	23	50.—	—	—	
Furnes	19	11	565.—	—	—	—	—	—	—	—	
Ypres	149	132	18,335.—	A	130	98.50	—	—	2	1.50	
Liège	1,768	1,414	124,064.—	P	971	55.—	703	40.—	94	5.—	
Huy	153	118	12,951.40	P	117	76.50	35	22.90	1	0.60	
Verviers	529	494	42,925.—	A	438	88.60	30	6.10	26	5.30	
Tongres	1,043	828	121,130.—	A	564	68.10	256	30.90	8	1.—	
Hasselt	795	525	156,966.—	A	328	62.50	182	34.50	15	3.—	
Arlon	400	85	11,690.—	P	378	94.50	16	4.—	6	1.50	
Marche-en-Fam. .	71	62	2,911.—	A	36	58.—	23	37.10	3	4.90	
Neufchâteau . . .	167	146	11,330.—	A	61	41.70	45	31.—	40	27.30	
Namur	546	399	68,877.—	P	458	84.—	63	11.50	25	4.50	
Dinant	485	408	33,552.—	P	338	69.80	77	15.80	70	14.40	
<i>Le Royaume.</i>	19,189	14,454	3,547,903.40			69.—		24.—		7.—	

* Il est tenu compte des transactions proposées (P) ou des transactions acceptées (A) d'après que les unes ou les autres ont été détaillées en catégories d'infractions par les parquets. Certains parquets n'ont donné aucun détail.

Tableau n° 2. — JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL. — AFFAIRES TERMINÉES. — RÉSULTATS DE L'INSTRUCTION.

ANNÉES	NOMBRE DES AFFAIRES										
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES										
	la chambre des mises en accusation	de renvoi devant				une autre juridiction	(1) d'internement	de non-lieu à poursuivre	renvoyées à d'autres juges	évoquées par la Cour d'Appel	TOTAL
		le tribunal		sur réquisition du parquet en vertu de l'art. 4 de la loi du 4 oct. 1867	après instruction						
correctionnel		de police									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
1931	111	11,261	12,848	158	174	—	8,498	188	4	33,242	
1932	126	10,625	12,140	144	140	—	7,832	196	6	31,209	
1933	120	10,012	13,306	125	238	—	7,759	192	1	31,753	
1934	110	10,877	14,393	139	295	—	8,292	187	3	34,296	
1935	96	10,844	13,796	115	245	—	7,743	184	3	33,026	
1936	80	11,285	14,109	135	268	—	8,391	148	4	34,420	
1937	73	11,145	14,375	203	294	334	8,418	192	4	35,038	
1938	71	11,304	13,816	224	305	315	8,131	255	4	34,425	
1939	50	11,163	11,488	210	262	314	7,679	193	4	31,363	
*1940	31	9,821	6,788	170	266	165	9,027	312	7	26,486	

* Chiffres incomplets, les juges d'instruction de Bruxelles ayant déclaré se trouver dans l'impossibilité d'établir leurs statistiques de 1940. De 1931 à 1939, le nombre d'affaires ressortissant en moyenne à l'arrondissement de Bruxelles est de 13.50 p. c. du nombre total des affaires pour le royaume.

(1) Les ordonnances d'internement rendues en vertu de la loi de défense sociale du 9 avril 1930 n'ont été relevées par la statistique qu'à partir de 1937, antérieurement, elles ont été comptées parmi les ordonnances de non-lieu.

Tableau n° 3. — CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION. — NOMBRE ET RÉSULTATS DES ARRÊTS.

ANNÉES	NOMBRE DES ARRÊTS							STATUANT SUR DES DEMANDES EN RÉHABILITATION		
	décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	PORTANT					TOTAUX	Octrois	Rejets	Totaux
		renvoi aux Assises	renvoi au Tribunal correctionnel	renvoi au Tribunal de police	renvoi devant une autre juridiction	décision d'internement				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1931	50	100	53	2	1	—	206	274	86	360
1932	55	123	56	1	3	—	238	303	64	367
1933	8	81	37	1	1	—	128	338	60	398
1934	15	89	47	2	—	—	153	351	89	440
1935	20	81	54	1	1	—	157	463	110	573
1936	30	82	40	1	—	—	153	483	120	603
1937	41	70	59	—	—	32	202	465	123	588
1938	14	47	121	—	—	48	230	422	186	608
1939	64	38	74	—	—	47	223	550	150	700
1940	49	27	49	—	2	25	152	316	104	420

* Les arrêts portant décision d'internement, rendus en vertu de la loi de défense sociale du 9 avril 1930, n'ont été relevés par la statistique qu'à partir de 1937.

Tableau n° 4. — ORDONNANCE DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT ÉTÉ SOUMISES À LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.

ORDONNANCES	ANNÉES	Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	ORDONNANCES RENDUES SUR LE FOND DES AFFAIRES				TOTAUX	Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition
			auxquelles il a été formé opposition ou dont il a été interjeté appel			dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle		
			par le ministère public	par les parties civiles	(1) par l'inculpé (art. 8 de la loi du 9 avril 1930)			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Confirmées entièrement.	1931	404	23	30	—	115	572	3
	1932	433	34	25	—	142	634	1
	1933	391	19	27	—	110	547	—
	1934	604	32	22	—	45	703	—
	1935	456	28	24	—	60	568	—
	1936	518	16	19	—	79	632	—
	1937	469	21	40	27	75	632	—
	1938	555	43	53	44	48	743	—
	1939	573	48	27	46	38	732	—
	1940	711	34	18	22	27	812	—
Infirμες en tout ou en partie.	1931	76	24	12	—	28	140	—
	1932	117	28	8	—	20	173	—
	1933	93	18	2	—	34	147	—
	1934	109	12	4	—	17	142	—
	1935	85	17	4	—	9	115	—
	1936	122	7	1	—	13	143	—
	1937	91	10	1	—	22	124	—
	1938	70	24	6	—	10	110	—
	1939	47	50	4	3	—	104	—
	1940	74	42	9	—	—	125	—
Totaux.	1931	480	47	42	—	143	712	3
	1932	550	62	33	—	162	807	1
	1933	484	37	29	—	144	694	—
	1934	713	44	26	—	62	845	—
	1935	541	45	28	—	69	683	—
	1936	640	23	20	—	92	775	—
	1937	560	31	41	27	97	756	—
	1938	625	67	59	44	58	853	—
	1939	620	98	31	49	38	836	—
	1940	785	76	27	22	27	937	—

(1) Les ordonnances de la Chambre du conseil, dont il a été interjeté appel en vertu de l'article 8 de la loi de la défense sociale du 9 avril 1930, n'ont été relevées par la statistique qu'à partir de 1937.

Tableau n° 5. — DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE DES ACCUSÉS DE CRIMES OU DE DÉLITS ORDINAIRES JUGÉS CONTRADICTOIREMENT PAR LES COURS D'ASSISES.

ANNÉES	Nombre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préventivement	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE										
			Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	De 3 à moins de 4 mois	De 4 à moins de 5 mois	De 5 à moins de 6 mois	De 6 à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Durée inconnue	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
1931	Condamnés . . .	93	91	1	2	2	7	13	19	30	10	7	—
	Acquittés . . .	14	14	1	1	—	1	1	3	3	4	—	—
	Totaux . . .	107	105	2	3	2	8	14	22	33	14	7	—
1932	Condamnés . . .	120	119	2	1	2	8	12	21	43	22	8	—
	Acquittés . . .	31	26	—	2	2	2	5	6	6	3	—	—
	Totaux . . .	151	145	2	3	4	10	17	27	49	25	8	—
1933	Condamnés . . .	95	95	1	—	2	11	12	16	26	13	11	3
	Acquittés . . .	32	29	7	2	—	4	9	3	2	2	—	—
	Totaux . . .	127	124	8	2	2	15	21	19	28	15	11	3
1934	Condamnés . . .	79	78	1	—	5	14	9	7	30	7	5	—
	Acquittés . . .	18	18	4	1	—	1	1	2	7	1	—	1
	Totaux . . .	97	96	5	1	5	15	10	9	37	8	5	1
1935	Condamnés . . .	97	96	2	6	1	4	11	18	31	11	11	1
	Acquittés . . .	27	24	6	3	—	—	3	3	7	1	—	1
	Totaux . . .	124	120	8	9	1	4	14	21	38	12	11	2
1936	Condamnés . . .	81	78	1	—	2	7	6	8	31	16	7	—
	Acquittés . . .	18	15	—	—	2	1	3	5	3	1	—	—
	Totaux . . .	99	93	1	—	4	8	9	13	34	17	7	—
1937	Condamnés . . .	67	67	2	—	1	4	8	10	20	12	10	—
	Acquittés . . .	19	19	2	1	—	1	2	2	6	3	2	—
	Totaux . . .	86	86	4	1	1	5	10	12	26	15	12	—
1938	Condamnés . . .	40	39	—	—	—	2	5	7	18	1	6	—
	Internés . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	Acquittés . . .	16	15	—	—	—	2	1	2	5	4	1	—
Totaux . . .	57	55	—	—	—	4	6	9	23	5	8	—	
1939	Condamnés . . .	27	27	—	—	—	2	1	5	7	7	5	—
	Internés . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Acquittés . . .	5	5	—	—	—	2	—	—	2	—	1	—
Totaux . . .	32	32	—	—	—	4	1	5	9	7	6	—	
1940	Condamnés . . .	34	34	—	1	1	1	3	3	3	14	8	—
	Internés . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	Acquittés . . .	3	3	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—
Totaux . . .	38	38	—	1	1	1	3	3	5	16	8	—	

N. B. Jusqu'en 1937, les accusés internés ont été comptés parmi les condamnés.

* La durée de la détention préventive est inconnue pour la statistique, quand un arrêt est cassé et que l'accusé est renvoyé devant une autre Cour d'Assises, ou bien lorsque l'accusé était détenu pour une autre cause que celle qui a motivé sa comparution devant la Cour d'Assises.

Tableau n° 6. -- DÉTENTION PRÉVENTIVE. -- PRÉVENUS ACQUITTÉS EN APPEL.

ANNÉES	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1931	10	1	7	2	—
1932	17	3	10	3	1
1933	11	4	6	1	—
1934	7	2	5	—	—
1935	18	2	14	2	—
1936	28	3	20	2	3
1937	18	—	18	—	—
1938	8	—	8	—	—
1939	6	2	1	—	3
1940	2	1	1	—	—

Tableau n° 7. -- DÉTENTION PRÉVENTIVE. -- INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DES MISES EN ACCUSATION.

ANNÉES	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1931	13	7	2	3	1
1932	36	35	—	1	1
1933	52	43	4	2	3
1934	40	32	7	1	—
1935	15	14	1	—	—
1936	17	14	3	—	—
1937	10	10	—	—	—
1938	29	28	1	—	—
1939	10	7	1	1	1
1940	3	2	1	—	—

125

Tableau n° 8. -- DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE DES INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL ET DES PRÉVENUS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.

AN- NÉES	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à l'emprisonnement						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés								
	DURÉE de la détention préventive			DURÉE de la détention préventive			DURÉE de la détention préventive			DURÉE de la détention préventive			DURÉE de la détention préventive			DURÉE de la détention préventive					
	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois et plus	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus
	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
1931	203	116	53	28	4	2	2,542	1,346	775	246	146	29	8	7	1	33	21	5	2	5	—
1932	168	113	35	16	4	—	2,528	1,399	678	247	181	23	7	7	—	36	26	7	2	1	—
1933	173	98	51	15	9	—	2,271	1,107	740	247	147	30	7	6	1	34	18	13	3	—	—
1934	132	73	50	6	2	1	2,388	1,241	720	249	167	11	7	6	—	53	30	17	5	1	—
1935	164	102	36	20	6	—	2,573	1,306	722	350	185	10	8	7	1	68	48	15	4	1	—
1936	141	95	35	9	2	—	2,317	1,058	796	246	188	29	25	24	1	48	30	17	—	1	—
1937	107	82	17	4	4	—	2,179	1,022	754	259	114	30	8	7	1	42	23	15	4	—	—
1938	54	43	8	2	1	—	2,259	1,096	769	240	150	40	13	13	—	52	36	11	4	1	—
1939	89	81	5	1	2	—	2,796	1,437	856	343	141	19	52	48	4	50	38	6	2	2	2
1940	44	40	1	1	2	—	2,228	902	853	319	130	24	41	38	3	59	40	14	5	—	—

475 310 170 31

2408 11914 1397 75 76 73 12

2408 11914 1397 75 76 73 12

Les chiffres des inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil s'entendent l'arrondissement de Bruxelles non compris.

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des contraventions, c'est-à-dire des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine n'excédant pas sept jours de prison et 25 francs d'amende, majorés de 60 décimes;

2° Des délits que la chambre du conseil leur envoie quand, en raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes. (Loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5);

3° a) des délits prévus par le Code rural; des infractions prévues par le Code forestier; des infractions aux lois et règlements sur les barrières, le roulage, les services publics et réguliers du transport en commun par terre ou par eau, la voirie par terre ou par eau; des infractions aux règlements provinciaux; des infractions aux règlements communaux; b) de quelques autres délits prévus par certaines lois qui attribuent spécialement compétence au juge de paix. (A. R. du 10 janvier 1935 modifié par A. R. du 8 mars 1936.)

4° Des infractions à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, à l'exception de celles prévues par l'art. 8 et par les deux premiers alinéas de l'art. 11. (Art. 19 de l'arrêté-loi.)

(L'arrêté-loi du 14 novembre 1939 a abrogé et remplacé la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique dont les infractions étaient déjà de la compétence des juges de paix en vertu de l'A. R. du 10 janvier 1935.)

5° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérègle-

ment de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge;

6° Des absences au vote;

7° Des manquements des chefs de famille à la loi sur l'enseignement primaire (obligation scolaire). Loi du 18 octobre 1921 renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire et arrêté royal du 25 octobre 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire.

Les juges des enfants ont aussi compétence pour connaître de ces manquements.

8° Des manquements aux lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des salariés (lois des 10-12-1924, 14-7-1930, 10-3-1925, 18-6-1930 et 15-12-1937) et à la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales.

Les fonctions du juge de police sont remplies par les juges de paix.

Il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant, dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

Il a été créé à Bruxelles, Anvers et Liège, une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est exclusivement chargé d'assurer le service du tribunal de police.

Les transactions accordées aux délinquants par le ministère public depuis le 1^{er} février 1935 ont diminué dans une proportion importante le nombre des inculpés jugés par les tribunaux de police, nonobstant l'extension de la compétence de cette juridiction.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice.

Tableau n° 9. — TRANSACTIONS PROPOSÉES PAR LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC PRÈS LES TRIBUNAUX DE POLICE.

ANNÉES	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues
1	2	3	4
1935	155,533	118,921	4,986,641.15
1936	171,894	135,707	5,592,574.90
1937	188,852	151,346	*6,416,817.40
1938	189,602	151,202	**6,321,919.83
1939	162,758	127,887	5,331,979.94
1940	111,171	85,126	2,954,061.10

* Plus 6 gulden.

** Plus 3 gulden.

Tableau n° 10. — ÉTAT DES AFFAIRES ET DES INCULPÉS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE.

ANNÉES	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCULPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						INDIVIDUS JUGÉS EN MATIÈRES DE MENDICITÉ ET DE VAGABONDAGE (Loi du 27 nov. 1891)			INDIVIDUS JUGÉS EN MATIÈRES DE LOIS ÉLECTORALES (Absence au vote)		
					Total	Acquités ou renvoyés par le tribunal s'étant déclaré incompetent	CONDAMNÉS				Total	Acquités	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquités	condamnés
							à l'emprisonnement		à l'amende							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
1931	173,570	170,658	2,912	—	196,511	19,421	59	472	62,794	113,765	3,063	144	2,919	—	—	—
1932	178,361	175,298	2,844	219	199,704	20,474	97	592	62,249	116,292	2,981	146	2,835	223	75	148
1933	165,934	161,721	2,535	1,678	184,643	18,815	55	425	57,622	107,726	2,640	128	2,512	1,718	339	1,379
1934	174,316	171,651	2,665	—	198,105	22,248	66	486	61,535	113,780	2,707	130	2,577	—	—	—
1935	129,680	126,803	2,591	186	149,396	18,513	52	558	36,863	93,410	2,650	120	2,530	186	21	165
1936	109,371	106,280	2,286	805	126,408	17,108	21	454	26,874	81,951	2,286	108	2,178	808	153	653
1937	108,711	106,635	1,856	220	126,717	17,071	38	405	26,810	82,393	1,904	118	1,786	219	8	211
1938	106,536	104,411	2,049	76	124,833	16,581	40	307	27,167	80,738	2,114	249	1,865	77	31	46
1939	106,703	104,058	1,888	757	125,085	16,336	48	400	26,731	81,570	1,891	96	1,795	757	99	658
1940	65,052	64,097	947	8	75,993	11,090	76	352	10,201	45,274	947	63	884	8	3	5

Tableau n° 11. — TRIBUNAUX DE POLICE. — RÉSULTAT DES POURSUITES, D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIÈRE DE POLICE.

AN- NÉES	INCULPÉS	DÉLITS RENVOYÉS AUX TRIBUNAUX DE POLICE PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL (L. du 4 oct. 1867)		INFRACTIONS DE LA COMPÉTENCE DIRECTE DES TRIBUNAUX DE POLICE			TOTAUX
		Code pénal	Lois spéciales	Code pénal	Règlements communaux et provinciaux	Lois spéciales et règlements généraux	
1	2	3	4	5	6	7	8
1931	Acquittés	3,634	126	3,500	1,841	10,168	19,269
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	30	11	27	7	77	152
	Condamnés	13,558	950	15,738	28,153	118,691	177,090
	<i>Nombre des inculpés</i>	17,222	1,087	19,265	30,001	128,936	196,511
1932	Acquittés	3,556	63	3,627	3,117	9,957	20,320
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	36	4	36	15	63	154
	Condamnés	13,336	699	15,448	30,030	119,717	179,230
	<i>Nombre des inculpés</i>	16,928	766	19,111	33,162	129,737	199,704
1933	Acquittés	3,535	93	3,589	1,959	9,464	18,640
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	29	4	29	15	98	175
	Condamnés	13,346	1,132	13,674	25,695	111,981	165,828
	<i>Nombre des inculpés</i>	16,910	1,229	17,292	27,669	121,543	184,643
1934	Acquittés	4,051	109	4,226	2,701	11,022	22,109
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	31	6	27	3	72	139
	Condamnés	13,619	1,346	15,156	28,000	117,736	175,857
	<i>Nombre des inculpés</i>	17,701	1,461	19,409	30,704	128,830	198,105
1935	Acquittés	3,819	127	3,911	1,382	9,124	18,363
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	31	—	24	10	85	150
	Condamnés	13,982	1,387	13,035	17,579	84,900	130,883
	<i>Nombre des inculpés</i>	17,832	1,514	16,970	18,971	94,109	149,396
1936	Acquittés	3,636	170	3,445	1,248	8,377	16,876
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	43	7	43	10	129	232
	Condamnés	14,295	1,478	11,421	13,546	68,540	109,300
	<i>Nombre des inculpés</i>	17,974	1,655	14,909	14,804	77,066	126,408
1937	Acquittés	3,146	208	3,321	1,333	8,888	16,896
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	40	—	44	2	89	175
	Condamnés	12,406	1,745	10,790	12,444	72,261	109,646
	<i>Nombre des inculpés</i>	15,592	1,953	14,155	13,779	81,238	126,717
1938	Acquittés	3,215	263	3,235	1,014	8,697	16,424
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	37	3	25	4	88	157
	Condamnés	12,257	2,129	10,130	11,076	72,660	108,252
	<i>Nombre des inculpés</i>	15,509	2,395	13,390	12,094	81,445	124,833
1939	Acquittés	3,402	174	2,953	814	8,842	16,185
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	17	9	23	4	98	151
	Condamnés	11,787	1,602	9,934	9,990	75,436	108,749
	<i>Nombre des inculpés</i>	15,206	1,785	12,910	10,808	84,376	125,085
1940	Acquittés	1,905	70	1,725	715	6,501	10,916
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	25	3	33	12	101	174
	Condamnés	6,826	731	5,884	6,819	44,643	64,903
	<i>Nombre des inculpés</i>	8,756	804	7,642	7,546	51,245	75,993

Tableau n° 12. — APPELS DE POLICE.
NOMBRE DES APPELS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.

ANNÉES	APPELS				
	Restant à juger au commen- cement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année
1931	366	3,061	3,040	6	381
1932	381	2,666	2,715	2	330
1933	330	2,854	2,833	1	350
1934	350	2,834	2,780	3	401
1935	401	2,921	2,919	5	398
1936	398	3,194	3,190	4	398
1937	398	3,525	3,463	5	455
1938	455	3,447	3,445	—	457
1939	457	3,042	3,051	1	447
1940	436	1,756	1,749	6	437

Il y a lieu de mettre ce tableau en rapport avec le tableau n° 18 établissant le nombre de prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels.

Tableau n° 13a. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, ARTICLES 9, 10, 11 ET 11bis (obligation scolaire). — CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE DE PAIX.

ANNÉES	LOI DU 18 OCTOBRE 1921 RENFORÇANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 27 octobre 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille pour- suivis	NOMBRE DES CHEFS DE FAMILLE				
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
1931	6,540	1,245	1,037	4,047	44	167
1932	4,403	841	722	2,687	47	106
1933	5,395	1,255	850	3,067	13	210
1934	5,654	1,094	993	3,305	3	259
1935	4,234	831	704	2,493	17	189
1936	4,142	762	718	2,506	13	153
1937	4,888	920	832	2,962	7	167
1938	3,311	629	627	1,979	12	64
1939	3,521	660	672	2,106	12	71
1940	3,963	814	644	2,377	3	125

Tableau n° 13b. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE,
CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS.

ANNÉES	NOMBRE des chefs de famille poursuivis	NOMBRE DES CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS				
		acquittés	CONDAMNÉS À L'AMENDE		CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
1938	95	28	20	39	—	8
1939	100	9	22	64	1	4
1940	90	15	37	37	1	—

N. B. Les renseignements relatifs aux chefs de famille poursuivis devant les juges des enfants n'ont été recueillis qu'à dater de 1938.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs majorés de 60 décimes) ;

2° Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui sont frappées d'une peine correctionnelle et dont la compétence n'est pas attribuée au tribunal de police ou à une autre juridiction par une disposition explicite ;

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle, que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoient dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes. (Loi du 4 octobre 1867, modifiée par celles du 26 décembre 1881, du 4 septembre 1891, du 23 août 1919 et du 14 mai 1937.)

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de vingt-six. Dans les tribunaux de première instance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Cependant, la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux, prorogée par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, introduit des dispositions en vertu desquelles les tribunaux de pre-

mière instance, à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, « forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

En matière correctionnelle, les chambres ne comprenant qu'un juge connaissent :

1° Des affaires dans lesquelles le flagrant délit a été constaté par un procès-verbal ;

2° Des affaires dans lesquelles le prévenu est en état de détention préventive ;

3° Des affaires dans lesquelles le prévenu a subi une condamnation correctionnelle antérieure, non conditionnelle.

Toutefois, les infractions prévues par le titre VII du Code pénal, modifié par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, sont toujours déférées à un tribunal de trois juges.

Si le prévenu soutient que la cause n'a pas été introduite suivant les règles ci-dessus, le déclatoire devra être soulevé avant tout débat. L'appel sur l'incident n'est recevable qu'en même temps que l'appel sur le fond.

Application de la loi de défense sociale du 9 avril 1930. — Le tribunal correctionnel est compétent au même titre que les juridictions d'instruction en ce qui concerne la mise en observation du prévenu lorsqu'il existe des raisons de croire qu'il est anormal, et pour ordonner son internement dans un établissement spécial (art. 1 à 23 de la loi).

En outre, il appartient au tribunal correctionnel de se prononcer à l'égard des récidivistes et des délinquants d'habitude qu'ils ont à juger, sur leur mise éventuelle à la disposition du gouvernement :

Art. 25. — Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du Code pénal, peuvent être mis, par le jugement ou l'arrêt de condamnation, à la disposition

du gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans, après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque, ayant commis depuis quinze ans au moins trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement d'au moins six mois, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

La mise à la disposition du gouvernement des récidivistes et des délinquants d'habitude, prononcée par le jugement de condamnation et qui permet leur internement (art. 27) est venu remplacer la peine accessoire de la mise sous surveillance de police qui est abrogée (art. 31).

Il a paru essentiel, dans les tableaux qui suivent, d'énoncer les mises à disposition du gouvernement en vertu de l'art. 25 de la loi de défense sociale, dans une colonne spéciale et de ne pas les confondre avec les mises à disposition du gouvernement des vagabonds et mendiants (art. 14 de la loi du 27 novembre 1891), ni avec celle des délinquants mineurs de moins de 18 ans jusqu'à leur majorité (art. 37 de la loi du 15 mai 1912).

Tableau n° 14. — NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU A S'OCCUPER

ANNÉES	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNÉE								TOTAL des affaires à juger	AFFAIRES TERMINÉES					TOTAL des affaires terminées	AFFAIRES restant à juger à la fin de l'année	
	portées devant le tribunal par				renvoyées devant le tribunal par					par jugement							
	citation directe du ministère public	citation directe de la partie civile	une admission publique	la chambre du conseil	la chambre des mises en accusation	la cour de cassation	Total	AU FOND			d'incompé-	par radiation du rôle					
								contradictoirement		par défaut			(1)	Total			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
1931	11,588	27,616	238	1,278	11,261	37	7	40,437	52,025	32,859	6,582	1,791	41,232	33	46	41,311	10,714
1932	10,734	29,036	219	1,225	10,625	43	11	41,159	51,893	34,040	6,146	1,722	41,908	26	39	41,973	9,920
1933	9,920	28,580	270	1,266	10,012	29	21	40,178	50,098	33,327	5,829	1,935	41,091	41	49	41,181	8,917
1934	8,917	31,695	284	1,595	10,877	40	9	44,500	53,417	35,232	6,144	1,975	43,351	43	64	43,458	9,959
1935	9,959	27,206	232	1,230	10,844	27	14	39,553	49,512	32,894	5,490	1,844	40,228	40	91	40,359	9,163
1936	9,163	30,054	326	1,110	11,285	43	13	42,831	51,984	34,444	5,447	1,702	41,593	26	37	41,656	10,328
1937	10,328	29,033	308	748	11,145	41	13	41,288	51,616	33,932	5,636	2,102	41,670	34	48	41,752	9,864
1938	9,864	29,943	262	1,049	11,304	39	16	42,613	52,477	34,690	6,160	1,831	42,681	40	40	42,781	9,716
1939	9,716	27,067	212	1,394	11,163	30	25	39,891	49,607	33,115	5,522	1,827	40,464	55	45	40,564	9,043
1940	9,043	44,360	185	1,755	11,871	20	9	58,200	67,243	40,117	6,952	2,953	60,022	74	59	60,155	17,088

(1) Contradictoirement à l'égard de certains prévenus, par défaut, à l'égard des autres.

(2) Chiffre rectifié.

294590
2936750
340
2136
4109989 351

Tableau n° 15. — TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE À TROIS JUGES, PAR UN JUGE UNIQUE.

ANNÉES	TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES PAR UN JUGEMENT AU FOND	NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES AU FOND PAR UNE CHAMBRE À TROIS JUGES	NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES AU FOND PAR UN JUGE UNIQUE
1	2	3	4
1931	41,232	16,749	24,232
1932	41,908	16,698	25,210
1933	41,091	17,284	23,807
1934	43,351	17,859	25,492
1935	40,228	16,106	24,122
1936	41,593	16,580	25,013
1937	41,670	16,300	25,370
1938	42,681	15,566	27,115
1939	40,464	15,376	25,088
1940	50,022	21,599 18,423	28,498 31,599

TABLEAU N° 16

Il a été tenu compte de l'importance de ce tableau, qui donne la nomenclature des crimes, délits et infractions dont les tribunaux correctionnels ont eu à connaître et qui spécifie d'après leur nature les peines principales et accessoires prononcées.

L'ordre alphabétique précédemment employé pour la nomenclature des infractions a été abandonné, non seulement parce qu'une publication concordante en deux langues ne permet pas de suivre un ordre alphabétique, mais aussi parce que la classification alphabétique n'est pas de nature à fournir un aperçu ordonné de l'esprit de la législation pénale en vigueur.

Il a été jugé utile de suivre pour les crimes correctionnalisés et pour les délits l'ordre du Code pénal, dont l'application est ainsi reflétée dans sa logique particulière. Certaines condensations ont été opérées, par exemple en ce qui concerne les faux en écritures, les attentats à la pudeur, l'excitation à la débauche, etc., dont les détails par délit caractérisé peuvent toujours être obtenus à la section de la statistique judiciaire de l'Office central de statistique, mais en règle générale, il a été évité, même en cette statistique décennale, d'abrégé à un tel point, qui permette une confusion quelconque dans la manifestation sociale des infractions.

Pour ce qui concerne les infractions prévues

par des lois spéciales, dont l'importance s'est accrue d'année en année, il a été trouvé indispensable de rechercher dans la législation une logique par domaine d'application.

Les divisions suivantes ont été admises :

1. Ordre et sécurité publics;
2. Santé publique;
3. Commerce et industrie;
4. Agriculture, animaux, chasse et pêche;
5. Travail et prévoyance;
6. Transport, voirie et communications.

Au sein de chaque division, les infractions sont, autant que possible, groupées dans l'ordre logique qu'inspire leur nature, de sorte que toute recherche laborieuse est évitée, et que toute disposition législative nouvelle vienne à l'avenir compléter une rubrique dans son ordre rationnel et soit ainsi mise en relief.

Les en-têtes des colonnes du tableau ont été maintenues, sauf en ce qui concerne les peines accessoires.

La loi de défense sociale du 9 avril 1930 a abrogé la mise sous surveillance de police et l'a remplacée par la mise à la disposition du gouvernement des condamnés.

La colonne 12 donne par espèce d'infraction le nombre des condamnés mis à la disposition

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS							accès- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				l'amende condition- nelle	simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement	sans condition							
						con- dition- nel	plus de 6 mois	6 mois et moins					
Vol à l'aide d'effraction, de violences ou de menaces (Art. 467 à 472)	1931	1,275	118	1,157	200	400	575	6	6	28	11	—	
	1932	1,264	117	1,147	269	298	568	8	4	23	—	—	
	1933	1,216	129	1,087	259	256	564	5	3	29	1	—	
	1934	1,378	144	1,234	314	320	587	7	6	10	4	—	
	1935	1,238	162	1,076	252	278	540	2	4	21	5	—	
	1936	1,155	149	1,006	238	233	528	4	3	12	7	32	
	1937	1,044	134	910	232	190	478	6	4	17	9	18	
	1938	1,072	145	927	220	249	451	1	6	35	8	23	
	1939	1,005	100	905	207	262	420	12	4	24	3	33	
	1940	1,338	166	1,172	286	297	569	12	8	24	2	22	
Banqueroute frauduleuse (Art. 489, § 2)	1931	54	8	46	14	18	14	—	—	—	—	—	
	1932	79	11	68	19	25	24	—	—	2	4	—	
	1933	91	13	78	20	21	36	—	1	—	—	—	
	1934	99	13	86	18	13	52	1	2	1	—	—	
	1935	92	20	72	25	19	27	—	1	1	—	—	
	1936	74	18	56	20	17	18	—	1	1	—	—	
	1937	67	26	41	13	6	22	—	—	—	—	—	
	1938	49	12	37	13	11	12	1	—	1	—	—	
	1939	48	9	39	13	10	16	—	—	2	—	3	
	1940	48	9	39	9	12	18	—	—	—	—	—	
Recèlement d'objets enlevés par un crime punissable de la peine de mort ou des travaux forcés à perpétuité (Art. 506)	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1933	6	—	6	5	—	1	—	—	—	—	—	
	1934/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Incendie (Art. 510, 511, § 1; 512, § 1; 513, §§ 2, 3, 4)	1931	15	4	11	2	7	2	—	—	—	—	—	
	1932	16	3	13	3	7	3	—	—	—	—	—	
	1933	24	8	16	2	14	—	—	—	—	—	—	
	1934	25	12	13	4	3	5	1	—	2	—	—	
	1935	15	1	14	—	11	3	—	—	2	—	—	
	1936	13	1	12	—	9	3	—	—	5	—	—	
	1937	8	—	8	—	8	—	—	—	1	—	—	
	1938	12	—	12	1	7	4	—	—	3	—	—	
	1939	11	—	11	1	6	4	—	—	1	—	—	
	1940	13	1	12	2	7	3	—	—	1	—	—	
Destruction de constructions (Art. 521)	1931	11	4	7	2	—	4	—	1	—	—	—	
	1932	14	8	6	6	—	—	—	—	—	—	—	
	1933	22	14	8	1	3	4	—	—	—	—	—	
	1934	9	2	7	4	—	2	—	—	1	—	—	
	1935	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	
	1936	35	7	28	22	—	6	—	—	—	—	—	
	1937	7	1	6	1	—	5	—	—	—	—	—	
	1938	8	2	6	4	1	1	—	—	—	—	—	
	1939	12	2	10	5	—	5	—	—	—	—	—	
	1940	8	1	7	3	—	3	—	—	1	—	—	

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS							accès- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				l'amende condition- nelle	simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement	sans condition							
						con- dition- nel	plus de 6 mois	6 mois et moins					
Pillage, destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences et menaces (Art. 529 et 530)	1931	10	—	10	4	3	3	—	—	—	—	—	
	1932	7	—	7	3	4	—	—	—	—	—	—	
	1933	5	—	5	—	3	2	—	—	—	—	—	
	1934	6	2	4	1	—	3	—	—	—	—	—	
	1935	6	—	6	2	—	4	—	—	—	—	—	
	1936	7	—	7	1	1	5	—	—	—	—	—	
	1937	4	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	
	1938	3	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—	
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Sûreté de l'Etat : s'être procuré objets, plans, écrits ou avoir fait des opérations topographiques intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat (Art. 118, 120, 120ter, 123bis, 123ter)	1931/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1934		1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	
1935		1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	
1936		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1937		4	—	4	—	1	1	2	—	—	—	—	
1938		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1939		1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	
1940		2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	
Entrave au libre exercice d'un culte ou à l'observation des jours de repos (Art. 142 à 145)		1931	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—
		1932	6	2	4	—	—	2	2	—	—	—	—
	1933	4	—	4	—	—	1	3	—	—	—	—	
	1934	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	
	1935	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1937	7	1	6	—	—	1	3	2	—	—	—	
	1938	3	—	3	—	—	1	1	1	—	—	—	
	1939	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	
Arrestation illégale ou arbitraire et violation de domicile par un fonctionnaire public (Art. 147 et 148)	1931	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
	1932/34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1935	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—	
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1937	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1939	3	—	3	—	—	2	—	1	—	—	—	
	1940	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	
	Ouverture ou suppression de lettres ou autres communications par un agent du gouvernement (Art. 149; Loi du 13 octobre 1930, art. 18)	1931	4	—	4	1	—	—	3	—	—	—	—
		1932	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
1933		2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	
1934		1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	
1935		2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	
1936		4	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	
1937		4	1	3	1	—	2	—	—	—	—	—	
1938		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1939		4	1	3	3	—	—	—	—	—	—	—	
1940		1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	

Délits.

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS							accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930			
					l'emprisonnement		l'amende			con- dition- nelle		simple	
					con- dition- nel	sans condition							
						plus de 6 mois	6 mois et moins						
Adultère et complicité d'adultère. (Art. 387 à 390)	1931	2,421	148	2,273	253	2	201	543	1,274	—	—	—	
	1932	2,560	177	2,383	109	—	128	646	1,500	—	—	—	
	1933	2,802	188	2,614	178	—	150	960	1,326	—	—	—	
	1934	2,694	179	2,515	196	—	177	1,045	1,097	—	—	—	
	1935	2,798	238	2,560	198	—	171	1,054	1,137	—	—	—	
	1936	3,085	205	2,880	171	—	184	1,201	1,324	—	—	—	
	1937	3,310	183	3,127	205	—	202	1,265	1,455	—	—	—	
	1938	3,291	229	3,062	223	3	196	1,320	1,320	—	—	—	
	1939	3,098	234	2,864	168	—	186	1,029	1,481	1	—	1	
	1940	1,905	90	1,815	109	1	131	637	937	—	—	—	
Abandon de famille (Art. 391bis)	1931	249	64	185	48	—	67	29	41	—	—	—	
	1932	263	57	206	39	—	89	43	35	—	—	—	
	1933	273	83	190	29	—	75	41	45	—	—	—	
	1934	299	100	199	26	—	80	44	49	—	—	—	
	1935	293	103	190	18	—	85	40	47	—	—	—	
	1936	319	92	227	34	—	93	46	54	—	—	—	
	1937	355	91	264	48	—	93	61	62	—	—	—	
	1938	316	93	223	35	—	94	41	53	—	—	—	
	1939	272	73	199	32	—	89	35	43	—	—	—	
	1940	159	32	127	16	—	66	20	25	—	—	—	
Coups et blessures (Art. 398, 399, 440, § 1 et 410)	1931	10446	2,283	8,163	819	97	1,336	2,962	2,949	2	—	—	
	1932	10224	2,300	7,924	751	78	1,187	3,061	2,847	2	—	—	
	1933	9,004	1,908	7,096	595	62	1,037	2,812	2,590	1	—	—	
	1934	9,255	1,867	7,388	752	61	1,132	2,804	2,639	—	—	—	
	1935	8,377	1,665	6,712	659	50	1,156	2,478	2,369	3	—	—	
	1936	7,846	1,668	6,178	611	66	969	2,361	2,171	3	—	1	
	1937	7,877	1,639	6,238	497	59	913	2,393	2,376	—	1	—	
	1938	7,020	1,374	5,646	547	43	816	2,133	2,107	1	—	2	
	1939	6,810	1,364	5,446	467	49	818	1,995	2,117	2	—	5	
	1940	3,906	788	3,118	262	42	500	1,142	1,172	—	—	1	
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (Art. 401bis et 410, § 1)	1931	4	—	4	2	2	—	—	—	—	—	—	
	1932	5	1	4	1	—	2	1	—	—	—	—	
	1933	19	5	14	3	—	6	5	—	—	—	—	
	1934	7	1	6	2	—	2	2	—	—	—	—	
	1935	13	4	9	3	—	5	—	1	—	—	—	
	1936	7	2	5	—	—	5	—	—	—	—	—	
	1937	4	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	
	1938	6	4	2	—	—	—	2	—	—	—	—	
	1939	6	4	2	1	1	—	—	—	—	—	—	
	1940	9	—	9	2	—	6	1	1	—	—	—	

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS							accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
					TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930			
						l'emprisonnement		l'amende			con- dition- nelle		simple	
						con- dition- nel	sans condition							
							plus de 6 mois	6 mois et moins						
Administration volontaire de substances nuisibles et tentative (Art. 402, 405 et 410)	1931	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
	1932/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1934	5	2	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	
	1935	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	
	1936	3	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1937	3	—	3	—	2	—	—	—	1	—	—	—	
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1939	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
	Homicide ou lésions corporelles provoqués (Art. 411 à 414)	1931	12	2	10	2	4	3	1	—	—	—	—	
1932		12	—	12	3	6	2	1	—	—	—	—		
1933		12	—	12	1	2	2	3	4	—	—	—		
1934		5	—	5	—	3	1	—	1	—	—	—		
1935		6	—	6	1	3	—	—	2	—	—	—		
1936		6	—	6	1	2	3	—	—	—	—	—		
1937		3	—	3	—	1	1	—	1	—	—	—		
1938		2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—		
1939		1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—		
1940		1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—		
Homicide involontaire (Art. 419)	1931	373	65	308	88	14	55	78	73	—	—	—		
	1932	318	74	244	62	12	45	71	54	—	—	—		
	1933	339	73	266	69	11	44	77	65	—	—	—		
	1934	372	69	303	82	9	46	93	73	—	—	—		
	1935	344	70	274	80	18	30	80	66	—	—	—		
	1936	382	91	291	80	12	45	97	57	—	—	—		
	1937	378	91	287	82	7	53	86	59	—	—	—		
	1938	384	73	311	97	9	51	97	57	—	—	—		
	1939	378	75	303	77	9	43	100	74	—	—	—		
	1940	191	33	158	53	—	31	46	28	—	—	—		
Lésions corporelles involontaires (Art. 420)	1931	3,031	555	2,476	94	—	115	1,107	1,160	—	—	—		
	1932	2,780	493	2,287	92	1	114	1,131	949	—	—	—		
	1933	2,946	570	2,376	71	—	78	1,313	914	—	—	—		
	1934	2,880	634	2,246	59	—	97	1,149	941	—	—	—		
	1935	2,651	545	2,106	45	—	86	1,066	909	—	—	—		
	1936	2,971	585	2,386	57	—	88	1,307	934	—	—	—		
	1937	3,172	646	2,526	53	—	96	1,477	900	—	—	—		
	1938	3,024	538	2,486	72	—	98	1,252	1,064	—	—	—		
	1939	2,985	599	2,386	49	1	79	1,165	1,092	1	—	1		
	1940	1,818	371	1,447	41	—	62	714	630	—	—	—		

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS							accès- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t		
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À					Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	12	13
					l'emprisonnement			l'amende						
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle	simple					
						plus de 6 mois	6 mois et moins							
6	7	8	9	10	11	12	13							
Destruction de et mauvais traitement excessif envers les animaux domestiques (Art. 538 à 541)	1931	8	2	6	2	—	1	—	3	—	—	—		
	1932	13	6	7	—	—	3	1	3	—	—	—		
	1933	7	2	5	—	—	2	1	2	—	—	—		
	1934	9	2	7	2	—	4	1	—	—	—	—		
	1935	11	2	9	2	—	1	3	3	—	—	—		
	1936	6	—	6	—	—	2	2	2	—	—	—		
	1937	5	2	3	—	—	1	1	1	—	—	—		
	1938	5	2	3	—	—	1	—	2	—	—	—		
	1939	15	4	11	2	—	3	2	4	—	—	—		
1940	3	—	3	—	—	2	—	1	—	—	—			
Destruction de clôtures, dé- placement de bornes (Art. 545 et 546)	1931	568	101	467	13	—	67	147	240	—	—	—		
	1932	511	96	415	14	—	63	152	186	—	—	—		
	1933	502	84	418	16	—	61	137	204	—	—	—		
	1934	484	84	400	21	—	71	127	181	—	—	—		
	1935	415	68	347	15	—	54	109	169	—	—	—		
	1936	437	86	351	9	—	59	91	192	—	—	—		
	1937	439	82	357	7	—	69	104	177	—	—	—		
	1938	373	84	289	4	—	53	100	132	—	—	—		
	1939	394	78	316	10	—	51	87	168	—	—	—		
	1940	256	54	202	3	—	45	57	97	—	—	1		
Inondation d'héritages, che- mins ou propriétés (Art. 549 et 550)	1931	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—		
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1933	3	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—		
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1935	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—		
	1936	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—		
	1937	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—		
1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
1939	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—			
1940	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Maraudage avec circonstan- ces aggravantes (Art. 557, 6°, § 2)	1931	90	8	82	2	—	13	37	30	—	—	—		
	1932	148	13	135	12	1	21	51	50	—	—	—		
	1933	179	6	173	14	—	18	71	70	—	—	—		
	1934	188	15	173	30	—	28	62	53	—	—	—		
	1935	180	37	143	20	—	23	59	41	—	—	—		
	1936	171	17	154	6	—	25	74	49	—	—	—		
	1937	80	10	70	3	—	14	27	26	—	—	—		
	1938	110	14	96	9	—	17	37	33	—	—	—		
	1939	118	9	109	9	—	18	44	38	—	—	—		
	1940	283	22	261	34	—	59	101	67	—	—	—		

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS							accès- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t		
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À					Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	12	13
					l'emprisonnement			l'amende						
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle	simple					
						plus de 6 mois	6 mois et moins							
6	7	8	9	10	11	12	13							
Contraventions de police.														
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées, ou substances alimentaires gâtés, corrompus, décla- rés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	1931	138	6	132	—	—	2	48	82	—	—	—		
	1932	69	3	66	—	—	1	27	38	—	—	—		
	1933	65	2	63	—	—	—	25	38	—	—	—		
	1934	112	4	108	—	—	3	49	56	—	—	—		
	1935	183	3	180	—	—	—	98	82	—	—	—		
	1936	114	9	105	1	—	1	35	68	—	—	—		
	1937	110	2	108	1	—	1	43	63	—	—	—		
	1938	141	9	132	—	—	—	66	66	—	—	—		
	1939	159	8	151	1	—	—	60	90	—	—	—		
	1940	120	17	103	—	—	—	29	74	—	—	—		
Autres contraventions	1931	843	178	665	1	—	3	328	333	—	—	—		
	1932	803	147	656	—	—	4	316	336	—	—	—		
	1933	759	140	619	—	—	4	320	295	—	—	—		
	1934	785	171	614	4	—	7	303	300	—	—	—		
	1935	764	169	595	—	—	9	269	317	—	—	—		
	1936	685	127	558	—	—	4	251	303	—	—	—		
	1937	738	170	568	2	—	2	284	280	—	—	—		
	1938	622	113	509	2	—	3	244	260	—	—	—		
	1939	603	101	502	2	—	3	236	261	—	—	—		
	1940	349	63	286	2	—	2	130	152	—	—	—		

INFRACTIONS PRÉVUES PAR DES LOIS SPÉCIALES.

1. — Ordre et sécurité publics.

Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre (Loi du 5 mars 1935)	1940	496	165	331	153	7	4	151	16	—	—	—
	1931/38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infraction d'audience (C. I. C., art. 505)	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1931	32	6	26	—	—	—	—	26	—	—	—
Témoins défaillants : Code d'Instruction Criminelle (Art. 80, 157 et 189)	1932	42	5	37	—	—	—	1	36	—	—	—
	1933	23	4	19	—	—	—	—	19	—	—	—
	1934	22	2	20	—	—	—	1	19	—	—	—
	1935	17	3	14	—	—	—	—	14	—	—	—
	1936	12	1	11	—	—	—	2	9	—	—	—
	1937	9	1	8	—	—	—	—	8	—	—	—
	1938	18	8	10	—	—	—	—	10	—	—	—
	1939	16	3	13	—	—	—	1	12	—	—	—
	1940	22	7	15	—	—	—	1	14	—	—	—

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	CONDAMNÉS												
		TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À					accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT			
					l'emprisonnement		l'amende		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930			
					conditionnel	sans condition	conditionnelle	simple				plus de 6 mois	6 mois et moins	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13		
Déclaration inexacte concernant la liste des jurés (Loi du 18 juin 1869. Loi du 21 décembre 1930. Art. 3 et 17bis)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
	1933/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (Loi du 29 juin 1929. Art. 49)	1931	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—
	1932	2	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
	1933	3	—	3	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—
	1934	9	3	6	2	—	—	—	—	4	—	—	—	—
	1935	6	1	5	2	1	—	—	2	—	—	—	—	—
	1936	8	5	3	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
	1937	11	4	7	—	—	1	—	3	3	—	—	—	—
	1938	4	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
	1939	5	1	4	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—
	1940	15	—	15	—	1	1	—	12	1	—	—	—	—
Faux port du titre d'avocat (Loi du 30 août 1913)	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	3	1	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
	1936	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
	1937	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
	1938	3	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—
	1939	3	—	3	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Exercice de la profession de géomètre, huissier, greffier, etc. (Règlement des obligations professionnelles)	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1933		1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
1934/35		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1936		1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
1937		1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
1938		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1939		1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Provocation de commettre des crimes ou délits (Loi du 7 juillet 1875. Loi du 25 mars 1891. Loi du 28 juillet 1934)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	10	—	10	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	2	—	2	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
	1937	6	—	6	4	—	2	—	—	—	—	—	—	—
	1938	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	9	—	9	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	CONDAMNÉS													
		TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À					accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT				
					l'emprisonnement		l'amende		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930				
					conditionnel	sans condition	conditionnelle	simple				plus de 6 mois	6 mois et moins		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Elections (Code électoral, art. 181 à 203, révisé par la loi du 26 avril 1929. Lois électorales communales coordonnées par A. R. du 4 août 1932. Loi organique des élections provinciales du 19 octobre 1921, modifiée par loi du 26 avril 1929)	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1933	6	1	5	—	—	1	—	3	1	—	—	—	—	
	1934/35	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1936	12	—	12	—	—	—	—	—	10	2	—	—	—	
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1938	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	
	1939	3	—	3	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	
	1940	2	—	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	
	Registres de la population (L. du 2 juin 1856. A. R. du 30 décembre 1900. L. du 6 février 1919. A. R. du 14 octobre 1939)	1931	88	2	86	—	—	—	—	25	61	—	—	—	—
		1932	77	4	73	—	—	—	—	41	32	—	—	—	—
1933		133	16	118	—	—	—	—	69	49	—	—	—	—	
1934		98	1	97	—	—	—	—	40	57	—	—	—	—	
1935		87	5	82	—	—	—	—	35	47	—	—	—	—	
1936		106	7	99	—	—	—	—	54	45	—	—	—	—	
1937		61	3	58	—	—	—	—	25	33	—	—	—	—	
1938		51	2	49	—	—	—	—	26	23	—	—	—	—	
1939		56	8	48	—	—	—	—	22	26	—	—	—	—	
1940		41	1	40	—	—	—	—	23	17	—	—	—	—	
Règlements provinciaux et arrêté des gouverneurs du 25 août 1939 sur la fermeture des cafés	1931	4	1	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	
	1932	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	
	1933	6	2	4	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	
	1934	13	2	11	—	—	—	—	7	4	—	—	—	—	
	1935	50	1	49	—	—	—	—	17	32	—	—	—	—	
	1936	1,640	187	1,453	19	—	6	—	661	767	—	—	—	—	
	1937	76	9	67	—	—	—	—	34	33	—	—	—	—	
	1938	44	21	23	—	—	—	—	17	6	—	—	—	—	
	1939	1,720	219	1,501	—	—	2	—	805	694	—	—	—	—	
	1940	1,324	305	1,019	1	—	—	—	473	545	—	—	—	—	
Règlements communaux	1931	72	13	59	—	—	—	—	1	24	34	—	—	—	
	1932	122	13	109	—	—	—	—	1	47	59	—	—	—	
	1933	96	12	84	—	—	—	—	—	36	48	—	—	—	
	1934	178	36	142	—	—	—	—	3	67	72	—	—	—	
	1935	159	30	129	—	—	—	—	1	83	45	—	—	—	
	1936	163	13	150	1	—	—	—	—	70	79	—	—	—	
	1937	114	22	92	—	—	—	—	—	50	42	—	—	—	
	1938	92	14	78	—	—	—	—	—	40	38	—	—	—	
	1939	43	4	39	3	—	—	—	2	10	24	—	—	—	
	1940	31	1	30	—	—	—	—	2	11	17	—	—	—	

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS							accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ¹	
				TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL A				con-dition-nelle	simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement		l'amende						
					con-dition-nel	sans condition plus de 6 mois	6 mois et moins	con-dition-nelle					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
Prostitution (A. du 25 juin 1940)	1940	50	19	31	2	—	6	9	14	—	—	—	
	1931	58	32	26	—	—	1	8	17	—	—	—	
	1932	20	5	15	—	—	—	2	13	—	—	—	
	1933	12	2	10	—	—	—	3	7	—	—	—	
	1934	21	3	18	1	—	—	6	11	—	—	—	
Falsification des denrées alimentaires (Loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5, etc.)	1935	27	3	24	—	—	—	10	14	—	—	—	
	1936	28	1	27	1	—	2	9	15	—	—	—	
	1937	25	—	25	—	—	2	8	15	—	—	—	
	1938	32	—	32	—	—	—	8	24	—	—	—	
	1939	19	2	17	—	—	—	5	12	—	—	—	
	1940	19	4	15	—	—	—	3	12	—	—	—	
	1931	16	7	9	—	1	8	—	—	—	—	—	
Déten-tion de saccharine (Loi du 13 juillet 1930, art. 6)	1932	9	4	5	—	1	4	—	—	—	—	—	
	1933	12	2	10	—	3	7	—	—	—	—	—	
	1934	27	2	25	—	—	24	—	1	—	—	—	
	1935	23	1	22	1	1	19	—	1	—	—	—	
	1936	26	2	24	—	—	24	—	—	—	—	—	
	1937	20	2	18	1	—	16	—	1	—	—	—	
	1938	12	6	6	—	—	5	—	1	—	—	—	
	1939	12	1	11	—	—	11	—	—	—	—	—	
1940	4	—	4	—	—	3	1	—	—	—	—		
Répression des fraudes au moyen de la margarine (Loi du 4 mai 1900. Loi du 12 août 1903. A. R. du 20 octobre 1903. A. R. du 3 février 1919) abrogés par	1931	6	—	6	1	—	—	2	3	—	—	—	
	1932	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	
	1933	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	
	1934	9	—	9	—	—	1	6	2	—	—	—	
	1935	24	1	23	—	—	1	6	16	—	—	—	
	1936	208	15	193	—	—	—	154	39	—	—	—	
	1937	346	40	306	1	—	6	191	108	—	—	—	
	1938	382	39	343	2	—	8	185	148	—	—	—	
Beurres, margarines, graisses préparées (Loi du 8 juillet 1935)	1939	412	61	351	5	—	13	150	183	—	—	—	
	1940	258	33	225	2	—	9	98	116	—	—	—	
Prohibition des succédanés de certains produits laitiers (Loi du 30 mars 1936)	1936	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
	1937/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Distribution du lait (A. R. du 7 juillet 1939. A. R. du 27 octobre 1939. A. R. du 5 septembre 1940)	1940	60	12	48	—	—	1	19	28	—	—	—	
	1936	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
Protection des eaux de boisson (Loi du 14 août 1933, art. 5)	1935	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	
	1936/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A. R. du 20 décembre 1934. A. R. du 4 février 1935)	1938	5	—	5	—	—	—	4	1	—	—	—	
	1939	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—	
	1940	4	—	4	—	—	—	3	1	—	—	—	
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS							accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ¹	
				TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL A				con-dition-nelle	simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement		l'amende						
					con-dition-nel	sans condition plus de 6 mois	6 mois et moins	con-dition-nelle					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
3. — Commerce et Industrie.													
Police du commerce (Réglementation)	1935	24	—	24	—	—	—	18	6	—	—	—	
	1936	530	59	471	—	—	1	307	163	—	—	—	
	1937	810	100	710	—	—	2	392	316	—	—	—	
	1938	656	58	598	2	—	2	316	278	—	—	—	
	1939	882	186	696	4	1	6	283	402	—	—	—	
	1940*	15772	2,642	13130	26	2	210	4,362	8,530	—	—	—	
Spéculation illicite (Loi du 18 juillet 1924)	1931/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	
Affichage des prix de vente (Loi du 30 juillet 1923)	1931	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	
	1932	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
	1933	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
	1934	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
	1935	7	—	7	—	—	—	3	4	—	—	—	
	1936	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	
	1937	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	
	1938	6	—	6	—	—	—	2	4	—	—	—	
1939	7	—	7	—	—	—	2	5	—	—	—		
1940	27	—	27	—	—	—	10	17	—	—	—		
Poids et mesures (Loi du 1 ^{er} octobre 1855. A. R. du 28 novembre 1939)	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1933	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1935	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	
	1936/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
Contrôle des devises (Loi du 8 août 1932)	1935	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1936/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Trafic et refonte des monnaies métalliques (Loi du 8 mai 1924, art. 1 ^{er} et 2)	1936	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1937/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1940	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
Contrôle des banques et régime des émissions de titres (A. R. du 9 juillet 1935)	1937	8	4	4	—	—	—	2	2	—	—	—	
	1938/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A. R. du 30 janvier 1935. A. R. du 20 juin 1935. C. Com., Livre I, titre V)	1935	8	4	4	—	—	—	4	—	—	—	—	
	1936	15	4	11	—	—	—	4	7	—	—	—	
	1937	13	9	4	—	—	—	1	3	—	—	—	
	1938	6	—	6	1	—	—	5	—	—	—	—	
	1939	47	7	40	—	—	13	3	24	—	—	—	
	1940	17	2	15	2	—	4	2	7	—	—	—	

* Voir commentaire à la fin du tableau.

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS							accessoire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930			
					l'emprisonnement		l'amende						
					con-dition-nel	sans condition plus de 6 mois 6 mois et moins	con-dition-nelle	simple					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
Importation, transit et exportation des œufs (Loi du 14 juillet 1930. Loi du 5 avril 1934)	1931	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—	
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1933	13	1	12	—	—	—	7	5	—	—	—	
	1934	6	3	3	—	—	—	2	1	—	—	—	
	1935	24	5	19	—	—	—	6	13	—	—	—	
	1936	12	1	11	—	—	—	4	7	—	—	—	
	1937	25	2	23	—	—	—	13	10	—	—	—	
	1938	36	5	31	—	—	—	22	9	—	—	—	
	1939	17	2	15	—	—	—	7	8	—	—	—	
	1940	9	3	6	—	—	—	1	5	—	—	—	
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A. R. du 19 juillet 1926. A. R. du 20 août 1926)	1931	92	24	68	—	—	—	28	40	—	—	—	
	1932	68	10	58	—	—	1	35	22	—	—	—	
	1933	77	12	65	—	—	2	29	34	—	—	—	
	1934	61	4	57	—	—	1	20	36	—	—	—	
	1935	70	17	53	—	—	—	24	29	—	—	—	
	1936	103	3	100	—	—	—	62	38	—	—	—	
	1937	104	10	94	1	—	1	39	53	—	—	—	
	1938	50	2	48	—	—	—	28	20	—	—	—	
	1939	45	5	40	—	—	—	20	20	—	—	—	
	1940	57	8	49	—	—	1	27	21	—	—	—	
Art vétérinaire (Loi du 4 avril 1890, modifiée par Loi du 28 mai 1906; Loi du 23 mai 1924)	1931/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1934	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	
	1935	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	
	1936	6	1	5	—	—	—	—	5	—	—	—	
	1937	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	
	1938	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1940	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—	
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (Loi du 30 décembre 1882)	1931	269	41	228	2	—	4	127	95	—	—	—	
	1932	241	34	207	1	—	—	119	87	—	—	—	
	1933	762	93	669	3	—	4	358	304	—	—	—	
	1934	813	88	725	1	—	3	381	340	—	—	—	
	1935	241	26	215	1	—	—	87	127	—	—	—	
	1936	261	40	221	1	—	3	91	126	—	—	—	
	1937	590	73	517	1	—	3	280	233	—	—	—	
	1938	2,569	390	2,179	—	—	2	1,232	945	—	—	—	
	1939	559	59	500	1	—	3	273	223	—	—	—	
	1940	308	17	291	1	—	3	136	151	—	—	—	

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS							accessoire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930			
					l'emprisonnement		l'amende						
					con-dition-nel	sans condition plus de 6 mois 6 mois et moins	con-dition-nelle	simple					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
Rage canine (A. R. du 29 octobre 1908)	1931	42	7	35	—	—	—	14	21	—	—	—	
	1932	17	5	12	—	—	—	1	11	—	—	—	
	1933	8	—	8	—	—	3	1	4	—	—	—	
	1934	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—	
	1935	11	1	10	—	—	—	2	8	—	—	—	
	1936	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—	
	1937	6	—	6	—	—	—	2	4	—	—	—	
	1938	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	
	1939	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	
	1940	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
Protection des animaux (Loi du 22 mars 1929)	1931	302	31	271	13	—	15	89	154	—	—	—	
	1932	362	51	311	11	—	26	103	171	—	—	—	
	1933	320	53	267	3	—	13	109	142	—	—	—	
	1934	294	43	251	3	—	19	84	145	—	—	—	
	1935	332	53	279	5	—	17	104	163	—	—	—	
	1936	304	59	245	3	—	18	105	119	—	—	—	
	1937	298	61	237	4	—	12	95	126	—	—	—	
	1938	277	108	169	2	—	16	72	79	—	—	—	
	1939	232	38	194	13	—	10	80	91	—	—	—	
	1940	135	19	116	5	—	8	47	56	—	—	—	
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (Loi du 28 février 1882, art. 31. A. R. du 25 octobre 1929)	1931	4	—	4	—	—	—	4	—	—	—	—	
	1932	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1933	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	
	1934	15	1	14	—	—	—	8	6	—	—	—	
	1935	17	—	17	—	—	—	7	10	—	—	—	
	1936	15	—	15	—	—	—	5	10	—	—	—	
	1937	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	
	1938	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—	
Amélioration de l'espèce chevaline (A. R. du 6 avril 1936. A. R. du 11 septembre 1936, art. 27 et 28)	1937	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—	
	1938	5	—	5	—	—	—	4	1	—	—	—	
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1940	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
Chasse (Loi du 28 février 1882, modifiée par Loi du 4 avril 1900, sauf art. 31)	1931	1,479	352	1,127	24	—	79	590	434	—	—	—	
	1932	1,487	350	1,137	21	—	122	581	413	—	—	—	
	1933	1,293	282	1,011	16	—	108	471	416	—	—	—	
	1934	1,557	321	1,236	34	—	145	566	491	—	—	—	
	1935	1,560	419	1,141	29	—	123	476	513	—	—	—	
	1936	1,501	357	1,144	24	—	105	525	490	—	—	—	
	1937	1,026	227	799	14	—	94	356	335	—	—	—	
	1938	1,004	220	784	14	—	73	353	344	—	—	—	
	1939	1,280	253	1,027	13	—	70	453	491	—	—	—	
	1940	846	192	654	10	1	46	267	330	—	—	—	

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	CONDAMNÉS										
		TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À					accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
					l'emprisonnement			l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					con-dition-nel	sans condition		con-dition-nelle	simple			
6	plus de 6 mois	6 mois et moins	7	8	9	10	11	12	13			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Repos dominical (Loi du 17 juillet 1905. Loi du 26 mai 1914. Loi du 14 juin 1921. Loi du 24 juillet 1927)	1931	100	20	80	—	—	—	51	29	—	—	—
	1932	47	3	44	—	—	—	20	24	—	—	—
	1933	52	7	45	—	—	—	30	15	—	—	—
	1934	73	17	56	—	—	—	36	20	—	—	—
	1935	82	25	57	—	—	—	30	27	—	—	—
	1936	82	18	64	—	—	—	38	26	—	—	—
	1937	49	8	41	—	—	—	19	22	—	—	—
	1938	72	18	54	—	—	—	32	22	—	—	—
	1939	44	15	29	—	—	—	17	12	—	—	—
	1940	10	2	8	1	—	1	1	5	—	—	—
Accidents du travail (Lois coordonnées par A. R. du 28 septembre 1931)	1931	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
	1935	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
	1936	3	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—
	1937	4	1	3	—	—	—	3	—	—	—	—
	1938	16	4	12	—	—	—	7	5	—	—	—
	1939	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—
	1940	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Santé et sécurité des ouvriers (A. R. du 23 décembre 1937 coordonnant les lois du 2 juillet 1899 et 25 novembre 1937. AA. RR. des 30 et 31 mars 1905, etc.)	1931	15	1	14	—	—	—	10	4	—	—	—
	1932	32	2	30	—	—	—	13	17	—	—	—
	1933	34	—	34	—	—	—	22	12	—	—	—
	1934	25	—	25	—	—	—	15	10	—	—	—
	1935	24	1	23	—	—	—	13	10	—	—	—
	1936	9	—	9	—	—	—	5	4	—	—	—
	1937	9	1	8	—	—	—	4	4	—	—	—
	1938	10	2	8	—	—	—	5	3	—	—	—
	1939	9	2	7	—	—	—	6	1	—	—	—
	1940	6	2	4	—	—	—	1	3	—	—	—
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (Loi du 30 avril 1909. A. R. du 4 juillet 1925)	1931	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—
	1932	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
	1933	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
	1936	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	CONDAMNÉS										
		TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À					accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
					l'emprisonnement			l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					con-dition-nel	sans condition		con-dition-nelle	simple			
6	plus de 6 mois	6 mois et moins	7	8	9	10	11	12	13			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Travail des diamantaires (A. R. du 30 mars 1936. Loi du 16 mai 1938)	1936	101	16	85	—	—	—	55	30	—	—	—
	1937	247	29	218	—	—	—	107	111	—	—	—
	1938	160	7	153	—	—	—	103	50	—	—	—
	1939	104	9	95	—	—	—	70	25	—	—	—
	1940	23	6	17	—	—	2	9	6	—	—	—
Travail à domicile (Loi du 10 février 1934)	1937	9	5	4	—	—	—	4	—	—	—	—
	1938	36	19	17	—	—	—	9	8	—	—	—
	1939	11	3	8	—	—	—	2	6	—	—	—
	1940	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Travailleurs étrangers (A. R. du 8 décembre 1934. A. R. de coordination du 31 mars 1936)	1935	13	2	11	—	—	—	2	9	—	—	—
	1936	50	10	40	—	—	1	12	27	—	—	—
	1937	36	—	36	1	—	—	28	7	—	—	—
	1938	26	7	19	—	—	—	9	10	—	—	—
	1939	15	5	10	—	—	—	9	1	—	—	—
	1940	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4 août 1930 et AA. RR. d'exécution)	1932	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—
	1933	6	—	6	—	—	—	2	4	—	—	—
	1934	7	5	2	—	—	—	—	2	—	—	—
	1935	27	13	14	—	—	—	7	7	—	—	—
	1936	48	10	38	—	—	—	29	9	—	—	—
	1937	10	2	8	—	—	—	4	4	—	—	—
	1938	9	1	8	—	—	—	1	7	—	—	—
	1939	14	5	9	—	—	—	3	6	—	—	—
	1940	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—
	Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (Loi du 14 juillet 1930. Loi du 23 juillet 1932. AA. RR. d'exécution. Loi du 15 décembre 1937)	1931	7	2	5	—	—	—	1	4	—	—
1932		15	4	11	—	—	—	5	6	—	—	—
1933		111	31	80	12	—	3	43	21	—	—	—
1934		13	8	5	1	—	—	3	1	—	—	—
1935		58	51	7	2	—	1	3	5	—	—	—
1936		12	4	8	—	—	—	—	8	—	—	—
1937		13	5	8	—	—	—	—	—	—	—	—
1938		19	5	4	—	—	—	10	4	—	—	—
1939		10	1	9	—	—	—	4	5	—	—	—
1940		5	1	4	—	—	—	—	4	—	—	—

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS							accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
				TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À					Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	12	13	
					l'emprisonnement		l'amende		condition-nelle						simple
					con-dition-nel	sans condition plus de 6 mois	6 mois et moins	condition-nelle							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Déclarations pour subven-tions d'indemnités et al-locations à charge de l'Etat, pour chômage (A. R. du 31 mai 1933)	1933	21	3	18	—	—	—	16	2	—	—	—			
	1934	228	59	169	45	—	12	61	51	—	—	—			
	1935	406	151	255	61	—	23	100	71	—	—	—			
	1936	439	183	256	37	—	20	124	75	—	—	—			
	1937	354	149	205	34	—	22	92	57	—	—	—			
	1938	223	79	144	32	—	23	55	34	—	—	—			
	1939	310	79	231	49	—	22	114	46	—	—	—			
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (Loi du 25 juin 1930)	1934/37	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—			
	1938	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—			
Protection de l'épargne (A. R. du 15 décembre 1934)	1939	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—			

6. — Transport, voirie, communications.

Chemins de fer concédés ou vicinaux (Loi du 12 avril 1835. Loi du 24 juin 1885. Loi du 25 juillet 1891, etc.)	1931	39	3	36	—	—	—	21	15	—	—	—
	1932	40	1	39	—	—	8	14	17	—	—	—
	1933	23	2	21	—	—	—	10	11	—	—	—
	1934	33	1	32	1	—	—	19	12	—	—	—
	1935	7	1	6	—	—	—	1	5	—	—	—
	1936	12	2	10	—	—	—	7	3	—	—	—
	1937	10	1	9	—	—	—	8	1	—	—	—
	1938	13	—	13	—	—	1	7	5	—	—	—
	1939	33	1	32	—	—	—	22	10	—	—	—
	1940	21	1	20	—	—	4	7	9	—	—	—
Tramways (A. R. du 2 décembre 1902. A. R. du 27 janvier 1931)	1931	7	1	6	—	—	—	3	3	—	—	—
	1932	10	—	10	—	—	—	4	6	—	—	—
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
	1935	3	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—
	1936	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—
	1937	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—
	1938	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—
	1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Autobus et autocars, servi-ces publics et réguliers (Loi du 15 septembre 1924 révisée par la Loi du 21 mars 1932)	1931	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
	1932	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
	1933	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934/36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
	1938/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS							accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
				TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À					Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	12	13	
					l'emprisonnement		l'amende		condition-nelle						simple
					con-dition-nel	sans condition plus de 6 mois	6 mois et moins	condition-nelle							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Voirie, roulage et messa-geries (Réglementation)	1931	162	33	129	1	—	3	49	76	—	—	—			
	1932	163	31	132	2	—	6	53	71	—	—	—			
	1933	162	38	124	2	—	4	55	63	—	—	—			
	1934	141	22	119	1	—	1	60	57	—	—	—			
	1935	178	45	133	—	—	1	57	75	—	—	—			
	1936	228	43	185	2	—	—	99	84	—	—	—			
	1937	185	41	144	2	—	2	78	62	—	—	—			
	1938	241	47	194	4	—	3	95	92	—	—	—			
	1939	192	39	153	—	—	9	64	80	—	—	—			
	1940	142	26	116	4	—	6	48	58	—	—	—			
	Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir cau-sé un accident (Loi du 1 ^{er} août 1924, art. 3)	1931	47	2	45	4	—	18	11	12	—	—	—		
		1932	42	1	41	10	—	13	8	10	—	—	—		
		1933	37	—	37	6	—	4	9	18	—	—	—		
		1934	49	1	48	8	—	13	14	13	—	—	—		
1935		48	—	48	4	—	22	6	16	—	—	—			
1936		48	1	47	11	—	16	9	11	—	—	—			
1937		40	—	40	6	—	15	11	8	—	—	—			
1938		42	—	42	8	—	14	8	12	—	—	—			
1939		42	—	42	7	—	14	9	12	—	—	—			
1940		18	2	16	5	—	5	2	4	—	—	—			
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (Loi du 1 ^{er} août 1924, art. 2)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1932	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—			
	1933	3	—	3	—	—	2	—	1	—	—	—			
	1934	3	—	3	—	—	2	—	1	—	—	—			
	1935	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—			
	1936	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—			
	1937	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—			
1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1939	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—				
1940	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Police maritime (Réglemen-tation)	1931	281	26	255	16	1	132	53	53	—	—	—			
	1932	141	19	122	5	—	66	16	35	—	1	—			
	1933	102	8	94	1	—	52	9	32	—	1	—			
	1934	142	16	127	6	—	39	39	43	—	—	—			
	1935	133	14	119	—	—	57	34	28	—	—	—			
	1936	135	11	124	—	—	48	30	46	—	—	1			
	1937	170	30	140	5	—	54	35	46	—	—	—			
	1938	147	12	135	3	16	86	6	24	—	—	—			
	1939	194	18	176	3	—	80	38	55	—	—	—			
	1940	93	9	84	27	—	25	9	23	—	—	—			

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS						accès- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					l'emprisonnement		l'amende					
					con- dition- nel	sans condition plus de 6 mois	6 mois et moins	con- dition- nelle				simple
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
	1931	47,357	7,594	39,763	4,360	1,694	8,903	11,283	13,523	765	32	—
	1932	48,495	8,068	40,427	4,421	1,449	8,896	12,277	13,384	726	25	—
	1933	48,039	7,630	40,409	4,189	1,232	8,802	13,100	13,086	754	18	—
	1934	51,067	8,101	42,966	4,817	1,378	9,513	13,597	13,661	810	14	—
	1935	48,141	8,279	39,862	4,548	1,388	9,114	12,171	12,641	888	14	—
	1936	49,538	8,254	41,284	4,232	1,249	8,361	13,613	13,829	941	25	92
	1937	46,252	7,793	38,459	3,887	1,016	7,905	13,135	12,516	881	28	70
	1938	46,083	7,261	38,822	4,084	1,190	7,732	13,025	12,791	892	30	58
	1939	46,020	7,020	39,000	3,875	1,475	8,111	11,733	13,806	1,001	19	105
	1940	62,539	9,388	53,151	5,284	1,344	10,241	15,034	21,248	542	12	75
TOTAUX												

L'examen de la récapitulation du tableau ci-dessus fait ressortir une décroissance constante, depuis 1931 et jusqu'en 1939, de l'ensemble des délits prévus par le Code pénal.

Si au cours de l'année 1940 le total des condamnés du chef de cette catégorie de délits marque une notable recrudescence, il y a lieu de noter que quelques délits seulement, tels le vol, le recel, le cel frauduleux et le maraudage se sont considérablement multipliés à la faveur des circonstances de guerre, tandis que la plupart des autres délits de même catégorie se sont, à la suite des mêmes circonstances, plutôt raréfiés.

Les infractions prévues par des lois spéciales méritent de retenir une attention toute particulière.

L'application des dispositions pénales contenues dans les lois spéciales et qui déterminent progressivement un droit pénal nouveau, tend en effet à accaparer de plus en plus l'activité de la juridiction correctionnelle.

Malgré l'extension qui fut en 1935 et 1936 donnée à la compétence des juges de police, le nombre d'inculpés devant les tribunaux correc-

tionnels du chef d'infractions aux lois spéciales, reprend au cours des années subséquentes son mouvement ascendant, pour aboutir en 1940 au chiffre très élevé de 25,785, soit 41 p. c. du total général des inculpés.

Dans ces 25,785 inculpés, la réglementation de la police du commerce intervient à elle seule pour 15,772 unités.

Il eut été souhaitable de pouvoir, pour l'année 1940, détailler les infractions à la réglementation de la police du commerce, alors que celle-ci détermine la hausse exceptionnelle des infractions aux lois spéciales.

On s'est toutefois heurté à une déclaration d'impossibilité de la part de l'administration du casier judiciaire du Département de la Justice, de noter les différentes espèces d'infractions sur la base des nombreux arrêtés qui étaient d'application.

La subdivision des infractions à la réglementation de la police du commerce pour l'année 1940, est reproduite à toutes fins ci-dessous, telle qu'elle a été mise à la disposition de l'Office Central de Statistique.

INFRACTIONS À LA RÉGLEMENTATION DE LA POLICE DU COMMERCE JUGÉES EN 1940 PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS						
			TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				l'emprisonnement		l'amende			
				con- dition- nel	sans condition plus de 6 mois	6 mois et moins	con- dition- nelle		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Commerce ambulant (A. R. 13-1-1935, A. R. 29-12-1936, A. R. 28-11-1939) . . .	843	65	778	1	—	39	213	525	
Registre du commerce (A. 30-7-1940, A. 11-8-1940, A. 18-10-1940)	135	38	97	—	—	4	31	62	
*Abus dans le commerce des denrées (A. L. 9-9-1939)	321	101	220	—	—	—	77	143	
Hausse anormale des prix des denrées (A. R. 6-5-1935, A. L. 27-10-1939) . . .	14,090	2,358	11,732	23	2	159	3,922	7,626	
Concurrence malhonnête (A. R. 6-5-1935)	1	1	—	—	—	—	—	—	
Viandes de boucherie (A. R. 4-12-1934, A. R. 31-1-1936)	221	29	192	1	—	5	78	108	
*Réglementation du commerce et de la consommation de la viande (A. L. 23-4-1940)	1	1	—	—	—	—	—	—	
*Recensement des stocks (A. R. 22-9-1939, A. R. 2-10-1939, etc. A. 6-4-1940) . . .	118	35	83	—	—	2	33	48	
*Emploi et vente de froment indigène (A. L. 23-9-1939)	42	14	28	1	—	1	8	18	
Totaux.	15,772	2,642	13,130	26	2	210	4,362	8,530	

* Ces rubriques mentionnent des chiffres incomplets, par suite de leur fusion dans la rubrique « Hausse anormale des prix des denrées » au cours des relevés faits par l'administration du casier judiciaire.

Tableau n° 17. — NOMBRE ET DURÉE DES SURSIS ACCORDÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, JUGANT EN PREMIER RESSORT.

DURÉES DES SURSIS	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 mois et moins	161	230	191	296	345	498	380	513	294	585
1 an	2,276	2,089	2,034	2,149	2,176	2,455	3,099	3,162	2,609	3,128
2 ans	893	1,177	1,123	1,092	1,088	1,106	965	601	476	571
3 ans	7,789	8,726	9,621	10,108	8,098	9,240	8,471	8,437	8,805	12,048
4 ans	300	417	421	15	2	1	1	—	1	5
5 ans	4,221	4,059	3,899	4,754	5,010	4,545	4,106	4,396	3,423	3,981
Totaux.	15,643	16,698	17,289	18,414	16,719	17,845	17,022	17,109	15,608	20,318

Tableau n° 18. — PRÉVENUS JUGÉS, EN DEGRÉ D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES.
Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS	Années	Total des prévenus	Prévenus-acquittés	Total des condamnés	CONDAMNÉS			
					à l'emprisonnement		à l'amende	
					conditionnel	sans condition	conditionnelle	sans condition
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Délits prévus par le Code pénal	1931	856	241	615	7	10	287	311
	1932	900	249	651	7	4	277	363
	1933	889	251	638	5	5	281	347
	1934	917	258	659	3	9	262	385
	1935	872	283	589	1	3	223	362
	1936	980	291	689	3	4	270	412
	1937	1,001	294	707	2	11	284	410
	1938	1,045	262	783	5	8	290	480
	1939	1,028	330	698	3	11	239	445
	1940	453	115	338	2	13	124	199
Contraventions de police prévues par le Code pénal	1931	455	175	280	3	6	126	145
	1932	462	158	304	1	3	137	163
	1933	417	135	282	4	6	117	155
	1934	454	164	290	—	3	126	161
	1935	494	215	279	1	5	106	167
	1936	421	171	250	—	3	101	146
	1937	449	193	256	—	1	104	151
	1938	400	154	246	—	1	102	143
	1939	349	141	208	1	3	58	146
	1940	195	70	125	2	2	34	87
Infractions prévues par des lois spéciales	1931	2,501	823	1,678	5	22	676	975
	1932	2,079	753	1,326	5	17	460	844
	1933	2,103	818	1,285	—	15	426	844
	1934	2,086	721	1,365	1	11	408	945
	1935	2,243	827	1,416	1	27	425	963
	1936	2,438	845	1,593	—	18	468	1,107
	1937	2,790	993	1,797	—	22	512	1,263
	1938	2,783	971	1,812	1	20	509	1,282
	1939	2,611	847	1,764	3	29	440	1,292
	1940	1,515	533	982	5	17	310	650

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	Total des prévenus	Prévenus-acquittés	Total des condamnés	CONDAMNÉS			
					à l'emprisonnement		à l'amende	
					conditionnel	sans condition	conditionnelle	sans condition
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Totaux.	1931	3,812	1,239	2,573	15	38	1,089	1,431
	1932	3,441	1,160	2,281	13	24	874	1,370
	1933	3,409	1,204	2,205	9	26	824	1,346
	1934	3,457	1,143	2,314	4	23	796	1,491
	1935	3,609	1,325	2,284	3	35	754	1,492
	1936	3,839	1,307	2,532	3	25	839	1,665
	1937	4,240	1,480	2,760	2	34	900	1,824
	1938	4,228	1,387	2,841	6	29	901	1,905
	1939	3,988	1,318	2,670	7	43	737	1,883
	1940	2,163	718	1,445	9	32	468	936

Récapitulation générale.

Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1931	51,169	8,833	42,336	4,375	10,635	12,372	14,954
	1932	51,936	9,228	42,708	4,434	10,369	13,151	14,754
	1933	51,448	8,834	42,614	4,198	10,060	13,924	14,432
	1934	54,524	9,244	45,280	4,821	10,914	14,393	15,152
	1935	51,750	9,604	42,146	4,551	10,537	12,925	14,133
	1936	53,377	9,561	43,816	4,235	9,635	14,452	15,494
	1937	50,492	9,273	41,219	3,889	8,955	14,035	14,340
	1938	50,311	8,648	41,663	4,090	8,951	13,926	14,696
	1939	50,008	8,338	41,670	3,882	9,629	12,470	15,689
	1940	64,702	10,106	54,596	5,293	11,616	15,502	22,185
Infractions forestières jugées en premier ressort, jusqu'à l'application de l'A. R. du 10 janvier 1935, attribuant cette compétence au juge de police, et jugées en degré d'appel	1931	390	31	359	—	—	—	—
	1932	452	46	406	—	—	—	—
	1933	388	42	346	—	—	—	—
	1934	432	58	374	—	—	—	—
	1935	108	13	95	—	—	—	—
	1936	14	1	13	—	—	—	—
	1937	5	1	4	—	—	—	—
	1938	7	—	7	—	—	—	—
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX GÉNÉRAUX.	1931	51,559	8,864	42,695	—	—	—
1932		52,388	9,274	43,114	—	—	—	—
1933		51,836	8,876	42,960	—	—	—	—
1934		54,956	9,302	45,654	—	—	—	—
1935		51,858	9,617	42,241	—	—	—	—
1936		53,391	9,562	43,829	—	—	—	—
1937		50,497	9,274	41,223	—	—	—	—
1938		50,318	8,648	41,670	—	—	—	—
1939		50,008	8,338	41,670	—	—	—	—
1940		64,702	10,106	54,596	—	—	—	—

Tableau n° 20. — RECHUTES APRÈS UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle.
(Non compris les infractions au Code forestier.)

ANNÉES	PEINE NOUVELLE ENCOURUE correctionnelle (ou criminelle)	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL	
		6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
1931	Amende	—	10	21	364	3	315	713	
	Emprison- nement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	2	4	85	3	72	166
		1 mois à moins de 3 mois.	—	2	1	93	—	93	189
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	1	39	—	58	98
		6 mois et plus	—	—	1	26	1	26	54
<i>Total.</i>	—	14	28	607	7	564	1,220		
1932	Amende	—	12	23	365	5	276	681	
	Emprison- nement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	1	6	99	3	75	184
		1 mois à moins de 3 mois.	—	4	1	81	5	92	183
		3 mois à moins de 6 mois.	—	1	1	38	—	63	103
		6 mois et plus	—	—	2	26	—	39	67
<i>Total.</i>	—	18	33	609	13	545	1,218		
1933	Amende	—	11	19	369	9	313	721	
	Emprison- nement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	4	6	72	6	64	152
		1 mois à moins de 3 mois.	—	—	3	102	6	79	190
		3 mois à moins de 6 mois.	—	1	2	49	2	43	97
		6 mois et plus	—	—	1	28	—	30	59
<i>Total.</i>	—	16	31	620	23	529	1,219		
1934	Amende	—	7	44	473	17	326	867	
	Emprison- nement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	1	9	105	2	82	199
		1 mois à moins de 3 mois.	—	—	9	84	—	112	205
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	2	38	—	48	88
		6 mois et plus	—	1	3	25	1	24	54
<i>Total.</i>	—	9	67	725	20	592	1,413		
1935	Amende	—	9	43	409	8	270	739	
	Emprison- nement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	—	4	115	2	80	201
		1 mois à moins de 3 mois.	—	1	7	102	4	102	216
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	2	53	—	52	107
		6 mois et plus	—	—	—	35	1	33	69
<i>Total.</i>	—	10	56	714	15	537	1,332		

Tableau n° 20 A (suite).

ANNÉES	PEINE NOUVELLE ENCOURUE correctionnelle (ou criminelle)	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL	
		6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
1936	Amende	—	8	27	408	5	239	687	
	Emprison- nement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	—	5	92	1	68	166
		1 mois à moins de 3 mois.	—	2	5	83	1	95	186
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	2	43	1	48	94
		6 mois et plus	—	—	—	26	—	30	56
<i>Total.</i>	—	10	39	652	8	480	1,189		
1937	Amende	—	3	26	397	—	267	693	
	Emprison- nement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	—	2	94	—	59	155
		1 mois à moins de 3 mois.	—	1	7	96	1	91	196
		3 mois à moins de 6 mois.	—	1	—	29	—	39	69
		6 mois et plus	—	—	1	17	—	24	42
<i>Total.</i>	—	5	36	633	1	480	1,155		
1938	Amende	—	4	22	379	1	275	681	
	Emprison- nement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	—	4	71	—	69	144
		1 mois à moins de 3 mois.	—	4	4	94	—	73	175
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	2	25	—	55	82
		6 mois et plus	—	—	—	25	—	31	56
<i>Total.</i>	—	8	32	594	1	503	1,138		
1939	Amende	—	20	17	324	—	204	565	
	Emprison- nement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	—	4	64	—	52	120
		1 mois à moins de 3 mois.	—	2	4	62	—	61	129
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	2	9	—	36	47
		6 mois et plus	—	—	1	21	—	27	49
<i>Total.</i>	—	22	28	480	—	380	910		
1940	Amende	1	12	12	391	—	202	618	
	Emprison- nement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	4	2	47	—	48	101
		1 mois à moins de 3 mois.	—	2	6	83	—	80	171
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	—	36	—	38	74
		6 mois et plus	—	—	—	17	—	21	38
<i>Total.</i>	1	18	20	574	—	389	1,002		

Tableau n° 20 (suite). — RECHUTES APRÈS UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE.

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police.

(Non compris les infractions au Code forestier.)

N. B. — Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

ANNÉES	PEINE NOUVELLE ENCOURUE correctionnelle (ou criminelle)	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL
		3 mois et moins	plus de 3 mois à 6 mois	plus de 6 mois à 1 an	plus de 1 an à 2 ans	plus de 2 ans à 3 ans	plus de 3 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1931	Amende simple	—	3	61	10	3	3	80
	» conditionnelle	—	5	75	15	6	1	102
	Emprisonnement simple	—	2	29	4	—	—	35
	» conditionnel	—	7	38	4	5	—	54
	<i>Total.</i>	—	17	203	33	14	4	271
1932	Amende simple	—	6	50	16	6	2	80
	» conditionnelle	—	2	68	16	7	3	96
	Emprisonnement simple	—	—	40	4	3	2	49
	» conditionnel	—	1	28	7	6	—	42
	<i>Total.</i>	—	9	186	43	22	7	267
1933	Amende simple	—	—	49	2	3	2	56
	» conditionnelle	—	8	61	13	5	1	88
	Emprisonnement simple	—	2	14	2	—	—	18
	» conditionnel	—	12	33	4	1	—	40
	<i>Total.</i>	—	12	157	21	9	3	202
1934	Amende simple	—	7	42	9	5	2	65
	» conditionnelle	—	10	86	14	7	4	121
	Emprisonnement simple	—	3	25	2	3	1	34
	» conditionnel	—	3	40	3	1	1	48
	<i>Total.</i>	—	23	193	28	16	8	268
1935	Amende simple	—	5	34	12	3	—	54
	» conditionnelle	—	1	55	14	3	—	73
	Emprisonnement simple	—	1	15	2	1	2	21
	» conditionnel	—	—	51	4	3	2	60
	<i>Total.</i>	—	7	155	32	10	4	208

Tableau n° 20 B (suite).

ANNÉES	PEINE NOUVELLE ENCOURUE correctionnelle (ou criminelle)	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAUX
		3 mois et moins	plus de 3 mois à 6 mois	plus de 6 mois à 1 an	plus de 1 an à 2 ans	plus de 2 ans à 3 ans	plus de 3 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1936	Amende simple	—	1	20	8	2	1	32
	» conditionnelle	—	1	67	17	9	—	94
	Emprisonnement simple	—	4	19	2	1	—	26
	» conditionnel	—	1	28	5	1	—	35
	<i>Total.</i>	—	7	134	32	13	1	187
1937	Amende simple	—	2	18	8	2	1	31
	» conditionnelle	—	—	38	10	3	1	52
	Emprisonnement simple	—	—	12	2	—	—	14
	» conditionnel	—	1	34	2	3	—	40
	<i>Total.</i>	—	3	102	22	8	2	137
1938	Amende simple	—	6	28	2	2	—	38
	» conditionnelle	—	3	57	21	4	1	86
	Emprisonnement simple	—	—	13	2	—	—	20
	» conditionnel	—	3	25	3	—	—	31
	<i>Total.</i>	—	12	128	28	6	1	175
1939	Amende simple	—	3	30	9	4	—	46
	» conditionnelle	—	1	19	3	—	—	23
	Emprisonnement simple	1	1	23	7	—	—	32
	» conditionnel	—	1	10	6	2	1	20
	<i>Total.</i>	1	6	82	25	6	1	121
1940	Amende simple	2	2	22	1	—	—	27
	» conditionnelle	—	1	16	2	—	—	19
	Emprisonnement simple	—	1	16	2	—	—	19
	» conditionnel	—	1	22	1	—	—	24
	<i>Total.</i>	2	5	76	6	—	—	89

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ces cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président. (Code d'instruction criminelle, art. 479, 481 et 483, loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience. (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, Anvers et Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liège, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.

Tableau n° 21. — AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTÉES DEVANT LES COURS D'APPEL. NOMBRE ET NATURE DES ARRÊTS RENDUS.

ANNÉES	NOMBRE DES AFFAIRES						NOMBRE DES ARRÊTS					ARRÊTS		NOMBRE des prévenus jugés	
	À JUGER			TERMINÉES			restant à juger à la fin de l'année	contra-dictoires	par défaut	contra-dictoires à l'égard de certains prévenus par défaut à l'égard des autres	TOTAL	confir-matifs	infir-matifs en tout ou en partie		
	pendantes au 1 ^{er} janvier	portées devant la cour durant l'année	TOTAL	par arrêt	rayées du rôle, disparues par jonction etc.	TOTAL									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
COUR D'APPEL DE BRUXELLES.															
1931	846	2,033	2,879	1,659	27	1,686	1,193	1,451	181	27	1,659	855	804	2,385	
1932	1,193	2,034	3,227	1,716	—	1,716	1,511	1,454	198	64	1,716	818	898	2,458	
1933	1,511	1,900	3,411	2,388	—	2,388	1,023	2,111	239	38	2,388	1,030	1,358	3,254	
1934	1,023	2,070	3,093	2,835	1	2,836	257	2,489	245	101	2,835	1,588	1,247	4,155	
1935	257	2,174	2,431	2,143	7	2,150	281	1,921	162	60	2,143	1,414	729	2,966	
1936	281	2,226	2,507	2,167	1	2,168	339	1,954	120	93	2,167	1,460	707	3,129	
1937	339	2,044	2,383	2,248	—	2,248	135	1,914	215	119	2,248	1,534	714	3,172	
1938	135	2,485	2,620	2,402	—	2,402	218	2,044	277	81	2,402	1,365	1,037	3,409	
1939	218	1,908	2,126	1,965	7	1,972	154	1,652	228	85	1,965	1,061	904	3,121	
1940	154	2,180	2,334	1,951	—	1,951	383	1,736	116	99	1,951	867	1,084	2,717	
COUR D'APPEL DE GAND.															
1931	96	687	783	601	—	601	182	528	35	38	601	229	372	903	
1932	182	772	954	755	—	755	199	654	47	54	755	318	437	1,256	
1933	199	839	1,038	705	—	705	333	601	51	53	705	342	363	1,173	
1934	333	919	1,252	847	—	847	405	721	59	67	847	419	428	1,196	
1935	405	886	1,291	846	—	846	445	704	73	69	846	412	434	1,395	
1936	445	1,003	1,448	869	—	869	579	751	60	58	869	384	485	1,405	
1937	579	1,059	1,638	869	—	869	769	749	56	64	869	386	483	1,395	
1938	769	1,139	1,908	1,221	—	1,221	687	1,063	80	78	1,221	575	642	1,855	
1939	687	1,184	1,871	1,096	—	1,096	775	966	76	54	1,096	488	608	1,714	
1940	775	1,064	1,839	1,133	—	1,133	706	919	110	104	1,133	432	701	1,886	
COUR D'APPEL DE LIEGE.															
1931	70	1,143	1,213	1,159	—	1,159	54	1,021	106	32	1,159	704	455	1,639	
1932	54	1,135	1,189	1,127	—	1,127	62	988	114	25	1,127	688	439	1,610	
1933	62	1,165	1,227	1,117	—	1,117	110	976	117	24	1,117	656	461	1,583	
1934	110	1,153	1,263	1,198	—	1,198	65	1,056	117	25	1,198	711	487	1,759	
1935	65	2,054	2,119	2,013	—	2,013	106	1,785	184	44	2,013	1,095	918	2,879	
1936	106	929	1,035	971	—	971	64	879	71	21	971	508	463	1,425	
1937	64	1,021	1,085	1,014	—	1,014	71	857	116	41	1,014	523	491	1,520	
1938	71	1,070	1,141	1,059	—	1,059	82	955	68	36	1,059	478	581	1,532	
1939	82	1,249	1,331	1,239	—	1,239	92	1,075	118	46	1,239	628	611	1,777	
1940	92	892	984	897	—	897	87	766	110	31	897	361	536	1,190	
TOTAUX.															
1931	1,012	3,863	4,875	3,419	27	3,446	1,429	3,000	322	97	3,419	1,788	1,631	4,927	
1932	1,429	3,941	5,370	3,598	—	3,598	1,772	3,096	359	143	3,598	1,824	1,774	5,324	
1933	1,772	3,904	5,676	4,210	—	4,210	1,466	3,688	407	115	4,210	2,028	2,182	6,010	
1934	1,466	4,142	5,608	4,880	1	4,881	727	4,266	421	193	4,880	2,718	2,162	7,110	
1935	727	5,114	5,841	5,002	7	5,009	832	4,410	419	173	5,002	2,921	2,081	7,240	
1936	832	4,158	4,990	4,007	1	4,008	982	3,584	251	172	4,007	2,352	1,655	5,959	
1937	982	4,124	5,106	4,131	—	4,131	975	3,520	387	224	4,131	2,443	1,688	6,087	
1938	975	4,694	5,669	4,682	—	4,682	987	4,062	425	195	4,682	2,422	2,260	6,836	
1939	987	4,341	5,328	4,300	7	4,307	1,021	3,693	422	185	4,300	2,177	2,123	6,612	
1940	1,021	4,136	5,157	3,981	—	3,981	1,176	3,411	336	234	3,981	1,660	2,321	5,793	

COURS D'ASSISES

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, réclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambres du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises se tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

L'article 6 de la loi du 30 avril 1919 porte que « Si le nombre ou l'importance des affaires renvoyées devant une cour d'assises le requiert, il peut être formé plusieurs cours d'assises dans la même province. Ces cours siègent concurremment, soit au même chef-lieu, soit aux chefs-lieux des différents arrondissements judiciaires ».

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les

citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi.

Le jury est appelé à décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il se prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquiescement.

La loi du 23 août 1919 a étendu les pouvoirs du jury en le faisant participer à l'application des peines. En vertu de cette loi, lorsque l'accusé a été déclaré coupable par le jury d'un fait défendu par une loi pénale, la cour se rend avec les jurés dans leur chambre. Le collège ainsi constitué, présidé par le président de la cour, délibère sur la peine à prononcer. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire, s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans les tableaux où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, les individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

Tableau 22. — Ce tableau comprend les deux fractions du tableau XIX qui était publié précédemment. Il a suffi d'ajouter à la deuxième fraction les colonnes 3 et 4 pour obtenir tous les éléments que comportaient les deux anciens cadres.

Il a paru intéressant de conserver à ce tableau sa subdivision par provinces, aux fins de permettre une constatation régionale des crimes et en vue de faciliter des études éventuelles d'organisation judiciaire qui pourraient voir le jour devant le déclin progressif de l'activité des cours d'assises.

Tableau 23. — Il a fallu, dans la statistique décennale, se contenter de ce tableau unique, pour représenter les tableaux XX et XXI de l'ancien annuaire.

L'intérêt de l'ancien tableau XX, qui classifiait les accusés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils avaient été poursuivis, était trop uniquement porté sur l'écart pouvant exister entre la qualification dans l'acte d'accusation et la nature de l'infraction admise par la Cour, pour justifier une nomenclature double des infractions pendant dix années successives.

C'est donc l'ancien tableau XXI, répondant à une administration définitive de la justice en matière d'assises, donnant d'autre part les antécédents judiciaires des condamnés, qui a dû être repris en ordre principal pour former le tableau 23 actuel.

La création dans ce tableau des colonnes 2, 3 et 4, répond dans la mesure du possible aux éléments qui étaient recherchés par l'ancien tableau XX.

En ce qui concerne la récapitulation, les chiffres des colonnes 2, 3 et 4 ayant été puisés dans les tableaux XX anciens, déjà préparés, il y a lieu de remarquer que la concordance parfaite des chiffres existe seulement dans ces totaux généraux.

Tableau n° 22. — APERÇU GÉNÉRAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES, PAR PROVINCE.

Main table on the left page showing 'APERÇU GÉNÉRAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES, PAR PROVINCE'. It contains columns for years (1931-1940) and various categories of criminal cases and political crimes.

Tableau 22. (suite).

Main table on the right page showing 'Tableau 22. (suite)'. It continues the data from the left page, listing years and categories for provinces like LIEGE, LIMBOURG, LUXEMBOURG, and NAMUR, along with 'TOTAUX POUR LE ROYAUME'.

CONSEILS DE GUERRE

La loi du 15 juin 1899, modifiée par les arrêtés-lois des 17 avril 1916, 16 juin 1916 et 16 novembre 1918, par les lois des 30 avril 1919, 17 septembre 1919, 18 août 1927 et 19 juillet 1934 (art 3), par les arrêtés-lois des 9 mars 1940 et 5 mai 1940, règle l'organisation judiciaire dans l'armée et fixe la compétence des juridictions militaires.

Organisation. — Selon l'article 1^{er} de la loi du 18 août 1927, il y a un conseil de guerre permanent : à Anvers, pour les provinces d'Anvers et de Limbourg; à Bruxelles, pour le Brabant et le Hainaut; à Gand, pour la Flandre occidentale et la Flandre orientale; à Liège, pour les provinces de Liège, de Luxembourg et de Namur.

Le Roi peut, en cas de besoin, diviser temporairement les conseils de guerre permanents en deux ou plusieurs chambres, dont il fixe le siège. (Loi du 17 septembre 1919, art. 1^{er}.)

Le conseil de guerre permanent est composé de : 1^o un officier supérieur, président; 2^o un membre civil; 3^o deux capitaines; 4^o un lieutenant. (Loi du 15 juin 1899, art. 46.)

Le membre civil du conseil de guerre est nommé par le Roi, pour un terme de trois ans, parmi les juges effectifs des tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel où siège le conseil; il doit connaître la langue flamande. (Loi du 15 juin 1899, art. 51.)

Les fonctions du ministère public près les conseils de guerre sont remplies par des auditeurs militaires. (Loi du 15 juin 1899, art. 76.) L'auditeur militaire peut avoir un ou plusieurs substituts. (Loi du 17 septembre 1919, art. 3.)

Il y a, près de chaque conseil de guerre, un ou plusieurs auditeurs militaires suppléants. (Loi du 17 septembre 1919, art. 4.)

L'auditeur militaire et ses substituts sont officiers de police judiciaire. Ils ont pour la recherche et la constatation des infractions qui sont de leur compétence, les pouvoirs que le Code d'instruction criminelle confère aux procureurs du Roi et à leurs substituts. (Arrêté-loi du 9 mars 1940, art. 1^{er}.)

Ils ont le droit de requérir l'assistance des officiers de police judiciaire. (Arrêté-loi du 5 mai 1940, art. 1^{er}.)

Il y a près de chaque conseil de guerre un greffier. Il peut avoir un ou plusieurs adjoints. (Loi du 15 juin 1899, art. 96.)

En temps de guerre, le Roi peut modifier le siège des conseils de guerre permanents. (Loi du 15 juin 1899, art. 59.)

En temps de guerre, le ressort des conseils de guerre permanents est illimité. (Arrêté Royal du 18 novembre 1918.)

Le Roi peut instituer des « conseils de guerre en campagne », accompagnant les fractions de l'armée déterminées par l'arrêté d'institution. (Loi du 15 juin 1899, art. 61.)

Si, en dehors du temps de guerre, des fractions de l'armée occupent un territoire étranger, il peut instituer auprès d'elles un ou plusieurs conseils de guerre en campagne. (Loi du 17 septembre 1919, art. 2.)

Le conseil de guerre en campagne est composé, autant que possible, comme le conseil de guerre permanent. (Loi du 15 juin 1899, art. 62.)

Les conseils de guerre en campagne connaissent sans limite de compétence territoriale de toutes les infractions justiciables de la juridiction militaire qui leur sont déférées. (Arrêté-loi du 16 juin 1916, art. 1^{er}.)

Compétence. — La juridiction militaire juge toutes les infractions aux lois pénales militaires ou de droit commun commises par ceux qui, lors de la perpétration du fait, étaient soumis aux dispositions des articles 1^{er} à 4, 7 à 10, 12 à 14 de la loi du 15 juin 1899.

L'article 1^{er} de la dite loi soumet aux lois pénales militaires tous ceux qui font partie de l'armée :

1^o Les officiers et les fonctionnaires qui leur sont assimilés en vertu d'un arrêté royal;

2^o Ceux qui sont incorporés en vertu d'obligations légales ou d'engagements volontaires et qui sont au service actif.

Les militaires en congé limité sont réputés au service actif. (Loi du 15 juin 1899, art. 2. — Voir aussi art. 7 et 8.)

Le milicien qui s'expatrie pour se soustraire à ses obligations est soumis aux lois militaires à partir du moment où la loi le déclare déserteur. (Id., art. 12.)

La juridiction militaire juge pour infraction à « certaines dispositions » des lois pénales militaires :

Les personnes employées dans un établissement ou dans un service de l'armée et dont un arrêté royal a établi la situation par rapport aux lois pénales militaires. (Id., art. 3.)

Les officiers de réserve non présents sous les armes. (Loi du 18 avril 1905, art. 9.)

Les militaires en congé illimité. (Loi du 15 juin 1899, art. 4 à 7.)

Les individus qui, ayant été soumis aux lois militaires, commettent, durant l'année où ces lois ont cessé de leur être applicables, telles infractions déterminées. (Id., art. 9.)

Les étrangers, même non militaires qui, en temps de guerre, se réfugient sur le territoire belge, sont soumis aux lois militaires pour certaines infractions (id., art. 14), et ils sont jugés par les tribunaux militaires. (Id., art. 17.)

La loi prévoit certains cas où les personnes justiciables de la juridiction militaire sont jugées par les tribunaux ordinaires.

En temps de guerre :

La garde civique, mobilisée, est soumise aux lois pénales militaires. (Id., art. 10.)

Les prisonniers de guerre sont soumis aux lois militaires belges pour certaines infractions (id., art. 13), et ils sont jugés par les tribunaux militaires. (Id., art. 17.)

Les espions, les auteurs et les complices de toute infraction prévue par le chapitre II du titre 1^{er} du livre II du Code pénal sont jugés par les juridictions militaires. (Id., art. 16 modifié par la loi du 19 juillet 1934, art. 3.)

Les personnes légalement réquisitionnées sont justiciables de la juridiction militaire pour les infractions relatives à leurs obligations légales. (Loi du 15 juin 1899, art. 18.)

Les personnes attachées à l'armée, à quelque titre que ce soit, et celles autorisées à suivre un corps de troupes, sont jugées par la juridiction militaire pour toutes infractions qui peuvent leur être imputées. (Id., art. 19.)

Les habitants, soit d'une place investie, soit d'une place se trouvant dans les circonstances qui, d'après les règlements militaires constituent l'état de siège, sont, quand il n'existe pas de tribunaux ordinaires ou lorsque ceux-ci ont cessé de fonctionner, jugés par la juridiction militaire pour toutes les infractions aux lois ordinaires et conformément à celles-ci. (Id., art. 20.) (1)

Des dispositions établissant certaines infractions spéciales ont donné compétence à la juridiction militaire pour le jugement de ces infractions.

Suspension du fonctionnement des Conseils.

L'Arrêté Royal du 26 août 1939 avait décrété la mobilisation de l'armée et créé l'état de guerre.

Un arrêté royal du 10 mai 1940 avait déclaré l'état de siège pour toute l'étendue du royaume.

L'arrêté royal n^o 3151 du 10 mai 1940 avait établi le siège de la Cour militaire au Grand Quartier Général de l'Armée.

Après la capitulation de l'armée belge du 28 mai 1940, la juridiction militaire revenant de droit à l'autorité militaire allemande d'occupation, le fonctionnement des conseils de guerre était suspendu.

Cette situation fut réglée par un arrêté du Secrétaire général du Département de la Justice du 18 novembre 1940, relatif aux attributions des juridictions militaires et conçu comme suit :

(1) L'état de guerre s'étend à tout le pays. Il est la conséquence de la guerre; il ne doit pas être déclaré; il existe de plein droit pendant la durée du temps de guerre. Le temps de guerre commence au jour fixé par arrêté royal pour la mobilisation de l'armée. Il prend fin au jour fixé par arrêté royal par la remise de l'armée sur pied de paix. (Loi du 15 juin 1899, art. 58. V. arrêté-loi du 11 octobre 1916.) L'état de siège n'existe pas de plein droit. Il résulte d'un arrêté royal qui le déclare et qui ne peut être pris que de l'avis conforme du Conseil des ministres. Cet arrêté royal détermine, d'après les exigences de la défense nationale, les régions auxquelles s'étend l'état de siège. L'état de siège ne crée pas la dictature de l'autorité militaire. Il se borne à conférer à celle-ci des pouvoirs tout à fait exceptionnels et limitativement énumérés. Il n'a d'autre but que de garantir la défense du pays. Il ne substitue pas l'autorité militaire à l'autorité civile. Il lui permet seulement d'exercer tout ou partie de leurs attributions dans les matières qui intéressent la sécurité de l'armée et les opérations militaires. (Arrêté-loi du 11 octobre 1916.)

Tableau n° 26 (suite).

Table with 21 columns: ANNÉES, Nombre des affaires, Nombre des prévenus ou accusés, Nombre des renvoyés des poursuites, Nombre des internés, Nombre des condamnés, à mort, à l'emprisonnement militaire, à des peines disciplinaires à raison de circonstances atténuantes, aux travaux forcés, à la détention (à perpétuité, à temps, à l'extraordinaire, ordinaire), à la réclusion, à l'emprisonnement, à l'amende.

Vente, destruction, non reproduction d'effets ou d'armes (Art. 56 et 57).

Achat d'objets militaires (Loi du 24 mars 1846).

Table with 21 columns showing annual data for 1931-1938 and 1939/40 for the categories above.

TOTAUX.

Table with 21 columns showing total data for 1931-1938 and 1939/40 for the categories above.

II. — Code pénal ordinaire.

Crimes (totaux).

Table with 21 columns showing annual data for 1931-1938 and 1939/40 for Crimes.

Délits (totaux).

Table with 21 columns showing annual data for 1931-1938 and 1939/40 for Délits.

Contraventions (totaux).

Table with 21 columns showing annual data for 1931-1938 and 1939/40 for Contraventions.

Tableau n° 26 (suite).

Table with 21 columns: ANNÉES, Nombre des affaires, Nombre des prévenus ou accusés, Nombre des renvoyés des poursuites, Nombre des internés, Nombre des condamnés, à mort, à l'emprisonnement militaire, à des peines disciplinaires à raison de circonstances atténuantes, aux travaux forcés, à la détention (à perpétuité, à temps), à la réclusion, à l'emprisonnement, à l'amende.

III. — Lois spéciales.

Ivresse.

Table with 21 columns showing annual data for 1931-1938 and 1939/40 for Ivresse.

Autres infractions.

Table with 21 columns showing annual data for 1931-1938 and 1939/40 for Autres infractions.

Totaux.

Table with 21 columns showing total data for 1931-1938 and 1939/40 for Autres infractions.

Totaux généraux de toutes les infractions.

Table with 21 columns showing total general data for 1931-1938 and 1939/40 for all infractions.

Tableau n° 27 (suite).

ANNÉES	NOMBRE DES				ARRÊTS												
	affaires portées en appel devant la cour	prévenus ou accusés	ordonnant l'interne-ment	d'in-compé-tence	QUI CONFIRMENT DES JUGEMENTS					QUI ÉMENDENT ET MODIFIENT DES JUGEMENTS EN							
					d'acquit-tement ou d'absolu-tion	de con-dam-na-tion	de con-damna-tion condi-tion-nelle	en accor-dant le sursis	en suppri-mant le sursis	condamnant des acquittés		acquit-tant des con-dam-nés	aggravant la peine		diminuant la peine		
										sans sursis	avec sursis		sans sursis	avec sursis	sans sursis	avec sursis	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	

Contraventions (totaux).

1931	7	9	—	—	6	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
1932	1	6	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—
1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1934	4	5	—	—	2	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—
1935	5	6	—	—	2	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—
1936	4	5	—	—	1	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—
1937	6	7	—	—	2	1	1	—	—	—	—	2	—	—	—	1
1938	2	3	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

III. — Lois spéciales.

Totaux.

1931	1	5	—	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1932/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1934	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
1935/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1938	8	9	—	—	3	—	1	—	—	1	—	4	—	—	—	—
1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Totaux généraux.

1931	222	234	—	—	22	78	10	14	3	3	7	23	13	3	35	6
1932	271	308	—	—	26	98	8	7	1	1	5	44	12	1	90	15
1933	170	201	—	—	16	48	3	10	—	3	2	51	1	2	60	5
1934	180	197	—	—	11	55	10	3	—	2	—	26	12	5	48	20
1935	120	124	—	—	17	42	4	4	1	5	2	15	4	1	21	8
1936	114	128	—	—	21	32	11	4	1	1	3	16	7	2	19	8
1937	164	179	—	3	22	37	15	15	1	6	4	34	5	3	24	10
1938	167	186	2	2	19	44	14	20	1	2	9	34	3	2	23	11
1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

COUR DE CASSATION

Compétence. — Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connaît des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation. (Loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, art. 132.)

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers. (Art. 120.)

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et trois avocats généraux. (Loi du 12 septembre 1913, art. 4.)

Il y a près de la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints. (Loi du 18 juin 1869, art. 122.)

Les greffiers adjoints portent le titre de greffiers. (Loi du 31 juillet 1920, art. 12.)

La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des réglements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie. (Loi du 25 mars 1876, art. 19.)

La cour ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des ministres. (Constitution, art. 95.)

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivants du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

Tableau n° 28. — COURS DE

Table with 18 columns for 'ARRÊTS STATUANT AU FOND, RENDUS EN MATIÈRE' and rows for years 1931-1940. Includes sub-headers for 'RÉSULTATS' and 'ARRÊTS STATUANT SUR DES DEMANDES'.

C = Cassation, R = Rejet, A = Admission.

CASSATION (2° chambre).

Table with 43 columns for 'ARRÊTS STATUANT SUR DES DEMANDES' and rows for years 1931-1940. Includes sub-headers for 'ARRÊTS STATUANT SUR DES DEMANDES' and 'ARRÊTS STATUANT SUR DES POURVOIS DANS L'INTÉRÊT DE LA LOI EN MATIÈRE'.

STATISTIQUE

SUR

L'APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

Il a été jugé opportun d'établir une statistique décennale spéciale d'ensemble sur l'application des dispositions de la loi de défense sociale du 9 avril 1930, aux fins de mieux pouvoir juger les effets de cette loi.

La méthode employée au Département de la Justice pour l'établissement de cette statistique est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant adressé au casier judiciaire.

Les cahiers de dépouillement, établis par le service du casier judiciaire, de ces bulletins spéciaux et des peines accessoires portées au bulletin de condamnation, ont permis de confecturer :

Un tableau A dénombrant par sexe et par terme d'internement les inculpés et les condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentales;

Un tableau B qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiâtriques;

Un tableau C dénombrant par sexe et par terme les récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du gouvernement;

Un tableau D répartissant d'après les juridictions compétentes l'ensemble des mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Il peut être considéré comme regrettable que dans ce dernier tableau les mesures d'internement et les peines accessoires de mise à disposition du gouvernement aient été confondues. Il importe, d'autre part, de faire remarquer que les chiffres obtenus par la méthode de la statistique spéciale ne correspondent pas avec les chiffres mentionnés depuis l'année 1937 dans les tableaux détaillant les affaires et les résultats des poursuites devant les diverses juridictions répressives.

La cause de cette contradiction dans les chiffres établis par deux méthodes différentes doit sans doute être attribuée d'une part au manque de soins apportés dans les greffes à l'établissement des données statistiques, d'autre part à l'imperfection des méthodes d'élaboration de la statistique départementale.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE.

A. — Inculpés et condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentales.

JURIDICTIONS	AN- NÉES	INCUPLÉS INTERNÉS PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 7									Condam- nés internés (art. 23)		TOTAUX des internés en vertu de la loi			
		pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		TOTAUX			H.	F.	H.	F.	E.	
		H. (1)	F. (2)	H.	F.	H.	F.	H.	F.	E. (3)	H.	F.	H.	F.	E.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
D'INSTRUCTION	1931	184	24	47	7	13	4	244	35	279						
	1932	156	28	39	9	8	1	203	38	241						
	1933	185	12	65	3	5	2	255	17	272						
	1934	172	12	75	2	9	3	256	17	273						
	1935	181	16	53	1	1	1	235	18	253						
	1936	195	15	72	11	2	—	269	26	295						
	1937	263	21	59	5	4	1	326	27	353						
	1938	278	29	37	2	12	2	327	33	360						
	1939	250	20	66	4	13	4	329	28	357						
	1940	178	10	35	2	3	3	216	15	231						
DE JUGEMENT	1931	69	5	10	1	1	—	80	6	86						
	1932	67	4	3	—	—	—	70	4	74						
	1933	93	—	16	2	—	—	109	2	111						
	1934	77	4	10	—	—	—	87	4	91						
	1935	76	1	3	2	—	—	79	3	82						
	1936	83	1	5	—	1	—	89	1	90						
	1937	50	8	4	—	—	—	54	8	62						
	1938	43	1	2	2	—	—	45	3	48						
	1939	52	3	13	—	—	—	65	3	68						
	1940	38	2	4	—	—	3	42	5	47						
AU TOTAL	1931	253	29	57	8	14	4	324	41	365	107	6	431	47	478	
	1932	223	32	42	9	8	1	273	42	315	52	3	325	45	370	
	1933	278	12	81	5	5	2	364	19	383	66	2	430	21	451	
	1934	249	16	85	2	9	3	343	21	364	64	6	407	27	434	
	1935	257	17	56	3	1	1	314	21	335	26	4	340	25	365	
	1936	278	16	77	11	3	—	358	27	385	42	3	400	30	430	
	1937	313	29	63	5	4	1	380	35	415	34	2	414	37	451	
	1938	321	30	39	4	12	2	372	36	408	32	—	404	36	440	
	1939	302	23	79	4	13	4	394	31	425	42	1	436	32	468	
	1940	216	12	39	2	3	6	258	20	278	35	—	293	20	313	

(1) H. = Hommes.
(2) F. = Femmes.
(3) E. = Ensemble.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE.

B. — Décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques.

ANNÉES	Nombre de libérations définitives (art. 20)	Nombre de libérations à l'essai (art. 21)	Nombre de révocations (art. 14 et 21)	Nombre de prolongations d'internement (art. 22)
1	2	3	4	5
1931	—	47	1	—
*1932	—	—	—	—
1933	16	193	40	—
1934	19	222	70	—
1935	25	260	104	5
1936	64	316	106	17
1937	45	329	142	21
1938	58	302	104	19
1939	25	333	86	19
1940	8	300	51	7

* Les renseignements font défaut pour l'année 1932.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE.

C. — Récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement.

ANNÉES	EN VERTU DE L'ARTICLE 25				EN VERTU DE L'ARTICLE 24		TOTAUX		
	PENDANT 5 ANS		PENDANT 10 ANS		PENDANT 20 ANS		Hommes	Femmes	Ensemble
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1931	31	—	13	1	—	—	44	1	45
1932	57	—	14	—	—	—	71	—	71
1933	42	1	24	1	1	—	67	2	69
1934	74	2	55	1	—	—	129	3	132
1935	50	—	39	1	—	—	89	1	90
1936	51	2	32	1	—	—	83	3	86
1937	44	3	12	—	—	—	56	3	59
1938	37	3	33	2	—	—	70	5	75
1939	41	2	46	2	—	—	86	4	90
1940	16	2	31	2	—	—	47	4	51

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE.

D. — Répartition de l'ensemble des mesures d'internement et de mises à la disposition du Gouvernement, d'après les juridictions qui les ont ordonnées.

ANNÉES	COURS D'ASSISES	COURS D'APPEL		TRIBUNAUX DE 1 ^{re} INSTANCE		COUR MILITAIRE	CONSEILS DE GUERRE	TOTAUX
		Juridiction d'instruction	Juridiction de jugement	Juridiction d'instruction	Juridiction de jugement			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1931	4	19	38	260	76	5	8	410
1932	1	18	40	223	91	4	9	386
1933	6	19	56	253	107	3	8	452
1934	4	30	84	243	127	1	7	496
1935	4	22	49	231	108	1	10	425
1936	5	22	46	273	113	1	11	471
1937	6	36	26	317	86	—	3	474
1938	2	38	50	322	64	2	5	483
1939	3	43	37	314	109	2	7	515
1940	3	26	32	205	57	—	6	329

DEUXIEME PARTIE

STATISTIQUE CRIMINELLE

La statistique criminelle donne le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte. Cependant, afin que l'on puisse juger des résultats différents obtenus, suivant que l'on emploie l'une ou l'autre méthode, les totaux des tableaux principaux donnent, à côté du nombre des condamnés, celui des condamnations individuelles.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

L'unité employée dans la statistique criminelle est donc : *l'individu définitivement condamné*.

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits;

En sont exceptés : a) certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative; b) les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les maraudages (art. 557⁶), les voies de fait (art. 563³), les dégradations de clôtures (art. 563²). Toutes les infractions présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises, les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après :

NOMENCLATURE EN USAGE POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Atteintes à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133 et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales, modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc..	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code Pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1 ^{er} avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1866, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de Commerce. Livre I, Titre IX, art. 207 et 208. Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38 § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67, Loi du 18 juin 1930, art. 59.
Faux témoignage et faux serment	4	C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38 § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297 et 298, 309 à 314. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infractions contre la sécurité publique	8	
	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaisement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	C. P. art. 372 à 378.
	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382.
Outrages publics aux bonnes mœurs	17	C. P. art. 383 à 386bis.
	18	
Adultère et bigamie	19	C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille	20	C. P. art. 391bis.
Meurtre	21	C. P. art. 393 à 397, 475.
	22	
Lésions corporelles volontaires	23	C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
	24	
	25	
Duel	26	C. P. art. 423 à 433.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers	27	C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	28	C. P. art. 443 à 452.
	29	
Violation de sépulture	30	C. P. art. 453.
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel	32	C. P. art. 458 et 459.
Violation du secret des lettres et autres communications	33	C. P. art. 460 et 460bis. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c). Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.
Vols et maraudages	34	C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
	35	
	36	
Banqueroute	37	C. P. art. 489 et 490. Loi sur le concordat préventif de faillite, 28 juin 1887, art. 31 et 32, abrogée et remplacée par l'arrêté sur le concordat judiciaire, 9 septembre 1940, art. 40 et 41.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies	38	C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis. Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935. Code de Commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206. Loi sur la falsification de denrées alimentaires, 4 août 1890, art. 4. Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2.
	29	
Recel	40	C. P. art. 505 et 506.
Incendie	41	C. P. art. 510 à 518.
	42	
Destructions et dommages	43	C. P. art. 520 à 550, 563 § 2. Lois coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
	44	
	45	

Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente et un groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Il est à remarquer que les articles du Code pénal ou des lois spéciales qui prévoient les infractions, retenues pour la statistique criminelle, n'ont guère reçu d'additions dans la nomenclature depuis celle qui était en usage pour l'année 1930.

La nomenclature pour la statistique décennale de 1931 à 1940 a été simplement mise à jour.

On n'a donc tenu compte, dans la statistique criminelle, de l'évolution du droit pénal que pour autant que des articles du Code pénal aient été modifiés ou complétés, ou que des lois spéciales déjà considérées dans la nomenclature antérieure, aient été amendées.

Rédaction des tableaux. — Aux fins de ne pas allonger démesurément, dans la publication de la statistique judiciaire décennale, la partie ayant trait à la statistique criminelle, il a fallu condenser les tableaux, tout en leur maintenant leur intérêt, leur clarté et leur comparativité avec les années antérieures.

Les tableaux jadis présentés séparément pour les hommes et pour les femmes ont été fusionnés en un seul. Dans les tableaux concernant l'état civil et l'âge des condamnés, ainsi que dans celui déterminant l'arrondissement où l'infraction fut commise, la distinction entre condamnés

primaires et récidivistes n'est pas prise en considération par nature d'infraction.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit comme suit : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la statistique criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique. On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

Il a semblé que pour les aspects statistiques visés il suffisait d'énoncer en un cadre spécial et complémentaire les totaux des condamnés primaires et récidivistes. (V. tableaux 32, 34 et 36.)

Il n'est pas présenté de tableau concernant le degré d'instruction des condamnés :

Le critère, qui était à la base de cette répartition des condamnés, était critiqué depuis longtemps et n'offrait guère de garantie. Les condamnés étaient en effet encore partagés en illettrés, sachant imparfaitement lire et écrire, sachant bien lire et écrire, possédant une instruction plus étendue, et d'un degré d'instruction inconnu.

Depuis 1934, d'ailleurs, les chiffres concernant le degré d'instruction des condamnés n'avaient plus été relevés.

Il a été renoncé aussi à la publication d'un tableau détaillé par infraction des récidivistes spécialistes et non spécialistes.

On s'est contenté d'énoncer les totaux des 10 années dans le tableau n° 37.

Tableau n° 30 (suite).

Table with 19 columns: Numéro de la nomenclature, AN-NÉES, NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES (Primaires et récidivistes réunis, Primaires, Récidivistes), NOMBRE DES CONDAMNÉS (Primaires et récidivistes réunis, Primaires, Récidivistes), NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES (Primaires et récidivistes réunis, Primaires, Récidivistes).

Violation du secret des lettres et autres communications.

Table with 19 columns for years 1931-1940, showing counts for various categories of offenses related to mail secrecy.

Vols et maraudages (peines criminelles).

Table with 19 columns for years 1931-1940, showing counts for crimes involving theft and looting.

Vols et maraudages (peines correctionnelles).

Table with 19 columns for years 1931-1940, showing counts for crimes involving theft and looting with correctional penalties.

Vols et maraudages (peines de police).

Table with 19 columns for years 1931-1940, showing counts for crimes involving theft and looting with police penalties.

Banqueroute.

Table with 19 columns for years 1931-1940, showing counts for bankruptcy cases.

* H = Hommes, F = Femmes.

Tableau n° 30 (suite).

Table with 19 columns: Numéro de la nomenclature, AN-NÉES, NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES (Primaires et récidivistes réunis, Primaires, Récidivistes), NOMBRE DES CONDAMNÉS (Primaires et récidivistes réunis, Primaires, Récidivistes), NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES (Primaires et récidivistes réunis, Primaires, Récidivistes).

Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines correctionnelles).

Table with 19 columns for years 1931-1940, showing counts for crimes involving breach of confidence, fraud, and deception with correctional penalties.

Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines de police).

Table with 19 columns for years 1931-1940, showing counts for crimes involving breach of confidence, fraud, and deception with police penalties.

Recel.

Table with 19 columns for years 1931-1940, showing counts for harboring criminals.

Incendie (peines criminelles).

Table with 19 columns for years 1931-1940, showing counts for crimes involving arson with criminal penalties.

Incendie (peines correctionnelles).

Table with 19 columns for years 1931-1940, showing counts for crimes involving arson with correctional penalties.

* H = Hommes, F = Femmes.

Tableau n° 32. -- TOTAUX DES CONdamnÉS RÉPARTIS D'APRÈS LEUR ÉTAT CIVIL EN PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES.

Table with 11 columns for years (1931-1940) and rows for various civil status categories (Célibataires, Mariés sans enfants, Mariés avec enfants, etc.) split into 'Hommes primaires/récidivistes' and 'Femmes primaires/récidivistes'. Includes a 'TOTAL' row and an 'ENSEMBLE' row at the bottom.

Tableau n° 33. -- ÂGE DES CONdamnÉS.

Table with columns for years (1931-1940) and age groups (De moins de 21 ans, De 21 ans à moins de 30 ans, etc.). Rows are categorized by crime type (e.g., Atteintes à la sûreté de l'Etat, Contrefaçon, Faux en écritures, Faux témoignage, Usurpation de fonctions). Includes a legend at the bottom: H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

Tableau n° 34. — TOTAUX DES CONDAMNÉS RÉPARTIS D'APRÈS LEUR AGE
EN PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES

CONDAMNÉS	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
De 16 ans à moins de 18 ans										
Hommes primaires	736	649	511	541	503	520	651	727	631	735
» récidivistes	40	30	23	33	34	25	34	47	29	36
Femmes primaires	217	183	156	170	156	162	192	215	191	237
» récidivistes	3	4	2	6	5	5	3	4	7	2
De 18 ans à moins de 21 ans										
Hommes primaires	2,091	1,898	1,834	1,700	1,470	1,235	898	897	946	1,068
» récidivistes	414	340	311	326	252	220	172	172	168	171
Femmes primaires	513	468	434	447	372	347	280	290	311	488
» récidivistes	55	41	35	33	36	26	18	26	30	45
De 21 ans à moins de 25 ans										
Hommes primaires	3,342	3,090	2,904	2,937	2,935	2,764	2,191	2,123	1,452	1,048
» récidivistes	1,384	1,310	1,279	1,235	1,248	1,120	1,010	921	677	439
Femmes primaires	808	758	723	723	733	720	608	588	502	527
» récidivistes	181	196	166	170	158	140	136	129	109	89
De 25 ans à moins de 30 ans										
Hommes primaires	3,508	3,410	3,334	3,341	3,111	3,098	2,678	2,678	2,249	1,834
» récidivistes	2,579	2,471	2,417	2,524	2,417	2,245	2,172	2,027	1,812	1,257
Femmes primaires	1,107	1,043	1,025	1,052	1,062	968	923	917	855	1,008
» récidivistes	413	417	386	390	357	328	319	318	310	254
De 30 ans à moins de 35 ans										
Hommes primaires	2,493	2,568	2,484	2,701	2,531	2,414	2,181	2,199	2,019	1,847
» récidivistes	2,358	2,575	2,614	2,641	2,711	2,565	2,529	2,436	2,234	1,838
Femmes primaires	871	894	881	923	935	947	859	897	794	962
» récidivistes	442	509	491	501	472	473	428	450	410	367
de 35 ans à moins de 40 ans										
Hommes primaires	1,629	1,680	1,664	1,900	1,901	1,771	1,686	1,629	1,682	1,829
» récidivistes	1,775	1,934	2,086	2,266	2,368	2,268	2,276	2,214	2,250	2,078
Femmes primaires	719	696	735	860	755	677	747	704	750	923
» récidivistes	424	487	509	497	523	486	456	445	451	452
De 40 ans à moins de 45 ans										
Hommes primaires	1,011	1,101	1,159	1,208	1,231	1,247	1,106	1,170	1,147	1,407
» récidivistes	1,508	1,597	1,635	1,753	1,631	1,710	1,758	1,667	1,676	1,893
Femmes primaires	517	498	492	518	524	570	528	527	565	737
» récidivistes	381	345	389	423	474	390	367	405	368	436

CONDAMNÉS	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
de 45 ans à moins de 50 ans										
Hommes primaires	689	803	841	819	859	795	794	717	801	1,033
» récidivistes	1,250	1,333	1,326	1,408	1,318	1,431	1,371	1,130	1,227	1,332
Femmes primaires	344	359	372	384	354	335	368	383	350	487
» récidivistes	276	315	317	351	320	342	316	295	278	315
De 50 ans à moins de 55 ans										
Hommes primaires	467	481	531	603	581	561	507	505	501	704
» récidivistes	880	884	976	1,039	1,034	987	1,032	939	920	1,045
Femmes primaires	236	240	272	233	262	247	230	272	246	342
» récidivistes	213	245	220	235	202	206	224	228	200	239
De 55 ans à moins de 60 ans										
Hommes primaires	336	281	301	387	377	339	323	335	403	482
» récidivistes	585	596	641	685	689	638	624	653	647	812
Femmes primaires	154	121	167	165	161	136	157	163	149	237
» récidivistes	154	154	145	148	136	138	130	135	156	199
De 60 ans à moins de 70 ans										
Hommes primaires	260	259	291	325	306	332	330	330	265	417
» récidivistes	470	426	494	567	561	555	621	605	441	541
Femmes primaires	141	138	106	151	132	135	128	134	119	190
» récidivistes	114	122	106	132	123	119	116	124	111	114
De 70 ans et plus										
Hommes primaires	60	69	60	76	73	65	64	62	118	224
» récidivistes	70	91	85	65	76	98	83	94	225	361
Femmes primaires	23	18	35	38	30	42	30	25	52	101
» récidivistes	14	18	23	16	18	22	17	23	55	63
D'âge inconnu										
Hommes primaires	6	4	7	7	1	2	1	4	9	8
» récidivistes	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes primaires	1	—	2	—	—	—	—	—	2	3
» récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux										
Hommes primaires	16,628	16,293	15,921	16,545	15,879	15,143	13,410	13,376	12,223	12,636
» récidivistes	13,313	13,588	13,887	14,542	14,339	13,862	13,682	12,905	12,306	11,803
Femmes primaires	5,651	5,416	5,400	5,664	5,476	5,286	5,050	5,115	4,886	6,242
» récidivistes	2,670	2,853	2,789	2,902	2,824	2,675	2,530	2,582	2,485	2,575
ENSEMBLE.	38,262	38,150	37,997	39,653	38,518	36,966	34,672	33,978	31,900	33,256

NATURE DES INFRACTIONS	N° de nomenclature	ANNÉES	BRUXELLES		LOUVAIN		NIVELLES		ANVERS		MALINES		TURNHOUT		MONS		CHARLEROI		TOURNAI		GAND		AUDENARDE		TERMONDE		BRUGES		COURTRAI					
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F				
			4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31				
Violation du secret professionnel	32	1931/37 1938 1939 1940	— 3 2 —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —	— — — —			
Violation du secret des lettres et autres communications	33	1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940	— — — — — — — — — 1	— — — — — — — — — —	— — — — — 1 — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — 1 — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —
Vols et maraudages (peines criminelles)	34	1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	
Vols et maraudages (peines correctionnelles)	35	1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940	721 624 614 705 620 739 703 744 584 868	234 272 262 245 237 237 305 305 253 338	102 73 61 82 91 60 68 84 96 222	16 30 14 21 17 18 14 20 25 67	89 77 57 89 64 60 72 88 69 160	17 8 10 9 14 11 9 20 11 92	533 431 431 544 384 425 516 559 439 941	126 89 131 113 82 99 101 126 172 332	66 63 82 93 83 11 17 82 81 148	8 5 11 10 11 17 17 20 20 23	41 48 52 63 70 64 67 69 69 202	4 4 4 8 4 9 7 15 11 82	253 227 190 190 169 149 153 194 120 211	45 45 37 47 49 18 30 57 31 46	288 305 312 287 245 218 233 231 169 811	72 67 84 65 69 78 62 66 83 480	63 60 76 75 58 40 20 55 51 104	9 16 12 11 19 18 10 11 14 73	240 216 189 226 202 197 204 191 132 328	50 50 57 50 63 49 51 50 43 89	52 65 65 53 46 49 48 65 49 146	20 14 13 12 4 8 5 12 6 33	130 136 126 168 119 141 130 180 134 315	15 29 31 27 13 14 15 39 14 77	105 132 120 145 124 147 141 134 147 306	24 44 34 34 35 34 27 35 44 59	150 118 122 121 99 106 113 86 85 235	18 30 11 19 16 40 33 15 28 45				
Vols et maraudages (peines de police)	36	1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940	56 43 51 38 19 24 13 19 11 34	35 32 45 16 11 18 12 16 6 13	10 21 7 13 10 29 13 7 7 65	23 34 13 20 14 17 11 8 16 32	8 23 7 6 21 11 4 2 9 28	8 13 6 11 12 4 2 10 9 48	43 8 11 47 63 71 69 52 32 168	11 2 5 6 18 12 8 12 11 47	3 — 3 16 20 1 3 — 2 4 35	— — 1 — 2 3 — 4 4 2	28 17 27 18 20 5 16 10 7 23	3 2 5 6 6 1 3 2 4 7	129 234 211 207 154 119 77 60 62 88	76 52 55 55 35 42 30 18 24 30	132 135 197 226 218 214 120 98 113 124	110 75 94 128 111 111 89 27 98 62	17 20 21 26 24 7 25 27 42 47	7 — 1 2 4 8 33 10 39 23	13 4 3 3 8 3 10 20 21 25	6 8 4 5 2 2 5 6 5 13	3 6 4 3 2 2 5 2 3 4	1 6 4 4 4 4 2 6 5 25	25 21 40 29 29 32 32 25 145	4 2 5 3 4 8 4 5 4 40	9 5 11 17 14 7 24 16 41	3 — 2 2 4 4 1 2 1 17	6 6 10 16 10 7 10 37	8 3 1 8 4 — — — — 4				
Banqueroute	37	1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940	29 29 33 28 27 16 16 24 12 11	3 5 6 6 6 6 4 2 4 2	3 3 2 3 1 1 — — 8 1	1 1 7 2 — 4 — — 1 —	— — — — — — — — — —	10 18 14 25 17 15 17 18 15 16	1 2 1 6 1 5 — 4 — 5	— 1 2 3 4 2 — — 2 —	— 1 2 3 4 2 — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —	— — — — — — — — — —

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

Tableau n° 35 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	N° de nomenclature 2	ANNÉES 3	BRUXELLES		LOUVAIN		NIVELLES		ANVERS		MALINES	
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F
			4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Destructions et dommages (peines criminelles)	43	1931	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1931	35	1	22	—	6	—	47	3	18	2
Destructions et dommages (peines correctionnelles)	44	1932	71	4	17	3	15	—	63	4	28	—
		1933	67	10	18	—	9	—	69	6	16	3
		1934	45	4	15	2	6	—	53	5	21	—
		1935	49	9	21	—	5	2	30	—	15	1
		1936	37	1	25	1	5	—	38	4	22	2
		1937	43	11	18	—	9	—	44	2	12	2
		1938	43	3	35	—	5	1	31	1	27	3
		1939	32	3	36	3	6	1	16	6	18	5
		1940	23	3	12	1	1	—	23	4	10	—
		Destructions et dommages (peines de police)	45	1931	44	6	7	2	13	—	27	5
1932	69			14	11	4	21	—	11	6	3	2
1933	53			12	10	1	18	4	6	1	2	—
1934	63			14	17	3	14	3	23	5	11	1
1935	48			12	7	2	14	2	46	4	10	—
1936	44			14	16	2	24	4	45	11	6	1
1937	32			6	22	2	17	2	24	3	13	—
1938	24			5	5	1	10	3	20	7	85	—
1939	7			2	1	—	9	1	22	1	5	—
1940	8			1	1	—	4	1	14	6	4	—
TOTAUX.		1931	4,095	1,142	934	245	587	134	2,898	662	619	141
		1932	4,182	1,180	811	229	698	139	2,822	665	661	168
		1933	4,125	1,114	681	173	631	137	2,882	694	678	159
		1934	4,576	1,239	794	206	727	188	3,080	721	843	219
		1935	4,419	1,240	652	168	633	148	2,654	568	699	187
		1936	4,359	1,168	737	158	561	120	2,780	624	677	166
		1937	4,512	1,342	668	144	594	129	2,610	504	643	183
		1938	4,245	1,217	665	143	508	144	2,803	630	693	172
		1939	3,441	1,046	759	166	516	136	2,451	652	615	177
		1940	3,031	984	824	280	552	302	2,831	866	666	168
Nombres des condamnations individuelles		1931	4,398	1,182	982	248	634	141	3,102	683	655	143
		1932	4,597	1,219	855	239	752	146	2,958	686	694	169
		1933	4,520	1,149	717	176	677	144	3,017	716	705	163
		1934	4,957	1,286	832	217	799	194	3,294	740	884	225
		1935	4,776	1,281	679	168	675	154	2,842	583	740	191
		1936	4,694	1,203	775	164	598	124	2,998	642	725	172
		1937	4,895	1,382	708	147	649	132	2,747	521	686	186
		1938	4,584	1,261	700	147	538	148	2,978	646	734	175
		1939	3,693	1,065	797	172	554	138	2,615	664	654	179
		1940	3,172	1,010	857	289	574	304	2,979	881	711	171

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

TURNHOUT		MONS		CHARLEROI		TOURNAI		GAND		AUDENARDE		TERMONDE		BRUGES		COURTRAI	
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	—	28	—	27	—	9	1	50	3	24	—	44	9	20	1	38	6
13	—	27	4	25	4	11	1	38	2	23	1	36	5	26	2	39	6
8	1	33	4	31	—	10	2	38	1	29	—	49	2	27	6	40	7
11	—	25	3	26	2	15	—	47	4	27	—	42	4	20	3	46	3
12	2	16	—	30	1	15	—	35	—	20	1	32	1	24	1	39	3
12	1	42	5	21	—	8	—	42	3	20	3	33	1	38	3	56	5
16	1	14	—	22	3	14	—	40	3	26	1	44	—	27	2	41	8
4	2	16	1	8	—	6	—	81	3	31	—	30	1	30	2	35	1
4	2	18	2	14	2	12	—	28	3	36	2	37	2	38	3	24	4
7	1	14	2	18	1	5	—	17	2	19	1	13	1	19	1	26	1
6	—	54	11	61	11	21	3	13	5	12	4	18	4	4	1	23	2
8	1	51	15	59	7	17	2	54	3	14	—	7	2	20	2	16	4
14	—	45	13	59	10	10	4	42	4	14	—	21	4	19	5	20	2
18	1	42	17	75	14	24	7	49	4	11	—	22	4	19	5	25	6
20	—	37	9	87	23	21	3	83	4	10	—	24	5	25	3	27	5
10	—	48	14	81	21	12	1	50	5	14	2	27	1	34	3	29	4
16	2	47	9	83	15	16	3	66	2	13	—	35	3	31	7	15	1
7	2	39	5	66	23	26	3	48	7	15	1	23	3	27	3	14	1
3	1	18	4	64	12	13	5	67	4	21	—	25	5	27	3	4	—
3	1	13	3	37	14	16	1	16	1	3	1	24	3	6	2	—	—
657	128	2,423	934	2,558	992	721	170	1,860	404	752	130	1,248	242	916	200	1,311	371
596	103	2,296	905	2,595	1,013	654	172	1,875	402	709	114	1,252	251	1,099	218	1,304	370
616	134	2,020	793	2,767	1,013	712	202	2,086	440	686	118	1,399	275	997	199	1,368	347
760	132	1,951	793	2,732	1,054	751	194	2,020	346	604	85	1,507	274	1,252	264	1,412	382
665	104	1,828	710	2,710	1,076	731	169	2,138	428	509	62	1,199	226	1,017	237	1,380	354
620	106	1,792	673	2,589	1,097	559	175	2,134	388	558	101	1,271	252	1,217	244	1,283	361
611	124	1,518	595	2,255	926	646	182	2,136	445	545	89	1,191	255	1,115	253	1,110	302
563	102	1,442	562	2,250	1,048	589	170	1,711	398	543	108	1,194	251	1,023	229	896	233
585	122	1,361	536	2,023	1,005	586	167	1,685	422	595	98	1,214	245	1,193	275	681	185
568	205	1,044	409	2,376	1,218	487	227	1,513	480	567	115	1,228	327	953	240	1,011	302
686	132	2,615	980	2,741	1,025	789	176	2,005	419	789	133	1,356	251	995	205	1,410	382
626	103	2,517	964	2,783	1,060	699	181	1,999	421	746	117	1,348	258	1,192	228	1,374	384
650	134	2,224	836	2,985	1,059	769	216	2,267	457	720	120	1,492	285	1,094	215	1,482	361
820	134	2,121	834	3,008	1,093	811	198	2,191	359	625	87	1,608	276	1,369	274	1,537	400
702	107	2,002	755	2,972	1,119	791	177	2,336	449	624	64	1,310	233	1,101	250	1,472	366
651	107	1,963	704	2,785	1,156	608	181	2,325	403	579	103	1,367	257	1,320	263	1,368	369
639	127	1,645	622	2,473	981	714	193	2,319	462	579	93	1,269	264	1,222	273	1,197	309
598	108	1,553	588	2,436	1,114	620	175	1,856	411	569	109	1,302	256	1,114	235	961	238
614	126	1,470	561	2,204	1,051	630	176	1,837	439	632	101	1,288	252	1,311	284	718	188
589	208	1,104	426	2,564	1,280	509	239	1,595	488	598	116	1,302	334	1,016	264	1,072	310

NATURE DES INFRACTIONS 1 (bis)	N° de nomenclature 2 (bis)	ANNÉES 3 (bis)	FURNES		YPRES		LIÈGE		HUY		VERVIERS		TONGRES		
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
			32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	
Destructions et dommages (peines criminelles)	43	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages (peines correctionnelles)	44	1931	8	—	13	1	17	1	3	—	4	2	11	1	
		1932	12	—	27	—	19	3	2	—	14	—	25	1	
		1933	8	—	12	1	29	—	8	2	6	1	18	2	
		1934	12	—	22	2	23	3	5	—	19	—	11	2	
		1935	9	—	24	2	19	3	4	1	13	1	21	2	
		1936	7	1	7	—	21	4	2	1	4	2	21	2	
		1937	7	—	8	—	16	3	—	—	20	1	18	—	
		1938	7	—	7	—	10	2	4	—	3	—	19	—	
		1939	4	4	12	2	13	—	1	—	5	—	7	—	
		1940	3	—	13	2	6	—	2	—	3	—	12	—	
Destructions et dommages (peines de police)	45	1931	3	—	6	—	46	18	4	—	26	3	25	6	
		1932	12	—	6	—	50	11	10	1	9	1	9	1	
		1933	4	—	7	—	51	9	7	2	10	2	15	—	
		1934	3	—	6	5	53	8	7	3	10	—	9	3	
		1935	7	—	7	1	62	12	11	3	19	—	22	1	
		1936	2	—	7	—	50	19	7	—	20	2	12	5	
		1937	9	—	4	1	49	10	6	1	11	1	14	6	
		1938	3	1	9	2	29	6	9	1	13	—	11	1	
		1939	2	—	7	—	26	6	14	1	23	3	13	3	
		1940	3	—	8	1	23	10	3	—	6	1	2	—	
		TOTALS.	46	1931	254	41	675	133	2,645	946	473	154	775	212	994
1932	292			42	496	93	2,782	940	491	196	861	200	1,025	269	
1933	243			42	457	88	2,857	987	464	155	866	195	850	222	
1934	240			48	489	88	2,578	1,043	455	173	802	218	885	215	
1935	225			25	474	77	3,042	1,178	508	147	797	210	1,089	279	
1936	202			52	420	76	2,942	1,085	377	127	786	195	791	169	
1937	208			51	372	75	2,401	912	356	119	740	167	764	192	
1938	263			67	398	94	2,352	966	339	133	687	205	824	186	
1939	209			53	364	107	2,231	858	429	156	660	186	686	180	
1940	258			87	610	169	2,183	902	343	172	464	157	671	195	
Nombres des condamnations individuelles	47	1931	273	42	744	136	2,830	974	505	156	847	218	1,044	219	
		1932	307	44	538	97	2,991	979	529	200	937	213	1,110	276	
		1933	264	45	497	89	3,096	1,025	493	161	939	202	915	233	
		1934	259	48	544	90	2,765	1,086	489	178	881	231	955	223	
		1935	244	25	510	77	3,325	1,228	545	158	856	228	1,194	290	
		1936	220	54	455	80	3,198	1,140	401	131	852	201	844	175	
		1937	232	53	410	81	2,572	945	380	120	787	174	810	197	
		1938	294	68	427	96	2,554	1,002	363	133	742	211	905	195	
		1939	237	62	390	113	2,423	896	461	162	729	192	727	185	
		1940	274	95	638	172	2,324	929	362	177	491	162	706	198	

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

HASSELT		ARLON		MARCHE		NEUFCHÂTEAU		NAMUR		DINANT		À L'ÉTRANGER		TOTALS		
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
19	—	2	—	1	—	3	—	10	1	4	—	—	—	467	32	499
18	—	8	—	3	—	2	—	12	—	15	3	—	—	589	43	632
26	2	—	—	—	—	—	—	19	1	7	—	—	—	577	51	628
21	1	1	—	2	—	7	—	14	—	13	1	—	—	549	39	588
14	1	8	1	2	1	—	—	21	—	15	—	—	—	493	33	526
7	—	2	—	2	—	1	—	2	—	5	3	—	—	480	42	522
13	1	3	—	3	—	2	—	3	—	2	—	—	—	465	38	503
16	—	3	—	2	—	1	—	8	1	3	—	—	—	465	21	486
14	1	7	—	6	1	3	—	4	—	6	1	—	—	401	47	448
5	—	4	—	—	—	3	—	4	—	—	1	—	—	262	21	283
5	—	8	1	4	4	7	1	7	1	10	4	1	—	456	92	548
10	5	9	—	4	2	13	1	17	3	14	5	—	—	524	92	616
22	7	10	2	11	—	15	2	10	2	8	1	—	—	503	87	590
27	4	20	3	8	—	8	—	7	—	10	1	—	—	581	111	692
20	6	9	1	1	—	10	1	16	2	7	—	—	—	650	99	749
30	4	12	2	4	2	10	—	13	3	3	—	—	—	610	120	730
19	—	7	4	2	—	5	2	10	4	7	1	—	—	573	85	658
37	3	10	1	1	—	10	1	7	5	8	3	—	—	556	88	644
14	1	10	1	3	1	6	3	10	5	8	2	—	—	422	64	486
6	1	5	—	3	—	3	—	10	1	7	1	—	—	228	49	277
613	173	280	75	146	32	287	68	731	260	433	113	56	5	29,941	8,321	38,262
486	118	293	66	147	29	264	46	650	228	486	112	54	1	29,881	8,269	38,150
662	178	253	84	110	27	256	42	680	241	444	122	18	8	29,808	8,189	37,997
830	208	329	73	132	30	279	34	610	229	420	105	29	5	31,087	8,566	39,653
776	174	310	98	139	23	307	64	764	216	528	130	25	2	30,218	8,300	38,518
633	158	275	71	118	27	255	45	631	220	412	99	26	4	29,005	7,961	36,966
490	146	286	74	116	22	217	48	588	215	370	81	30	5	27,092	7,580	34,672
685	176	310	101	134	25	214	50	621	212	314	74	15	1	26,281	7,697	33,978
642	169	252	74	135	26	240	46	622	202	340	82	14	—	24,529	7,371	31,900
608	279	205	79	130	59	184	91	702	299	394	200	36	5	24,439	8,817	33,256
670	178	301	76	155	33	307	68	788	277	449	117	59	5	32,129	8,599	40,728
507	121	322	68	153	29	279	47	724	237	522	116	61	1	32,120	8,602	40,722
713	181	276	87	117	28	273	43	750	254	481	126	21	8	32,154	8,513	40,667
920	216	348	78	141	31	295	35	676	239	450	106	30	6	33,609	8,884	42,493
848	180	337	101	149	23	335	69	830	225	564	134	26	2	32,685	8,637	41,322
671	163	292	73	125	28	274	47	681	228	432	102	26	4	31,227	8,274	39,501
530	148	311	75	121	22	239	60	656	220	381	82	30	5	29,201	7,864	37,065
734	184	338	106	143	25	227	51	681	224	339	78	17	1	28,307	7,985	36,292
684	176	270	76	137	27	269	48	656	206	365	84	15	1	26,380		

Tableau n° 36. - TOTAUX DES CONDAMNÉS RÉPARTIS D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION, EN PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES.

ARRONDISSEMENTS	CONDAMNÉS	ANNÉES									
		1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	Hommes primaires	2,282	2,272	2,164	2,409	2,371	2,293	2,301	2,181	1,669	1,491
	» récidivistes	1,813	1,910	1,961	2,167	2,048	2,066	2,211	2,064	1,772	1,540
	Femmes primaires	844	836	809	878	875	863	962	876	776	710
	» récidivistes	298	344	305	361	365	305	380	341	270	274
Louvain	Hommes primaires	568	480	384	451	378	395	357	357	414	486
	» récidivistes	366	331	297	343	274	342	311	308	345	338
	Femmes primaires	170	153	123	137	115	108	100	93	111	211
	» récidivistes	76	76	60	69	53	60	44	50	55	69
Nivelles	Hommes primaires	323	350	325	355	306	289	294	233	234	300
	» récidivistes	264	348	306	372	327	272	300	276	282	252
	Femmes primaires	87	94	90	125	93	75	89	94	86	233
	» récidivistes	47	45	47	63	55	45	40	50	50	69
Anvers	Hommes primaires	1,654	1,610	1,620	1,677	1,415	1,493	1,337	1,459	1,269	1,503
	» récidivistes	1,244	1,212	1,262	1,403	1,239	1,287	1,273	1,344	1,182	1,328
	Femmes primaires	439	463	500	501	397	452	352	428	467	644
	» récidivistes	223	202	194	220	171	172	162	202	185	222
Malines	Hommes primaires	359	377	391	478	384	373	357	402	327	376
	» récidivistes	260	284	287	365	315	304	286	291	288	291
	Femmes primaires	114	126	119	176	137	126	135	121	128	127
	» récidivistes	27	42	40	43	50	40	48	51	49	41
Turnhout	Hommes primaires	378	355	321	427	399	375	331	325	340	332
	» récidivistes	279	241	295	333	266	245	280	238	245	236
	Femmes primaires	101	75	94	96	76	71	93	74	95	162
	» récidivistes	27	28	40	36	28	35	31	28	27	43
Mons	Hommes primaires	1,265	1,168	922	882	860	894	714	658	623	506
	» récidivistes	1,158	1,128	1,098	1,069	968	898	804	784	738	538
	Femmes primaires	567	492	434	419	389	377	326	340	305	241
	» récidivistes	367	413	359	374	321	296	269	222	231	168
Charleroi	Hommes primaires	1,299	1,300	1,351	1,355	1,289	1,197	944	1,022	856	1,095
	» récidivistes	1,259	1,295	1,416	1,377	1,421	1,392	1,311	1,228	1,167	1,281
	Femmes primaires	604	577	608	624	622	618	525	575	561	771
	» récidivistes	388	436	405	430	454	479	401	473	444	447
Tournai	Hommes primaires	384	341	379	382	369	307	303	309	301	249
	» récidivistes	337	313	333	369	362	252	343	280	285	238
	Femmes primaires	118	124	128	134	122	110	124	115	114	174
	» récidivistes	52	48	74	60	47	65	58	55	53	53
Gand	Hommes primaires	968	963	1,074	1,023	1,066	1,056	1,003	819	806	715
	» récidivistes	892	912	1,012	997	1,072	1,078	1,133	892	879	798
	Femmes primaires	283	268	294	237	306	260	307	292	306	361
	» récidivistes	121	134	146	109	122	128	138	106	116	119
Audenarde	Hommes primaires	474	434	407	362	287	346	285	307	327	323
	» récidivistes	278	275	279	242	222	212	260	236	268	244
	Femmes primaires	94	83	87	67	50	79	70	86	69	96
	» récidivistes	36	31	31	18	12	22	19	22	29	19

ARRONDISSEMENTS	CONDAMNÉS	ANNÉES									
		1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Termonde	Hommes primaires	711	713	789	848	639	681	600	637	670	653
	» récidivistes	537	539	610	659	560	590	591	557	544	575
	Femmes primaires	177	191	205	211	162	184	201	183	186	263
	» récidivistes	65	60	70	63	64	68	54	68	59	64
Bruges	Hommes primaires	537	584	580	729	604	675	574	548	643	517
	» récidivistes	379	515	417	623	413	542	541	475	550	436
	Femmes primaires	151	168	141	194	181	172	183	160	199	164
	» récidivistes	49	50	58	70	56	72	70	69	76	76
Courtrai	Hommes primaires	671	675	668	703	723	661	506	440	311	545
	» récidivistes	640	629	700	709	657	622	604	456	370	466
	Femmes primaires	261	247	226	265	245	265	208	168	127	241
	» récidivistes	110	123	121	117	109	96	94	65	58	61
Furnes	Hommes primaires	127	163	125	134	123	95	100	127	101	135
	» récidivistes	127	129	118	106	102	107	108	136	108	123
	Femmes primaires	27	31	25	36	17	33	35	49	35	69
	» récidivistes	14	11	17	12	8	19	16	18	18	18
Ypres	Hommes primaires	372	257	256	269	236	214	180	199	175	356
	» récidivistes	303	239	201	220	238	206	192	199	189	254
	Femmes primaires	98	69	67	70	59	60	52	77	82	138
	» récidivistes	35	24	21	18	18	16	23	17	25	31
Liège	Hommes primaires	1,511	1,522	1,598	1,410	1,537	1,373	1,139	1,114	1,006	999
	» récidivistes	1,134	1,260	1,259	1,168	1,505	1,569	1,262	1,238	1,225	1,184
	Femmes primaires	614	563	627	652	758	664	560	694	497	567
	» récidivistes	332	377	360	391	420	421	352	372	361	335
Huy	Hommes primaires	266	248	240	250	279	200	182	191	228	202
	» récidivistes	207	243	224	205	229	177	174	148	201	141
	Femmes primaires	102	124	102	113	94	80	65	86	105	123
	» récidivistes	52	72	53	60	53	47	54	47	51	49
Verviers	Hommes primaires	437	483	456	436	429	439	405	358	341	243
	» récidivistes	338	378	410	366	368	347	335	329	319	221
	Femmes primaires	145	142	123	141	139	128	115	145	117	106
	» récidivistes	67	58	72	77	71	67	60	69	51	
Tongres	Hommes primaires	616	612	500	533	645	473	415	444	362	397
	» récidivistes	378	413	350	352	444	318	349	380	324	274
	Femmes primaires	153	179	141	141	170	113	129	122	127	138
	» récidivistes	61	90	81	74	109	56	63	64	53	57
Hasselt	Hommes primaires	337	317	398	442	415	388	266	399	349	364
	» récidivistes	276	169	264	388	361	245	224	286	293	244
	Femmes primaires	119	82	113	134	114	108	103	127	114	203
	» récidivistes	54	36	65	74	60	43	49	55	76	
Arlon	Hommes primaires	166	180	145	197	174	147	137	175	154	109
	» récidivistes	114	113	108	132	136	128	149	135	98	96
	Femmes primaires	61	51	62	48	70	48	45	75	44	59
	» récidivistes	14	15	22	25	28	23	29	26	30	20
Marche	Hommes primaires	83	89	67	76	81	70	68	86	82	72
	» récidivistes	63	58	43	56	58	48	48	48	53	58
	Femmes primaires	22	19	15	26	17	21	17	16	20	41
	» récidivistes	10	10	12	4	6	5	9	6	18	

Tableau n° 36 (suite).

ARRONDISSEMENTS	CONDAMNÉS	ANNÉES									
		1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Neufchâteau	Hommes primaires	166	147	152	158	166	146	93	118	130	90
	» récidivistes	121	117	104	121	141	109	124	96	110	94
	Femmes primaires	55	30	31	25	42	35	35	33	33	63
	» récidivistes	13	16	11	9	22	10	13	17	13	28
Namur	Hommes primaires	386	340	358	311	387	326	280	296	318	345
	» récidivistes	345	310	322	299	377	305	308	325	304	357
	Femmes primaires	155	146	147	141	132	153	150	132	124	192
	» récidivistes	105	82	94	88	84	67	65	80	78	107
Dinant	Hommes primaires	265	279	240	233	301	223	221	165	180	214
	» récidivistes	168	207	204	187	227	189	149	149	160	180
	Femmes primaires	88	82	82	68	92	79	66	53	58	143
	» récidivistes	25	30	40	37	38	20	15	21	24	57
A l'étranger	Hommes primaires	23	34	11	15	16	14	18	7	7	20
	» récidivistes	33	20	7	14	9	12	12	8	7	16
	Femmes primaires	2	1	7	5	2	4	3	1	—	2
	» récidivistes	3	—	1	—	—	—	2	—	—	3
Totaux.	Hommes primaires	16,628	16,293	15,921	16,545	15,879	15,143	13,410	13,376	12,223	12,636
	» récidivistes	13,313	13,588	13,887	14,542	14,339	13,862	13,682	12,905	12,306	11,803
	Femmes primaires	5,651	5,416	5,400	5,664	5,476	5,286	5,050	5,115	4,886	6,242
	» récidivistes	2,670	2,853	2,789	2,902	2,824	2,675	2,530	2,582	2,485	2,575
ENSEMBLE.		38,262	38,150	37,997	39,653	38,518	36,966	34,672	33,978	31,900	33,256

TABLEAU DE LA RÉCIDIVE GÉNÉRALE ET DE LA RÉCIDIVE SPÉCIALE

Pour la rédaction du tableau 37, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le clas-

sement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DÉNOMINATION DES GROUPES	N° d'ordre	N° D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique . . .	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles . . .	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique . . .	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires . . .	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

Tableau n° 37. — TOTAUX DES RÉCIDIVISTES RÉPARTIS EN SPÉCIALISTES ET NON SPÉCIALISTES ET D'APRÈS LE NOMBRE DE CONDAMNATIONS QU'ILS ONT ENCOURUES.

DEGRÉ DE RÉCIDIVE	CONDAMNÉS	ANNÉES									
		1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1er degré	Hom. spécialistes	2,185	2,183	2,345	2,327	2,158	2,106	2,073	2,000	1,885	1,590
	» n. spécialistes.	3,221	3,310	3,288	3,434	3,197	3,166	3,100	2,913	2,593	2,876
2 condamnations	Fem. spécialistes	545	532	546	624	591	548	537	565	472	471
	» n. spécialistes.	783	837	826	859	828	771	720	714	742	849
2e degré	Hom. spécialistes	1,445	1,540	1,551	1,615	1,532	1,513	1,538	1,478	1,372	1,149
	» n. spécialistes.	1,138	1,246	1,207	1,278	1,401	1,216	1,218	1,152	1,058	1,071
3 condamnations	Fem. spécialistes	313	335	340	352	305	305	298	353	307	276
	» n. spécialistes.	219	290	279	263	267	247	229	217	235	257
3e degré	Hom. spécialistes	577	557	587	681	753	628	626	594	620	491
	» n. spécialistes.	1,006	986	991	1,059	1,043	1,061	1,015	940	893	889
4 condamnations	Fem. spécialistes	111	116	103	94	129	121	92	103	105	112
	» n. spécialistes.	200	193	177	172	188	203	177	160	160	182
4e degré	Hom. spécialistes	509	478	491	531	567	547	496	487	455	427
	» n. spécialistes.	509	543	578	564	592	541	552	504	492	524
5 condamnations	Fem. spécialistes	69	77	68	83	75	86	74	75	73	67
	» n. spécialistes.	83	93	82	86	97	76	76	72	82	61
5e degré	Hom. spécialistes	242	260	256	295	318	282	276	282	255	237
	» n. spécialistes.	397	413	416	493	448	507	459	432	431	417
6 condamnations	Fem. spécialistes	48	33	41	48	36	37	34	36	34	27
	» n. spécialistes.	48	70	75	62	63	79	57	39	61	62
6e degré	Hom. spécialistes	203	197	227	239	266	244	207	224	225	195
	» n. spécialistes.	284	261	285	285	324	317	306	253	284	278
7 condamnations	Fem. spécialistes	34	35	35	26	23	25	32	19	27	27
	» n. spécialistes.	35	37	37	49	35	24	28	36	31	36
7e degré	Hom. spécialistes	163	148	130	137	142	155	145	137	151	109
	» n. spécialistes.	219	206	218	247	251	250	232	213	235	226
8 condamnations	Fem. spécialistes	19	19	13	19	16	14	20	25	10	15
	» n. spécialistes.	27	36	29	36	29	20	25	20	27	25
8e degré	Hom. spécialistes	88	102	126	124	120	121	139	121	122	126
	» n. spécialistes.	133	148	140	158	167	159	170	128	158	154
9 condamnations	Fem. spécialistes	12	12	15	23	22	19	9	21	13	9
	» n. spécialistes.	20	20	12	18	17	16	12	19	12	13
9e degré	Hom. spécialistes	65	84	85	86	85	94	83	83	83	71
	» n. spécialistes.	115	118	126	144	135	122	133	130	145	131
10 condamnations	Fem. spécialistes	9	9	6	5	5	11	6	8	8	8
	» n. spécialistes.	12	12	16	13	14	11	14	10	16	18
10e degré et au delà	Hom. spécialistes	322	309	312	333	326	344	347	349	346	339
	» n. spécialistes.	502	499	528	512	464	527	556	485	503	504
11 condamnations et plus	Fem. spécialistes	47	40	36	43	37	30	37	35	37	38
	» n. spécialistes.	36	57	53	37	47	40	55	44	41	32
Totaux	Hom. spécialistes	5,789	5,858	6,110	6,368	6,317	5,996	5,941	5,755	5,514	4,734
	» n. spécialistes.	7,524	7,730	7,777	8,174	8,022	7,866	7,741	7,150	6,792	7,069
	Fem. spécialistes	1,207	1,208	1,203	1,317	1,239	1,188	1,137	1,251	1,078	1,050
	» n. spécialistes.	1,463	1,645	1,586	1,585	1,585	1,487	1,393	1,331	1,407	1,525
ENSEMBLE.		15,983	16,441	16,676	17,444	17,163	16,537	16,212	15,487	14,791	14,378

Tableau n° 38. - IVROGNERIE.

Table with 18 columns: N° de la nomenclature, Années, TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique, CONdamnÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson, CONdamnÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique, CONdamnÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson. Sub-columns for Hommes and Femmes, and P (Primaires) and R (Récidivistes).

Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques.

Table showing data for 'Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques' from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/recidivist status.

Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, sceaux, etc.

Table showing data for 'Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, sceaux, etc.' from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/recidivist status.

Faux en écritures.

Table showing data for 'Faux en écritures' from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/recidivist status.

Faux témoignage ou serment.

Table showing data for 'Faux témoignage ou serment' from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/recidivist status.

* P = Primaires, R = Récidivistes.

Tableau n° 38 (suite).

Table with 18 columns: N° de la nomenclature, Années, TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique, CONdamnÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson, CONdamnÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique, CONdamnÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson. Sub-columns for Hommes and Femmes, and P (Primaires) and R (Récidivistes).

Usurpation de fonctions, titres ou nom.

Table showing data for 'Usurpation de fonctions, titres ou nom' from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/recidivist status.

Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes.

Table showing data for 'Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes' from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/recidivist status.

Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines correctionnelles).

Table showing data for 'Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines correctionnelles)' from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/recidivist status.

Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines de police).

Table showing data for 'Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines de police)' from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/recidivist status.

* P = Primaires, R = Récidivistes.

Tableau n° 38 (suite).

N° de la nomenclature	Années	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson				CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson			
		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
		P*	R*	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
		Infractions contre la sécurité publique.															
9	1931	68	216	1	1	9	3	—	—	16	146	—	1	43	67	1	—
	1932	68	226	1	8	8	3	—	—	22	151	—	7	38	72	1	1
	1933	63	197	1	5	5	9	—	—	27	146	1	5	31	42	—	—
	1934	35	183	—	1	—	3	—	—	13	129	—	1	22	51	—	—
	1935	51	180	—	2	8	3	—	—	14	129	—	—	29	48	—	2
	1936	34	196	1	1	3	3	—	—	13	133	1	—	18	60	—	1
	1937	37	148	—	3	4	3	—	—	10	99	—	3	23	46	—	—
	1938	27	167	1	2	3	3	—	—	11	111	1	2	13	53	—	—
	1939	26	145	—	3	2	1	—	—	5	95	—	2	19	49	—	1
	1940	13	87	2	—	—	3	—	—	6	52	2	—	7	32	—	—
		Avortement.															
10	1931	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	1933	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1936	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
	1937	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
	1938	1	3	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—
	1939	—	2	—	1	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Exposition ou délaisement d'enfants.															
11	1931	4	41	—	—	—	—	—	—	4	40	—	—	—	1	—	—
	1932	6	34	—	—	—	—	—	—	6	34	—	—	—	—	—	—
	1933	6	19	—	—	—	—	—	—	6	19	—	—	—	—	—	—
	1934	1	23	—	—	—	—	—	—	1	22	—	—	—	1	—	—
	1935	3	13	—	—	—	—	—	—	3	13	—	—	—	—	—	—
	1936	2	23	—	2	1	—	—	—	1	23	—	2	—	—	—	—
	1937	2	19	—	1	—	—	—	—	2	19	—	1	—	—	—	—
	1938	—	20	—	—	—	—	—	—	—	20	—	—	—	—	—	—
	1939	5	21	1	1	—	—	—	—	5	21	1	1	—	—	—	—
	1940	2	10	—	—	—	—	—	—	2	10	—	—	—	—	—	—
		Destruction ou supposition d'Etat.															
12	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1933/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Enlèvement de mineurs.															
13	1931	1	4	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—
	1932	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1933	1	2	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1936	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1937	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
	1938	1	3	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—
	1939	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1940	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—

* P = Primaires, R = Récidivistes.

Tableau n° 38 (suite).

N° de la nomenclature	Années	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson				CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson			
		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
		P*	R*	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
		Attentats à la pudeur et viols (peines criminelles).															
14	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	—	3	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Attentats à la pudeur et viols (peines correctionnelles).															
15	1931	20	50	1	—	6	2	—	—	11	42	1	—	3	6	—	—
	1932	7	61	1	—	1	1	—	—	6	55	1	—	—	5	—	—
	1933	10	42	—	—	—	1	—	—	9	39	—	—	1	2	—	—
	1934	12	60	—	—	—	—	—	—	8	57	—	—	4	3	—	—
	1935	18	38	—	—	—	2	—	—	12	33	—	—	1	3	—	—
	1936	19	47	—	—	4	—	—	—	12	46	—	—	3	1	—	—
	1937	19	69	—	—	3	2	—	—	15	64	—	—	1	3	—	—
	1938	14	58	—	2	1	1	—	—	13	56	—	—	1	1	—	1
	1939	12	54	—	1	1	3	—	—	10	48	—	—	1	1	—	3
	1940	10	39	—	—	2	1	—	—	7	37	—	—	1	1	—	—
		Corruption de la jeunesse et prostitution.															
16	1931	3	8	1	1	—	—	—	—	3	8	1	1	—	—	—	—
	1932	1	12	1	3	—	—	—	—	1	12	1	3	—	—	—	—
	1933	1	2	1	2	—	—	—	—	1	2	1	2	—	—	—	—
	1934	—	5	1	9	—	—	—	—	—	5	1	9	—	—	—	—
	1935	5	9	1	2	—	—	—	—	5	9	1	—	—	—	—	—
	1936	—	9	1	1	—	—	—	—	—	9	1	1	—	—	—	—
	1937	1	6	2	1	—	—	—	—	1	6	2	1	—	—	—	—
	1938	1	5	—	5	—	—	—	—	1	5	—	4	—	—	—	—
	1939	2	5	—	3	—	—	—	—	1	5	—	3	1	—	—	—
	1940	1	6	—	6	—	—	—	—	1	6	—	6	—	—	—	—
		Outrage public aux mœurs (peines correctionnelles).															
17	1931	77	145	8	8	16	1	4	—	24	85	1	1	37	59	3	7
	1932	59	135	10	7	5	1	—	—	23	76	—	6	31	59	10	1
	1933	58	138	3	16	3	3	—	—	25	99	1	9	31	36	2	7
	1934	63	121	2	10	8	5	1	—	29	68	—	4	26	48	1	6
	1935	43	116	3	11	2	3	2	—	17	76	1	6	24	37	—	5
	1936	45	113	3	9	3	2	—	1	16	74	3	5	26	37	—	3
	1937	37	12														

Tableau n° 38 (suite).

Table with columns: N° de la nomenclature, Années, TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson, CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson, CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique, CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson. Sub-columns for Hommes and Femmes, and further sub-columns for P (Primaires) and R (Récidivistes).

Outrage public aux mœurs (peines de police).

Table for Outrage public aux mœurs (peines de police) with years 1931-1940 and columns for P and R for Hommes and Femmes.

Adultère et bigamie.

Table for Adultère et bigamie with years 1931-1940 and columns for P and R for Hommes and Femmes.

Abandon de famille.

Table for Abandon de famille with years 1931-1940 and columns for P and R for Hommes and Femmes.

Meurtre (peines criminelles).

Table for Meurtre (peines criminelles) with years 1931-1940 and columns for P and R for Hommes and Femmes.

* P = Primaires, R = Récidivistes.

Tableau n° 38 (suite).

Table with columns: N° de la nomenclature, Années, TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique, CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson, CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique, CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson. Sub-columns for Hommes and Femmes, and further sub-columns for P (Primaires) and R (Récidivistes).

Meurtre (peines correctionnelles).

Table for Meurtre (peines correctionnelles) with year 1931/40 and columns for P and R for Hommes and Femmes.

Lésions corporelles (peines criminelles).

Table for Lésions corporelles (peines criminelles) with years 1931/34, 1935, 1936, 1937/39, 1940 and columns for P and R for Hommes and Femmes.

Lésions corporelles (peines correctionnelles).

Table for Lésions corporelles (peines correctionnelles) with years 1931-1940 and columns for P and R for Hommes and Femmes.

Lésions corporelles (peines de police).

Table for Lésions corporelles (peines de police) with years 1931-1940 and columns for P and R for Hommes and Femmes.

Duel.

Table for Duel with year 1931/40 and columns for P and R for Hommes and Femmes.

Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers.

Table for Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers with years 1931-1940 and columns for P and R for Hommes and Femmes.

* P = Primaires, R = Récidivistes.

Tableau n° 38 (suite).

Table with 18 columns: N° de la nomenclature, Années, and four categories of convicted persons (TOTAL, CONDAMNÉS sous influence de la boisson, CONDAMNÉS au moins une condamnation pour ivresse publique, CONDAMNÉS ayant encouru une condamnation pour ivresse publique).

Calomnies et injures (peines correctionnelles).

Table showing data for Calomnies et injures (peines correctionnelles) from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/secondary status.

Calomnies et injures (peines de police).

Table showing data for Calomnies et injures (peines de police) from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/secondary status.

Violation de sépultures.

Table showing data for Violation de sépultures from 1931 to 1937/40.

Falsification dangereuse de denrées alimentaires.

Table showing data for Falsification dangereuse de denrées alimentaires for 1931/40.

Violation du secret professionnel.

Table showing data for Violation du secret professionnel for 1931/40.

Violation du secret des lettres et autres communications.

Table showing data for Violation du secret des lettres et autres communications from 1931/37 to 1940.

Vols et maraudages (peines criminelles).

Table showing data for Vols et maraudages (peines criminelles) from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/secondary status.

P = Primaires, R = Récidivistes.

Tableau n° 38 (suite).

Table with 18 columns: N° de la nomenclature, Années, and four categories of convicted persons (TOTAL, CONDAMNÉS sous influence de la boisson, CONDAMNÉS au moins une condamnation pour ivresse publique, CONDAMNÉS ayant encouru une condamnation pour ivresse publique).

Vols et maraudages (peines correctionnelles).

Table showing data for Vols et maraudages (peines correctionnelles) from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/secondary status.

Vols et maraudages (peines de police).

Table showing data for Vols et maraudages (peines de police) from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/secondary status.

Banqueroute.

Table showing data for Banqueroute from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/secondary status.

Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines correctionnelles).

Table showing data for Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines correctionnelles) from 1931 to 1940, categorized by gender and primary/secondary status.

P = Primaires, R = Récidivistes.

Tableau n° 38 (suite).

Table with 18 columns for years and categories: TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson, CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson, CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique, CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson. Sub-headers for Hommes and Femmes, and further for P* and R*.

Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines de police)

Table showing data for years 1931-1940 under the category 'Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines de police)'. Columns correspond to the categories defined in the main table header.

Recel.

Table showing data for years 1931-1940 under the category 'Recel'. Columns correspond to the categories defined in the main table header.

Incendie (peines criminelles).

Table showing data for years 1931-1940 under the category 'Incendie (peines criminelles)'. Columns correspond to the categories defined in the main table header.

Incendie (peines correctionnelles).

Table showing data for years 1931-1940 under the category 'Incendie (peines correctionnelles)'. Columns correspond to the categories defined in the main table header.

Destructions et dommages (peines criminelles).

Table showing data for years 1931/37, 1938, and 1939/40 under the category 'Destructions et dommages (peines criminelles)'. Columns correspond to the categories defined in the main table header.

* P = Primaires, R = Récidivistes.

Tableau n° 38 (suite).

Table with 18 columns for years and categories: TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson, CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson, CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique, CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson. Sub-headers for Hommes and Femmes, and further for P* and R*.

Destructions et dommages (peines correctionnelles).

Table showing data for years 1931-1940 under the category 'Destructions et dommages (peines correctionnelles)'. Columns correspond to the categories defined in the main table header.

Destructions et dommages (peines de police).

Table showing data for years 1931-1940 under the category 'Destructions et dommages (peines de police)'. Columns correspond to the categories defined in the main table header.

TOTAUX.

Table showing total data for years 1931-1940 across all categories. Columns correspond to the categories defined in the main table header.

Nombre des condamnations individuelles.

Table showing the number of individual convictions for years 1931-1940. Columns correspond to the categories defined in the main table header.

* P = Primaires, R = Récidivistes.

Tableau n° 39. — CONTRAVENTIONS AUX ARTICLES 1, 2, 3 DE LA LOI SUR L'IVRESSE PUBLIQUE
DU 16 AOÛT 1887 JUGÉES PENDANT L'ANNÉE
ET RÉPARTIES D'APRÈS LES MOIS DE L'ANNÉE OÙ ELLES ONT ÉTÉ COMMISES.

AN- NÉES	CATÉGORIES DE CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque in- connue	TO- TAUX
		Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Octo- bre	No- vem- bre	Dé- cem- bre		
1931	Faits d'ivresse : connexes à un délit .	256	256	284	288	371	341	358	353	374	301	278	322	3	3,785
	commis isolément .	858	814	840	825	1,012	1,005	1,017	1,050	945	908	935	863	—	11,072
	Total des 2 catégories.	1,114	1,070	1,124	1,113	1,383	1,346	1,375	1,403	1,319	1,209	1,213	1,185	3	14,857
1932	Faits d'ivresse : connexes à un délit .	235	199	248	258	310	310	339	338	272	277	286	215	3	3,290
	commis isolément .	774	629	701	873	909	837	884	958	943	886	872	762	1	10,029
	Total des 2 catégories.	1,009	828	949	1,131	1,219	1,147	1,223	1,296	1,215	1,163	1,158	977	4	13,319
1933	Faits d'ivresse : connexes à un délit .	168	187	235	266	268	283	367	335	289	260	237	225	5	3,125
	commis isolément .	587	509	678	744	776	753	915	800	708	715	636	617	1	8,439
	Total des 2 catégories.	755	696	913	1,010	1,044	1,036	1,282	1,135	997	975	873	842	6	11,564
1934	Faits d'ivresse : connexes à un délit .	216	187	212	262	288	296	380	304	300	277	191	152	1	3,066
	commis isolément .	634	564	655	847	749	773	852	765	761	706	585	474	—	8,365
	Total des 2 catégories.	850	751	867	1,109	1,037	1,069	1,232	1,069	1,061	983	776	626	1	11,431
1935	Faits d'ivresse : connexes à un délit .	186	161	180	250	253	270	314	296	305	231	203	229	2	2,880
	commis isolément .	483	373	446	539	520	598	614	537	578	615	559	575	—	6,437
	Total des 2 catégories.	669	534	626	789	773	868	928	833	883	846	762	804	2	9,317
1936	Faits d'ivresse : connexes à un délit .	201	187	235	226	277	316	339	278	270	236	205	173	5	2,948
	commis isolément .	486	401	568	427	531	576	647	650	576	511	497	441	—	6,311
	Total des 2 catégories.	687	588	803	653	808	892	986	928	846	747	702	614	5	9,259
1937	Faits d'ivresse : connexes à un délit .	197	174	197	252	262	257	278	301	285	188	177	211	5	2,784
	commis isolément .	455	410	462	534	624	549	564	603	596	534	389	405	—	6,125
	Total des 2 catégories.	652	584	659	786	886	806	842	904	881	722	566	616	5	8,909
1938	Faits d'ivresse : connexes à un délit .	195	157	182	173	227	202	200	227	205	275	196	190	1	2,430
	commis isolément .	445	388	520	512	522	531	561	457	378	547	479	418	—	5,758
	Total des 2 catégories.	640	545	702	685	749	733	761	684	583	822	675	608	1	8,188
1939	Faits d'ivresse : connexes à un délit .	139	111	147	177	173	178	223	246	274	211	127	122	—	2,128
	commis isolément .	502	392	427	560	526	455	610	635	657	544	461	375	—	6,144
	Total des 2 catégories.	641	503	574	737	699	633	833	881	931	755	588	497	—	8,272

Infractions aux articles 1^{er}, § 1 et 3 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse.

1940	Faits d'ivresse : connexes à un délit .	76	100	105	87	60	174	218	227	175	153	123	121	2	1,621
	commis isolément .	299	340	405	493	229	264	468	524	516	490	353	417	—	4,798
	Total des 2 catégories.	375	440	510	580	289	438	686	751	691	643	476	538	2	6,419

Le tableau ci-dessus dénote pour les faits d'ivresse jugés, que ces faits soient ou non connexes à un délit, une dégression constante pendant les dix années envisagées.

En 1936 seulement les faits d'ivresse connexes à un délit, constatés par jugement, ont été plus nombreux que ceux commis en 1935, et l'année 1939 marque pour les faits d'ivresse commis isolément une reprise sur les mêmes faits commis en 1938.

Dans l'ensemble, de 1931 à 1940, la chute du nombre des infractions contre la loi sur l'ivresse est profonde.

Il y a pourtant lieu de n'attacher aux chiffres de 1940 qu'une importance relative et transitoire :

L'application de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 qui a abrogé la loi du 16 août 1887 n'a pas pu pendant l'année 1940 être relevée pleinement par les jugements prononcés pendant cette même année, beaucoup d'infractions encore, commises sous l'effet de l'ancienne loi, ont dû recevoir l'application de celle-ci.

Il est à noter qu'au 14 novembre 1939 est également intervenu un arrêté-loi sur le régime de l'alcool modifiant la loi du 29 août 1919.

D'autre part, les circonstances de guerre ont provoqué dans les faits d'ivresse et leur constatation un arrêt qui ne doit pas nécessairement perdurer.

Il suffit à cet égard de se reporter aux chiffres des condamnations pour ivresse depuis 1911 jusqu'en 1930 rappelés ci-dessous :

Années	Condamnations pour faits d'ivresse commis isolément	Condamnations pour faits d'ivresse connexes à un délit	Total des condamnations pour faits d'ivresse
1911	17,056	4,914	21,970
1912	16,625	4,785	21,410
1913	15,975	5,106	21,083
1914	9,153	2,719	11,872
1915	4,398	1,424	5,822
1916	2,794	887	3,681
1919	1,551	215	1,766
1920	5,372	1,681	7,053
1921	7,653	2,617	10,270
1922	10,411	3,703	14,114
1923	12,974	3,823	16,797
1924	12,633	3,760	16,393
1925	11,569	3,814	15,383
1926	11,669	3,703	15,372
1927	10,388	3,714	14,102
1928	11,029	3,424	14,453
1929	11,854	3,906	15,760
1930	13,558	4,213	17,771

SECTION II

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

ET DE LA

JURIDICTION DU TRAVAIL

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Rédaction des tableaux. — La statistique de la justice civile et commerciale est dressée à l'aide de tableaux envoyés au Département de la Justice à la fin de chaque année par les greffiers des tribunaux.

Une circulaire ministérielle du 13 août 1845 avait prescrit aux greffiers des cours d'appel, des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce de tenir un registre statistique, divisé en colonnes, et dans lequel ces fonctionnaires pouvaient puiser les éléments correspondant aux catégories de renseignements qui devaient figurer aux tableaux.

La circulaire ministérielle du 8 décembre 1934 a levé l'obligation de tenir des registres statistiques dans les termes suivants :

« La statistique des affaires civiles et commerciales ne contenant plus la classification des causes suivant le fond du litige, la tenue des registres statistiques n'est plus prescrite.

» La statistique des affaires à juger, terminées et restant à juger doit être dressée d'après le rôle des causes.

» Les fonctionnaires intéressés devront faire toutes les annotations nécessaires pour que cette statistique soit établie avec la plus parfaite exactitude. »

La statistique des divorces et celle des faillites sont faites à l'aide de listes nominatives.

Dans les tribunaux civils de première instance, les magistrats transmettent aux greffiers un bulletin statistique pour chaque jugement rédigé.

1° JUSTICES DE PAIX

Compétence. — Jusqu'en mai 1940, les arrondissements judiciaires du Royaume étaient divisés en 230 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprenait 88, celui de Gand, 65, celui de Liège 77.

Depuis, il y a lieu de tenir compte de la sous-traction à l'administration belge des territoires comportant les cantons de : Eupen, Malmédy et Saint-Vith, les cantons du Royaume étant ainsi réduits à 227 et ceux du ressort de la cour d'appel de Liège à 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Une place de greffier adjoint peut être créée par le Roi dans les justices de paix où, par suite de l'importance du service, un commis-greffier doit faire habituellement les fonctions de greffier.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une double mission; ils agissent : 1° comme juges; 2° comme officiers publics.

Les résultats de leur activité, en matière contentieuse, sont consignés dans le tableau n° 40.

Juridiction contentieuse. — L'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 modifiant la loi du 25 mars 1876 détermine comme suit la compétence du juge de paix :

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1,000 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 5,000 francs, en outre des contestations relatives aux actes réputés commerciaux par la loi, mais seulement en dernier ressort et jusqu'à la valeur de 1,000 francs.

Ils connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas, en totalité, 5,000 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil, et, dans les mêmes limites, des

demandes en pension alimentaire fondées sur l'article 212 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce. (Ils statuent en premier ou en dernier ressort, suivant que le montant de la demande, déterminé conformément à l'article 27 des lois sur la compétence, dépasse ou ne dépasse pas 1,000 francs.)

Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876 (modifié par l'art 2 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 et par l'Arrêté Royal du 30 mars 1935) étant les contestations relatives aux baux à ferme et à loyer, aux obligations de copropriétaires, aux servitudes, aux droits de passage; les actions possessoires, les contestations relatives aux engagements de travail, sous réserve de la juridiction des prud'hommes; les actions réhabilitaires dans les ventes ou échanges d'animaux, les actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, les contestations relatives aux ventes de semences, engrais, nourritures d'animaux, si l'acheteur n'a pas fait acte de commerce; les oppositions frappant l'épargne de la femme mariée et du mineur.

En outre, en vertu des art. 8 et 21 du Code rural, ils connaissent des indemnités relatives au droit de fouille et aux droits d'irrigation et de dessèchement.

Selon l'art. 1^{er}, al. 1^{er} de la loi du 19 juillet 1935 remplaçant l'art 59 des lois coordonnées sur les mines, les juges de paix connaissent des actions en réparation des dommages causés, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 15,000 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 40,000 francs.

En cas d'accord avec les concessionnaires sur le principe et sur le partage entre ceux-ci de leur responsabilité, ils sont compétents en dernier ressort jusqu'à la valeur de 8,000 francs, en premier ressort jusqu'à la valeur de 20,000 francs (art. 59 A. R. Mines, coord. 15 septembre 1919, modifié par la loi du 15 septembre 1928).

L'art. 6 de la loi du 25 mars 1841 donne compétence aux juges de paix pour connaître des

demandes en validité et en main-levée des saisies-gageries et des saisies-foraines.

Le juge de paix du canton où un accident du travail s'est produit est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers ou à leurs ayants droit, ...ainsi que des demandes en révision de ces indemnités; il statue, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. (A. R. du 28 septembre 1931 coordonnant les lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, modifié par A. R. du 31 mars 1936 art. 24.)

De même le juge de paix du canton dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire ou bâtiment est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux gens de mer ou aux ayants droit ainsi que des demandes en révision de ces indemnités; il statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 200 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

En vertu de l'art. 17 de la loi du 24 juillet 1927 les recours contre les décisions du Fonds de prévoyance sont portés devant le juge de paix, qui statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Les dispositions légales exceptionnelles en matière de loyer et de fermage ont unanimement attribué la compétence des contestations au juge de paix de la situation de l'immeuble, mais le taux du ressort a eu ses variations. A cet égard il y a lieu de citer :

En ce qui concerne les *baux à loyer* :

1° L'Arrêté Royal du 31 décembre 1929 portant coordination de la loi du 31 décembre 1929 prorogeant et modifiant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer et des textes de la loi du 28 décembre 1926 qui lui sont applicables, qui par son art. 22 attribue les contestations à la compétence du juge de paix, mais en premier ressort seulement;

2° La loi du 5 août 1933 sur la révision temporaire et la réduction des baux commerciaux, qui dans son article 6 fixe le premier ressort ou le dernier ressort de la juridiction du juge de paix suivant que le montant annuel du loyer excède ou non 10,000 francs;

3° L'Arrêté Royal du 31 octobre 1934 modifié par l'Arrêté Royal du 10 décembre 1935, art. 20,

La loi du 22 mars 1940 portant des dispositions exceptionnelles et provisoires en matière de baux à loyer, article 14,

L'arrêté du 20 septembre 1940, article 12, revu par l'arrêté du 24 décembre 1940,

qui fixent la compétence du juge de paix au dernier ressort si le loyer annuel n'excède pas 2,500 francs.

En ce qui concerne les *baux à ferme* :

La loi du 10 août 1933 relative à la réduction temporaire de certains fermages qui dans son art. 4 détermine le premier ou le dernier ressort de la juridiction du juge de paix suivant que le montant de la réduction demandée excède ou non 1,000 francs.

Les arrêtés du 26 novembre et du 4 décembre 1940 qui, muets sur la compétence, laissent leur application intégrale aux lois sur la compétence.

Juridiction gracieuse. — Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, de constater l'accord des parties relativement aux indemnités à allouer en matière d'accidents du travail.

Notariat. — Le notariat est régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803), modifiée par les lois des 16 décembre 1922 et 16 avril 1927, et par l'Arrêté Royal du 13 décembre 1935.

En vertu de l'article 2 de la loi du 16 avril 1927, le nombre des notaires, leur placement et leur résidence seront déterminés par le gouvernement, de manière qu'il y ait un notaire au plus par 6,500 habitants dans les agglomérations de Bruxelles, Liège, Anvers, Gand et Charleroi et un notaire au plus par 6,000 habitants dans les autres cantons avec minimum de deux notaires par canton.

Toutefois, dans les cantons qui ont une population dépassant 35,000 habitants, le nombre de notaires ne pourra être supérieur à six.

Tableau n° 40. — JUSTICE DE PAIX. — ÉTAT, PAR ARRONDISSEMENT, DES TRAVAUX
DES JUGES DE PAIX.

ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE					ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connues	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connues	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
ARRONDISSEMENT DE BRUXELLES (18 cantons).						ARRONDISSEMENT D'ANVERS (11 cantons).					
1931	14,460	8,048	9,839	12,669	1,744	1931	6,012	4,159	4,755	5,416	1,240
1932	15,339	12,209	13,602	13,946	1,374	1932	6,030	4,714	5,046	5,698	870
1933	15,383	13,454	14,572	14,265	1,281	1933	6,135	5,362	5,709	5,788	843
1934	15,880	15,735	16,925	14,690	1,592	1934	6,799	6,517	7,027	6,289	1,003
1935	36,485	9,926	13,346	33,065	2,190	1935	12,922	3,027	4,264	11,685	1,427
1936	41,332	6,289	10,673	36,948	2,038	1936	13,200	2,039	3,260	11,979	1,137
1937	39,699	5,237	9,120	35,816	1,936	1937	12,798	2,034	3,357	11,475	1,150
1938	43,996	6,071	9,268	40,799	1,884	1938	13,527	2,373	3,670	12,230	1,009
1939	46,234	7,795	11,229	42,800	1,755	1939	13,990	3,126	4,285	12,831	988
1940	34,676	10,128	11,957	32,847	1,521	1940	13,430	4,325	5,335	12,420	679
ARRONDISSEMENT DE LOUVAIN (8 cantons).						ARRONDISSEMENT DE MALINES (6 cantons).					
1931	922	2,115	2,241	796	415	1931	756	740	823	673	120
1932	863	2,240	2,370	733	543	1932	733	690	775	648	81
1933	911	3,001	3,071	841	220	1933	765	721	776	710	91
1934	1,088	3,281	3,478	891	244	1934	898	1,322	1,387	833	72
1935	1,923	3,733	4,039	1,617	248	1935	1,529	758	835	1,452	95
1936	2,138	3,635	3,991	1,782	262	1936	1,600	351	423	1,528	157
1937	2,326	3,570	3,944	1,952	295	1937	1,521	223	353	1,391	152
1938	2,174	3,590	3,893	1,871	233	1938	1,626	48	174	1,500	123
1939	2,056	3,465	3,704	1,817	197	1939	1,551	63	176	1,438	114
1940	1,569	3,515	3,680	1,404	157	1940	1,346	65	134	1,277	104
ARRONDISSEMENT DE NIVELLES (5 cantons).						ARRONDISSEMENT DE TURNHOUT (6 cantons).					
1931	842	2,272	2,273	841	309	1931	379	677	700	356	116
1932	765	2,580	2,439	906	352	1932	436	875	893	418	101
1933	1,107	3,285	3,159	1,233	535	1933	548	1,104	1,214	438	56
1934	993	3,260	3,098	1,155	556	1934	619	1,896	1,966	549	94
1935	1,830	2,893	2,771	1,952	496	1935	924	1,458	1,595	787	166
1936	1,927	2,585	2,438	2,074	626	1936	1,252	981	1,256	977	246
1937	1,807	2,143	2,109	1,841	722	1937	1,225	1,126	1,291	1,060	183
1938	2,098	2,376	2,271	2,203	342	1938	1,282	954	1,191	1,045	242
1939	1,960	2,321	2,276	2,005	311	1939	1,196	839	1,023	1,012	210
1940	1,022	1,702	1,597	1,127	185	1940	853	870	964	759	113

ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE					ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connues	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connues	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
ARRONDISSEMENT DE MONS (10 cantons).						ARRONDISSEMENT D'AUDENARDE (8 cantons).					
1931	2,508	3,810	3,993	2,325	521	1931	452	1,880	1,954	378	114
1932	2,330	5,308	5,313	2,325	476	1932	463	1,914	1,966	411	110
1933	2,829	5,591	5,535	2,885	442	1933	522	2,202	2,173	551	125
1934	2,567	5,460	5,346	2,681	501	1934	612	2,628	2,702	538	138
1935	4,856	4,326	4,526	4,656	482	1935	1,068	2,247	2,414	901	171
1936	5,034	4,086	4,404	4,716	487	1936	1,239	2,087	2,228	1,098	165
1937	5,045	3,603	3,972	4,676	561	1937	1,222	2,007	2,173	1,056	177
1938	5,040	3,529	3,863	4,706	554	1938	1,164	2,099	2,273	990	147
1939	4,488	3,111	3,323	4,276	505	1939	1,099	1,979	2,101	977	125
1940	2,681	3,263	3,270	2,674	308	1940	924	2,599	2,700	823	82
ARRONDISSEMENT DE CHARLEROI (13 cantons).						ARRONDISSEMENT DE TERMONDE (10 cantons).					
1931	3,642	6,106	6,097	3,651	669	1931	844	2,307	2,387	764	151
1932	3,755	7,757	7,624	3,888	671	1932	840	3,139	3,194	785	143
1933	4,022	9,878	9,781	4,119	770	1933	955	3,168	3,215	908	175
1934	4,191	9,871	9,687	4,375	786	1934	1,126	2,871	2,966	1,031	208
1935	7,202	8,254	8,556	6,900	729	1935	2,058	3,235	3,342	1,951	224
1936	6,938	9,320	9,493	6,765	674	1936	2,051	2,650	2,873	1,828	223
1937	6,792	9,238	9,298	6,732	746	1937	2,388	2,701	2,942	2,147	266
1938	7,047	8,704	8,724	7,027	766	1938	2,408	2,249	2,480	2,177	262
1939	6,816	8,494	8,543	6,767	760	1939	2,176	2,175	2,358	1,993	134
1940	4,165	9,786	9,242	4,709	444	1940	1,781	4,715	4,586	1,910	138
ARRONDISSEMENT DE TOURNAI (11 cantons).						ARRONDISSEMENT DE BRUGES (9 cantons).					
1931	938	3,473	3,376	1,035	364	1931	797	3,386	3,451	732	180
1932	990	3,283	3,283	990	390	1932	609	3,492	3,482	619	134
1933	1,033	3,248	3,226	1,055	378	1933	866	4,034	4,087	813	189
1934	1,067	3,361	3,278	1,150	379	1934	1,092	4,620	4,694	1,018	194
1935	1,825	2,080	1,854	2,051	436	1935	1,791	5,201	5,339	1,653	259
1936	2,148	1,985	2,107	2,026	402	1936	2,148	5,165	5,359	1,954	421
1937	1,908	1,971	2,114	1,765	445	1937	2,207	4,684	4,841	2,050	334
1938	2,070	1,757	1,877	1,950	269	1938	2,291	4,602	4,792	2,101	233
1939	2,035	1,663	1,461	2,237	333	1939	2,353	4,961	5,072	2,242	254
1940	1,084	1,299	1,361	1,022	118	1940	1,690	5,401	5,471	1,620	126
ARRONDISSEMENT DE GAND (16 cantons).						ARRONDISSEMENT DE COURTRAI (11 cantons).					
1931	1,568	1,364	1,513	1,419	263	1931	916	2,590	2,679	827	250
1932	1,311	1,380	1,429	1,262	230	1932	757	3,217	3,208	766	202
1933	1,477	1,452	1,533	1,396	218	1933	945	3,244	3,230	959	203
1934	1,767	1,755	1,693	1,829	348	1934	1,042	3,386	3,451	977	193
1935	3,708	1,125	1,393	3,440	429	1935	2,256	3,683	3,887	2,052	319
1936	3,778	1,043	1,176	3,645	365	1936	2,168	3,005	3,202	1,971	343
1937	4,014	1,137	1,442	3,709	267	1937	2,216	3,217	3,297	2,136	335
1938	3,953	1,052	1,316	3,689	300	1938	2,247	3,180	3,390	2,037	360
1939	3,864	880	1,216	3,528	247	1939	2,435	3,371	3,545	2,261	292
1940	3,305	1,527	1,681	3,151	226	1940	1,930	3,257	3,444	1,743	195

Tableau n° 40 (suite).

ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE					ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connues	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connues	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
ARRONDISSEMENT DE FURNES (4 cantons).						ARR. DE VERVIERS (10 cant.; 7 cant. dep. mai 1940).					
1931	184	649	674	159	44	1931	988	1,818	1,579	1,227	174
1932	192	804	815	181	51	1932	957	2,502	2,102	1,357	145
1933	158	925	948	135	40	1933	923	2,796	2,361	1,358	162
1934	150	1,075	1,086	139	37	1934	1,106	3,541	2,981	1,666	163
1935	354	1,095	1,125	324	41	1935	2,094	3,766	3,361	2,499	240
1936	335	533	529	339	63	1936	2,217	2,774	2,460	2,531	261
1937	419	576	600	395	60	1937	2,168	2,653	2,501	2,320	262
1938	425	600	618	407	62	1938	2,059	2,108	2,061	2,106	267
1939	389	551	557	383	30	1939	2,123	2,067	2,007	2,183	257
1940	253	442	366	329	39	1940	875	1,498	1,158	1,215	72
ARRONDISSEMENT D'YPRES (7 cantons).						ARRONDISSEMENT DE TONGRES (7 cantons).					
1931	212	651	689	174	42	1931	340	1,018	1,032	326	65
1932	255	665	712	208	61	1932	340	1,099	1,091	348	48
1933	224	988	1,008	204	57	1933	461	1,135	1,098	498	69
1934	254	787	808	233	50	1934	453	1,407	1,322	538	70
1935	369	794	857	306	64	1935	629	1,507	1,544	592	66
1936	340	1,065	1,102	303	93	1936	673	1,247	1,265	655	66
1937	340	1,152	1,209	283	56	1937	744	1,421	1,437	728	88
1938	372	1,092	1,141	323	47	1938	929	1,493	1,540	882	93
1939	369	1,107	1,140	336	67	1939	781	1,450	1,518	713	93
1940	290	1,212	1,239	263	33	1940	460	868	878	450	55
ARRONDISSEMENT DE LIEGE (12 cantons).						ARRONDISSEMENT DE HASSELT (6 cantons).					
1931	4,169	5,286	5,366	4,089	706	1931	303	915	879	339	84
1932	3,704	6,694	6,606	3,792	799	1932	316	574	604	286	90
1933	4,052	10,074	9,876	4,250	708	1933	471	737	751	457	117
1934	4,207	10,635	10,273	4,569	708	1934	528	923	882	569	109
1935	9,530	8,806	9,228	9,108	822	1935	884	1,060	1,118	826	123
1936	10,180	7,561	7,958	9,783	798	1936	1,055	990	1,057	988	129
1937	9,862	7,069	7,490	9,441	589	1937	1,122	947	986	1,083	141
1938	10,386	5,209	6,072	9,523	786	1938	1,224	982	1,017	1,189	111
1939	9,598	4,883	5,436	9,045	733	1939	1,134	844	894	1,084	119
1940	6,778	5,138	5,371	6,545	519	1940	816	643	715	744	65
ARRONDISSEMENT DE HUY (7 cantons).						ARRONDISSEMENT D'ARLON (6 cantons).					
1931	362	1,244	1,199	407	99	1931	231	814	856	189	89
1932	376	1,454	1,433	397	124	1932	249	1,093	1,119	223	92
1933	553	3,168	3,176	545	172	1933	308	1,553	1,571	209	101
1934	558	2,830	2,666	722	202	1934	294	1,349	1,355	288	80
1935	1,037	2,383	2,411	1,009	161	1935	411	1,547	1,586	372	101
1936	1,008	2,231	2,253	986	143	1936	448	1,508	1,551	405	111
1937	994	2,118	2,150	962	150	1937	446	1,455	1,493	408	125
1938	1,025	1,619	1,637	1,007	154	1938	536	1,467	1,522	481	125
1939	809	1,515	1,542	782	167	1939	553	1,605	1,661	497	83
1940	533	1,266	1,266	533	85	1940	292	960	1,014	238	36

Tableau n° 40 (suite).

ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE					ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connues	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connues	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
ARRONDISSEMENT DE MARCHÉ (7 cantons)						ARRONDISSEMENT DE NAMUR (6 cantons).					
1931	166	486	514	138	79	1931	890	716	762	844	210
1932	192	674	692	174	82	1932	880	956	1,004	832	180
1933	241	1,092	1,014	319	103	1933	1,165	1,203	1,294	1,074	236
1934	273	822	863	232	74	1934	1,164	1,124	1,137	1,151	263
1935	353	711	776	288	99	1935	2,234	1,059	1,245	2,048	240
1936	432	633	699	366	121	1936	2,367	648	796	2,219	267
1937	334	669	713	290	100	1937	2,466	838	969	2,335	230
1938	393	733	798	328	88	1938	2,367	864	1,068	2,163	236
1939	391	616	683	324	103	1939	2,281	842	874	2,249	203
1940	168	464	490	142	71	1940	1,556	723	743	1,536	204
ARRONDISSEMENT DE NEUFCHATEAU (7 cantons).						ARRONDISSEMENT DE DINANT (9 cantons).					
1931	196	476	479	193	81	1931	573	1,306	1,359	520	146
1932	185	586	601	170	88	1932	509	1,589	1,619	479	159
1933	232	666	694	204	87	1933	566	2,314	2,421	459	97
1934	224	625	673	176	73	1934	750	1,897	2,031	616	149
1935	504	701	795	410	114	1935	1,175	2,173	2,263	1,085	136
1936	569	962	1,079	452	101	1936	1,068	2,289	2,342	1,015	126
1937	494	729	849	374	80	1937	1,119	2,238	2,223	1,134	188
1938	557	661	764	454	98	1938	1,185	2,164	2,289	1,060	258
1939	481	505	591	395	57	1939	1,060	1,594	1,711	943	131
1940	169	367	395	141	25	1940	625	1,344	1,334	635	89
LE ROYAUME (230 cantons). (227 cantons depuis mai 1940).						1931	43,650	58,306	61,469	40,487	8,295
						1932	43,376	71,488	73,022	41,842	7,596
						1933	46,852	86,395	87,493	45,754	7,475
						1934	49,702	92,978	93,775	48,905	8,256
						1935	99,951	77,548	84,470	93,029	9,878
						1936	107,645	67,662	75,974	99,333	9,825
						1937	105,676	64,756	72,873	97,559	9,638
						1938	112,381	61,576	69,709	104,248	9,109
						1939	112,222	61,819	68,923	105,118	8,268
						1940	83,271	67,377	70,391	80,257	5,691

La statistique a, depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-contre :

ANNÉES	TOTAL des affaires à juger	NOMBRE des affaires commerciales à juger	PROPORTION
			%
1	2	3	4
1938	181,165	31,987	17.6
1939	181,595	31,936	17.6
1940	160,208	15,205	9.5

Tableau n° 41. - CERTAINES ACTIVITÉS DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX.

ANNÉES	NOMBRE de conseils de famille présidés	ACTES d'émancipation reçus	ACTES de notoriété reçus	NOMBRE de levées de scellés	RÉCEPTIONS de déclarations d'accidents de travail
1	2	3	4	5	6
1931	18,280	2,143	15,297	1,097	112,683
1932	16,638	2,145	14,879	983	90,846
1933	17,719	2,164	14,509	924	87,683
1934	17,026	1,893	14,077	892	86,712
1935	17,060	1,808	13,951	836	89,421
1936	16,930	1,779	13,562	809	103,221
1937	17,111	2,005	14,384	808	114,905
1938	18,363	2,321	14,833	796	106,087
1939	18,897	2,774	14,455	795	93,982
1940	19,265	3,592	15,004	654	64,254

Tableau n° 42. - ACTES NOTARIÉS.

ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus	ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus
1	2	3	4	1	2	3	4
BRUXELLES (18 cantons)	1931	70,695	140,430,248	NIVELLES (5 cantons)	1931	11,501	7,490,206
	1932	65,152	127,790,383		1932	10,822	6,869,145
	1933	62,835	105,821,829		1933	10,512	7,005,038
	1934	56,710	75,710,684		1934	9,650	7,500,611
	1935	62,759	105,587,043		1935	10,281	9,828,348
	1936	61,448	98,491,598		1936	10,378	7,855,845
	1937	62,942	82,220,108		1937	10,108	8,512,339
	1938	60,095	96,365,677		1938	10,012	7,672,069
	1939	50,566	75,022,714		1939	8,168	6,389,548
	1940	32,197	64,977,301		1940	4,538	4,620,834
LOUVAIN (8 cantons)	1931	14,031	10,551,952	ANVERS (11 cantons)	1931	42,265	65,814,592
	1932	13,323	13,120,660		1932	38,638	53,180,050
	1933	13,364	10,332,932		1933	35,395	51,358,635
	1934	12,574	9,573,172		1934	29,370	36,596,364
	1935	13,663	14,529,409		1935	34,599	45,389,031
	1936	13,418	10,124,710		1936	35,096	43,118,528
	1937	13,373	12,081,768		1937	33,745	49,025,847
	1938	13,446	11,524,363		1938	33,823	43,191,363
	1939	11,128	8,903,104		1939	28,578	39,439,127
	1940	6,445	7,873,845		1940	15,491	29,234,149

Tableau n° 42 (suite).

ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus	ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus
1	2	3	4	1	2	3	4
MALINES (6 cantons)	1931	11,427	10,191,472	GAND (16 cantons)	1931	21,608	26,737,411
	1932	10,452	8,144,219		1932	20,856	40,053,350
	1933	9,819	8,771,155		1933	19,848	26,849,862
	1934	9,267	6,956,914		1934	17,333	20,395,466
	1935	9,993	9,335,821		1935	19,308	28,189,587
	1936	9,500	8,488,786		1936	17,754	23,960,708
	1937	9,407	9,863,039		1937	18,243	26,224,896
	1938	9,178	7,393,880		1938	17,018	22,345,809
	1939	7,633	8,758,310		1939	14,735	19,214,119
	1940	4,206	4,775,292		1940	9,902	18,820,742
TURNHOUT (6 cantons)	1931	7,552	5,114,352	AUDENARDE (8 cantons)	1931	9,980	8,450,829
	1932	7,263	5,217,751		1932	9,405	7,356,194
	1933	7,672	5,982,417		1933	9,717	8,154,343
	1934	7,544	5,276,574		1934	8,569	6,010,058
	1935	10,784	6,767,059		1935	9,307	9,972,058
	1936	8,431	6,388,323		1936	9,286	8,146,816
	1937	8,380	5,601,988		1937	9,126	8,137,197
	1938	8,779	6,398,089		1938	9,008	9,049,270
	1939	7,123	5,735,939		1939	7,758	6,365,397
	1940	3,936	4,371,608		1940	4,597	5,411,075
MONS (10 cantons)	1931	22,177	13,663,211	TERMONDE (10 cantons)	1931	16,039	10,727,631
	1932	20,641	12,596,828		1932	15,074	10,977,243
	1933	20,646	12,591,548		1933	14,270	11,119,712
	1934	16,487	9,678,725		1934	12,753	9,800,962
	1935	17,957	13,876,323		1935	14,616	12,566,930
	1936	17,235	14,190,975		1936	13,870	11,742,405
	1937	15,455	16,049,252		1937	14,009	12,042,366
	1938	18,392	14,389,825		1938	13,769	12,688,156
	1939	15,218	10,089,574		1939	11,238	9,642,264
	1940	8,277	7,458,917		1940	7,312	11,016,335
CHARLEROI (13 cantons)	1931	28,806	20,352,258	BRUGES (9 cantons)	1931	14,431	20,798,926
	1932	26,776	18,444,419		1932	14,488	19,389,704
	1933	25,621	20,114,738		1933	13,679	18,822,959
	1934	22,789	14,767,383		1934	12,945	14,198,194
	1935	24,037	17,776,438		1935	14,520	20,768,587
	1936	23,853	17,393,093		1936	13,643	19,791,935
	1937	24,887	20,473,508		1937	13,844	21,594,673
	1938	24,477	18,979,255		1938	13,295	19,833,663
	1939	21,177	23,855,939		1939	10,955	14,505,625
	1940	11,373	9,044,720		1940	6,348	10,556,858
TOURNAI (11 cantons)	1931	12,920	9,668,762	COURTRAI (11 cantons)	1931	13,289	12,228,067
	1932	11,455	7,716,967		1932	13,705	15,148,961
	1933	11,710	8,378,969		1933	12,649	13,547,642
	1934	10,928	7,811,088		1934	11,581	10,461,171
	1935	11,803	10,749,896		1935	13,921	17,169,393
	1936	11,616	10,136,689		1936	12,957	16,827,515
	1937	11,787	12,585,432		1937	12,616	17,204,431
	1938	10,835	9,403,295		1938	11,815	14,117,552
	1939	8,619	7,423,377		1939	9,190	9,565,667
	1940	4,793	4,398,307		1940	6,220	9,613,602

Tableau n° 42 (suite).

ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus	ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus
1	2	3	4	1	2	3	4
FURNES (4 cantons)	1931	3,139	2,582,808	TONGRES (7 cantons)	1931	7,009	3,875,742
	1932	2,780	2,999,563		1932	6,782	3,562,759
	1933	3,014	3,242,149		1933	7,017	3,820,119
	1934	2,822	3,335,912		1934	6,600	3,300,133
	1935	3,307	5,055,890		1935	7,509	4,500,326
	1936	3,549	4,888,331		1936	7,368	4,183,573
	1937	3,205	4,489,696		1937	7,139	4,195,415
	1938	2,850	3,698,419		1938	9,126	4,209,632
	1939	2,392	2,558,241		1939	5,633	3,232,833
	1940	1,291	2,180,870		1940	3,424	3,093,037
YPRES (7 cantons)	1931	4,597	3,145,738	HASSELT (6 cantons)	1931	6,502	4,959,362
	1932	4,372	4,890,327		1932	6,581	4,747,330
	1933	4,194	3,512,634		1933	7,005	4,956,524
	1934	4,132	4,315,822		1934	6,809	3,935,751
	1935	4,341	5,892,929		1935	7,456	5,808,647
	1936	4,206	5,397,642		1936	7,109	4,532,497
	1937	4,133	5,584,254		1937	7,102	5,596,833
	1938	4,047	5,365,087		1938	7,231	5,424,935
	1939	3,098	4,143,537		1939	5,906	4,554,574
	1940	1,869	4,040,703		1940	2,970	3,655,484
LIEGE (12 cantons)	1931	28,643	27,527,373	ARLON (6 cantons)	1931	4,599	3,080,113
	1932	28,236	27,429,918		1932	4,166	2,614,413
	1933	27,812	28,731,133		1933	4,332	3,156,973
	1934	24,814	21,862,718		1934	4,330	2,535,716
	1935	27,914	30,202,333		1935	4,259	3,221,334
	1936	25,785	31,199,667		1936	4,206	2,740,389
	1937	26,091	30,849,538		1937	4,324	3,359,442
	1938	25,965	31,673,666		1938	4,429	3,074,875
	1939	21,558	17,894,232		1939	3,449	2,018,552
	1940	11,655	13,751,624		1940	1,552	1,907,894
HUY (7 cantons)	1931	7,285	3,810,635	MARCHE (7 cantons)	1931	3,712	2,972,062
	1932	7,020	3,747,128		1932	3,359	2,183,759
	1933	7,087	4,739,745		1933	3,605	2,354,577
	1934	7,120	4,255,929		1934	3,376	2,173,334
	1935	7,743	5,694,862		1935	3,356	2,794,992
	1936	7,396	5,616,046		1936	3,574	2,663,211
	1937	8,077	5,470,995		1937	3,473	2,723,196
	1938	7,192	5,016,666		1938	3,471	2,571,647
	1939	5,580	3,328,225		1939	2,615	1,763,106
	1940	2,775	2,586,591		1940	1,499	1,327,292
VERVIERS (10 cantons) (7 cantons depuis mai 1940)	1931	11,730	10,552,501	NEUFCHATEAU (7 cantons)	1931	3,580	3,758,094
	1932	11,115	9,985,030		1932	3,295	2,330,778
	1933	10,647	10,397,079		1933	3,431	3,052,809
	1934	9,636	7,880,125		1934	3,337	2,506,107
	1935	10,625	11,840,471		1935	3,526	3,050,496
	1936	10,200	11,023,518		1936	3,538	3,340,520
	1937	10,616	11,566,136		1937	3,376	2,982,189
	1938	10,183	9,833,148		1938	3,275	2,814,559
	1939	8,888	8,768,646		1939	3,030	2,016,063
	1940	2,918	4,184,725		1940	1,275	1,025,802

Tableau n° 42 (suite).

ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus	ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus
1	2	3	4	1	2	3	4
NAMUR (6 cantons)	1931	12,553	10,184,548	DINANT (9 cantons)	1931	8,584	5,902,871
	1932	12,152	10,965,876		1932	7,679	5,839,676
	1933	11,575	10,793,217		1933	7,896	7,002,734
	1934	10,891	8,148,762		1934	7,716	5,813,436
	1935	11,642	10,799,901		1935	7,682	6,035,591
	1936	11,409	10,884,279		1936	7,872	7,125,150
	1937	11,343	11,528,574		1937	7,847	7,099,084
	1938	10,989	10,951,255		1938	7,780	7,389,377
	1939	9,051	7,396,622		1939	6,696	4,948,730
	1940	4,912	4,551,616		1940	8,556	3,218,929

Totaux.

ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus
1	2	4	3
LE ROYAUME (230 cant.; 227 cant. depuis mai 1940).	1931	398,654	443,571,778
	1932	375,587	427,302,444
	1933	365,356	394,611,482
	1934	330,083	306,801,121
	1935	366,908	416,595,059
	1936	354,697	390,252,761
	1937	357,648	397,062,208
	1938	350,480	354,018,614
	1939	289,982	307,534,065
	1940	170,331	237,698,152

2° TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE

Compétence. — Il y a dans le Royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal se divise en plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

La loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions prorogées et complétées par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, sont applicables à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, porte que « les tribunaux forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints.

Le greffier porte le titre de greffier en chef; les greffiers adjoints portent le titre de greffier.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Cependant, d'après le paragraphe VI de la loi du 25 octobre 1919 prorogée, modifiée par la loi du 12 mai 1937, « le juge appelé à siéger seul ne statue qu'après avoir entendu l'avis du ministère public. Les chambres ordinaires siègent en matière civile, au nombre de trois juges.

» Elles ne siègent avec l'assistance du ministère public que dans les cas suivants :

» 1^o Lorsqu'elles connaissent soit de demandes en divorce ou en séparation de corps, soit d'autres causes concernant l'état des personnes, soit de demandes en interdiction;

» 2^o Lorsqu'elles connaissent des actions civiles mues en raison d'un délit de presse;

» 3^o Lorsque le ministère public est partie principale ou intervenante dans l'instance.»

Les tribunaux civils connaissent de toutes les matières, ils ne peuvent se dessaisir des litiges dévolus aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes, sauf lorsque la partie défenderesse le demande. (Loi du 15 mars 1932 art. 1^{er}, formant l'art. 8 des lois sur la compétence.)

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix. (Art. 9.)

En vertu de l'Arrêté Royal portant coordination de la loi du 31 décembre 1929 prorogeant et modifiant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer et des textes de la loi du 28 décembre 1926 qui lui sont rendus applicables, l'appel des jugements prononcés par les juges de paix, en la matière, est porté devant un juge, membre du tribunal de première instance, désigné par le Roi, et statuant sans intervention du ministère public.

Cette disposition d'appel devant un juge unique a été maintenue dans les divers textes légaux de prorogation en matière de loyers, et reprise dans les lois et arrêtés royaux ultérieurs, réglant exceptionnellement ou temporairement les droits des parties en matière de loyer et de fermage.

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 12,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé. (Art. 16, modifié par l'article 5 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.)

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal. (Loi du 26 décembre 1891, art. 11 des lois sur la compétence.)

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes. (Livre 1^{er} du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.)

Tableau n° 43. — TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT A JUGER.

ANNÉES	NATURE DES AFFAIRES										Nombre des affaires restant à juger	AFFAIRES TERMINÉES PAR DES JUGEMENTS				
	AFFAIRES À JUGER					AFFAIRES TERMINÉES						qui accueillent la demande	qui rejettent la demande	rendus par une chambre de trois juges	rendus par le juge unique	rendus après communication au ministère public
	Anciennes		Nouvelles introduites pendant l'année	Nombre total des affaires à juger	par des jugements			Nombre total des affaires terminées	à juger							
	pendantes au commencement de l'année	réinscrites au rôle			sur opposition à des jugements par défaut	contradictoires	par défaut			Nombre total des affaires terminées par des jugements						
1	2	3	4	5	6	7	8	9		10	11	12	13	14	15	16
RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES (9 tribunaux)																
1931	18,441	172	189	13,769	32,571	5,095	4,354	9,449	3,949	13,398	19,173	7,843	1,606	4,611	4,838	6,963
1932	19,173	183	274	16,097	35,727	5,961	5,446	11,407	3,059	14,466	21,261	9,754	1,653	4,646	6,761	9,045
1933	21,261	155	358	16,426	38,200	7,096	5,627	12,723	2,957	15,680	22,520	10,859	1,864	5,152	7,571	9,244
1934	22,520	217	372	18,014	41,123	6,836	5,681	12,517	14,446	26,963	14,160	10,302	2,215	5,046	7,471	9,626
1935	14,160	714	351	15,724	30,949	7,687	5,064	12,751	5,201	17,952	12,997	9,782	2,969	5,708	7,043	9,573
1936	12,997	1,095	389	12,670	27,161	6,711	4,569	11,280	4,667	15,947	11,204	8,749	2,531	5,574	6,706	8,312
1937	11,204	592	248	12,302	24,346	6,763	4,340	11,103	3,735	14,838	9,508	8,736	2,367	5,683	5,420	8,225
1938	9,508	428	233	12,598	22,767	5,633	4,057	9,690	3,475	13,165	9,602	7,785	1,905	5,382	4,308	7,312
1939	9,602	426	289	11,236	21,553	5,616	3,631	9,247	3,600	12,847	8,706	7,102	2,145	5,136	4,111	6,875
1940	8,706	208	159	7,660	16,733	3,446	2,253	5,699	1,820	7,519	9,214	4,499	1,200	3,547	2,152	3,994
RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE GAND (7 tribunaux)																
1931	3,184	12	32	2,976	6,204	1,325	940	2,265	540	2,805	3,399	1,750	515	1,925	340	985
1932	3,399	11	61	2,911	6,382	1,342	1,006	2,348	473	2,821	3,561	1,872	476	2,036	312	1,002
1933	3,561	3	49	3,129	6,742	1,379	1,152	2,531	591	3,122	3,620	2,006	525	2,102	429	1,088
1934	3,620	12	75	3,560	7,267	1,418	1,230	2,648	514	3,162	4,105	2,108	540	2,153	495	1,162
1935	4,105	7	46	3,307	7,465	1,638	1,115	2,753	734	3,487	3,978	2,134	619	2,296	457	1,140
1936	3,978	39	41	2,918	6,976	1,562	946	2,608	615	3,123	3,853	1,799	709	2,163	345	919
1937	3,853	33	30	3,110	7,026	1,450	990	2,440	914	3,354	3,672	1,770	670	2,145	295	957
1938	3,672	23	24	3,001	6,720	1,403	935	2,338	1,096	3,434	3,286	1,691	647	2,017	321	1,156
1939	3,286	20	30	2,704	6,040	1,274	918	2,192	563	2,755	3,285	1,495	697	1,896	296	1,114
1940	3,285	154	11	1,666	5,116	862	544	1,406	306	1,712	3,404	921	435	1,257	149	600
RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LIÈGE (10 tribunaux)																
1931	5,911	60	63	3,955	9,989	1,970	1,209	3,179	1,161	4,340	5,649	2,505	674	2,098	1,081	1,831
1932	5,649	71	71	3,768	9,559	1,743	1,316	3,059	787	3,846	5,713	2,464	595	1,921	1,138	1,727
1933	5,713	43	78	4,182	10,016	1,835	1,348	3,183	653	3,836	6,180	2,549	634	2,167	1,016	1,740
1934	6,180	42	81	4,651	10,954	1,901	1,488	3,389	1,191	4,580	6,374	2,774	615	2,328	1,061	1,833
1935	6,374	35	49	4,247	10,705	2,043	1,281	3,324	812	4,136	6,569	2,744	580	2,280	1,044	1,820
1936	6,569	43	43	3,983	10,638	2,159	1,310	3,469	893	4,362	6,276	2,799	670	2,434	1,035	1,851
1937	6,276	47	60	3,698	10,081	2,127	1,244	3,371	875	4,246	5,835	2,590	781	2,472	899	1,721
1938	5,835	56	71	3,773	9,735	2,124	1,196	3,320	910	4,230	5,505	2,531	789	2,463	857	1,758
1939	5,605	52	67	3,525	9,149	1,970	1,146	3,116	1,054	4,170	4,979	2,369	747	2,338	778	1,702
1940	4,979	26	16	1,865	6,886	1,034	561	1,595	609	2,204	4,682	1,178	417	1,191	404	858
LE ROYAUME (26 tribunaux)																
1931	27,536	244	284	20,700	48,764	8,390	6,503	14,893	5,650	20,543	28,221	12,098	2,795	8,634	6,259	9,779
1932	28,221	265	406	22,776	51,668	9,046	7,768	16,814	4,319	21,133	30,535	14,090	2,724	8,603	8,211	11,774
1933	30,535	201	485	23,737	51,958	10,310	8,127	18,437	4,201	22,638	32,320	15,414	3,023	9,421	9,016	12,072
1934	32,320	271	528	26,225	59,344	10,155	8,399	18,554	16,151	34,705	24,639	15,184	3,370	9,527	9,027	12,621
1935	24,639	756	446	23,278	49,119	11,368	7,460	18,828	6,747	25,575	23,544	14,660	4,168	10,284	8,544	12,533
1936	23,544	1,177	473	19,571	44,765	10,432	6,825	17,257	6,175	23,432	21,333	13,347	3,910	10,171	7,086	11,082
1937	21,333	672	338	19,110	41,453	10,340	6,574	16,914	5,524	22,438	19,015	13,096	3,818	10,300	6,614	10,903
1938	19,015	507	328	19,372	39,222	9,160	6,188	15,348	5,481	20,829	18,393	12,007	3,341	9,862	5,486	10,226
1939	18,393	498	386	17,465	36,742	8,860	5,695	14,555	5,217	19,772	16,970	10,966	3,589	9,370	5,185	9,691
1940	16,970	388	186	11,191	28,735	5,342	3,358	8,700	2,735	11,435	17,300	6,598	2,102	5,995	2,705	5,452

Tableau n° 44. — JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND.
AFFAIRES SUR REQUÊTE. — RÉFÉRÉS.

RESSORT DE COUR D'APPEL	ANNÉES	NOMBRE des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUÊTE				NOMBRE des jugements statuant sur des demandes de pro deo (1)	RÉFÉRÉS JUGÉS
			accordées	rejetées	sans suite	TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9
BRUXELLES (9 tribunaux)	1931	6,300	10,452	475	107	11,034	4,552	2,934
	1932	6,250	10,663	244	127	11,034	5,033	3,517
	1933	5,831	11,694	320	130	12,144	5,627	3,142
	1934	5,024	12,450	385	127	12,962	6,359	2,482
	1935	5,111	12,110	363	148	12,621	6,205	1,167
	1936	2,806	12,103	408	135	12,646	6,003	1,301
	1937	2,707	12,440	410	620	13,470	5,887	1,508
	1938	2,723	11,781	442	377	12,600	5,141	1,480
	1939	2,537	10,989	488	475	11,952	5,165	1,452
1940	1,536	8,665	339	90	9,094	2,851	876	
GAND (7 tribunaux)	1931	1,232	2,296	65	14	2,375	631	403
	1932	1,158	2,347	91	22	2,460	719	478
	1933	1,009	2,501	123	21	2,645	925	408
	1934	1,230	2,574	142	12	2,728	948	514
	1935	1,083	2,459	115	30	2,604	912	303
	1936	768	2,607	111	22	2,740	893	263
	1937	820	2,809	114	32	2,955	1,058	247
	1938	836	2,698	109	25	2,832	996	259
	1939	744	2,290	106	25	2,421	912	252
1940	444	1,944	59	51	2,054	655	157	
LIEGE (10 tribunaux)	1931	2,205	3,781	122	2	3,905	1,276	1,093
	1932	2,004	3,838	95	138	4,071	1,300	1,084
	1933	1,951	4,303	138	123	4,564	1,578	1,169
	1934	1,926	4,364	168	160	4,692	1,710	1,171
	1935	1,612	4,268	179	128	4,575	1,637	629
	1936	1,207	3,987	141	99	4,227	1,539	547
	1937	1,211	4,041	155	85	4,281	1,557	607
	1938	1,307	4,038	124	84	4,246	1,472	548
	1939	1,083	3,582	135	69	3,786	1,254	477
1940	662	2,309	58	106	2,473	768	298	
LE ROYAUME (26 tribunaux)	1931	9,737	16,529	662	123	17,314	6,459	4,430
	1932	9,367	16,848	430	287	17,565	7,052	5,079
	1933	8,791	18,498	581	274	19,353	8,130	4,791
	1934	8,180	19,388	695	299	20,382	9,017	4,167
	1935	7,806	18,837	657	306	19,800	8,754	2,099
	1936	4,781	18,697	660	256	19,613	8,435	2,111
	1937	4,738	19,290	679	737	20,706	8,502	2,362
	1938	4,866	18,517	675	486	19,678	7,609	2,287
	1939	4,364	16,861	729	569	18,159	7,331	2,181
1940	2,642	12,918	456	247	13,621	4,274	1,341	

(1) Les chiffres de cette colonne sont déjà compris dans ceux des colonnes 4 à 6, où sont comptées toutes les affaires sur requête.

DIVORCE ET SEPARATION DE CORPS

Les procédures de ces actions, qui, sous l'effet du Code Napoléon étaient restées inchangées pendant plus d'un siècle, ont subi des profondes modifications successives depuis 1935.

Rien n'a été modifié en ce qui concerne les motifs admis pour le divorce; les facultés de divorcer ou de recourir à la séparation de corps n'ont pas été élargies, mais les procédures d'obtention du divorce et de la séparation de corps, qui étaient enchevêtrées et coûteuses ont été simplifiées jusqu'au point d'être mises au niveau de la procédure civile ordinaire.

Les dispositions législatives nouvelles dont il y a lieu de tenir compte et qui ont influé sur le nombre et la nature des divorces et des séparations de corps sont les suivantes :

Loi du 16 avril 1935 : Cette loi modifie l'art. 298 du Code civil, permet à l'époux coupable d'adultère et à son complice de contracter mariage après un délai de trois années à dater de la prononciation du divorce, et donne au tribunal le pouvoir d'abrèger ce délai.

Loi du 14 décembre 1935 et Arrêté Royal du 7 février 1936 : Ces dispositions nouvelles modifient la procédure du divorce et de la séparation de corps en revisant les articles 239bis à 244, 247 à 258, 262 à 264, 266, 266bis et 268 du Code

civil : La comparution personnelle des parties n'est plus obligatoire dans toutes les phases de la procédure; la partie demanderesse résidant à l'étranger peut se faire représenter par un mandataire spécial; la constitution d'avoué devient facultative; l'instruction de la cause se fait dans la forme ordinaire; les parties comparissant peuvent se faire accompagner de leur conseil et d'amis jusqu'au nombre de trois; les témoignages sont facilités et élargis; la faculté est réservée, pendant tout le cours de l'instance, de modifier, sans autre forme de procédure, le divorce en séparation de corps; l'action reconventionnelle en divorce ou en séparation de corps est admise au moyen de simples conclusions; la procédure d'appel aussi est facilitée et les débats devant la cour se font sous la forme d'affaire urgente; la publicité des débats par voie de presse est interdite, la formalité de la comparution des parties devant l'officier de l'état civil est supprimée.

Loi du 7 avril 1936, modifiant l'article 286 et 287 du Code civil et simplifiant la procédure du divorce par consentement mutuel.

Loi du 12 mai 1937, soumettant la procédure du divorce et de la séparation de corps à une chambre composée de trois juges et assistée du ministère public.

Tableau n° 47. — NOMBRE DES DEMANDES EN DIVORCE ET EN SÉPARATION DE CORPS, PAR ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE.

ARRONDISSEMENTS	ANNÉES																			
	1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940	
	Divorces	Séparations de corps																		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Bruxelles . . .	926	44	974	53	999	69	853	66	947	62	1,118	68	1,261	51	1,247	52	1,347	64	830	41
Louvain . . .	43	13	58	11	64	22	59	15	78	19	53	7	67	7	68	7	60	10	45	4
Nivelles . . .	43	9	49	9	38	19	41	9	53	14	48	9	62	5	58	6	34	6	32	4
Anvers . . .	305	24	258	37	271	36	257	33	248	20	427	28	463	39	483	29	451	14	339	14
Malines . . .	23	4	28	4	16	2	39	5	29	4	31	4	49	3	49	—	44	4	25	2
Turnhout . . .	8	5	5	1	2	—	5	3	3	3	6	4	3	1	5	4	6	4	4	1
Mons . . .	217	30	218	38	189	33	172	25	200	32	203	32	200	23	211	10	221	15	124	9
Charleroi . . .	363	12	425	21	420	19	388	18	429	25	467	17	485	13	515	12	512	21	282	13
Tournai . . .	67	22	62	17	61	17	63	17	79	25	83	10	100	19	78	21	56	14	48	8
Gand . . .	221	37	201	32	200	18	165	22	176	27	195	28	241	32	209	30	231	17	143	16
Audenarde . .	11	13	15	8	15	6	21	7	14	9	27	8	12	8	25	13	16	9	18	5
Termonde . .	24	5	20	7	22	12	17	2	22	4	16	8	30	9	37	5	46	4	35	5
Bruges . . .	38	14	36	10	47	17	32	16	41	15	49	11	70	17	59	19	54	15	44	8
Courtrai . . .	43	10	56	8	50	17	31	27	48	18	48	10	75	11	*141	16	80	9	38	5
Furnes . . .	6	2	5	5	3	3	8	5	9	7	13	4	12	2	8	3	10	7	5	6
Ypres . . .	9	7	9	4	11	7	23	9	17	7	13	5	10	3	30	8	29	3	21	3
Liège . . .	372	23	340	32	339	25	374	17	388	21	430	25	404	19	432	21	470	17	256	5
Huy . . .	27	10	20	4	32	6	33	7	35	9	24	4	40	8	41	1	28	8	16	6
Verviers . . .	165	30	151	25	123	17	126	12	114	19	156	30	138	18	170	9	141	21	117	7
Tongres . . .	3	1	3	2	5	1	7	1	9	1	6	2	7	1	9	1	10	—	5	—
Hasselt . . .	8	4	8	3	2	1	6	2	5	2	6	—	12	1	4	2	7	2	5	2
Arlon . . .	10	6	10	3	7	5	11	—	14	—	17	1	24	3	20	4	11	4	6	1
Marche . . .	2	4	4	—	8	—	3	—	5	—	5	—	8	—	3	7	5	4	1	1
Neufchâteau .	2	4	2	5	4	4	1	1	2	7	5	4	6	1	3	3	8	4	1	3
Namur . . .	41	11	21	20	31	9	55	17	42	7	68	12	60	15	73	21	60	8	37	8
Dinant . . .	19	13	19	4	9	6	19	5	30	7	26	21	32	11	34	7	31	7	12	6
Ressort de la Cour d'Appel de :																				
Bruxelles . .	1,995	163	2,065	191	2,060	217	1,877	191	2,066	204	2,436	179	2,690	161	2,714	141	2,731	152	1,729	96
Gand . . .	351	88	342	74	348	80	297	88	327	87	361	74	450	82	509	94	466	64	307	48
Liège . . .	649	106	578	98	560	74	635	62	644	73	743	99	731	77	789	76	771	75	456	39
Le Royaume.	2,995	357	2,985	363	2,968	371	2,809	341	3,037	364	3,540	352	3,871	320	4,012	311	3,968	291	2,492	183

* Le chiffre des demandes en divorce énoncé pour 1938 par le Tribunal de Courtrai comporte 72 affaires abandonnées qui figuraient au rôle général de ce tribunal.

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

Compétence : Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2° alinéa.)

Lorsqu'aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce. (Titre 1^{er}, chapitre III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, modifiée par la loi du 10 avril 1934.)

Les tribunaux de commerce et les tribunaux civils siégeant commercialement, connaissent :

1° des contestations relatives aux actes réputés commerciaux, par la loi et spécialement des actions dirigées par les tiers contre les facteurs ou commis de marchands, à raison de leur trafic;

(Sont toutefois exceptés à cet égard les contestations jusqu'à la valeur de 1,000 francs attri-

buées à la juridiction de premier et de dernier ressort des juges de paix, suivant l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 article 1 § 2.)

2° des contestations entre associés ou entre administrateurs et associés, pour raison d'une société de commerce;

3° des contestations relatives au transport des marchandises et objets de toute nature par les chemins de fer de l'Etat;

4° de tout ce qui concerne les faillites, conformément à ce qui est prescrit au livre III du Code de commerce.

(Art. 12 des lois sur la compétence.)

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce est fixé à 12,500 francs par l'article 16 du titre préliminaire du Code de procédure civile (25 mars 1876) modifié par l'art. 5 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.

En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

Tableau n° 48. — TRIBUNAUX DE COMMERCE. — APERÇU GÉNÉRAL
DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER.

AN- NÉES	NATURE DES CAUSES										CAUSES restant à juger	JUGE- MENTS rendus avant de statuer au fond
	CAUSES À JUGER					CAUSES TERMINÉES						
	Anciennes			Nou- velles intro- duites pendant l'année	TOTAL des causes à juger	Par jugements			par décrè- tement, trans- action, aban- don, jonc- tion ou radia- tion	TOTAL des causes ter- minées		
	pen- dantes au com- mence- ment de l'année	réin- scrites après avoir été rayées	pour- suivies sur oppo- sition à des juge- ments par défaut			con- tradic- toires	par défaut	Total				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES

(5 tribunaux de commerce, 4 tribunaux civils)

1931	21,351	6,103	3,703	52,744	83,901	17,695	31,207	48,802	12,089	60,891	23,010	2,365
1932	23,010	6,564	3,866	56,408	89,848	20,253	34,032	54,285	13,068	67,353	22,495	4,909
1933	22,495	6,369	2,959	50,230	82,053	19,296	29,319	48,615	13,491	62,106	19,947	2,244
1934	19,947	7,744	2,935	45,814	76,440	18,928	26,806	45,734	10,475	56,209	20,231	2,102
1935	20,231	5,537	2,279	27,748	55,795	13,926	14,408	28,334	8,815	37,149	18,646	1,983
1936	18,646	4,492	1,678	22,718	47,534	11,504	11,267	22,771	8,195	30,966	16,568	1,772
1937	16,568	4,344	1,533	25,403	47,848	10,872	11,905	22,777	11,981	34,758	13,090	1,618
1938	13,090	4,006	1,520	26,454	45,070	11,546	12,834	24,380	7,566	31,946	13,124	1,702
1939	10,535	730	1,640	28,188	41,093	11,051	11,375	22,426	6,963	29,389	11,704	1,282
1940	11,704	243	613	11,895	24,455	4,918	4,321	9,239	3,045	12,284	12,171	663

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE GAND

(6 tribunaux de commerce, 4 tribunaux civils)

1931	3,714	8	158	9,271	13,151	2,870	3,564	6,434	2,284	8,718	4,433	830
1932	4,433	39	171	11,821	16,464	3,550	4,309	7,859	2,662	10,521	5,943	757
1933	5,943	29	206	10,334	16,512	3,081	4,403	7,484	3,220	10,704	5,808	728
1934	5,808	241	242	9,551	15,842	3,329	3,928	7,257	2,783	10,040	5,802	699
1935	5,802	91	161	5,917	11,971	2,729	2,091	4,820	2,333	7,153	4,818	708
1936	4,818	103	118	4,893	9,932	2,351	1,536	3,887	1,797	5,684	4,248	775
1937	4,248	23	98	5,144	9,513	2,333	1,576	3,909	1,473	5,382	4,131	701
1938	4,946	26	92	5,597	10,661	2,277	1,864	4,141	2,071	6,212	4,449	636
1939	4,430	72	93	6,007	10,602	2,438	2,198	4,636	1,742	6,378	4,224	612
1940	4,224	88	74	2,495	6,881	1,124	940	2,064	1,012	3,076	3,805	353

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LIEGE

(3 tribunaux de commerce, 7 tribunaux civils)

1931	4,394	140	388	11,361	16,283	4,042	4,572	8,614	2,332	10,946	5,337	1,001
1932	5,337	134	496	13,484	19,451	5,645	5,428	11,073	2,698	13,771	5,680	805
1933	5,680	174	374	11,774	18,002	5,388	4,673	10,061	2,504	12,565	5,437	896
1934	5,437	145	347	10,622	16,551	4,896	4,119	9,015	2,692	11,707	4,844	871
1935	4,844	209	413	6,716	12,182	3,074	2,873	5,947	1,944	7,891	4,291	702
1936	4,291	131	225	5,983	10,630	2,783	1,785	4,568	1,850	6,418	4,212	606
1937	4,212	123	259	5,261	9,855	2,840	2,107	4,947	1,796	6,743	3,112	541
1938	3,112	226	199	5,149	8,686	2,531	2,197	4,728	1,588	6,316	2,370	584
1939	2,154	172	177	5,342	7,845	2,548	2,247	4,795	1,098	5,893	1,952	420
1940	1,950	76	74	2,195	4,295	846	677	1,523	531	2,054	2,241	159

* Chiffres rectifiés à la suite des rappels aux greffes sur la façon de compter les affaires.

Tableau n° 48 (suite).

AN- NÉES	NATURE DES CAUSES										CAUSES restant à juger	JUGE- MENTS rendus avant de statuer au fond
	CAUSES À JUGER					CAUSES TERMINÉES						
	Anciennes			Nou- velles intro- duites pendant l'année	TOTAL des causes à juger	Par jugements			par décrè- tement, trans- action, aban- don, jonc- tion ou radia- tion	TOTAL des causes ter- minées		
	pen- dantes au com- mence- ment de l'année	réin- scrites après avoir été rayées	pour- suivies sur oppo- sition à des juge- ments par défaut			con- tradic- toires	par défaut	Total				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13

TOTALS POUR LES TRIBUNAUX CIVILS

1931	3,409	55	146	8,937	12,547	2,828	4,163	6,991	1,648	8,639	3,908	975
1932	3,908	73	190	10,036	14,207	3,263	4,614	7,877	2,020	9,897	4,310	860
1933	4,310	92	178	9,594	14,174	3,502	4,282	7,784	1,770	9,554	4,620	892
1934	4,620	84	145	9,100	13,949	3,539	4,043	7,582	2,438	10,020	3,929	784
1935	3,929	88	143	6,832	10,992	2,735	3,192	5,927	1,443	7,370	3,622	663
1936	3,622	162	99	4,391	8,274	2,095	1,993	4,088	1,230	5,318	2,956	614
1937	2,956	75	101	4,669	7,801	1,848	1,821	3,669	1,141	4,810	2,991	492
1938	2,991	102	129	4,978	8,200	2,027	2,028	4,055	1,695	5,750	2,450	606
1939	2,438	103	160	5,003	7,704	1,994	2,087	4,081	1,048	5,129	2,575	424
1940	2,575	29	43	2,022	4,669	812	683	1,495	466	1,961	2,708	229

TOTALS POUR LES TRIBUNAUX DE COMMERCE

1931	26,050	6,196	4,103	64,439	100,788	21,679	35,180	56,859	15,057	71,916	28,872	3,221
1932	28,872	6,664	4,343	71,677	111,556	26,185	39,155	65,340	16,408	81,748	29,808	5,611
1933	29,808	6,480	3,361	62,744	102,393	24,263	34,113	58,376	17,445	75,821	28,572	2,976
1934	26,572	8,046	3,379	56,887	94,884	23,614	30,810	54,424	13,512	67,936	26,948	2,888
1935	26,948	5,749	2,710	33,549	68,956	16,994	16,180	33,174	11,649	44,823	24,133	2,730
1936	24,133	4,564	1,922	29,203	59,822	14,543	12,595	27,138	10,612	37,750	22,072	2,539
1937	22,072	4,415	1,789	31,139	59,415	14,197	13,767	27,964	14,109	42,073	17,342	2,368
1938	18,157	4,156	1,682	32,220	56,217	14,327	14,867	29,194	9,530	38,724	17,493	2,316
1939	14,681	871	1,750	34,534	51,836	14,043	13,733	27,776	8,755	36,531	15,305	1,890
1940	15,303	378	718	14,563	30,962	6,076	5,255	11,331	4,122	15,453	15,509	946

TOTALS GÉNÉRAUX

1931	29,459	6,251	4,249	73,376	113,335	24,507	39,343	63,850	16,705	80,555	32,780	4,196
1932	32,780	6,737	4,533	81,713	125,763	29,448	43,769	73,217	18,428	91,645	34,118	6,471
1923	34,118	6,572	3,539	72,338	116,567	27,765	38,395	66,160	19,215	85,375	31,192	3,868
1934	31,192	8,130	3,524	65,987	108,833	27,153	34,853	62,006	15,950	77,956	30,877	3,672
1935	30,877	5,837	2,853	40,381	79,948	19,729	19,372	39,101	13,092	52,193	27,755	3,393
1936	27,755	4,726	2,021	33,594	68,096	16,638	14,588	31,226	11,842	43,068	25,028	3,153
1937	25,028	4,490	1,890	35,808	67,216	16,045	15,588	31,633	15,250	46,883	20,333	2,860
1938	21,148	4,258	1,811	37,200	64,417	16,354	16,895	33,249	11,225	44,474	19,943	2,922
1939	17,119	974	1,910	39,537	59,540	16,037	15,820	31,857	9,803	41,660	17,880	2,314
1940	17,878	407	761	16,585	35,631	6,888	5,938	12,826	4,588	17,414	18,217	1,175

* Chiffres rectifiés à la suite des rappels aux greffes sur la façon de compter les affaires.

Le recul considérable du nombre des causes commerciales introduites au cours des dix années considérées, peut en partie être attribué au fait qu'en vertu de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935, les affaires d'une valeur ne dépassant pas 1,000 francs ont été soustraites à la compétence des juridictions commerciales.

Il faut toutefois rechercher dans les crises économiques persistantes la cause constante de

la diminution du nombre des affaires commerciales introduites.

Et à cet égard il n'est pas sans intérêt de faire connaître ci-dessous :

1° Le nombre des ordonnances de référé rendues par les présidents des mêmes juridictions et dont l'ensemble pour le Royaume s'établit comme suit :

Tableau n° 49.

	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Nombre des ordonnances de référé	1,859	1,070	943	896	778	664	715	644	581	380

2° Le nombre et la valeur des lettres de change acceptées protestées, et dont les tableaux ont été dressés et communiqués conformément à l'article 443 du Code de commerce :

Tableau n° 50.

ANNÉES	Nombre des protêts	Montant total des valeurs protestées en francs
1	2	3
1931	122,332	304,053,080
1932	143,098	338,429,827
1933	117,879	221,376,084
1934	103,101	172,210,044
1935	78,766	107,814,117
1936	67,337	66,075,924
1937	71,865	83,810,569
1938	101,214	111,473,282
1939	128,600	173,497,045
1940	26,864	30,036,249

CONCORDATS JUDICIAIRES

Anciennement : Concordats préventifs de la faillite

Jusqu'à l'application des dispositions de l'arrêté du 9 septembre 1940 la matière est régie par la loi du 29 juin 1887, en vertu de laquelle :

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite (faculté réservée même après le décès du débiteur) en obtenant de la majorité de ses créanciers, représentant par leurs créances non contestées ou admises par provision les trois quarts de toutes les sommes dues, un concordat.

Ce concordat n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat préventif ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement : 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

L'arrêté du 9 septembre 1940 relatif au concordat judiciaire, abroge et remplace la loi du 29 juin 1887.

Les réformes apportées par cette législation nouvelle sont les suivantes :

1° Le calcul des majorités créancières permettant au débiteur malheureux et de bonne foi d'obtenir le bénéfice du concordat est modifié.

La proportion des deux tiers de toutes les sommes dues est suffisante.

2° La notion de bonne foi dans le chef de certaines sociétés est précisée.

3° Des avantages et des garanties de procédure supplémentaires sont accordés au débiteur, savoir :

a) le bénéfice du sursis de paiement dès le dépôt de la requête;

b) la délégation obligatoire d'un juge;

c) la substitution d'une procédure contentieuse à la juridiction gracieuse.

4° La loi a été adaptée aux circonstances de fait pour les débiteurs à créanciers multiples : faculté de supprimer l'assemblée des créanciers.

5° Le mandat des liquidateurs est plus étendu.

Pour le restant les principes érigés par l'ancienne loi du 29 juin 1887 ont été maintenus.

Tableau n° 51. — CONCORDATS PRÉVENTIFS DE LA FAILLITE (Concordats judiciaires).

ANNÉES	Nombre de demandes de concordat préventif		accueillies et suivies d'homologation	DEMANDES DE CONCORDAT PRÉVENTIF DE LA FAILLITE					
	antérieures à l'année	introduites durant l'année		REJETÉES		admissibles par les créanciers, mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retirées	tenues en suspens
				avant toute procédure	pour défaut de majorité				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1931	19	424	230	89	69	2	14	18	21
1932	21	769	437	121	104	8	20	51	49
1933	* 15	648	384	34	91	—	91	53	10
1934	10	551	308	62	63	3	75	34	16
1935	* 55	366	216	38	35	8	36	37	51
1936	51	236	164	30	16	—	6	18	53
1937	53	237	159	11	22	1	26	16	55
1938	* 118	270	200	25	42	3	25	25	68
1939	68	342	174	32	36	2	51	17	98
1940	98	114	93	7	15	—	9	12	76

* Chiffres rectifiés.

Tableau n° 52. — CONCORDATS CLÔTURÉS PAR LIQUIDATION APRÈS ABANDON D'ACTIF.

Dividende distribué mis en rapport avec le passif.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Rien	1931	—	—	—	1	1	—	—	—	2
	1932	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	1933	—	—	1	1	—	1	—	—	3
	1934	1	—	—	3	2	1	—	—	7
	1935	—	1	4	5	4	2	1	—	17
	1936	—	1	1	1	—	1	—	—	4
	1937	—	—	2	2	2	—	1	—	7
	1938/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Moins de 10 p. c.	1931	—	—	—	—	—	—	—	—
1932		—	—	—	—	1	—	1	—	2
1933		—	—	1	—	1	1	1	—	4
1934		—	1	—	9	6	2	—	—	18
1935		—	3	1	1	5	4	2	—	16
1936		—	2	5	2	3	1	1	1	15
1937		—	—	1	2	3	1	3	—	10
1938		—	—	—	—	—	—	1	—	1
1939		—	—	—	1	—	1	1	1	4
1940		—	—	1	3	4	1	—	2	11
De 10 à 20 p. c.	1931	—	1	1	1	1	1	—	—	5
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	—	—	—	1	—	—	1	—	2
	1934	—	2	1	5	3	2	—	—	13
	1935	—	—	1	2	3	1	2	—	9
	1936	—	1	—	1	5	2	—	—	9
	1937	—	—	—	2	3	4	—	1	10
	1938	—	—	1	2	3	—	2	—	8
	1939	—	1	1	—	4	—	1	—	7
	1940	—	2	1	1	3	—	1	—	8
De 20 à 30 p. c.	1931	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	—	—	1	—	—	—	1	—	2
	1934	—	2	3	1	1	—	1	—	8
	1935	—	1	1	1	—	2	1	—	6
	1936	—	2	3	1	2	1	2	—	11
	1937	—	2	—	1	2	—	1	—	6
	1938	—	—	—	1	2	1	1	—	5
	1939	—	—	—	1	1	—	1	—	3
	1940	—	1	—	1	—	—	1	—	3

Tableau n° 52 (suite).

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL	
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 de fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
De 30 à 50 p. c.	1931	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2
	1932	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	1933	—	—	—	—	2	1	—	—	—	3
	1934	—	—	—	1	1	1	1	—	—	5
	1935	—	—	—	—	2	—	—	1	—	3
	1936	—	—	4	—	1	3	2	1	—	11
	1937	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2
	1938	—	—	1	—	1	1	1	2	—	6
	1939	—	—	—	3	2	—	—	—	—	5
	1940	—	—	—	3	—	2	1	2	—	8
De 50 à 75 p. c.	1931	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2
	1932	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
	1933	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2
	1934	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
	1935	—	1	2	—	1	—	—	—	—	4
	1936	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2
	1937	—	3	—	1	2	—	—	—	—	6
	1938	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	1939	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	1940	—	—	—	3	—	1	—	1	—	5
De 75 p. c. et plus	1931/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1934	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
	1935	—	—	—	—	—	—	1	—	2	
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1937	—	—	—	—	2	—	—	—	2	
	1938	—	1	—	2	—	—	—	—	3	
	1939	—	1	—	2	—	—	—	—	3	
	1940	—	2	1	2	1	—	—	1	7	
Paiement intégral	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1932	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1934	—	1	1	1	1	1	1	—	6	
	1935	—	2	—	—	—	—	—	—	2	
	1936	—	—	—	1	1	—	—	—	2	
	1937	—	—	—	2	2	—	—	—	4	
	1938	—	—	—	1	—	—	—	—	1	
	1939	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
	1940	—	—	2	1	4	1	1	—	9	

Tableau n° 52 (suite).

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Inconnu	1931/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	—	—	—	—	2	—	—	—	2
TOTALS	1931	—	2	2	2	4	1	—	1	12
	1932	—	1	—	—	2	—	4	—	7
	1933	—	—	3	4	3	3	3	—	16
	1934	1	6	6	20	16	7	3	—	59
	1935	—	8	9	9	15	10	7	1	59
	1936	—	10	10	7	15	7	4	1	54
	1937	—	5	5	12	14	5	5	1	47
	1938	—	2	2	7	6	2	6	—	25
	1939	—	2	4	7	5	1	4	1	24
	1940	—	5	8	11	16	4	5	4	53

FAILLITES

Tout commerçant qui cesse ses paiements et dont le crédit se trouve ébranlé est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses paiements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de paiement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple

et punie correctionnellement si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre I^{er} du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais, toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

Tableau n° 53. — FAILLITES. — APERÇU GÉNÉRAL.

Années	antérieures à l'année	NOMBRE DE FAILLITES													restant à terminer à la fin de l'année
		DÉCLARÉES PENDANT L'ANNÉE						RÉOUVERTES			TERMINÉES				
		sur avenue du failli	à la poursuite des créanciers		d'office	TOTAL	après clôture pour défaut d'actif	après révocation du concordat	TOTAL DES FAILLITES	par concordat	par liquidation	révoquées	closes à défaut d'actif	TOTAL	
			sur assignation	sur requête											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES.

1931	1,015	325	199	83	80	687	1	1	1,704	32	200	23	251	506	1,198
1932	1,198	445	216	55	134	850	2	—	2,050	43	178	26	322	569	1,481
1933	1,481	531	184	53	132	900	2	—	2,383	35	288	25	387	735	1,648
1934	1,648	495	249	46	101	891	—	1	2,540	60	256	40	443	799	1,741
1935	1,741	270	168	32	39	509	1	—	2,251	28	238	19	357	642	1,609
1936	1,610*	225	134	18	49	426	—	1	2,037	47	222	20	283	572	1,465
1937	1,467*	199	136	21	43	399	—	—	1,866	24	156	25	238	443	1,423
1938	1,424*	181	151	37	54	423	—	—	1,847	30	158	25	265	478	1,369
1939	1,369	271	163	44	42	520	1	4	1,894	18	128	14	226	386	1,508
1940	1,508	82	51	9	23	165	—	—	1,673	9	67	5	139	220	1,453

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE GAND.

1931	274	44	18	14	62	138	—	2	414	8	59	5	14	86	328
1932	328	86	50	27	86	249	2	2	581	23	71	5	43	142	439
1933	439	78	56	32	75	241	2	—	682	11	107	11	49	178	504
1934	501*	72	60	34	39	205	—	2	708	16	101	9	52	178	530
1935	530	67	40	19	46	172	10	2	714	12	91	10	83	196	518
1936	517*	39	40	17	23	119	12	—	648	13	120	5	63	201	447
1937	447	37	28	20	25	110	1	—	558	7	89	3	53	152	406
1938	406	59	42	31	24	156	—	—	562	11	62	5	44	122	440
1939	440	42	55	23	27	147	3	—	590	13	50	8	57	126	462
1940	462	12	8	2	18	40	—	—	502	5	28	1	19	53	449

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LIEGE.

1931	285	38	61	6	46	151	1	—	437	8	58	1	26	93	344
1932	344	44	82	17	51	194	—	—	538	5	72	8	27	112	426
1933	426	80	106	8	53	247	—	1	674	10	98	3	48	159	515
1934	515	93	109	11	34	247	—	2	764	8	112	7	60	187	577
1935	576*	51	75	11	22	159	—	—	735	8	149	8	41	206	529
1936	530*	30	36	9	20	95	—	—	625	12	142	10	52	216	409
1937	409	25	38	7	21	91	2	1	503	6	101	8	32	147	356
1938	355*	31	42	4	11	88	1	—	444	10	83	1	38	132	312
1939	312	33	31	4	10	78	1	1	392	4	63	—	18	89	303
1940	279*	7	5	2	8	22	—	2	303	2	38	1	6	47	256

TOTAUX POUR LE ROYAUME.

1931	1,574	407	278	103	188	976	2	3	2,555	48	317	29	291	685	1,870
1932	1,870	575	348	99	271	1,293	4	2	3,169	71	321	39	392	823	2,346
1933	2,346	689	346	93	260	1,388	4	1	3,739	56	493	39	484	1,072	2,667
1934	2,664*	660	418	91	174	1,343	—	5	4,012	84	469	56	555	1,164	2,848
1935	2,847*	388	283	62	107	840	11	2	3,700	48	478	37	481	1,044	2,656
1936	2,657*	294	210	44	92	640	12	1	3,310	72	484	35	398	989	2,321
1937	2,323*	261	202	48	89	600	3	1	2,927	37	346	36	323	742	2,185
1938	2,185	271	235	72	89	667	1	—	2,853	51	303	31	347	732	2,121
1939	2,121	346	249	71	79	745	5	5	2,876	35	241	22	301	603	2,273
1940	2,249*	101	64	13	49	227	—	2	2,478	16	133	7	164	320	2,158

(*) Chiffres rectifiés.

Tableau n° 54. — FAILLITES DÉCLARÉES. — MONTANT DU PASSIF.

RESSORT DE COUR D'APPEL	ANNÉES	NOMBRE total des faillites déclarées	MONTANT DU PASSIF								
			Moins de 10,000 fr.	10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	500,000 fr. à moins de 1,000,000 de fr.	1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	5,000,000 de fr. et plus	Encore inconnu
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
BRUXELLES	1931	687	4	78	86	112	113	60	61	10	163
	1932	850	3	110	126	144	127	68	58	12	202
	1933	900	23	168	120	129	146	72	74	13	155
	1934	892	24	206	133	118	115	58	36	24	178
	1935	509	19	100	82	74	67	30	26	3	108
	1936	426	10	81	83	76	77	22	8	4	65
	1937	399	11	77	61	66	65	31	15	3	70
	1928	423	17	97	60	75	71	17	17	2	67
	1939	520	12	100	81	84	79	43	36	5	80
	1940	165	5	39	30	18	24	14	12	2	21
GAND	1931	138	5	23	21	30	29	12	8	3	7
	1932	249	5	49	40	53	58	22	10	2	10
	1933	241	2	58	49	47	36	15	18	1	15
	1934	205	12	44	41	36	28	12	11	4	17
	1935	172	2	34	35	33	30	9	16	4	9
	1936	119	16	39	24	10	11	6	2	—	11
	1937	110	11	41	16	10	9	5	4	—	14
	1938	156	12	39	42	22	14	7	4	—	16
	1939	147	5	39	16	21	11	4	9	1	41
	1940	40	2	12	9	9	2	3	—	—	3
LIEGE	1931	151	8	40	26	31	20	4	4	1	17
	1932	194	15	46	37	34	34	12	8	—	8
	1933	247	21	80	44	38	32	12	12	—	8
	1934	247	19	85	46	42	29	10	6	2	8
	1935	169	17	44	39	23	16	5	5	—	10
	1936	95	10	30	9	18	11	5	3	1	8
	1937	91	10	27	22	11	17	1	3	—	—
	1938	88	6	36	12	13	15	2	—	—	4
	1939	78	6	24	17	8	6	2	7	—	8
	1940	22	—	7	5	2	5	—	2	—	1
LE ROYAUME	1931	976	17	141	133	173	162	76	73	14	187
	1932	1,293	23	205	203	231	219	102	76	14	220
	1933	1,388	46	306	213	214	214	99	104	14	178
	1934	1,344	55	335	220	196	172	80	53	30	203
	1935	840	38	178	156	130	113	44	47	7	127
	1936	640	36	150	116	104	99	33	13	5	84
	1937	600	32	145	99	87	91	37	22	3	84
	1938	667	35	172	114	110	100	26	21	2	87
	1939	745	23	163	114	113	96	49	52	6	129
	1940	227	7	58	44	29	31	17	14	2	25

Tableau n° 55. — FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT. — DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 de fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Rien	1931/36	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	1938/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10 p. c.	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	—	2	—	—	—	—	—	2	4
	1934	—	—	2	1	—	—	—	—	3
	1935	—	—	—	5	4	1	3	—	13
	1936	—	5	3	2	3	1	1	1	16
	1937	—	—	—	—	1	—	—	—	2
	1938	—	1	1	—	—	—	1	—	3
	1939	—	—	1	—	—	—	1	—	2
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 10 à 20 p. c.	1931	—	—	—	—	1	1	1	—
1932		—	1	2	2	2	1	4	—	12
1933		—	1	—	1	2	—	—	—	4
1934		—	2	1	3	3	2	1	—	12
1935		—	2	4	3	2	1	—	—	12
1936		—	3	3	4	4	1	—	—	15
1937		1	3	—	1	4	—	—	—	9
1938		—	3	—	4	3	—	—	—	10
1939		—	2	—	1	—	2	—	—	5
1940		—	—	1	—	1	—	—	—	2
De 20 à 30 p. c.	1931	—	1	2	1	1	—	1	—	6
	1932	—	—	1	3	3	1	—	—	8
	1933	—	3	—	2	1	—	—	—	6
	1934	—	2	1	5	3	2	1	—	14
	1935	—	2	2	3	3	2	—	—	12
	1936	—	—	4	2	3	1	—	—	10
	1937	—	—	—	3	1	—	1	—	5
	1938	—	5	4	—	1	—	—	—	10
	1939	—	2	1	—	—	—	1	—	4
	1940	—	—	1	—	—	—	—	—	1
De 30 à 50 p. c.	1931	—	2	1	1	1	—	2	—	7
	1932	—	1	3	4	3	1	—	—	12
	1933	—	1	1	5	1	2	2	—	12
	1934	—	2	2	2	4	1	1	—	12
	1935	—	1	2	1	2	—	—	—	6
	1936	1	—	2	1	2	2	—	—	8
	1937	—	3	1	—	—	—	—	—	4
	1938	—	1	1	1	3	—	—	—	6
	1939	—	1	1	2	1	—	1	—	6
	1940	—	1	1	—	—	2	—	—	4

Tableau n° 55 (suite).

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
De 50 à 75 p. c.	1931	—	—	3	2	1	—	—	—	6
	1932	—	5	—	7	5	3	1	—	21
	1933	—	1	—	—	—	—	2	—	3
	1934	—	6	3	3	2	2	1	—	17
	1935	—	—	2	—	—	1	1	—	4
	1936	—	4	3	2	3	—	1	—	13
	1937	—	—	—	1	1	—	—	—	2
	1938	—	3	1	2	3	—	1	—	10
	1939	—	2	2	1	1	1	—	—	7
	1940	—	—	1	2	—	—	—	—	3
De 75 p. c. et plus	1931	—	1	—	1	1	—	—	—	3
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	—	—	1	—	—	1	1	—	3
	1934	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	1937	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	1938	—	—	—	1	2	—	1	—	4
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Paiement intégral	1931	2	4	4	5	5	—	—	—
1932		—	4	—	3	3	3	—	—	13
1933		—	1	—	3	4	1	4	2	15
1934		1	2	4	2	2	1	1	1	14
1935		—	—	—	1	—	—	—	—	1
1936		1	1	1	2	2	2	—	—	9
1937		2	3	2	2	2	1	—	—	12
1938		1	—	—	1	1	—	—	—	3
1939		1	3	5	—	—	—	—	—	9
1940		—	—	1	2	—	—	—	—	3
Inconnu	1931	—	—	—	1	1	1	—	—	3
	1932	—	1	—	—	—	3	1	—	5
	1933	—	—	—	3	2	1	3	—	9
	1934	—	2	3	2	2	1	—	—	11
	1935/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	1	1	—	1	1	1	—	—	5
	1939	—	—	—	1	—	1	—	—	2
	1940	—	—	—	—	1	2	—	—	3
TOTALS	1931	2	8	10	11	11	2	4	—	48
	1932	—	12	6	19	16	12	6	—	71
	1933	—	9	2	14	10	5	14	2	56
	1934	1	16	17	18	16	9	6	1	84
	1935	—	5	10	13	11	5	4	—	48
	1936	2	13	16	14	17	7	2	1	72
	1937	3	11	4	7	9	1	2	—	37
	1938	2	14	7	10	14	1	3	—	51
	1939	1	10	10	5	2	4	3	—	35
	1940	—	1	5	4	2	4	—	—	16

Tableau n° 56. — FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION. — DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL	
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 de fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Rien	1931	—	8	7	3	2	—	3	—	23	
	1932	2	8	8	6	1	2	2	—	29	
	1933	4	25	14	6	4	2	—	—	55	
	1934	5	14	4	7	8	1	6	—	45	
	1935	2	24	12	21	18	3	2	1	83	
	1936	—	13	18	18	11	4	10	—	74	
	1937	2	18	4	7	8	2	5	—	46	
	1938	2	10	8	4	7	1	1	—	33	
	1939	—	9	3	4	7	3	5	—	31	
	1940	—	3	1	1	2	—	—	—	7	
	Moins de 10 p. c.	1931	1	26	17	35	37	12	21	3	152
		1932	1	18	37	33	34	8	15	1	147
		1933	3	42	43	69	51	32	19	7	266
1934		1	47	47	58	61	33	20	7	274	
1935		2	30	48	34	46	19	20	5	204	
1936		—	41	42	44	43	21	17	5	213	
1937		1	29	27	38	37	21	9	3	165	
1938		3	19	41	37	27	10	7	1	145	
1939		—	22	26	22	19	10	11	1	111	
1940		2	12	13	11	14	4	3	3	62	
De 10 à 20 p. c.	1931	1	10	15	20	12	7	6	—	71	
	1932	2	12	13	11	11	8	2	1	60	
	1933	1	17	15	19	21	7	8	—	88	
	1934	1	15	20	19	7	8	5	1	76	
	1935	5	14	18	30	9	16	3	1	96	
	1936	6	21	24	19	16	2	2	2	92	
	1937	—	13	6	14	15	8	9	1	66	
	1938	1	13	11	8	9	6	7	—	55	
	1939	2	10	14	10	5	5	5	1	52	
	1940	1	3	5	5	2	—	—	—	16	
De 20 à 30 p. c.	1931	1	9	6	10	4	2	2	1	35	
	1932	—	9	7	11	8	3	1	—	39	
	1933	—	7	6	10	6	3	1	—	33	
	1934	—	6	10	7	2	1	3	4	33	
	1935	1	9	7	2	18	4	7	—	48	
	1936	1	18	15	6	5	4	2	—	51	
	1937	—	7	3	5	4	2	2	—	23	
	1938	1	9	4	8	7	1	2	—	32	
	1939	1	5	4	1	2	2	1	1	17	
	1940	—	6	2	1	1	1	2	2	15	
De 30 à 50 p. c.	1931	2	3	2	2	4	1	1	—	15	
	1932	—	6	6	2	3	—	3	—	20	
	1933	—	7	8	7	5	—	—	—	27	
	1934	—	4	5	4	4	—	—	—	21	
	1935	—	7	7	5	6	2	1	1	29	
	1936	1	6	6	3	6	1	1	—	24	
	1937	1	9	3	3	6	2	—	—	24	
	1938	1	4	2	2	1	2	1	2	15	
	1939	—	4	2	1	2	1	3	—	13	
	1940	—	4	—	3	—	1	1	2	11	

Tableau n° 56 (suite).

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 de fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
De 50 à 75 p. c.	1931	—	2	2	—	—	—	—	2	6
	1932	—	1	1	1	2	—	1	—	6
	1933	—	2	—	3	—	—	1	—	6
	1934	1	3	—	—	—	2	—	—	6
	1935	—	2	1	3	3	—	1	—	10
	1936	—	2	6	4	1	—	1	—	14
	1937	—	3	—	1	2	—	—	—	6
	1938	—	2	1	1	—	2	4	—	10
	1939	—	2	2	—	2	—	1	—	7
	1940	—	2	—	1	1	—	—	—	4
De 75 p. c. et plus	1931	1	1	—	1	—	1	1	—	5
	1932	—	—	1	—	—	1	—	—	2
	1933	1	1	1	—	2	—	—	—	5
	1934	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	1935	—	—	1	—	1	—	—	—	3
	1936	1	—	1	1	1	—	—	—	4
	1937	—	2	1	1	2	—	—	—	6
	1938	1	1	2	1	1	—	—	—	6
	1939	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	1940	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Paiement intégral	1931	—	5	1	2	—	1	—	—	9
	1932	3	1	3	1	3	2	—	—	13
	1933	2	7	—	—	1	2	—	—	12
	1934	1	3	2	—	—	—	—	—	6
	1935	2	—	—	—	1	—	—	—	3
	1936	2	1	3	1	3	1	1	—	12
	1937	4	2	2	—	1	1	—	—	10
	1938	2	3	—	—	—	—	—	—	5
	1939	1	1	2	—	—	—	—	—	4
	1940	1	2	—	—	—	—	—	—	3
Inconnu	1931	1	—	—	—	—	—	—	—	1
	1932	1	2	1	—	1	—	—	—	5
	1933	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	1934	—	2	4	1	—	—	—	—	7
	1935	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	1936/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	—	—	2	—	—	—	—	—	2
	1939	—	2	—	1	1	—	—	—	4
	1940	—	3	7	—	3	1	—	—	14
	TOTAUX.	1931	7	64	50	73	59	24	34	6
1932		9	57	77	65	63	24	24	2	321
1933		11	108	88	114	90	46	29	7	493
1934		9	94	92	96	83	49	34	12	469
1935		12	86	94	97	102	45	34	8	478
1936		11	102	115	96	86	33	34	7	484
1937		8	83	46	69	75	36	25	4	346
1938		11	61	71	61	52	22	22	3	303
1939		4	57	53	39	38	21	26	3	241
1940		4	35	28	22	24	7	6	7	133

Tableau n° 57. — FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION. — EMPLOI DE L'ACTIF RÉALISÉ.

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif	ANNÉES	NOM-BRE des faillites	PASSIF chirographaire	ACTIF RÉALISÉ	FRAIS de tout genre	HONORAIRES des curateurs	PAIEMENTS AUX CRÉANCIERS	
							privilegiés	chirographaires
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Moins de 10,000 francs	1931	7	39,892	20,748	2,332	4,237	1,424	12,755
	1932	9	45,551	28,174	5,654	6,224	4,878	11,418
	1933	11	59,585	29,765	8,455	5,047	10,857	5,406
	1934	9	42,264	30,717	12,020	4,931	8,187	5,579
	1935	12	70,123	47,629	9,217	8,538	19,595	10,279
	1936	11	69,199	64,608	13,331	11,094	13,875	26,308
	1937	8	56,027	54,994	5,485	6,571	29,101	13,837
	1938	11	70,419	85,331	16,615	16,580	26,812	25,344
	1939	4	33,622	16,635	5,016	2,766	2,602	6,251
	1940	4	35,638	15,768	6,628	2,093	3,241	3,796
De 10,000 francs à moins de 50,000 francs	1931	64	1,845,750	1,063,075	131,881	131,392	375,538	424,264
	1932	57	1,712,061	704,225	77,489	79,541	274,504	272,691
	1933	108	3,527,440	1,428,478	139,045	146,657	521,501	621,275
	1934	94	2,735,789	1,083,771	162,717	130,037	354,609	436,408
	1935	86	2,619,452	995,278	130,530	107,107	530,529	227,112
	1936	102	2,943,418	1,309,640	206,375	140,359	604,314	358,592
	1937	83	2,375,722	1,070,089	167,991	108,695	427,703	365,700
	1938	61	1,851,645	1,022,337	108,737	102,120	477,471	334,009
	1939	57	1,687,759	677,982	115,063	82,988	189,599	290,332
	1940	35	1,059,301	383,902	70,349	60,240	96,131	167,182
De 50,000 francs à moins de 100,000 francs	1931	50	3,877,357	1,285,460	91,729	116,248	504,233	573,250
	1932	77	5,475,327	1,985,155	131,633	170,639	891,357	791,526
	1933	88	6,345,905	1,506,552	221,577	228,158	162,173	894,644
	1934	92	6,066,899	2,479,735	194,606	190,493	1,200,110	894,526
	1935	94	6,437,110	2,039,384	246,565	267,342	815,497	709,980
	1936	115	7,299,871	3,026,278	252,665	262,697	1,535,315	975,601
	1937	46	3,447,314	1,220,093	95,754	103,635	586,883	433,821
	1938	71	4,861,058	1,363,227	191,357	144,188	453,478	574,204
	1939	53	3,863,493	1,438,367	122,006	128,952	628,032	559,377
	1940	28	1,870,590	417,138	74,382	46,834	188,831	107,091
De 100,000 francs à moins de 200,000 francs	1931	73	10,408,147	2,764,316	271,739	264,716	927,826	1,300,035
	1932	65	8,736,438	3,026,533	203,651	210,000	1,257,234	1,355,648
	1933	114	16,397,993	4,892,025	413,286	393,810	2,042,934	2,041,995
	1934	96	12,821,708	3,281,825	219,586	269,239	1,707,171	1,085,829
	1935	97	12,360,177	2,730,529	281,600	282,168	1,190,916	995,845
	1936	96	13,030,806	3,196,195	312,807	282,583	1,177,636	1,423,169
	1937	69	9,644,358	2,629,287	219,705	215,794	1,243,734	950,054
	1938	61	8,568,086	2,648,244	370,745	188,911	1,108,887	979,701
	1939	39	5,485,690	1,349,949	185,111	116,780	586,794	462,264
	1940	22	2,979,915	1,058,549	100,076	85,253	463,533	409,087

Tableau n° 57 (suite).

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif	ANNÉES	NOM- BRE des failli- tes	PASSIF chirogra- phaire	ACTIF RÉALISÉ	FRAIS de tout genre	HONORAIRES des curateurs	PAIEMENTS AUX CRÉANCIERS	
							privilégiés	chirogra- phaires
1	2	3	4	5	6	7	8	9
De 200,000 francs à moins de 500,000 francs	1931	59	17,903,994	4,314,945	355,273	290,313	1,823,509	1,845,850
	1932	63	19,287,535	6,081,872	199,480	410,207	2,438,103	3,034,082
	1933	90	28,810,951	6,906,742	447,138	495,300	2,984,042	2,980,262
	1934	83	24,909,979	6,478,006	1,067,342	383,557	2,699,235	2,327,872
	1935	102	28,810,294	9,027,665	901,846	487,420	5,308,846	2,329,553
	1936	86	25,022,602	8,534,009	580,739	461,935	4,663,003	2,828,332
	1937	75	21,909,604	5,016,067	404,295	383,420	1,493,177	2,735,175
	1938	52	15,127,334	3,636,833	301,788	287,645	1,578,763	1,468,637
	1939	38	11,869,554	3,377,130	271,595	259,401	1,604,127	1,242,007
	1940	24	7,141,569	2,622,771	341,834	214,182	1,223,127	843,628
De 500,000 francs à moins de 1,000,000 de francs	1931	24	17,838,008	5,498,353	382,467	346,652	1,150,382	3,668,852
	1932	24	15,792,600	4,624,383	115,782	227,835	2,155,317	2,125,449
	1933	46	32,861,237	7,487,275	889,420	372,938	3,521,390	3,203,527
	1934	49	31,820,628	7,948,813	369,426	383,937	4,117,957	3,077,493
	1935	45	26,102,149	7,512,929	587,530	392,806	3,742,644	2,789,949
	1936	33	22,056,607	6,730,718	729,064	331,586	3,685,134	1,984,934
	1937	36	23,773,894	6,219,917	547,553	359,902	2,366,954	2,945,508
	1938	22	15,185,709	3,585,291	247,730	295,475	738,263	2,303,823
	1939	21	14,614,738	3,031,417	298,570	232,294	1,112,868	1,387,685
	1940	7	4,843,028	1,440,231	160,356	99,662	628,196	552,017
De 1,000,000 de francs à moins de 5,000,000 de francs	1931	34	64,226,357	13,413,584	776,365	632,264	5,430,286	6,574,669
	1932	24	41,408,304	13,396,226	480,451	763,760	6,911,707	5,240,308
	1933	29	68,138,653	14,666,939	671,052	654,079	7,635,348	5,706,460
	1934	34	76,286,861	10,457,227	427,114	659,290	3,908,771	5,462,052
	1935	34	73,184,404	15,350,378	1,090,548	877,411	5,944,321	7,438,098
	1936	34	78,616,859	25,667,986	1,540,810	1,238,245	14,989,489	7,899,442
	1937	25	48,835,328	14,474,613	1,854,640	679,529	7,503,821	4,436,623
	1938	22	60,404,729	28,846,805	1,304,181	1,201,155	13,950,786	12,390,683
	1939	26	53,104,531	11,428,540	788,502	683,278	4,267,929	5,690,831
	1940	6	13,683,696	3,803,273	76,850	194,835	876,743	2,654,845
De 5,000,000 de francs et plus	1931	6	52,838,761	20,721,406	1,495,863	1,584,020	9,472,886	8,168,637
	1932	2	24,317,873	5,341,703	307,082	232,672	1,479,912	3,322,037
	1933	7	220,054,128	33,137,125	389,465	829,148	21,883,863	10,034,649
	1934	12	138,363,806	24,118,944	1,043,456	805,598	7,684,765	14,685,125
	1935	8	70,661,407	14,091,693	417,967	559,474	5,905,900	7,208,352
	1936	7	75,404,572	18,924,718	450,257	430,348	13,168,064	4,875,149
	1937	4	54,902,466	2,512,734	114,316	119,380	341,331	1,937,707
	1938	3	16,528,907	5,121,527	219,631	284,802	591,987	4,025,107
	1939	3	39,283,958	17,178,001	697,628	368,229	7,967,137	8,145,007
	1940	7	64,159,429	20,997,936	728,264	923,195	4,067,350	15,279,127
TOTAL des faillites ter- minées par liquidation	1931	317	168,978,266	49,081,887	3,457,649	3,369,842	19,686,084	22,568,312
	1932	321	116,775,689	35,188,271	1,521,222	2,100,878	15,413,012	16,153,159
	1933	493	376,195,892	70,054,901	2,679,438	3,125,137	38,764,108	25,488,218
	1934	469	293,047,932	55,879,038	3,496,267	2,827,082	21,680,805	27,874,884
	1935	478	220,245,116	51,795,485	3,665,803	2,962,266	23,458,248	21,709,168
	1936	484	224,443,934	67,454,152	4,086,048	3,158,847	39,837,730	20,371,527
	1937	346	164,944,713	33,197,794	3,409,739	1,976,926	13,992,704	13,818,425
	1938	303	122,597,887	46,309,595	2,760,781	2,520,856	18,926,447	22,101,508
	1939	241	129,923,345	38,498,021	2,481,491	1,873,688	16,359,088	17,783,754
	1940	133	95,773,166	30,739,558	1,558,739	1,616,294	7,547,152	20,017,373

SURSIS DE PAIEMENT

Le sursis de paiement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses paiements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

Tableau n° 58. — NOMBRE DES DÉCISIONS DE JUSTICE ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DÉFINITIFS.

	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Sursis provisoires	6	5	4	2	1	2	—	—	3	—
Sursis définitifs	1	4	4	1	2	1	—	—	—	—
<i>Au total.</i>	7	9	8	3	3	3	—	—	3	—

4^o COURS D'APPEL

Compétence. — L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

La loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions prorogées et complétées par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, sont applicables à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisa-

tion judiciaire, de compétence et de procédure, porte que « les cours d'appel jugent au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président.

L'assistance du ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur ».

Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats.

L'appel des décisions du conseil des prises est porté devant la cour d'appel de Bruxelles siégeant toutes chambres réunies.

Les cours d'appel statuent, en outre, sur certains recours en matière électorale et fiscale.

Tableau n° 59. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.
CAUSES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER.

COUR D'APPEL DE	ANNÉES	CAUSES A JUGER			CAUSES TERMINÉES					Causes restant à juger	Arêts rendus avant de statuer au fond
		pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	TOTAL	par arrêts au fond		Total des arrêts	par transaction, abandon ou autres motifs	Total général des causes terminées		
					contradictoires	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
BRUXELLES	1931	3,323	2,198	5,521	1,519	179	1,728	546	2,274	3,247	136
	1932	3,247	2,043	5,290	1,296	193	1,489	676	2,165	3,125	137
	1933	3,125	2,223	5,348	1,248	165	1,413	525	1,938	3,410	107
	1934	3,410	2,043	5,452	1,275	192	1,467	565	2,032	3,420	142
	1935	3,420	2,181	5,601	1,564	204	1,768	806	2,574	3,027	181
	1936	3,027	2,105	5,132	1,475	166	1,641	675	2,316	2,816	111
	1937	2,816	2,203	5,019	1,525	164	1,689	697	2,386	2,633	124
	1938	2,633	2,023	4,656	1,483	120	1,603	503	2,106	2,550	87
	1939	2,650	1,782	4,332	1,233	113	1,346	477	1,823	2,509	99
	1940	2,509	909	3,418	825	63	888	266	1,154	2,264	63
GAND	1931	472	547	1,019	362	20	382	86	468	551	51
	1932	551	519	1,070	420	25	445	75	520	550	55
	1933	550	565	1,115	417	24	441	57	498	617	59
	1934	617	597	1,214	452	26	478	48	526	688	47
	1935	688	586	1,274	491	33	524	100	624	650	53
	1936	650	530	1,180	465	39	504	97	601	579	45
	1937	579	559	1,138	449	20	469	75	544	594	18
	1938	594	481	1,075	420	16	436	104	540	535	24
	1939	535	356	891	335	27	362	81	443	448	16
	1940	448	212	660	220	16	236	49	285	375	12
LIEGE	1931	890	751	1,641	546	40	586	147	733	908	42
	1932	908	720	1,628	615	43	658	141	799	829	52
	1933	829	746	1,575	519	38	557	141	698	877	56
	1934	877	672	1,549	492	52	544	79	623	926	63
	1935	926	785	1,711	566	53	619	184	803	908	82
	1936	908	732	1,640	561	36	597	92	689	951	59
	1937	951	702	1,653	503	30	533	128	661	992	78
	1938	992	628	1,620	516	32	548	85	633	987	86
	1939	987	578	1,565	527	44	571	55	626	939	102
	1940	939	296	1,235	270	14	284	50	334	901	43
LE ROYAUME	1931	4,685	3,496	8,181	2,457	239	2,696	779	3,475	4,706	229
	1932	4,706	3,282	7,988	2,331	261	2,592	892	3,484	4,504	244
	1933	4,504	3,534	8,038	2,184	227	2,411	723	3,134	4,904	222
	1934	4,904	3,311	8,215	2,219	270	2,489	692	3,181	5,034	252
	1935	5,034	3,552	8,586	2,621	290	2,911	1,090	4,001	4,585	316
	1936	4,585	3,367	7,952	2,501	241	2,742	864	3,606	4,346	215
	1937	4,346	3,464	7,810	2,477	214	2,691	900	3,591	4,219	220
	1938	4,219	3,132	7,351	2,419	168	2,587	692	3,279	4,072	197
	1939	4,072	2,716	6,788	2,095	184	2,279	613	2,892	3,896	217
	1940	3,896	1,417	5,313	1,315	93	1,408	365	1,773	3,540	118

La proportion entre les affaires en matière civile et les affaires en matière commerciale, soumises aux cours d'appel s'établit comme suit pour les trois ressorts réunis :

COURS D'APPEL.

ANNÉES	TOTAL DES CAUSES À JUGER		APPELS EN MATIÈRE CIVILE		APPELS EN MATIÈRE COMMERCIALE	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
	2	3	4	5	6	7
1931	8,181	100	4,307	52.5	3,874	47.5
1932	7,988	100	4,243	53.—	3,745	47.—
1933	8,038	100	4,458	55.5	3,580	44.5
1934	8,215	100	4,848	59.—	3,367	41.—
1935	8,586	100	5,230	61.—	3,356	39.—
1936	7,952	100	5,065	64.—	2,887	36.—
1937	7,810	100	5,098	65.—	2,712	35.—
1938	7,351	100	4,965	67.5	2,386	32.5
1939	6,788	100	4,677	69.—	2,111	31.—
1940	5,313	100	3,662	69.—	1,651	31.—

Tableau n° 60a. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES FISCALES.

COUR D'APPEL DE	ANNÉES	AFFAIRES À JUGER			Arrêts interlocutoires	AFFAIRES TERMINÉES			Affaires restant à juger
		pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	TOTAL		par arrêt au fond	par radiation, transaction, etc.	TOTAL	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
BRUXELLES	1931	362	352	714	—	196	—	196	518
	1932	518	574	1,092	—	197	—	197	895
	1933	895	444	1,339	33	102	228	330	1,009
	1934	1,009	369	1,378	16	204	281	485	893
	1935	893	550	1,443	14	223	179	402	1,041
	1936	1,041	435	1,476	6	498	30	528	948
	1937	948	303	1,251	8	296	174	440	811
	1938	811	322	1,133	4	369	192	561	572
	1939	572	340	912	4	235	108	343	569
	1940	569	213	782	3	230	101	331	451
GAND	1931	46	63	109	7	42	7	49	60
	1932	60	118	178	3	46	19	65	113
	1933	113	69	182	4	38	46	84	98
	1934	98	87	185	2	58	19	77	108
	1935	108	121	229	2	59	12	71	158
	1936	158	53	211	1	119	28	147	64
	1937	64	59	123	1	51	12	63	60
	1938	60	31	91	2	68	7	75	16
	1939	16	54	70	—	38	9	47	23
	1940	23	21	44	—	31	6	37	7
LIEGE	1931	46	34	80	—	48	—	48	32
	1932	32	107	139	4	54	—	54	85
	1933	85	53	138	1	72	—	72	66
	1934	66	92	158	1	70	—	70	88
	1935	88	135	223	5	62	16	78	145
	1936	145	111	256	3	32	18	50	206
	1937	206	52	258	3	85	35	120	138
	1938	138	39	177	1	66	35	101	76
	1939	76	79	155	4	34	5	39	116
	1940	116	74	190	2	46	14	60	130
LE ROYAUME	1931	454	449	903	7	286	7	293	610
	1932	610	799	1,409	7	297	19	316	1,093
	1933	1,093	566	1,659	38	212	274	486	1,173
	1934	1,173	548	1,721	19	332	300	632	1,089
	1935	1,089	806	1,895	21	344	207	551	1,344
	1936	1,344	599	1,943	10	649	76	725	1,218
	1937	1,218	414	1,632	12	405	218	623	1,009
	1938	1,009	1,102	2,111	89	1,212	235	1,447	664
	1939	664	473	1,137	8	307	122	429	708
	1940	708	308	1,016	5	307	121	428	588

Tableau n° 60b. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES ÉLECTORALES.

COUR D'APPEL DE	ANNÉES	AFFAIRES À JUGER			Arrêts interlocutoires	AFFAIRES TERMINÉES			Affaires restant à juger
		pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	TOTAL		par arrêt au fond	par radiation, transaction, etc.	TOTAL	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
BRUXELLES	1931	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	2,779	2,779	86	2,768	11	2,779	—
	1933	—	34	34	8	34	—	34	—
	1934/35	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	—	518	518	49	503	15	518	—
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	—	353	353	55	353	—	353	—
	1939	—	3	3	—	3	—	3	—
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—
GAND	1931	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	301	301	2	301	—	301	—
	1933	—	13	13	2	13	—	13	—
	1934/35	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	—	14	14	—	14	—	14	—
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	—	164	164	—	164	—	164	—
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—
LIEGE	1931	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	451	451	126	431	20	451	—
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934/35	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	—	43	43	7	43	—	43	—
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	—	193	193	27	192	1	193	—
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—
LE ROYAUME	1931	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	3,531	3,531	214	3,500	31	3,531	—
	1933	—	47	47	10	47	—	47	—
	1934/35	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	—	575	575	56	560	15	575	—
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	—	710	710	82	709	1	710	—
	1939	—	3	3	—	3	—	3	—
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—

JURIDICTION DU TRAVAIL

L'administration de la justice par les conseils de prud'hommes et les conseils de prud'hommes d'appel n'avait pas jusqu'ici été comprise dans la statistique judiciaire de Belgique.

La juridiction du travail ressortit au département du Travail et de la Prévoyance sociale et échappe de ce fait à un droit de regard de la part du département de la Justice.

L'annuaire statistique de l'Office central de statistique publiait bien quelques données sur l'activité des conseils de prud'hommes, mais ces données sommaires ne tenaient aucun compte de la distinction importante entre chambres pour ouvriers et chambres pour employés, et n'émettaient aucune considération concernant le degré d'appel de cette juridiction.

Aux fins d'établir un bilan complet de l'exercice de la judicature pendant la décade 1931-1940, il s'avérait ainsi comme indispensable de

fixer sur des bases nouvelles un compte de l'activité des conseils de prud'hommes à ses deux degrés de juridiction, en dépouillant derechef les états annuels qui avaient été délivrés par chacun des ressorts.

Ces états dressés principalement en vue d'une justification de l'existence des conseils, de leur structure, du nombre de séances tenues, de la composition de leurs greffes, ne visent malheureusement pas toujours à l'établissement d'un compte exact et concordant des suites données aux affaires introduites.

Les tableaux sur les chiffres totaux pour le Royaume, présentés ci-après, tout en ne constituant pas une statistique parfaite, peuvent être tenus pour exacts quant au nombre des jugements que les conseils ont rendus, et c'est ce qui importait le plus.

A) CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Il y avait dans le Royaume 47 conseils de prud'hommes dont celui d'Eupen a été soustrait à partir de fin mai 1940.

Conformément à la loi organique des conseils de prud'hommes du 9 juillet 1926, modifiée par les lois des 25 juin 1927, 30 mai 1928 et 22 janvier 1931, art. 1 :

« Les conseils de prud'hommes sont institués dans le but de vider par voie de conciliation ou, à défaut de conciliation, par voie de jugement, les contestations relatives au travail qui s'élèvent :

» soit entre les employeurs, d'une part, et leurs ouvriers ou employés, d'autre part;

» soit entre ouvriers, entre employés ou entre ouvriers et employés. »

Tout conseil de prud'hommes est divisé en deux chambres; l'une pour ouvriers, l'autre pour employés (art. 7).

Une chambre mixte est chargée de résoudre les questions de compétence (art. 65).

Les conseils connaissent des demandes de leur compétence jusqu'à 500 francs sans appel, et, à charge d'appel au delà de cette somme (art. 45).

Les conseillers prud'hommes sont nommés par voie d'élection (art. 10).

Deux présidents issus, l'un du groupe de prud'hommes employeurs, l'autre du groupe de prud'hommes ouvriers ou employés sont nommés par le Roi et siègent alternativement (art. 25).

Le Roi nomme en outre auprès de chaque chambre un docteur en droit, en qualité d'assesseur juridique (art. 26) et auprès de chaque conseil un greffier et éventuellement des greffiers-adjoints (art. 28).

Chaque chambre forme dans son sein un bureau qui a pour mission de concilier les parties (art. 50), ses membres sont renouvelés tous les trois mois.

Toutes les affaires portées au greffe du conseil de prud'hommes sont soumises au bureau de conciliation, dont la mission consiste, soit à concilier les parties, soit à les renvoyer devant le conseil, soit à trancher le différend si la valeur du litige est inférieure à 200 francs. Dans ce dernier cas, le bureau de conciliation s'adjoint

l'assesseur juridique et s'appelle bureau de jugement (art. 50 à 54).

Les décisions rendues par le bureau de jugement ne sont pas susceptibles d'appel (art. 54).

La chambre compétente du conseil ne statue par jugement, qu'après avoir épuisé les moyens de conciliation (art. 55).

Par Arrêté Royal du 10 mai 1927 modifié par celui du 10 décembre 1928, il a été créé auprès du conseil de prud'hommes d'Anvers et à titre provisoire une chambre spéciale, chargée de trancher les litiges afférents au contrat de travail des ouvriers du port.

Cette chambre spéciale est la seule qui ait été créée en Belgique en vertu du pouvoir accordé à cet effet au Roi, par les dispositions de l'article 7 de la loi organique.

En dehors de leur mission juridictionnelle, les conseils de prud'hommes peuvent être appelés par le gouvernement à donner leur avis sur des questions ou projets relatifs au travail (art. 1^{er} in fine).

Ils sont en outre chargés des mesures conservatrices de la propriété des dessins et modèles industriels (art 1^{er}, § 4 de la loi organique et art. 1^{er} de l'Arrêté Royal du 10 décembre 1884), et de la réception du dépôt des règlements d'atelier (art. 7 § 6 de la loi du 15 juin 1896).

A défaut de conseil de prud'hommes, les contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail et de ceux qui les emploient sont de la compétence des juges de paix. (A. R. du 13 janvier 1935 art. 2, 6^o — Lois sur la compétence.)

Rédaction du tableau. — Le tableau statistique a été établi d'après les états annuels, fournis par les conseils de prud'hommes au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Ces états servent principalement au contrôle des frais de fonctionnement de la juridiction du travail.

L'écart existant entre les chiffres du tableau et les données antérieurement publiées dans l'annuaire statistique était inévitable, vu l'interprétation à des époques différentes de renseignements parfois fort incomplets et à cause des fins statistiques divergentes poursuivies.

Tableau n° 61. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES.
APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER.

CHAMBRES	AN- NÉES	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		NOMBRE D'AFFAIRES					NOMBRE D'AFFAIRES					NOMBRE D'AFFAIRES				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	renvoyées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17		
Chambres pour ouvriers	1931	12,919	6,623	727	3,562	1,951	461	126	327	2	2	2,667	408	2,119	42	121
	1932	12,113	5,874	748	3,632	1,764	508	113	377	3	12	3,478	744	2,455	125	162
	1933	12,546	6,039	770	4,201	1,485	471	97	291	2	81	3,246	344	2,710	59	147
	1934	11,551	5,117	960	4,021	1,426	796	83	691	3	30	3,186	310	2,676	39	147
	1935	11,575	5,872	625	3,652	1,366	557	89	452	1	15	2,558	234	2,172	1	152
	1936	14,129	6,440	885	4,996	1,746	640	86	529	2	7	2,889	287	2,419	32	159
	1937	14,120	6,255	1,032	4,963	1,762	828	128	580	61	28	3,448	318	2,921	63	147
	1938	11,188	4,644	719	4,164	2,167	552	96	412	1	11	2,952	315	2,403	64	160
	1939	10,168	3,547	585	3,790	2,212	401	71	293	4	18	2,705	248	2,049	92	208
	1940	6,798	2,780	340	1,777	1,874	165	46	108	1	10	1,461	118	1,137	84	129
Chambres pour employés	1931	5,082	1,066	24	3,282	663	27	7	19	1	—	3,065	321	2,512	90	161
	1932	5,112	980	50	3,457	612	35	7	28	—	—	3,025	514	2,124	201	186
	1933	4,780	862	68	3,253	570	43	12	31	—	—	2,740	180	2,255	107	196
	1934	4,578	837	49	2,870	800	40	7	33	—	1	2,492	194	2,027	46	224
	1935	4,424	846	75	3,046	429	58	9	49	—	—	2,412	183	2,039	1	195
	1936	4,227	804	174	2,848	381	83	14	37	—	32	2,744	296	2,132	104	215
	1937	4,266	896	109	2,881	363	133	10	73	—	1	2,714	291	2,098	104	233
	1938	4,130	807	77	2,663	549	28	2	20	—	—	2,645	276	1,935	163	261
	1939	4,356	811	67	2,907	586	39	1	36	—	—	2,624	267	1,894	132	225
	1940	4,024	673	46	2,670	595	20	7	13	—	—	2,060	181	1,483	128	273
Chambre spéciale pour ouvriers du port à Anvers	1931	97	26	—	26	12	—	—	—	—	—	26	12	14	—	—
	1932	71	20	—	35	9	—	—	—	—	—	35	24	11	—	—
	1933	52	3	—	31	7	—	—	—	—	—	31	—	28	—	3
	1934	48	13	—	24	7	—	—	—	—	—	24	5	17	—	2
	1935	55	10	—	12	7	—	—	—	—	—	12	—	12	—	—
	1936	54	10	—	31	8	—	—	—	—	—	31	4	27	—	—
	1937	58	8	—	26	3	—	—	—	—	—	26	3	23	—	—
	1938	49	11	—	35	9	—	—	—	—	—	35	5	30	—	—
	1939	65	14	—	32	15	—	—	—	—	—	32	9	23	—	—
	1940	51	10	—	20	4	—	—	—	—	—	20	—	20	—	—
TOTALS	1931	18,098	7,715	751	6,814	2,626	488	133	346	3	2	5,758	741	4,645	132	282
	1932	17,296	6,874	798	7,124	2,385	543	120	405	3	12	6,538	1,282	4,590	326	348
	1933	17,378	6,904	838	7,485	2,062	514	109	322	2	81	6,017	524	4,999	166	346
	1934	16,177	5,967	1,009	6,915	2,233	836	90	724	3	31	5,702	509	4,720	85	373
	1935	15,999	6,728	700	6,710	1,802	615	98	501	1	15	4,982	417	4,223	2	347
	1936	18,356	7,254	1,059	7,875	2,135	723	100	566	2	39	5,664	587	4,578	136	374
	1937	18,386	7,159	1,191	7,870	2,128	961	138	653	61	29	6,188	612	5,042	167	380
	1938	15,367	5,462	796	6,762	2,725	580	98	425	1	11	5,632	596	4,368	227	421
	1939	14,589	4,372	652	6,729	2,813	440	72	329	4	18	5,361	524	3,943	224	433
	1940	10,873	3,463	386	4,467	2,473	185	53	121	1	10	3,541	299	2,640	212	402

Il est à remarquer dans le tableau ci-dessus que les affaires pendantes et inscrites dans l'année, ne se retrouvent pas en entier dans les colonnes qui détaillent les suites qui leur ont été données, que d'autre part les affaires renvoyées au bureau de jugement et au conseil ne correspondent pas exactement avec le nombre des affaires inscrites dans ces juridictions.

Il faut en rechercher les causes dans le manque de soin apporté aux relevés des renvois eux-mêmes et des affaires restées sans suite ou abandonnées.

Il est à noter aussi que très souvent les états statistiques délivrés confondent au point de vue statistique les jugements au fond et les jugements avant dire droit. Le compte des affaires rayées ne semble pas non plus être tenu avec la précision voulue.

Néanmoins, de cette statistique, telle qu'elle se présente, il peut être tiré des conclusions édifiantes et entr'autres : que si les litiges issus du contrat de travail dépassent en nombre le double de ceux provoqués par le contrat d'emploi, leurs possibilités de conciliation dépassent le quintuple des conciliations rencontrées sous l'effet du contrat d'emploi;

Que le bureau de jugement n'est guère d'utilité en ce qui concerne les chambres pour employés;

Que le nombre de jugements rendus par les conseils se partage environ par moitié entre les chambres pour ouvriers et les chambres pour employés;

Que les affaires restant à juger à fin d'année

ANNÉES	Nombre des dépôts de règlements d'atelier	Nombre des dépôts de dessins et modèles industriels	ANNÉES	Nombre des dépôts de règlements d'atelier	Nombre des dépôts de dessins et modèles industriels
1931	565	798	1936	2,445	477
1932	431	657	1937	4,472	487
1933	124	705	1938	3,604	547
1934	323	598	1939	3,784	359
1935	852	572	1940	1,091	144

B) CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL

Il y a dans le Royaume sept conseils de prud'hommes d'appel dont les sièges sont fixés respectivement à Anvers, Bruxelles, Bruges, Gand, Mons, Liège et Namur, et dont la juridiction

ont une tendance à s'accroître, alors que le nombre des affaires dont les conseils sont saisis est pourtant en régression;

Qu'à la suite des circonstances de guerre les affaires relevant des chambres pour ouvriers ont vu profondément choir leur quantité, alors que le mouvement des affaires relevant des chambres pour employés s'est maintenu à un niveau relativement élevé.

**

En ce qui concerne les actes divers tombant dans les attributions des conseils de prud'hommes et dont la charge incombe particulièrement aux greffes, il n'y a pas lieu de retenir ceux dont les greffes de n'importe quelle juridiction sont redevables, tels : les expéditions, les copies, les extraits des jugements et des mesures préparatoires.

Il importe, au contraire, de limiter cette statistique dans la juridiction du travail aux seuls actes qui constituent une attribution particulière de cette juridiction.

Le dépôt des règlements d'ateliers et celui des dessins et modèles industriels prennent à cet égard une signification.

Si les dépôts des dessins et des modèles industriels sont assez régulièrement comptés dans les états statistiques, on ne peut pas en dire autant des dépôts des règlements d'atelier, concernant lesquels, seuls cinq à sept ressorts par année, fournissent des indications.

Les chiffres de ces dépôts sont reproduits ci-dessous tels qu'ils émanent des états statistiques :

s'étend aux provinces dont les sièges sont les chefs-lieux. (Loi du 25 juin 1913.)

L'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes d'appel sont régis par les arti-

cles 116 et suivants de la loi organique des conseils de prud'hommes.

Les conseillers sont élus par des collèges électoraux spéciaux.

Chaque conseil de prud'hommes d'appel comprend une chambre pour ouvriers et une chambre pour employés.

Une chambre mixte tranche les contestations entre ouvriers et employés, et résoud les questions de compétence.

Le Roi nomme près de chaque conseil d'appel deux présidents avec détermination de la chambre à laquelle chaque président est attaché.

Ces présidents doivent être docteurs en droit.

Tableau n° 62. - CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL. - APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER.

CHAMBRES	ANNÉES	AFFAIRES À JUGER			AFFAIRES TERMINÉES			Affaires restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	TOTAL	par arrêt au fond	par radiation abandon etc.	TOTAL	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Chambres pour ouvriers	1931	61	238	309	168	48	216	93
	1932	93	228	321	215	8	223	98
	1933	90	229	319	196	27	223	96
	1934	185	240	425	204	11	215	210
	1935	210	220	430	191	10	201	229
	1936	179	241	420	259	9	268	152
	1937	162	286	438	281	8	289	149
	1938	149	318	467	290	10	300	167
	1939	167	280	447	279	11	290	157
	1940	151	120	271	118	1	119	162
Chambres pour employés	1931	309	774	1,085	724	82	806	279
	1932	279	710	989	711	13	724	265
	1933	436	862	1,298	821	9	830	468
	1934	471	708	1,179	655	8	663	516
	1935	516	720	1,236	648	34	682	554
	1936	647	624	1,271	828	24	852	419
	1937	417	585	1,002	587	10	597	405
	1938	404	609	1,013	600	19	619	394
	1939	393	502	895	560	16	576	319
	1940	319	507	826	349	8	357	469

Tableau n° 62 (suite).

CHAMBRES	ANNÉES	AFFAIRES À JUGER			AFFAIRES TERMINÉES			Affaires restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	TOTAL	par arrêt au fond	par radiation abandon etc.	TOTAL	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Chambres mixtes	1931*	—	—	—	—	—	—	—
	1932	60	176	236	179	1	180	56
	1933	38	77	115	65	2	67	48
	1934	25	71	96	41	—	41	55
	1935	55	77	132	72	4	76	56
	1936	77	63	140	116	2	118	22
	1937	22	73	95	57	1	58	37
	1938	37	73	110	55	2	57	53
	1939	53	53	106	67	3	70	36
	1940	37	50	87	32	—	32	55
TOTALS	1931	370	1,012	1,394	892	130	1,022	372
	1932	432	1,114	1,546	1,105	22	1,127	419
	1933	564	1,168	1,732	1,082	38	1,120	612
	1934	681	1,019	1,700	900	19	919	781
	1935	781	1,017	1,798	911	48	959	839
	1936	903	928	1,831	1,203	35	1,238	593
	1937	591	944	1,535	925	19	944	591
	1938	590	1,000	1,590	945	31	976	614
	1939	613	835	1,448	906	30	936	512
	1940	507	677	1,184	499	9	508	676

* Les renseignements font défaut pour l'année 1931.

Pas plus que pour les conseils de 1^{re} instance, il n'était possible pour les conseils de prud'hommes d'appel de faire revoir et rectifier les erreurs et omissions dans les états statistiques des dix dernières années.

Il eût fallu que le nombre des affaires restant à juger à la fin d'une année concorde avec le nombre des affaires pendantes au début de l'année suivante.

L'examen du tableau montre que ce n'est pas le cas. Le tableau décennal est toutefois un bilan intéressant et démontre combien plus importantes, dans les conseils d'appel, sont les chambres pour employés par rapport aux chambres pour ouvriers.

Il indique également que le nombre d'affaires restant à juger à la fin d'une année est trop élevé en proportion des affaires figurant au rôle au cours de l'année.

COUR DE CASSATION

Compétence. — La composition de la cour de cassation a été donnée précédemment. (Voir Statistique pénale.)

Aux termes des articles 19 et 20 du 25 mars 1876, sa compétence est réglée comme suit :

Art. 19. — La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie.

Art. 20. — Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou pour

violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les cours d'appel du Congo belge.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la cour de cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art. 1^{er}.)

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28.)

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 63. — COUR DE CASSATION (1^{re} Chambre). — POURVOIS EN MATIÈRE CIVILE.

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	AN- NÉES	CAUSES À JUGER				ARRÊTS				TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public		Causes restant à juger
		pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	TOTAL	d'instruction	AU FOND		DÉCRÉTANT			con- formes	con- traire	
						Cas- sation	Rejet	la déché- ance	le désiste- ment				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Cours d'Appel jugeant en matière civile	1931	39	56	95	—	3	24	—	2	29	29	—	66
	1932	66	32	98	—	9	34	—	—	43	43	—	55
	1933	55	61	116	—	10	20	—	5	35	35	—	81
	1934	*84	45	129	—	19	37	—	4	60	60	—	69
	1935	69	42	111	—	9	37	—	1	47	47	—	64
	1936	64	35	99	—	7	28	—	1	36	36	—	63
	1937	*61	53	114	—	2	27	—	—	29	29	—	83
	1938	83	55	138	—	9	29	—	3	41	41	—	**79
	1939	79	56	135	—	9	33	—	2	44	44	—	91
	1940	91	20	111	—	9	42	—	1	52	52	—	59
Cour d'Appel jugeant en matière commerciale	1931	8	4	12	—	2	6	—	—	8	8	—	4
	1932	4	9	13	—	1	6	—	—	7	7	—	6
	1933	6	14	20	—	1	10	—	2	13	13	—	7
	1934	*4	10	14	—	1	7	—	—	8	8	—	6
	1935	6	10	16	—	1	12	—	1	14	14	—	2
	1936	2	17	19	—	5	9	—	—	14	14	—	5
	1937	*4	11	15	—	1	9	—	1	11	11	—	4
	1938	4	6	10	—	—	7	—	—	7	7	—	3
1939	3	8	11	—	2	6	—	1	9	9	—	2	
1940	2	16	18	—	—	3	—	—	3	3	—	15	

* Chiffres rectifiés.

** Dix-huit affaires ont été éliminées par jonction.

Tableau n° 63 (suite).

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	AN- NÉES	CAUSES À JUGER			ARRÊTS				TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public		Causes restant à juger	
		pen- dantes au com- men- cement de l'année	intro- duites pen- dant l'année	TOTAL	d'in- struc- tion	AU FOND		DÉCRÉTANT		con- formes	con- traires		
						Cas- sation	Rejet	la déché- ance					le désiste- ment
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Tribunaux civils jugeant en première instance	1931	2	4	6	—	—	—	—	—	7	7	—	6
	1932	6	4	10	—	1	3	1	2	6	6	—	8
	1933	4	10	14	—	—	5	—	1	4	4	—	8
	1934	6	6	12	—	3	1	—	—	8	8	—	7
	1935	9	6	15	—	1	5	—	—	14	14	—	6
	1936	7	13	20	—	3	11	—	—	7	7	—	14
	1937	6	15	21	—	3	4	—	—	12	12	—	24
	1938	14	20	34	—	6	5	—	—	13	13	—	24
	1939	21	16	37	—	5	8	—	—	9	9	—	20
	1940	24	5	29	—	1	8	—	—	9	9	—	20
Tribunaux civils jugeant en degré d'appel	1931	17	9	26	—	4	11	—	—	15	15	—	11
	1932	11	9	20	—	3	8	—	—	11	11	—	9
	1933	8	3	11	—	1	6	—	—	7	7	—	4
	1934	6	17	23	—	—	2	—	—	2	2	—	21
	1935	20	9	29	—	3	6	—	3	12	12	—	17
	1936	17	2	19	—	3	2	—	—	5	5	—	14
	1937	14	7	21	—	4	5	—	—	9	9	—	12
	1938	12	9	21	—	1	5	—	—	6	6	—	15
	1939	15	—	15	—	1	3	—	—	4	4	—	11
	1940	11	—	11	—	1	4	—	—	5	5	—	6
Tribunaux de commerce	1931	1	3	4	—	—	—	—	—	3	3	—	4
	1932	4	2	6	—	1	2	—	—	2	2	—	3
	1933	3	2	5	—	—	2	—	—	3	3	—	4
	1934	3	4	7	—	—	3	—	—	3	3	—	3
	1935	4	2	6	—	—	3	—	—	3	3	—	3
	1936	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	5
	1937	3	3	6	—	—	1	—	—	1	1	—	3
	1938	5	3	8	—	1	4	—	—	5	5	—	5
	1939	3	4	7	—	—	2	—	—	2	2	—	5
	1940	5	—	5	—	1	2	—	—	3	3	—	2
Justices de paix	1931	2	1	3	—	1	—	—	—	1	1	—	2
	1932	2	1	3	—	1	1	—	—	2	2	—	1
	1933	1	1	2	—	—	1	—	—	1	1	—	1
	1934	1	1	2	—	1	—	—	—	1	1	—	1
	1935	1	1	2	—	—	1	—	—	1	1	—	1
	1936	1	4	5	—	1	—	—	—	1	1	—	4
	1937	4	2	6	—	3	1	—	—	4	4	—	2
	1938	2	—	2	—	1	1	—	—	2	2	—	—
	1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2

* Chiffres rectifiés.

Tableau n° 63 (suite).

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	AN- NÉES	CAUSES À JUGER			ARRÊTS				TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public		Causes restant à juger	
		pen- dantes au com- men- cement de l'année	intro- duites pen- dant l'année	TOTAL	d'in- struc- tion	AU FOND		DÉCRÉTANT		con- formes	con- traires		
						Cas- sation	Rejet	la déché- ance					le désiste- ment
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Cours et tribunaux des dommages de guerre	1931	36	71	107	—	12	52	—	—	64	64	—	43
	1932	43	49	92	—	11	48	—	—	59	59	—	33
	1933	33	43	76	—	2	49	—	—	51	51	—	25
	1934	25	62	87	—	5	54	—	—	59	59	—	28
	1935	28	38	66	—	5	37	—	1	43	43	—	23
	1936	23	5	28	—	2	7	—	1	10	10	—	18
	1937	18	3	21	—	1	14	—	—	15	15	—	—
	1938	—	5	5	—	—	5	—	—	5	5	—	—
	1939	—	6	6	—	—	2	—	—	2	2	—	4
	1940	4	2	6	—	3	1	—	—	4	—	—	2
Conseils de prud'hommes	1931	4	6	10	—	2	3	—	—	5	5	—	5
	1932	5	—	5	—	2	3	—	—	5	5	—	—
	1933	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
	1934	4	3	7	—	3	—	—	—	3	3	—	4
	1935	4	5	9	—	3	1	—	—	4	4	—	5
	1936	5	8	13	—	5	—	—	—	5	5	—	8
	1937	8	4	12	—	4	3	—	—	7	7	—	5
	1938	5	3	8	—	1	5	—	—	6	6	—	2
	1939	2	2	4	—	2	—	—	—	2	2	—	2
	1940	2	1	3	—	—	1	—	—	1	1	—	2
Non compris ci-dessus tels : Cour des Comptes Conseil supérieur d'arbitrage Règlement de juges Matière disciplinaire Inscription en faux	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	1	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—
	1933	—	4	4	—	1	—	—	—	1	1	—	3
	1934	3	—	3	—	—	2	2	—	2	2	—	1
	1935	1	—	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—
	1936/38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTALS	1931	109	154	263	—	24	96	—	2	122	122	—	141
	1932	141	107	248	—	29	106	1	2	138	138	—	110
	1933	110	142	252	—	15	93	—	8	116	116	—	136
	1934	136	148	284	—	32	106	—	4	142	142	—	142
	1935	142	113	255	—	22	103	—	8	133	133	—	122
	1936	122	84	206	—	26	57	—	2	85	85	—	118
	1937	118	98	216	—	18	64	—	1	83	83	—	124
	1938	124	101	225	—	19	61	—	4	84	84	—	123
	1939	123	92	215	—	19	54	—	3	76	76	—	139
	1940	139	47	186	—	15	61	**1	1	78	78	—	108

* Six affaires ont été éliminées par jonction.

** Il s'agit d'un arrêt d'admission.

SECTION III

STATISTIQUE

DE LA

PROTECTION DE L'ENFANCE

RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 15 MAI 1912

Le chapitre 1^{er} de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance est relatif à la déchéance de la puissance paternelle. Les tableaux A à D indiquent le nombre de déchéances prononcées, le nombre de parents qui ont été réintégrés dans les droits de la puissance paternelle et le nombre d'enfants qui ont fait l'objet d'une mesure.

Le tableau E donne la situation au 31 décembre, des enfants de parents déchus de la puissance paternelle, moralement abandonnés ou martyrs et adultérins de guerre.

Le chapitre II de la loi est relatif aux enfants traduits en justice pour mendicité, vagabondage, inconduite ou faits qualifiés infractions par la loi.

Les tableaux F à I indiquent le nombre de mineurs dont les parquets ou les juges d'instruction ont dû s'occuper et ceux qui ont été mis en garde provisoire ou en observation avant jugement.

Les tableaux J à L indiquent le nombre de mineurs qui ont comparu devant les juges des enfants, ainsi que la nature des faits qu'ils avaient commis, leur âge et le résultat des poursuites.

Le tableau M donne les résultats définitifs des affaires terminées pendant l'année, la nature et le pourcentage des décisions intervenues.

L'article 31 de la loi du 15 mai 1912 permet au juge de modifier, suivant les besoins de l'éducation du mineur, les mesures qui ont été prises à son égard; celles-ci doivent, en tout cas, faire l'objet d'une révision tous les trois ans.

Le tableau N indique le nombre des ordonnances ou jugements modificatifs et des révisions triennales.

Les tableaux O à Q indiquent le mouvement de la population et la situation, au 31 décembre, des mineurs placés dans des établissements d'observation officiels ou privés, laissés en liberté surveillée dans leur famille, confiés à des particuliers, placés dans des établissements d'éducation ou des établissements spéciaux privés, confiés à des établissements d'éducation ou à des établissements spéciaux de l'Etat.

Le tableau R donne la situation, au 31 décembre, de tous les mineurs qui ont fait l'objet d'une mesure prise par le juge des enfants.

Le tableau S indique le nombre d'anciens mineurs de justice ayant atteint leur 26^e année et qui ont subi une condamnation depuis leur majorité.

Le chapitre III de la loi du 15 mai 1912 aggrave les peines de certains crimes ou délits commis par des majeurs à l'égard des enfants. L'application de ces dispositions est indiquée dans la Statistique judiciaire.

CHAPITRE I^{ER}

DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

Tableau n° 64. — NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DÉCLARÉS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — ARTICLES 1^{er}, 3 ET 4.

A

DEGRÉ DE JURIDICTION	ANNÉES	DÉCHÉANCE de droit (Art. 1 ^{er})		DÉCHÉANCE FACULTATIVE (Art. 3 et 4)				TOTAL (Art. 1 ^{er} , 3 et 4)		RÉQUISITIONS du ministère public non suivies de déchéance (Art. 3 et 4)	
		Hommes	Femmes	EN TOUT		EN PARTIE		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
				Hommes	Femmes	Hommes	Femmes				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Première Instance	1931	35	7	112	72	5	1	152	80	19	7
	1932	23	3	162	98	1	1	176	102	14	14
	1933	24	6	123	87	5	4	152	97	16	28
	1934	22	8	97	78	3	3	122	89	12	5
	1935	23	1	101	77	1	1	125	79	10	4
	1936	35	6	120	99	6	5	160	110	14	22
	1937	24	5	107	83	6	6	137	94	24	25
	1938	19	8	111	103	7	4	137	115	26	21
	1939	26	5	138	87	2	5	166	97	20	20
	1940	22	9	98	78	2	2	122	89	14	14
Appel	1931	—	—	—	2	—	1	—	3	1	1
	1932	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4
	1934	—	—	4	8	—	—	4	8	—	2
	1935	—	—	2	1	—	—	2	1	—	—
	1936	—	—	5	9	—	—	5	9	—	—
	1937	—	—	4	8	—	—	4	8	5	4
	1938	—	—	2	2	—	1	2	3	1	1
	1939	—	—	5	2	2	2	7	4	2	1
	1940	—	—	1	2	—	—	1	2	—	—

Tableau n° 65. — NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS RÉINTÉGRÉS DANS LES DROITS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — ARTICLE 7.

B

DEGRÉ DE JURIDICTION	ANNÉES	DEMANDES EN RÉINTÉGRATION ACCUEILLIES								DEMANDES en réintégration rejetées	
		DÉCHÉANCE de droit (Art. 1 ^{er}) (*)		DÉCHÉANCE FACULTATIVE (Art. 3 et 4)				TOTAL (Art. 1 ^{er} , 3 et 4)		Hommes	Femmes
		Hommes	Femmes	En tout		En partie		Hommes	Femmes		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Première Instance	1931	1	—	7	10	—	—	8	10	3	1
	1932	—	—	5	5	—	—	5	5	—	—
	1933	—	—	6	9	—	—	6	9	—	—
	1934	—	—	2	2	—	—	2	2	—	—
	1935	—	—	4	5	—	—	4	5	—	—
	1936	—	—	6	7	—	—	6	7	—	—
	1937	—	—	5	5	1	—	6	5	—	—
	1938	—	—	7	6	—	—	7	6	—	1
	1939	—	—	4	5	—	—	4	5	1	—
	1940	—	—	3	6	—	—	3	6	1	1
Appel	1931/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—
	1935/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

* Dans le cas de l'Article premier, la réintégration n'est recevable qu'après un délai de 10 ans.

Tableau n° 66. — DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE. MESURES PRISES À L'ÉGARD DES ENFANTS. — NATURE DES DÉCISIONS. NOMBRE ET SEXE DES ENFANTS. — ART. 5 ET 6.

C

ANNÉES	I. MESURES DE GARDE	II. DÉCISIONS DÉFINITIVES				III. DÉCISIONS MODIFICATIVES		TOTALS	
		A. Du conseil de famille confiant l'enfant		B. Du tribunal confiant l'enfant		A. Confiant l'enfant à la mère	B. Confiant l'enfant à une autre personne ou à une institution		
		à la mère	à une autre personne ou à une institution	à la mère	à une autre personne ou à une institution				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
1931	Garçons.	39	21	58	3	96	17	179	413
	Filles.	47	33	74	7	99	5	204	469
	<i>Totaux.</i>	86	54	132	10	195	22	383	882
1932	Garçons.	63	38	117	1	30	9	153	411
	Filles.	78	30	122	—	33	2	162	427
	<i>Totaux.</i>	141	68	139	1	63	11	315	838
1933	Garçons.	88	3	21	22	92	16	112	354
	Filles.	74	13	25	28	97	12	184	433
	<i>Totaux.</i>	162	16	46	50	189	28	296	787
1934	Garçons.	45	15	27	9	82	18	168	354
	Filles.	43	20	47	16	92	13	109	340
	<i>Totaux.</i>	88	35	74	25	174	31	267	694
1935	Garçons.	46	36	93	4	32	4	102	317
	Filles.	72	37	82	4	41	6	97	339
	<i>Totaux.</i>	118	73	175	8	73	10	199	656
1936	Garçons.	114	30	89	—	48	6	142	429
	Filles.	106	60	99	2	68	7	110	452
	<i>Totaux.</i>	220	90	188	2	116	13	252	881
1937	Garçons.	61	9	112	18	49	2	124	375
	Filles.	77	22	107	12	67	10	88	383
	<i>Totaux.</i>	138	31	219	30	116	12	212	758
1938	Garçons.	85	27	86	5	96	5	110	414
	Filles.	94	34	79	5	124	8	100	444
	<i>Totaux.</i>	179	61	165	10	220	13	210	858
1939	Garçons.	18	29	47	28	71	9	164	366
	Filles.	15	45	54	29	80	13	174	410
	<i>Totaux.</i>	33	74	101	57	151	22	338	776
1940	Garçons.	37	27	94	1	74	15	123	371
	Filles.	43	39	88	1	82	12	156	421
	<i>Totaux.</i>	80	66	182	2	156	27	279	792

Tableau n° 67. — DÉCISIONS DES COURS D'APPEL RELATIVES A LA DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

ANNÉES	CONFIRMATIVES								INFIRMATIVES							
	déclarant la déchéance		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	accordant la réintégration	refusant la réintégration	TO-TAL	déclarant la déchéance		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	accordant la réintégration	refusant la réintégration	TO-TAL
	en tout	en partie							en tout	en partie						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
1931	2	—	1	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	1
1932	1	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
1933	—	—	4	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—
1934	7	1	—	2	—	—	—	10	2	—	1	—	—	—	—	3
1935	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	2
1936	10	—	—	—	—	—	—	10	1	—	3	—	—	—	—	4
1937	4	—	6	—	—	—	—	10	4	—	5	—	—	—	—	9
1938	4	1	1	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—
1939	5	—	—	—	—	—	—	5	1	3	2	—	—	—	—	6
1940	2	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—

Tableau n° 68. — ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE (non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNÉS OU MARTYRS ET ADULTÉRINS DE GUERRE.

ANNÉES	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Total	Enfants moralement abandonnés recueillis par les comités de patronage et les sociétés protect. des enfants martyrs	Enfants adultérins
	avec frais		Total	avec frais		Total	avec frais		Total	spécial	d'éducation	Total			
	2	3		4	5		6	7							
1931	160	503	663	1,318	268	1,586	164	24	188	11	35	46	2,483	792	32
1932	110	581	691	1,313	270	1,583	177	19	196	16	26	42	2,512	690	27
1933	111	544	655	1,295	280	1,575	163	22	185	22	18	40	2,455	692	21
1934	110	478	588	1,317	249	1,566	159	21	180	18	28	46	2,380	772	17
1935	105	416	521	1,357	226	1,583	177	23	200	15	24	39	2,343	771	19
1936	109	434	543	1,424	217	1,641	136	23	159	19	23	42	2,385	684	9
1937	107	450	557	1,477	223	1,700	163	28	191	30	31	61	2,509	762	18
1938	109	465	574	1,561	225	1,786	174	30	204	22	29	51	2,615	738	2
1939	110	493	603	1,647	240	1,887	196	32	228	23	27	50	2,768	571	5
1940	119	482	601	1,646	209	1,855	215	30	245	16	23	39	2,740	601	5

CHAPITRE II

MINEURS TRADUITS EN JUSTICE

Tableau n° 69. — MINEURS SIGNALÉS AUX PARQUETS. — ARTICLE 12.

ANNÉES	impliqués dans les affaires entrées au parquet avant le 1 ^{er} janvier		IMPLIQUÉS DANS LES AFFAIRES ENTRÉES AU PARQUET PENDANT L'ANNÉE, POUR :										TOTAL des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper	
	Garçons	Filles	mendicité et vagabondage (Art. 15)		inconduite (Art. 14)		prostitution, débauche, jeu, occupations et trafics dangereux (Art. 15)		faits qualifiés infractions (Art. 16)		TOTAL		Garçons	Filles
			Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1931	580	189	500	307	598	478	145	138	5,151	2,017	6,394	2,940	6,974	3,129
1932	544	174	548	291	600	450	120	138	4,680	1,739	5,948	2,618	6,492	2,792
1933	477	173	590	318	724	499	157	192	5,312	1,901	6,783	2,910	7,260	3,083
1934	371	122	695	311	789	463	247	192	6,580	2,024	8,311	2,990	8,682	3,112
1935	526	160	630	254	697	418	301	334	8,085	1,907	9,713	2,913	10,239	3,073
1936	437	173	738	295	710	486	295	353	8,920	1,952	10,663	3,086	11,100	3,259
1937	454	180	811	342	805	590	278	372	9,999	2,037	11,893	3,341	12,347	3,521
1938	403	184	841	346	830	578	277	407	10,472	2,115	12,420	3,446	12,823	3,630
1939	417	173	530	316	671	563	233	432	9,501	2,304	10,935	3,615	11,352	3,788
1940	542	277	875	485	837	680	330	549	12,492	3,081	14,534	4,795	15,076	5,072

G Tableau n° 70. - AFFAIRES SOLUTIONNÉES PAR LE PARQUET. - ARTICLE 12.

ANNÉES	Mineurs impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		Mineurs déférés au juge d'instruction		Mineurs déférés au juge des enfants		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		TOTAL	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1931	4,824	2,221	73	25	1,533	709	544	174	6,974	3,129
1932	4,530	1,952	84	28	1,401	639	477	173	6,492	2,792
1933	5,154	2,135	71	18	1,664	808	371	122	7,260	3,083
1934	6,464	2,362	66	18	1,626	572	526	160	8,682	3,112
1935	7,714	2,229	81	26	2,007	645	437	173	10,239	3,073
1936	8,486	2,323	125	26	2,035	730	454	180	11,100	3,259
1937	9,427	2,503	156	64	2,361	770	403	184	12,347	3,521
1938	10,218	2,660	107	32	2,081	765	417	173	12,823	3,630
1939	8,634	2,713	137	55	2,039	743	542	277	11,352	3,788
1940	11,263	3,420	137	59	2,775	1,017	901	576	15,076	5,072

Tableau n° 71. - MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU À S'OCCUPER. RÉSULTATS. - ARTICLE 12.

ANNÉES	MINEURS DÉFÉRÉS AUX JUGES D'INSTRUCTION						Mineurs renvoyés des poursuites par le juge d'instruction		Mineurs déférés au juge des enfants par le juge d'instruction		Mineurs au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre	
	Avant le 1 ^{er} janvier		Pendant l'année		TOTAL		Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1931	25	1	73	25	98	26	9	3	66	22	23	1
1932	23	1	84	28	107	29	10	3	78	19	19	7
1933	19	7	71	18	90	25	9	5	63	16	18	4
1934	18	4	65	18	83	22	17	5	61	15	5	2
1935	5	2	81	26	86	28	16	2	55	17	15	9
1936	15	9	125	26	140	35	22	4	88	21	30	10
1937	30	10	156	64	186	74	22	11	119	40	45	23
1938	45	23	107	32	152	55	21	17	99	31	32	7
1939	32	7	137	55	169	62	21	8	113	47	35	7
1940	35	7	136	59	171	66	23	7	110	38	38	21

H

I Tableau n° 72. - MESURES DE GARDE PROVISOIRE. - MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNÉES. DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN. - ARTICLES 21, § 1^{er}, 28, 29, 30 et 32, § 5.

ANNÉES	MESURES ORDONNÉES												DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN												TOTAL						
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		TOTAL		Moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois		1 an et plus										
	G*	F*	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.									
1931	12	19	111	110	1	4	8	10	2	3	36	62	89	132	139	42	29	58	65	6	6	30	52	6	6	1	1	2	2	139	157
1932	13	20	83	67	1	1	10	10	2	3	36	62	89	107	89	36	23	51	52	1	3	10	23	3	3	1	1	1	1	98	102
1933	11	12	70	47	3	1	2	3	2	3	36	62	89	86	62	30	8	35	22	1	2	5	11	2	2	2	2	2	2	73	46
1934	11	16	79	56	5	1	4	2	4	2	39	75	75	99	75	24	11	28	29	1	1	24	22	1	1	1	1	1	1	78	64
1935	14	14	77	63	11	5	8	1	8	1	110	82	82	110	82	32	17	28	27	1	1	7	17	7	4	4	2	2	74	67	
1936	16	8	133	67	2	1	7	1	7	1	158	76	76	154	76	27	6	47	35	1	1	25	14	4	3	3	3	3	104	59	
1937	18	13	125	96	1	1	10	1	10	1	154	110	110	154	110	15	13	47	35	1	1	25	12	8	3	3	3	3	95	63	
1938	5	11	87	84	12	1	17	4	17	4	121	100	100	121	100	18	16	41	35	1	1	18	29	2	2	2	2	2	1	79	82
1939	15	8	89	114	12	1	12	3	12	3	128	126	126	128	126	31	26	45	55	1	1	24	26	3	4	4	4	1	104	114	
1940	4	14	111	118	26	9	31	7	31	7	172	148	148	172	148	32	24	41	36	1	1	15	22	5	8	8	8	8	93	91	

I. - Mesures de garde provisoire.

1931	160	139	139	157
1932	118	98	98	102
1933	103	73	73	46
1934	101	78	78	64
1935	132	74	74	67
1936	158	104	104	59
1937	127	95	95	63
1938	165	79	79	82
1939	191	104	104	114
1940	124	93	93	91

II. - Mises en observation avant jugement ordonnées.

1931	186	163	163	139
1932	161	171	171	102
1933	142	150	150	46
1934	139	164	164	64
1935	167	182	182	67
1936	209	181	181	59
1937	189	226	226	63
1938	210	200	200	82
1939	254	185	185	114
1940	206	204	204	91

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 73. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES. — ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22, 23 ET 37.
Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, public ou privé (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonne 7 à 18		Mise à la disposition du gouvernement après condamnation correctionnelle (Art. 37)	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
1931	1,297	651	569	128	17	31	148	223	245	126	191	66	12	34	1,182	608	4	3
1932	1,160	574	512	112	22	17	106	186	240	115	142	70	15	28	1,037	528	4	2
1933	1,218	485	649	103	14	14	69	112	194	114	126	56	20	30	1,072	429	1	—
1934	1,368	492	689	130	17	14	77	138	232	94	143	56	13	20	1,171	452	4	1
1935	1,691	615	898	146	15	9	87	141	294	147	155	57	22	28	1,471	528	9	2
1936	1,838	671	913	140	20	18	133	169	346	163	212	74	6	15	1,630	579	6	2
1937	1,825	650	890	155	10	17	155	176	299	127	187	78	3	21	1,544	574	17	5
1938	1,469	624	660	115	8	21	128	181	325	142	207	75	5	34	1,333	568	21	1
1939	1,398	631	541	128	12	18	124	211	360	128	220	69	8	28	1,265	582	4	—
1940	1,733	580	934	171	14	14	74	146	384	138	198	52	8	19	1,612	540	4	—
1931	24	31	5	2	—	—	1	17	9	3	5	2	—	3	20	27	—	—
1932	20	15	5	3	—	—	3	6	10	3	2	2	—	1	20	15	—	—
1933	14	6	3	1	—	—	—	3	5	1	3	—	—	1	12	6	—	—
1934	14	9	2	1	—	—	—	4	5	4	5	—	—	—	13	9	—	—
1935	15	6	1	2	—	—	3	2	1	—	4	2	—	—	9	6	—	—
1936	16	5	6	2	—	—	3	1	2	—	2	1	—	—	14	5	—	—
1937	25	13	5	1	—	—	2	4	2	—	11	4	—	—	22	11	—	—
1938	25	16	1	5	—	—	—	1	11	8	11	1	—	1	24	16	—	—
1939	24	5	—	1	—	—	—	2	13	1	6	1	—	—	23	5	—	—
1940	4	7	2	2	—	—	—	3	—	—	1	2	—	—	3	7	—	—

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 74. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'ÂGE. ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22 ET 23.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonne 6 à 17			
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	Conditionnement (Liberté surveillée)		Non conditionnement		G	F		
											G	F	G	F				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19

Moins de 10 ans au moment des faits.

1931	247	58	31	6	139	28	—	1	48	17	16	2	8	1	5	3	216	52
1932	203	44	33	4	113	13	1	1	30	18	19	3	4	1	3	4	170	40
1933	200	37	25	13	121	14	—	—	25	6	18	2	4	2	7	—	175	24
1934	200	30	47	1	111	17	—	—	18	6	13	4	6	—	5	2	153	29
1935	223	53	38	10	134	18	3	1	21	12	18	6	5	—	4	6	185	43
1936	205	48	33	15	130	11	1	1	18	10	15	8	7	2	1	1	172	33
1937	270	43	65	7	148	15	—	1	36	12	20	8	1	—	—	—	205	36
1938	171	25	17	6	93	6	1	—	27	6	23	1	8	—	2	6	154	19
1939	125	29	22	7	54	14	—	—	25	7	18	1	6	—	—	—	103	22
1940	201	33	28	2	119	19	—	—	18	5	25	5	8	—	3	2	173	31

De 10 ans à moins de 13 ans au moment des faits.

1931	411	103	28	8	228	31	3	3	50	27	61	21	36	7	5	6	383	95
1932	395	108	38	9	197	35	2	2	45	32	84	21	23	4	6	5	357	99
1933	412	97	43	6	269	37	—	—	16	21	54	22	21	4	9	7	369	91
1934	470	83	69	11	263	29	1	2	41	17	62	13	29	5	5	6	401	72
1935	498	109	66	19	295	48	2	—	26	20	69	12	34	5	6	5	432	90
1936	516	107	57	24	287	28	—	1	46	21	84	17	41	12	1	4	459	83
1937	606	111	100	13	331	36	1	3	68	23	75	25	31	9	—	2	506	98
1938	413	77	40	4	236	29	1	—	46	20	56	14	33	6	1	4	373	73
1939	407	78	27	2	219	25	2	1	47	25	73	18	37	4	2	3	380	76
1940	532	91	30	14	326	53	2	1	34	11	104	6	33	4	3	2	502	77

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 74 (suite).

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure - Colonne 6 à 17			
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F

De 13 ans à moins de 16 ans au moment des faits.

1931	500	300	45	21	198	64	11	12	40	97	138	61	67	35	1	10	455	279
1932	436	260	38	19	197	60	9	8	22	71	97	59	67	31	6	12	398	241
1933	505	230	54	29	260	48	6	9	18	42	97	65	66	26	4	12	441	201
1934	613	271	77	20	311	79	13	7	14	72	122	56	74	30	2	7	526	251
1935	889	356	108	40	462	77	8	4	36	80	180	103	84	38	11	14	781	316
1936	977	400	82	36	485	92	15	12	60	98	207	104	125	49	3	9	895	364
1937	832	343	106	36	398	98	8	10	34	82	182	63	101	46	3	8	726	307
1938	739	368	74	35	326	76	4	14	43	95	197	89	93	43	2	16	665	333
1939	707	381	69	25	267	87	6	13	36	121	210	77	113	43	6	15	638	356
1940	905	325	58	20	485	91	9	10	20	76	217	89	115	26	1	13	847	305

De 16 ans à moins de 18 ans au moment des faits.

1931	139	190	11	8	4	5	3	15	10	82	30	42	80	23	1	16	128	182
1932	126	162	14	14	5	4	10	6	9	65	40	32	48	34	—	7	112	148
1933	111	121	24	8	9	5	8	5	10	43	25	25	35	24	—	11	87	113
1934	85	108	4	8	4	5	3	5	4	43	35	21	34	21	1	32	81	100
1935	81	97	8	18	7	3	2	4	4	29	27	26	32	14	1	3	73	79
1936	140	116	36	17	11	9	4	4	9	40	40	34	39	11	1	1	104	99
1937	117	153	10	20	13	6	1	3	17	59	22	31	54	23	—	11	107	133
1938	146	154	5	11	5	4	2	7	12	60	49	38	73	26	—	8	141	143
1939	159	143	15	15	1	2	4	4	16	58	59	32	64	22	—	10	144	128
1940	95	131	5	4	4	8	3	3	2	54	38	38	42	22	1	2	90	127

TOTALS.

1931	1,297	651	115	43	569	128	17	31	148	223	245	126	191	66	12	34	1,182	608
1932	1,160	574	123	46	512	112	22	17	106	186	240	115	142	70	15	28	1,037	528
1933	1,218	485	146	56	649	103	14	14	69	112	194	114	126	56	20	30	1,072	429
1934	1,368	492	197	40	689	130	17	14	77	138	232	94	143	56	13	20	1,171	452
1935	1,691	615	220	87	896	146	15	9	87	141	294	147	155	57	22	28	1,471	528
1936	1,838	671	208	92	913	140	20	18	133	169	346	163	212	74	6	15	1,630	579
1937	1,825	650	281	76	890	155	10	17	155	176	299	127	187	78	3	21	1,544	574
1938	1,469	624	136	56	660	115	8	21	128	181	325	142	207	75	5	34	1,333	568
1939	1,398	631	133	49	541	128	12	18	124	211	360	128	220	69	8	28	1,265	582
1940	1,733	580	121	40	934	171	14	14	74	146	384	138	198	52	8	19	1,612	540

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 75. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure - Colonne 6 à 17			
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F

Vagabondage ou mendicité.

1931	97	101	5	1	11	5	4	3	17	49	16	28	42	9	2	6	92	100
1932	92	96	5	3	21	11	2	4	13	42	23	14	24	15	4	7	87	93
1933	91	76	7	2	23	10	2	1	13	21	17	20	27	17	5	5	84	74
1934	85	71	6	4	18	11	3	3	11	23	15	14	32	8	—	8	79	67
1935	87	83	6	10	28	10	2	1	9	22	18	27	23	6	1	7	81	73
1936	119	97	5	4	33	22	3	1	22	26	20	29	33	13	3	2	114	93
1937	94	85	10	15	25	10	2	2	23	31	12	17	22	6	—	4	84	70
1938	59	47	—	—	18	6	1	4	15	12	10	12	15	8	—	5	59	47
1939	73	54	2	3	8	7	3	—	9	24	23	8	27	9	1	3	71	51
1940	39	42	2	—	10	7	—	1	2	22	6	6	18	4	1	2	37	42

Inconduite.

1931	212	230	18	7	2	2	9	24	58	111	51	37	70	28	4	21	194	223
1932	190	189	15	12	1	1	13	12	43	85	53	39	63	28	2	12	176	177
1933	138	145	17	11	6	—	7	10	24	55	35	27	43	26	6	16	121	134
1934	164	154	7	10	8	2	8	9	32	71	51	29	51	27	7	6	157	144
1935	175	164	18	18	3	2	8	5	35	69	56	40	51	19	4	11	157	146
1936	221	183	15	20	4	2	12	16	61	77	68	38	59	25	2	5	206	163
1937	225	209	36	20	3	2	4	11	72	94	43	34	67	36	—	12	189	189
1938	281	259	20	23	—	1	6	14	75	108	91	55	85	39	4	19	261	236
1939	300	228	28	21	5	—	6	12	65	102	102	46	91	31	3	16	272	207
1940	229	212	16	8	5	6	11	10	42	81	78	65	71	30	6	12	213	204

Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité.

1931	8	58	—	6	—	1	—	1	2	25	5	13	1	10	—	2	8	52
1932	21	64	2	6	1	5	1	1	2	25	15	13	—	10	—	4	19	58
1933	4	60	3	16	—	4	—	—	10	—	21	1	5	—	4	1	44	
1934	4	55	—	4	1	9	—	1	17	1	12	—	7	1	5	4	51	
1935	11	88	2	21	2	9	—	3	3	20	4	17	—	12	—	6	9	67
1936	12	90	3	22	2	12	—	1	1	22	1	24	5	6	—	3	9	68
1937	31	79	1	12	1	18	—	2	3	20	11	16	5	9	—	2	30	67
1938	18	85	—	8	7	16	—	1	2	26	7	22	2	8	—	4	18	77
1939	22	103	6	13	3	24	—	3	1	32	11	20	1	6	—	5	16	90
1940	24	68	—	10	7	16	—	2	—	17	15	18	2	5	—	—	24	58

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 76 (suite).

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des pour- suites		Répri- mandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment, publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 17	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	Condition- nellement (Liberté surveillée)		Non condition- nellement		G	F	G	F
											G	F	G	F				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19

Faits qualifiés infractions contre l'autorité.

1931	8	2	—	—	7	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	8	2
1932	4	3	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3
1933	10	1	4	—	4	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	6	1
1934	5	2	1	—	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2
1935	12	—	—	—	10	9	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	12	—
1936	11	1	—	1	10	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	11	—
1937	6	1	—	—	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1
1938	4	1	—	—	2	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	4	1
1939	5	—	—	—	3	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	5	—
1940	7	2	—	—	6	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	7	2

Faits qualifiés infractions contre les mœurs.

1931	98	47	6	7	32	14	—	—	7	4	40	12	13	9	—	1	92	40
1932	133	72	13	3	56	22	—	—	5	13	43	22	15	8	1	4	120	69
1933	115	49	4	4	58	11	1	1	3	10	39	18	8	4	2	1	111	45
1934	128	59	11	4	58	20	3	—	3	11	37	16	15	8	1	—	117	55
1935	152	89	14	12	63	27	—	—	6	11	52	26	15	13	2	—	138	77
1936	144	80	11	10	52	13	1	—	3	12	56	25	20	18	1	2	133	70
1937	225	83	55	9	62	11	2	—	6	17	69	28	30	17	1	1	170	74
1938	138	76	11	10	54	17	—	1	4	18	50	17	19	10	—	3	127	66
1939	165	90	20	4	57	13	1	1	9	32	53	25	24	13	1	2	145	86
1940	95	63	4	2	44	13	—	1	3	13	37	26	7	6	—	2	91	61

Faits contre les personnes, qualifiés crimes.

1931	8	—	1	—	3	—	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	7	—
1932	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	1
1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1934	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
1935	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
1936	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
1937	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1939	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
1940	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—

Faits contre les personnes, qualifiés délits.

1931	175	28	37	8	116	17	1	—	1	2	18	1	1	—	1	—	138	20
1932	99	31	13	8	72	18	—	—	5	2	8	3	1	—	—	—	86	23
1933	153	32	32	5	113	24	—	—	1	—	5	2	2	—	—	1	121	27
1934	174	35	30	9	128	23	1	—	1	—	11	3	3	—	—	—	144	26
1935	207	30	33	8	153	19	—	—	2	—	12	1	6	2	1	—	174	22
1936	216	33	54	15	138	14	1	—	3	2	11	2	9	—	—	—	162	18
1937	159	36	27	8	114	24	1	—	2	2	11	1	4	1	—	—	132	28
1938	145	17	26	5	97	10	—	—	3	—	13	1	6	1	—	—	119	12
1939	124	18	22	3	89	10	—	—	2	—	7	2	4	1	—	—	102	16
1940	94	7	14	1	68	4	—	—	—	—	10	1	2	1	—	—	80	6

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 75 (suite).

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des pour- suites		Répri- mandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment, publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 17	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	Condition- nellement (Liberté surveillée)		Non condition- nellement		G	F	G	F
											G	F	G	F				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19

Faits contre les propriétés, qualifiés incendies.

1931	62	2	10	—	39	1	—	—	1	—	11	—	1	—	—	—	52	2
1932	133	5	38	3	89	2	—	—	—	—	4	—	2	—	—	—	95	2
1933	112	5	35	2	68	3	—	—	5	—	3	—	1	—	—	—	77	3
1934	142	6	37	—	102	5	—	—	—	1	1	—	2	—	—	—	105	6
1935	139	5	43	1	86	4	1	—	1	—	3	—	4	—	1	—	96	4
1936	146	9	31	6	109	2	—	—	1	—	2	—	3	—	—	1	115	3
1937	171	3	30	—	134	3	—	—	4	—	2	—	1	—	—	—	141	3
1938	101	—	8	—	85	—	—	—	1	—	4	—	3	—	—	—	93	—
1939	60	—	18	—	39	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	42	—
1940	103	1	18	—	77	1	—	—	2	—	5	—	1	—	—	—	85	1

Faits contre les propriétés, qualifiés vols.

1931	503	126	29	12	279	55	2	—	45	20	90	32	55	6	3	1	474	114
1932	409	83	27	5	228	42	5	—	29	11	83	19	32	6	5	—	382	78
1933	509	84	33	10	320	33	4	—	18	12	86	24	44	4	4	1	476	74
1934	541	83	81	7	294	43	1	1	21	9	104	19	37	3	3	1	460	76
1935	784	136	92	14	462	63	3	—	25	17	140	33	54	5	8	4	692	122
1936	850	143	76	12	476	59	2	—	38	25	180	37	78	9	—	1	774	131
1937	761	124	101	7	423	68	1	2	41	10	138	27	55	9	2	1	660	117
1938	628	120	58	9	327	53	1	1	26	15	142	31	73	8	1	3	570	111
1939	557	110	31	4	272	54	2	1	29	18	153	25	68	7	2	1	526	106
1940	1,037	153	64	14	629	97	3	—	22	12	227	22	91	6	1	2	973	139

Faits contre les propriétés, qualifiés escroqueries.

1931	11	10	—	—	5	6	—	—	1	3	2	1	3	—	—	—	11	10
1932	6	7	—	3	2	2	—	—	1	1	2	1	1	—	—	—	6	4
1933	9	7	—	—	3	3	—	1	1	1	3	1	2	—	—	1	9	7
1934	13	9	—	—	6	5	—	—	—	1	6	1	1	2	—	—	13	9
1935	10	4	1	—	6	3	—	—	—	1	2	—	1	—	—	—	9	4
1936	14	9	—	—	6	2	1	—	2	2	1	4	4	1	—	—	14	9
1937	20	3	1	—	9	1	—	—	—	8	2	2	—	—	—	—	19	3
1938	9	4	—	—	2	1	—	—	—	1	3	1	4	1	—	—	9	4
1939	7	4	—	—	2	3	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	7	4
1940	34	5	—	—	25	6	—	—	2	—	4	—	3	—	—	—	34	5

Faits d'autre nature, qualifiés infractions.

1931	54	8	7	—	44	7	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	47	8
1932	43	3	2	—	35	2	1	—	—	—	5	1	—	—	—	—	41	3
1933	39	5	6	2	32	3	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	33	3
1934	87	5	24	—	57	5	—	—	—	—	3	—	2	—	1	—	63	5
1935	86	10	11	3	74	7	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	75	7
1936	89	15	11	1	74	12	—	—	—	1	4	1	—</					

Tableau n° 75 (suite).

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des pour- suites		Répri- mandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment, publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un établisse- ment officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure - Colonne 6 à 17	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	Condition- nellement (Liberté surveillée)		Non condition- nement		G	F	G	F
											G	F	G	F				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19

Infractions à la loi scolaire.

1931	61	39	2	2	31	19	—	3	15	9	7	1	4	2	2	3	59	37
1932	29	20	5	3	6	4	—	—	8	7	4	3	3	2	3	1	24	17
1933	38	21	5	4	22	11	—	1	4	3	3	1	1	—	3	1	33	17
1934	25	12	—	2	13	5	1	—	8	5	3	—	—	—	—	—	25	10
1935	27	6	—	—	11	2	1	—	6	1	4	3	—	—	5	—	27	6
1936	15	11	2	1	9	2	—	—	2	2	2	3	—	2	—	1	13	10
1937	34	16	2	3	23	8	—	—	4	2	5	2	—	—	—	1	32	13
1938	18	6	2	1	12	3	—	—	2	1	2	1	—	—	—	—	16	5
1939	26	13	1	1	17	8	—	—	3	2	2	1	2	1	1	—	25	12
1940	35	24	—	5	32	18	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	35	19

TOTAUX.

1931	1,297	651	115	43	569	128	17	31	148	223	245	126	191	66	12	34	1,182	608
1932	1,160	574	123	46	512	112	22	17	106	186	240	115	142	70	15	28	1,037	528
1933	1,218	485	146	56	649	103	14	14	69	112	194	114	126	56	20	30	1,072	429
1934	1,368	492	197	40	689	130	17	14	77	138	232	94	143	56	13	20	1,171	452
1935	1,691	615	220	87	898	146	15	9	87	141	294	147	155	57	22	28	1,471	528
1936	1,838	671	208	92	913	140	20	18	133	169	346	163	212	74	6	15	1,630	579
1937	1,825	650	281	76	890	155	10	17	155	176	299	127	187	78	3	21	1,544	574
1938	1,469	624	136	56	660	115	8	21	128	181	325	142	207	75	5	34	1,333	568
1939	1,398	631	133	49	541	128	12	18	124	211	360	128	220	69	8	28	1,265	582
1940	1,733	580	121	40	934	171	14	14	74	146	384	138	198	52	8	19	1,612	540

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 76. — RÉSULTATS DÉFINITIFS DES AFFAIRES TERMINÉES.
NATURE ET NOMBRE DES DÉCISIONS INTERVENUES.

NATURE DES DÉCISIONS	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Affaires laissées sans suite par les parquets et les juges . . .	7,215	6,664	7,505	9,085	10,268	11,135	12,320	13,108	11,558	14,867
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	697	624	752	819	1,044	1,053	1,045	775	669	1,105
Mineurs placés chez un particulier	48	39	28	31	24	38	27	29	30	28
Mineurs placés dans une institution privée	371	292	181	215	228	302	331	309	335	220
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	371	355	308	326	441	509	426	467	488	522
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	257	212	182	199	212	286	265	282	369	250
Mineurs placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé	46	43	50	33	50	21	24	39	36	27
TOTAUX.	9,005	8,229	9,006	10,708	12,267	13,344	14,438	15,009	13,485	17,019

Tableau n° 76bis. — RÉSULTATS DÉFINITIFS DES AFFAIRES TERMINÉES.
NATURE ET POURCENTAGE DES DÉCISIONS INTERVENUES.

Mbis

NATURE DES DÉCISIONS	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Affaires laissées sans suite par les parquets et les juges . . .	80.1	81.—	83.3	84.9	83.7	83.4	85.3	87.3	85.7	87.3
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	7.8	7.6	8.3	7.6	8.6	7.9	7.4	5.2	5.—	6.5
Mineurs placés chez un particulier	0.5	0.5	0.3	0.3	0.2	0.3	0.15	0.25	0.2	0.2
Mineurs placés dans une institution privée	4.1	3.5	2.—	2.—	1.8	2.3	2.3	2.—	2.5	1.3
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	4.1	4.3	3.4	3.—	3.6	3.8	2.9	3.1	3.6	3.1
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	2.9	2.6	2.—	1.9	1.7	2.1	1.8	1.9	2.7	1.5
Mineurs placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé	0.5	0.5	0.6	0.3	0.4	0.2	0.15	0.25	0.3	0.1
TOTAUX.	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—

Tableau n° 77. — ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, RÉVISIONS TRIENNALES
RENDUS À L'ÉGARD DES MINEURS. — NATURE DE LA DÉCISION NOUVELLE.
ARTICLE 31.

N

ANNÉES	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution privée		Plaçant dans un établissement de l'Etat		Plaçant dans un établissement spécial		TOTAL	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
1931	390	318	190	91	330	228	138	222	110	121	235	81	40	102	1,433	1,163
1932	280	306	110	49	360	277	135	204	122	143	197	88	36	102	1,240	1,169
1933	342	238	220	92	327	274	149	224	116	150	179	83	44	90	1,377	1,151
1934	264	250	177	77	255	250	135	161	107	129	216	78	39	64	1,193	1,009
1935	215	212	137	114	272	220	151	193	131	159	191	98	31	89	1,128	1,085
1936	269	180	285	113	289	208	148	200	123	129	213	71	34	77	1,361	978
1937	263	193	217	96	332	235	115	207	107	138	175	83	32	109	1,241	1,061
1938	231	220	185	65	346	260	132	216	108	166	250	92	47	118	1,299	1,137
1939	229	232	184	72	393	312	151	229	145	235	245	81	55	117	1,402	1,278
1940	190	151	101	62	404	385	84	139	86	208	283	87	41	80	1,189	1,112

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 78. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES

ÉTABLISSEMENTS	ANNÉES	ENTRÉS			SORTIS						
		Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	TOTAL des mineurs observés	À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU JUGE DES ENFANTS						Évadés
					Rendus à leurs parents	Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'Etat	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état	TOTAL	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
PRIVÉS											
	1931	56	32	88	12	—	5	11	—	28	3
	1932	54	37	91	17	1	3	11	—	32	4
	1933	53	23	76	14	—	6	3	—	23	1
GRIVEGNÉE poste d'observation de la Fédération des Orphelinats (garçons)	1934	52	25	77	6	—	3	13	—	22	2
	1935	53	64	117	8	—	3	3	—	14	2
	1936	100	58	158	16	4	3	17	—	40	1
	1937	116	59	175	35	7	9	20	—	71	8
	1938	88	94	182	20	8	4	48	1	81	6
	1939	89	102	191	27	7	9	41	1	85	6
	1940	99	108	207	95	7	7	36	—	145	7
	1931	11	43	54	4	—	42	—	—	46	—
	1932	8	40	48	2	—	39	—	2	43	—
	1933	5	24	29	1	—	24	—	1	26	—
ANVERS quartier d'observation de l'Institut Sainte-Marguerite de Cortone (filles)	1934	2	40	42	1	—	31	1	1	34	—
	1935	7	59	66	—	—	56	—	1	57	—
	1936	8	59	67	3	—	52	3	4	62	—
	1937	5	72	77	3	—	55	5	2	65	—
	1938	11	58	69	5	—	38	2	7	52	—
	1939	17	68	85	5	1	56	1	5	68	3
	1940	13	93	106	23	1	47	8	3	82	2
	1931	29	78	107	4	60	3	7	7	81	—
	1932	24	63	87	18	—	46	2	10	76	—
	1933	11	63	74	23	—	31	2	4	60	—
WANDRE quartier d'observation du home Saint-Benoit (filles)	1934	14	61	75	15	4	32	3	6	60	—
	1935	15	82	97	15	1	36	11	15	78	—
	1936	18	68	86	25	7	29	2	5	68	—
	1937	18	72	90	24	6	31	4	7	72	—
	1938	18	71	89	21	4	34	6	15	80	—
	1939	8	67	75	13	3	45	1	4	66	—
	1940	9	59	68	14	4	30	3	2	53	—
	1931	2	58	60	5	1	29	4	4	43	—
	1932	17	58	75	3	2	33	4	11	53	2
	1933	16	41	57	3	3	25	3	13	47	—
EVERE Institut du Bon Pasteur quartier d'observation (filles)	1934	9	73	82	3	—	55	11	7	76	—
	1935	5	61	66	6	—	41	5	5	57	—
	1936	8	50	58	13	—	27	10	1	51	—
	1937	6	59	65	6	—	37	2	8	53	—
	1938	12	64	76	4	—	50	4	5	63	1
	1939	12	59	71	6	—	39	4	5	54	—
	1940	17	79	96	12	—	53	6	5	76	2

ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE.

ÉTABLISSEMENTS	ANNÉES	RESTANT															
		AU 31 DÉCEMBRE, L'OBSERVATION AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :															
		Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapa- triés	Sortis par expiration de terme	TOTAL des sorties	Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	TOTAL		
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26				
	1931	1	—	—	2	—	34	1	—	1	1	8	11	32	54		
	1932	—	1	—	—	1	38	1	—	2	3	6	7	34	53		
	1933	—	—	—	—	—	24	—	1	2	—	9	8	32	52		
	1934	—	—	—	—	—	24	3	2	3	1	5	5	34	53		
	1935	1	—	—	—	—	17	2	5	5	9	10	22	47	100		
	1936	—	—	—	1	—	42	2	—	4	3	12	15	80	116		
	1937	1	—	4	3	—	87	—	—	3	1	10	12	62	88		
	1938	—	—	3	1	2	93	2	—	6	2	16	13	50	89		
	1939	—	—	1	—	—	92	5	3	3	3	17	13	55	99		
	1940	—	—	5	—	—	157	4	4	4	6	14	6	12	50		
	1931	—	—	—	—	—	46	5	—	3	—	—	—	—	8		
	1932	—	—	—	—	—	43	4	—	1	—	—	—	—	5		
	1933	—	—	—	1	—	27	—	2	—	—	—	—	—	2		
	1934	—	1	—	—	—	35	1	3	3	—	—	—	—	7		
	1935	—	—	—	1	—	58	5	1	2	—	—	—	—	8		
	1936	—	—	—	—	—	62	3	—	2	—	—	—	—	5		
	1937	—	—	—	1	—	66	2	1	8	—	—	—	—	11		
	1938	—	—	—	—	—	52	3	5	9	—	—	—	—	17		
	1939	—	—	—	1	—	72	5	3	5	—	—	—	—	13		
	1940	—	—	—	—	—	84	11	4	7	—	—	—	—	22		
	1931	1	—	—	1	—	83	4	5	6	5	3	1	—	24		
	1932	—	—	—	—	—	76	2	1	3	2	3	—	—	11		
	1933	—	—	—	—	—	60	1	1	8	3	1	—	—	14		
	1934	—	—	—	—	—	60	—	6	1	3	5	—	—	15		
	1935	—	—	—	—	1	79	1	6	6	5	—	—	—	18		
	1936	—	—	—	—	—	68	1	3	6	1	6	1	—	18		
	1937	—	—	—	—	—	72	3	5	4	3	3	—	—	18		
	1938	—	—	—	1	—	81	—	2	5	1	—	—	—	8		
	1939	—	—	—	—	—	66	5	—	3	—	1	—	—	9		
	1940	—	2	—	—	—	55	3	4	2	3	1	—	—	13		
	1931	—	—	—	—	—	43	4	3	3	3	4	—	—	17		
	1932	—	1	—	3	—	59	2	1	5	1	7	—	—	16		
	1933	—	—	—	1	—	48	—	3	4	2	—	—	—	9		
	1934	—	—	—	1	—	77	1	1	3	—	—	—	—	5		
	1935	—	—	—	1	—	58	2	1	5	—	—	—	—	8		
	1936	—	—	—	1	—	52	1	3	2	—	—	—	—	6		
	1937	—	—	—	—	—	53	7	—	5	—	—	—	—	12		
	1938	—	—	—	—	—	64	7	3	2	—	—	—	—	12		
	1939	—	—	—	—	—	54	4	6	5	1	1	—	—	17		
	1940	—	—	—	—	—	78	—	6	8	3	1	—	—	18		

ÉTABLISSEMENTS	ANNÉES	ENTRÉS			SORTIS						
		Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	TOTAL des mineurs observés	À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU JUGE DES ENFANTS						Évadés
					Rendus à leurs parents	Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'Etat	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état	TOTAL	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
TOTAUX	1931	98	211	309	25	61	79	22	11	198	3
	1932	103	198	301	40	3	121	17	23	204	6
	1933	85	151	236	41	3	86	8	18	156	1
	1934	77	199	276	25	4	121	28	14	192	2
	1935	80	266	346	29	1	136	19	21	206	2
	1936	134	235	369	57	11	111	32	10	221	1
	1937	145	262	407	68	13	132	31	17	261	8
	1938	129	287	416	50	12	126	60	28	276	7
	1939	126	296	422	51	11	149	47	15	273	9
	1940	138	339	477	144	12	137	53	10	356	11
D'ÉTAT	1931	130	511	641	55	10	20	306	75	466	3
	1932	131	432	563	63	13	18	233	82	409	4
	1933	122	380	502	46	3	22	216	81	368	2
	1934	104	421	525	49	9	7	242	85	392	2
	1935	107	377	484	47	4	18	226	68	363	1
	1936	103	463	566	60	5	22	255	101	443	3
	1937	103	462	565	61	8	20	233	108	430	1
	1938	113	516	629	80	6	13	260	113	472	1
	1939	136	519	655	86	4	19	280	136	525	—
	1940	115	561	676	61	30	10	385	10	496	20
MOLL (garçons)	1931	44	165	209	14	14	12	67	44	151	1
	1932	50	152	202	12	11	3	62	52	140	4
	1933	55	139	194	9	22	8	62	46	147	1
	1934	37	141	178	14	16	10	61	23	124	2
	1935	48	145	193	12	17	2	76	23	130	2
	1936	40	152	192	15	12	—	89	15	131	1
	1937	58	169	227	12	10	—	108	40	170	—
	1938	55	189	244	37	8	20	93	34	192	—
	1939	50	127	177	21	3	1	88	24	137	1
	1940	31	132	163	26	6	2	50	8	92	25
SAINT-SERVAIS (NAMUR) (filles)	1931	44	165	209	14	14	12	67	44	151	1
	1932	50	152	202	12	11	3	62	52	140	4
	1933	55	139	194	9	22	8	62	46	147	1
	1934	37	141	178	14	16	10	61	23	124	2
	1935	48	145	193	12	17	2	76	23	130	2
	1936	40	152	192	15	12	—	89	15	131	1
	1937	58	169	227	12	10	—	108	40	170	—
	1938	55	189	244	37	8	20	93	34	192	—
	1939	50	127	177	21	3	1	88	24	137	1
	1940	31	132	163	26	6	2	50	8	92	25
TOTAUX	1931	174	676	850	69	24	32	373	119	617	4
	1932	181	584	765	75	24	21	295	134	549	8
	1933	177	519	696	55	25	30	278	127	515	3
	1934	141	562	703	63	25	17	303	108	516	4
	1935	155	522	677	59	21	20	302	91	493	3
	1936	143	615	758	75	17	22	344	116	574	4
	1937	161	631	792	73	18	20	341	148	600	1
	1938	168	705	873	117	14	33	353	147	664	1
	1939	186	646	832	107	7	20	368	160	662	1
	1940	146	693	839	87	36	12	435	18	588	45

ÉTABLISSEMENTS	ANNÉES	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	TOTAL des mineurs observés	Rendus à leurs parents	Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'Etat	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état	TOTAL	Évadés	RESTANT														
												Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapa- triés	Sortis par expiration de terme	TOTAL des sorties	AU 31 DÉCEMBRE, L'OBSERVATION AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :								TOTAL
																		Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	TOTAL	
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26													
TOTAUX	1931	98	211	309	25	61	79	22	11	198	3	2	—	—	3	—	206	14	8	13	9	15	12	32	103	
	1932	103	198	301	40	3	121	17	23	204	6	—	2	—	3	1	216	9	2	11	6	16	7	34	85	
	1933	85	151	236	41	3	86	8	18	156	1	—	—	—	2	—	159	1	7	14	5	10	8	32	77	
	1934	77	199	276	25	4	121	28	14	192	2	—	1	—	1	—	196	5	12	10	4	10	5	34	80	
	1935	80	266	346	29	1	136	19	21	206	2	1	—	—	2	1	212	10	13	18	14	10	22	47	134	
	1936	134	235	369	57	11	111	32	10	221	1	—	—	—	2	—	224	7	6	14	4	18	16	80	145	
	1937	145	262	407	68	13	132	31	17	261	8	1	—	4	4	—	278	12	6	20	4	13	12	62	129	
	1938	129	287	416	50	12	126	60	28	276	7	—	—	3	2	2	290	12	10	22	3	16	13	50	126	
	1939	126	296	422	51	11	149	47	15	273	9	—	—	1	1	—	284	19	12	16	4	19	13	55	138	
	1940	138	339	477	144	12	137	53	10	356	11	—	—	2	5	—	374	18	18	21	12	16	6	12	103	
D'ÉTAT	1931	130	511	641	55	10	20	306	75	466	3	1	12	3	25	—	510	21	23	31	22	23	7	4	131	
	1932	131	432	563	63	13	18	233	82	409	4	—	5	—	21	2	441	25	9	27	18	32	6	5	122	
	1933	122	380	502	46	3	22	216	81	368	2	—	7	5	16	—	398	8	8	27	27	26	4	4	104	
	1934	104	421	525	49	9	7	242	85	392	2	—	2	2	20	—	418	11	13	35	20	23	4	1	107	
	1935	107	377	484	47	4	18	226	68	363	1	—	5	2	9	1	381	18	9	26	32	17	1	—	103	
	1936	103	463	566	60	5	22	255	101	443	3	1	4	1	11	—	463	22	12	20	22	23	1	3	103	
	1937	103	462	565	61	8	20	233	108	430	1	—	8	1	12	—	452	20	17	41	19	14	2	—	113	
	1938	113	516	629	80	6	13	260	113	472	1	—	8	3	9	—	493	25	22	36	33	17	3	—	136	
	1939	136	519	655	86	4	19	280	136	525	—	—	6	4	5	—	540	22	22	30	23	13	4	1	115	
	1940	115	561	676	61	30	10	385	10	496	20	—	1	6	2	—	525	13	33	35	28	24	10	8	151	
SAINT-SERVAIS (NAMUR) (filles)	1931	44	165	209	14	14	12	67	44	151	1	1	—	—	5	1	159	6	3	8	11	21	1	—	50	
	1932	50	152	202	12	11	3	62	52	140	4	—	1	—	1	1	147	7	6	5	8	17	11	1	55	
	1933	55	139	194	9	22	8	62	46	147	1	—	—	—	6	3	157	3	1	3	9	16	4	1	37	
	1934	37	141	178	14	16	10	61	23	124	2	—	—	—	2	2	130	6	6	7	13	13	3	—	48	
	1935	48	145	193	12	17	2	76	23	130	2	—	3	13	3	2	153	4	4	6	6	19	1	—	40	
	1936	40	152	192	15	12	—	89	15	131	1	—	—	—	2	—	134	10	7	12	8	19	2	—	58	
	1937	58	169	227	12	10	—	108	40	170	—	—	—	—	2	—	172	6	11	11	9	17	1	—	55	
	1938	55	189	244	37	8	20	93	34	192	—	—	—	—	2	—	194	8	7	13	14	3	1	4	50	
	1939	50	127	177	21	3	1	88	24	137	1	—	3	—	3	2	146	—	3							

Tableau n° 79. - MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNÉE. - SITUATION AU 31 DÉCEMBRE. Liberté surveillée. - Placements familiaux. - Établissements d'éducation privés. - Établissements spéciaux privés. - Établissements d'éducation de l'État. - Établissements spéciaux de l'État.

Main data table with columns for 'ANNÉES', 'ENTRÉS', 'SORTIS', 'Liberté surveillée', 'Placements familiaux', 'Etablissements d'éducation privés', 'Etablissements spéciaux privés', and 'RESTANT AU 31 DÉCEMBRE'. Includes sub-headers for gender (G/F) and duration of care.

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 79 (suite).

ANNÉES	ENTRÉS							SORTIS																	
	Présents au 1 ^{er} janvier		Entrés pendant l'année		TOTAL		Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liberté pure et simple		Evadés		Décédés		Aliénés		Entrés à l'armée		Rapa-triés		Sortis par expiration de terme		Transfé-rés dans un autre établis-sement de l'Etat		TOTAL des sortis		
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	

Etablissements

1931	437	145	349	96	786	241	229	73	8	2	2	—	—	—	15	—	10	—	10	3	24	22	298	100
1932	488	141	261	84	749	225	264	60	10	1	3	—	—	—	25	—	1	13	3	31	28	347	92	
1933	402	133	272	88	674	221	243	64	5	3	1	—	—	—	20	—	3	—	2	7	10	19	284	93
1934	390	128	339	100	729	228	209	63	47	—	1	—	—	1	22	—	4	1	7	5	15	26	305	96
1935	424	132	328	70	762	202	275	57	46	1	1	—	—	—	16	—	3	2	11	7	23	17	375	84
1936	377	118	344	80	721	198	191	56	49	1	1	—	—	—	21	—	2	—	3	3	18	7	285	67
1937	436	131	283	108	719	239	184	73	19	—	1	—	—	1	44	—	5	—	5	4	20	16	278	94
1938	441	145	351	132	792	277	218	120	36	7	1	—	—	—	31	—	—	1	6	25	20	312	154	
1939	480	123	392	98	872	221	392	112	28	2	4	—	—	—	1	36	—	4	—	3	4	14	482	183
1940	390	88	500	80	890	168	343	52	46	32	2	—	—	—	3	—	—	—	—	2	64	10	584	96

Etablissements spéciaux

1931	137	1	75	—	212	1	8	1	1	—	1	—	—	2	—	2	—	—	—	10	—	19	—	97	—
1932	115	1	92	—	207	1	56	—	4	—	1	—	—	3	—	1	—	—	—	2	—	13	—	80	—
1933	127	1	86	3	213	4	56	1	1	—	—	—	—	2	—	5	—	2	—	6	—	43	—	115	1
1934	98	3	89	3	187	6	57	2	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	5	2	25	—	90	4
1935	97	2	71	4	168	6	41	2	2	—	1	—	—	—	3	—	—	—	1	5	—	14	—	66	3
1936	102	3	105	2	207	5	69	1	3	—	—	—	—	1	—	3	—	—	—	3	2	23	—	102	3
1937	105	2	114	6	219	8	73	2	4	—	—	—	—	2	1	3	—	—	—	2	—	20	—	104	3
1938	115	5	118	5	233	10	66	—	3	—	1	—	—	3	2	6	—	—	—	3	1	28	—	110	3
1939	123	7	159	4	282	11	123	3	3	—	—	—	—	1	—	3	—	—	—	1	—	17	—	149	3
1940	133	8	188	1	321	9	69	3	18	—	—	—	—	5	—	48	—	—	—	1	—	56	—	199	3

Asile-clinique de Bruges pour jeunes filles atteintes de maladies vénériennes (depuis 1939 cette

1931	—	73	—	35	—	108	—	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
1932	—	65	—	49	—	114	—	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
1933	—	73	—	40	—	113	—	28	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38
1934	—	75	—	27	—	102	—	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	36
1935	—	66	—	40	—	106	—	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	45
1936	—	61	—	37	—	98	—	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	36
1937	—	62	—	49	—	111	—	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
1938	—	77	—	48	—	125	—	31	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	39
1939	—	86	—	48	—	134	—	42	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	55
1940	—	79	—	70	—	149	—	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	57

N. B. — Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans des établissements de même espèce sont cumulés. Les litions, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

* G = Garçons, F = Filles.

RESTANT AU 31 DÉCEMBRE
la mesure ayant à cette date une durée de :

Moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans à moins de 4 ans		4 ans à moins de 5 ans		5 ans à moins de 6 ans		6 ans à moins de 7 ans		7 ans à moins de 8 ans		8 ans à moins de 9 ans		9 ans à moins de 10 ans		10 ans et plus		TOTAL des mineurs restant au 31 décembre		
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	
	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48

d'éducation de l'Etat

237	48	162	42	52	20	23	22	8	4	2	5	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	488	141		
202	31	123	49	61	23	9	7	6	13	1	1	2	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	402	133		
196	20	100	47	58	33	26	12	6	4	2	2	1	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	390	128		
224	29	121	31	41	26	22	26	10	12	4	3	2	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	424	132	
207	41	97	30	48	14	15	16	10	3	2	2	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	377	118	
253	54	116	32	45	22	19	10	1	5	1	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	436	131
231	86	136	34	44	12	20	8	10	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	441	145
266	58	129	41	55	14	18	4	7	4	4	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	480	123
227	50	91	20	40	11	18	2	7	2	4	1	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	390	88
223	37	46	23	18	5	11	2	7	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	306	72

de l'Etat pour anormaux

41	—	27	—	14	—	8	1	13	—	6	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	115	1
52	1	35	—	14	—	7	—	3	—	6	—	4	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	127	1
41	2	24	1	8	—	10	—	7	—	1	—	2	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	98	3
43	2	24	—	15	—	3	—	2	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	97	2
40	3	30	—	12	—	6	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	102	3
56	—	23	—	10	—	8	—	5	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	105	2
62	4	31	—	8	1	6	—	4	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	115	5
55	4	37	2	18	—	7	1	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	123	7
83	3	31	4	9	1	5	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	133	8
71	—	32	3	6	2	8	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	122	6

institution est pourvue d'une maternité, pour soins aux nourrissons atteints de maladies vénériennes)

Moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 à moins de 9 mois	9 à moins de 12 mois	12 à moins de 15 mois	15 à moins de 18 mois	18 à moins de 24 mois	2 ans à moins de 2 1/2 ans	2 1/2 ans et plus	TOTAL												
—	5	—	3	—	2	—	6	—	9	—	4	—	5	—	7	—	10	—	6	—	8	—	65
—	5	—	2	—	1	—	8	—	14	—	17	—	7	—	6	—	8	—	3	—	2	—	73
—	3	—	4	—	1	—	9	—	9	—	9	—	8	—	6	—	18	—	5	—	3	—	75
—	3	—	4	—	2	—	6	—	6	—	6	—	7	—	10	—	11	—	6	—	7	—	66
—	2	—	4	—	1	—	9	—	11	—	10	—	6	—	4	—	4	—	7	—	3	—	61
—	—	—	2	—	3	—	9	—	7	—	10	—	6	—	3	—	12	—	6	—	4	—	62
—	5	—	1	—	3	—	12	—	11	—	7	—	3	—	9	—	10	—	7	—	5	—	77
—	4	—	2	—	3																		

Tableau n° 80. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUGE DES ENFANTS.

R

ANNÉES	En liberté surveillée dans leur famille	CONFIÉS à un particulier			CONFIÉS à une société ou à un établissement privé			CONFIÉS à un établissement spécial privé			PLACÉS dans un établissement de l'État			TOTAUX
		avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	d'éducation	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1931	10,323	20	725	745	1,015	67	1,082	440	8	448	351	594	945	13,543
1932	9,956	8	702	710	975	65	1,040	406	12	418	362	509	871	12,995
1933	9,129	9	642	651	891	64	955	358	17	375	295	500	795	11,905
1934	8,782	9	569	578	808	55	863	328	28	356	302	528	830	11,409
1935	8,798	9	502	511	808	49	857	399	26	425	294	471	765	11,356
1936	8,907	2	369	371	827	44	871	402	11	413	311	544	855	11,417
1937	9,402	3	370	373	884	49	933	395	6	401	335	555	890	11,999
1938	9,601	1	398	399	877	40	917	421	9	430	378	574	952	12,299
1939	9,929	2	434	436	947	42	989	407	12	419	343	451	794	12,567
1940	10,753	3	302	305	729	27	756	308	12	320	192	355	547	12,681

Tableau S n° 81.

ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 26^e ANNÉE.
CONDAMNATIONS ENCOURUES AU 31 DÉCEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITÉ.
DÉLAI DANS LEQUEL LES FAITS QUI ONT DONNÉ LIEU À LA PREMIÈRE CONDAMNATION
ONT ÉTÉ COMMIS.

SECTION IV

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage, et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Art. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont, en vertu de la loi du 15 mai 1912, déférés au juge des enfants institué par la dite loi.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Art. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

Art. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

Art. 5. — Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Art. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Art. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Art. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

Art. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Art. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Art. 15. — Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Art. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront mis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau ci-après, est établie en divisant les journées d'entretien par 365.

Tableau n° 82. — DÉPÔTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE.
MOUVEMENT DE LA POPULATION

ANNÉES	ENTRÉES						SORTIES						Popu- lation au 31 dé- cembre	Popu- lation moyen- ne		
	ENTRÉES RÉELLES					TOTAL	Entrées par trans- fert	Entrées après évasion	TOTAL des entrées	Elargis	Trans- férés	Evadés			Décé- dés	TOTAL
	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891			TOTAL												
	Article 13	Article 14	Article 16													
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	

Hommes.

DÉPÔT DE MERXPLAS.

1931	—	765	—	11	776	175	327	1,278	617	246	373	27	1,263	1,061	1,282
1932	—	836	—	—	836	131	260	1,227	735	212	307	27	1,281	1,007	999
1933	—	891	10	—	901	170	168	1,239	680	264	160	29	1,133	1,113	1,000
1934	—	803	5	—	808	138	132	1,078	728	223	158	26	1,135	1,056	1,008
1935	—	723	2	—	725	137	94	956	806	218	96	23	1,143	869	893
1936	—	731	6	5	742	120	74	936	568	165	103	20	856	949	864
1937	—	615	3	—	618	140	115	873	520	179	144	19	862	960	924
1938	—	587	2	—	589	181	103	873	569	200	129	28	926	907	922
1939	—	577	5	—	582	128	101	811	575	140	116	25	856	862	878
1940	—	368	6	—	374	(1)72	71	517	(3)624	68	151	22	865	514	606

REFUGE DE MERXPLAS.

1931	—	—	—	1,773	1,773	113	174	2,060	1,264	256	251	35	1,806	1,028	833
1932	—	—	—	1,707	1,707	140	140	1,987	1,513	239	202	43	1,997	1,018	1,022
1933	—	—	—	1,417	1,417	98	72	1,587	1,376	203	88	34	1,701	904	839
1934	—	—	—	1,537	1,537	125	66	1,728	1,282	241	74	27	1,624	1,008	865
1935	—	—	—	1,562	1,562	134	39	1,735	1,393	284	51	33	1,761	982	907
1936	—	—	—	1,236	1,236	140	41	1,417	1,162	353	77	37	1,629	770	839
1937	4	—	—	953	957	122	76	1,155	913	204	105	22	1,244	681	660
1938	1	—	—	1,035	1,036	131	121	1,288	868	169	167	30	1,234	735	672
1939	4	—	—	1,019	1,023	123	119	1,265	889	175	183	32	1,279	721	727
1940	—	—	—	416	416	(2)87	60	563	(4)737	120	86	41	984	300	417

Totaux.

1931	—	765	—	1,784	2,549	288	501	3,338	1,881	502	624	62	3,069	2,089	2,115
1932	—	836	—	1,707	2,543	271	400	3,214	2,248	451	509	70	3,278	2,025	2,021
1933	—	891	10	1,417	2,318	268	240	2,826	2,056	467	248	63	2,834	2,017	1,839
1934	—	803	5	1,537	2,345	263	198	2,806	2,010	464	232	53	2,759	2,064	1,873
1935	—	723	2	1,562	2,287	271	133	2,691	2,199	502	147	56	2,904	1,851	1,800
1936	—	731	6	1,241	1,978	260	115	2,353	1,730	518	180	57	2,485	1,719	1,703
1937	4	615	3	953	1,575	262	191	2,028	1,433	383	249	41	2,106	1,641	1,584
1938	1	587	2	1,035	1,625	312	224	2,161	1,437	369	296	58	2,160	1,642	1,594
1939	4	577	5	1,019	1,605	251	220	2,076	1,464	315	299	57	2,135	1,583	1,605
1940	—	368	6	416	790	159	131	1,080	1,361	188	237	63	1,849	814	1,023

- (1) Y compris 27 levées d'internement pour la période de guerre.
(2) Y compris 47 levées d'internement pour la période de guerre.
(3) Y compris 266 élargis par suite des faits de guerre.
(4) Y compris 426 élargis par suite des faits de guerre.

Tableau n° 82 (suite).

ANNÉES	ENTRÉES								SORTIES					Popu- lation au 31 dé- cembre	Popu- lation moyen- ne
	ENTRÉES RÉELLES					Entrées par trans- fert	Entrées après évasion	TOTAL des entrées	Elargis	Trans- férés	Evadés	Décé- dés	TOTAL		
	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891			TOTAL											
	Article 13	Article 14	Article 16												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16

Femmes.

DÉPÔT DE SAINT-ANDRÉ-LEZ-BRUGES.

1931	—	57	—	—	57	—	—	57	51	2	—	1	54	121	119
1932	—	57	—	—	57	—	—	57	61	5	—	—	66	113	121
1933	—	45	—	—	45	—	1	46	52	3	1	1	57	96	107
1934	—	47	—	—	47	—	—	47	50	1	—	1	52	91	96
1935	—	39	1	—	40	1	—	41	45	1	—	2	48	84	90
1936	—	45	—	—	45	—	—	45	35	4	—	1	40	88	95
1937	—	30	1	—	31	—	—	31	38	4	—	3	45	71	87
1938	—	39	2	—	41	—	—	41	43	7	—	1	51	62	67
1939	—	47	1	—	48	—	—	48	24	13	—	1	38	75	69
1940	—	43	—	—	43	5	—	48	33	10	—	1	44	74	72

REFUGE DE SAINT-ANDRÉ-LEZ-BRUGES.

1931	—	—	—	75	75	—	—	75	53	4	—	4	61	74	77
1932	—	—	—	89	89	3	—	92	74	7	—	1	82	84	85
1933	—	—	—	75	75	—	—	75	82	10	—	—	92	67	78
1934	3	—	—	84	87	—	—	87	70	6	—	2	78	78	73
1935	1	—	—	67	68	—	—	68	69	6	—	1	76	71	78
1936	3	—	—	46	49	—	—	49	56	12	—	1	69	50	64
1937	—	—	—	56	56	—	3	59	49	9	3	1	62	47	54
1938	—	—	—	54	54	—	—	54	39	6	—	2	47	53	55
1939	1	—	—	57	58	13	—	71	60	14	—	—	74	58	55
1940	—	—	—	39	39	12	—	51	36	11	—	3	50	47	57

Totaux.

1931	—	57	—	75	132	—	—	132	104	6	—	5	115	195	196
1932	—	57	—	89	146	3	—	149	135	12	—	1	148	197	206
1933	—	45	—	75	120	—	1	121	134	13	1	1	149	163	185
1934	3	47	—	84	134	—	—	134	120	7	—	3	130	169	169
1935	1	39	1	67	108	1	—	109	114	7	—	3	124	155	168
1936	3	45	—	46	94	—	—	94	91	16	—	2	109	138	159
1937	—	30	1	56	87	—	3	90	87	13	3	4	107	118	141
1938	—	39	2	54	95	—	—	95	82	13	—	3	98	115	122
1939	1	47	1	57	106	13	—	119	84	27	—	1	112	133	124
1940	—	43	—	39	82	17	—	99	69	21	—	4	94	121	129

TOTAUX GÉNÉRAUX.

1931	—	822	—	1,859	2,681	288	501	3,470	1,985	508	624	67	3,184	2,284	2,311
1932	—	893	—	1,796	2,689	274	400	3,363	2,383	463	509	71	3,426	2,222	2,227
1933	—	936	10	1,492	2,438	268	241	2,947	2,190	480	249	64	2,983	2,180	2,024
1934	3	850	5	1,621	2,479	263	198	2,940	2,130	471	232	56	2,889	2,233	2,042
1935	1	762	3	1,629	2,395	272	133	2,800	2,313	509	147	59	3,028	2,006	1,968
1936	3	776	6	1,287	2,072	260	115	2,447	1,821	534	180	59	2,594	1,857	1,862
1937	4	645	4	1,009	1,662	262	194	2,118	1,520	396	252	45	2,213	1,759	1,725
1938	1	626	4	1,089	1,720	312	224	2,256	1,519	382	296	61	2,258	1,757	1,716
1939	5	624	6	1,076	1,711	264	220	2,195	1,548	342	299	58	2,247	1,716	1,729
1940	—	411	6	455	872	176	131	1,179	1,430	209	237	67	1,943	935	1,152

SECTION V

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

La police des étrangers est réglée par les dispositions suivantes :

A. En ce qui concerne les étrangers non résidents :

1° L'article 9 du décret du 23 messidor an III :

« Tout étranger, à son arrivée dans un port de mer ou dans une commune frontière de la république, se présentera à la municipalité; il déposera son passeport, qui sera renvoyé de suite au comité de sûreté générale pour y être visé; il demeurera, en attendant, sous la surveillance de la municipalité, qui lui donnera une carte de sûreté provisoire énonciative de la surveillance. »

2° L'article 7 de la loi du 28 vendémiaire an VI :

« Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la république, ou y résidant sans y avoir une mission des puissances neutres et amies reconnue par le gouvernement français, ou sans y avoir acquis le titre de citoyen, seront mis sous la surveillance spéciale du directoire exécutif, qui pourra leur retirer leurs passeports et leur enjoindre de sortir du territoire français, s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la tranquillité publique. »

3° L'article 3 de l'arrêté du gouvernement provisoire du 6 octobre 1830 :

« Tous étrangers non munis d'autorisation du gouvernement sont tenus de justifier de leurs ressources; dans le cas contraire, ils seront renvoyés chez eux. »

4° Les articles 10 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

« Art. 10. — Les étrangers adultes et valides ne résidant pas en Belgique qui seront trouvés mendiant ou en état de vagabondage pourront être immédiatement reconduits à la frontière.

» Art. 19. — Le gouvernement pourra en tout temps faire reconduire à la frontière les individus de nationalité étrangère qui seront mis à sa

disposition pour être internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge. »

5° L'article 1^{er} de l'Arrêté Royal du 14 août 1933 portant aménagement des taxes de séjour dues par les étrangers et codification des divers règlements concernant la police des étrangers, complété et modifié par Arrêté Royal du 15 février 1935 :

« L'étranger qui pénètre dans le royaume pour y séjourner plus de huit jours, doit dans les quarante-huit heures de son arrivée, signaler celle-ci à l'administration communale de sa résidence et indiquer la durée de son séjour.

» Il ne peut demeurer plus de quinze jours dans le Royaume s'il n'a pas sollicité et obtenu de l'administration communale de sa résidence un certificat d'inscription au registre des étrangers. Ce certificat tient lieu de pièce d'identité et de permis de séjour. »

B. En ce qui concerne les étrangers résidents :

1° L'article 19 de la loi du 29 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

(Voir ci-dessus.)

2° L'article 28 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique :

« Le gouvernement est autorisé à conclure avec les États étrangers des traités pour le rapatriement des indigents. Sauf convention internationale, les indigents étrangers peuvent, à la demande des administrations qui pourvoient à leur assistance, être renvoyés à la frontière. »

3° L'article 1^{er} de la loi du 12 février 1897 :

« L'étranger résidant en Belgique qui, par sa conduite, compromet la tranquillité publique ou celui qui est poursuivi ou qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou délits qui donnent lieu à l'extradition, peut être contraint par le gouvernement de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé ou même de sortir du royaume.

» L'arrêté royal enjoignant à un étranger de sortir du royaume parce qu'il compromet la tranquillité publique sera délibéré en conseil des Ministres. »

4° L'arrêté royal du 14 août 1933, complété et modifié par arrêté royal du 15 février 1935 (cité ci-dessus).

N. B. — Le terme d'*expulsés* n'est appliqué qu'aux étrangers éloignés du territoire en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de la loi du 12 février 1897.

Les autres sont désignés en général sous le nom de *renvoyés*.

DISPOSITIONS EXCEPTIONNELLES

L'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers :

« Jusqu'au jour fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix, et par dérogation aux lois et règlements sur la police des étrangers les dispositions suivantes sont applicables :

» 1° Sous réserve des exceptions qui seraient établies par le ministre de la Justice, les étrangers ne peuvent pénétrer ou séjourner en Belgique que s'ils y sont autorisés par lui. Dans ce

cas, un permis de séjour, toujours révocable, leur est délivré.

» 2° Les étrangers qui ont pénétré ou qui séjournent dans le royaume sans l'autorisation requise ainsi que les étrangers dont la présence est jugée nuisible ou dangereuse pour la sécurité ou l'économie du pays peuvent être expulsés par le Ministre de la Justice. Ils peuvent également être contraints par lui de s'éloigner de certains lieux, de résider dans un lieu déterminé et même être internés. »

L'article 3 de l'arrêté ministériel du 8 mai 1940 revoyant l'arrêté ministériel du 13 octobre 1939, modifié par l'arrêté ministériel du 6 avril 1940 :

« Les étrangers ne peuvent prolonger leur séjour en Belgique, s'ils n'ont sollicité et obtenu la prorogation ou le renouvellement de leur titre de séjour. »

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés par l'administration de la sûreté publique à l'aide de renseignements puisés dans ses archives.

Les pays sont énoncés d'après l'ordre d'importance de leur population.

Tableau n° 83. — ÉTAT NUMÉRIQUE DES ÉTRANGERS EXPULSÉS OU RENVOYÉS DU PAYS.

ANNÉES	Étrangers expulsés du pays par Arrêté Royal		Étrangers refoulés à la frontière ou renvoyés en vertu de la loi du 23 messidor an III, de l'arrêté du 6 octobre 1830 ou de la loi du 27 novembre 1891			TOTAUX	NOMBRE des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique	Étrangers expulsés pour motifs de poursuites ou de condamnations pour l'un des crimes ou délits donnant lieu à extradition	Étrangers renvoyés pour avoir compromis l'ordre ou la tranquillité publique	Étrangers renvoyés pour défaut de ressources (y compris les vagabonds)	Étrangers refoulés à la frontière par la gendarmerie		
1	2	3	4	5	6	7	8
1931	504	948	2,069	1,719	5,542	10,782	21,650
1932	528	764	1,662	1,474	7,030	11,458	17,711
1933	536	705	1,863	1,110	4,338	8,552	18,187
1934	648	562	2,618	1,147	2,648	7,623	14,611
1935	256	674	2,665	1,077	2,683	7,355	12,719
1936	223	457	1,308	751	2,304	5,043	15,387
1937	137	382	1,538	476	2,320	4,853	22,486
1938	105	363	2,783	3,313	7,797	14,361	15,725
1939	284	108	2,718	2,944	5,842	11,896	19,892
*1940	—	31	371	387	429	1,218	1,277

* Pour l'année 1940, la statistique n'a pu relever les effets de la police des étrangers que pendant la période allant du 1^{er} janvier au 10 mai. Depuis cette date, la surveillance des frontières a été faite par l'autorité occupante.

Tableau n° 84. — DÉNOMBREMENT DES ÉTRANGERS ARRIVÉS POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS LE PAYS.

PAYS	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
EUROPE.										
Russie	166	136	148	105	33	29	26	32	21	1
Ukraine	2	45	4	6	—	—	3	1	—	—
Allemagne	1,950	1,913	3,022	1,741	1,039	1,024	884	1,742	5,165	67
Autriche	156	158	162	123	99	126	164	1,313	134	—
Dantzig	10	9	9	7	5	3	3	7	12	—
Pologne	1,268	1,121	1,527	501	345	409	3,421	911	1,477	46
Tchécoslovaquie	800	285	367	335	289	338	3,376	976	279	22
Royaume-Uni	1,028	800	680	675	577	773	623	492	580	22
Malte	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Italie	2,629	1,038	1,002	718	617	491	723	719	398	8
Albanie	6	5	2	3	1	1	1	—	—	—
France	4,963	4,464	4,425	4,615	4,600	5,697	3,820	2,730	3,215	283
Espagne	438	1,197	297	316	367	439	3,162	538	1,490	7
Roumanie	313	271	231	81	57	72	101	82	98	4
Yougoslavie	147	114	65	53	37	49	181	130	53	6
Hongrie	419	379	402	214	148	123	505	210	223	3
Pays-Bas	2,630	2,111	2,372	2,161	2,315	3,332	3,089	2,876	2,331	449
Portugal	102	52	28	46	29	40	32	48	36	2
Grèce	199	240	145	152	113	40	42	65	21	3
Bulgarie	52	18	18	11	13	6	21	12	8	—
Suède	164	92	68	50	54	70	71	80	42	—
Suisse	584	447	375	323	284	459	399	426	342	8
Norvège	323	261	222	187	94	49	52	76	35	3
Finlande	63	23	9	11	16	23	15	15	4	—
Danemark	208	112	68	57	59	46	48	75	27	—
Lithuanie	20	20	15	6	14	20	15	12	20	2
Lettonie	59	37	22	8	20	19	10	10	14	—
Estonie	83	33	16	12	15	16	12	12	5	—
Islande	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg	1,036	1,103	1,252	1,362	883	911	873	724	871	194
Turquie	63	63	43	29	40	34	40	35	20	—
Monaco	—	1	1	—	1	1	—	2	1	—
Lichtenstein	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Andorre	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Saint-Marin	1	1	2	7	2	1	1	—	—	—
Indéterminé	—	44	320	51	36	52	57	833	2,440	128
<i>Totaux.</i>	19,884	16,595	17,320	13,966	12,202	14,693	21,770	15,185	19,352	1,258
AFRIQUE.										
Egypte	24	24	15	19	19	30	20	16	14	—
Congo français	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Ethiopie	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Afrique du Sud	11	11	4	—	—	—	—	—	—	—
Algérie	217	48	70	30	14	72	149	75	74	—

* Du 1^{er} janvier au 10 mai.

PAYS	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Maroc français	35	21	3	6	4	2	7	7	7	—
Soudan	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—
Mozambique	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Côte de l'Or	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Angola	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Madagascar	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cameroun	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Tunisie	11	4	4	2	—	—	—	—	16	—
Sierra Leone	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Canaries	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cap-Vert	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Guinée	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Madère	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maroc espagnol	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maurice	4	1	4	—	—	—	—	—	—	—
Réunion	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sénégal	1	—	1	2	—	—	—	—	—	—
Somalie anglaise	15	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Somalie française	340	14	8	3	—	—	—	—	—	—
Tripolitaine	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Zanzibar	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux.</i>	676	131	115	64	37	105	176	98	111	—
AMÉRIQUE.										
Etats-Unis	416	435	352	324	259	323	320	265	216	14
Brésil	19	16	10	21	7	15	11	14	18	—
Mexique	2	11	16	12	2	4	5	2	8	—
Argentine	26	25	21	14	20	12	7	10	8	—
Canada	48	80	76	37	27	40	14	28	27	2
Colombie	69	34	32	31	10	12	17	9	5	—
Pérou	10	14	8	3	5	2	6	4	1	—
Chili	24	25	5	8	10	3	9	2	3	—
Cuba	9	10	10	1	3	18	29	14	12	—
Bolivie	4	12	1	1	—	1	1	2	—	—
Guatemala	2	2	4	2	1	10	—	3	—	—
Venezuela	9	22	4	6	9	8	11	3	8	—
Equateur	14	9	11	8	13	11	7	—	1	—
Uruguay	6	9	4	4	3	5	1	—	10	—
Haïti	2	5	3	1	—	—	—	1	—	—
République Dominicaine	1	4	5	—	2	5	4	3	1	—
Porto-Rico	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Salvador	2	3	5	1	—	4	—	1	8	—
Guadeloupe	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Jamaïque	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Martinique	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—
Bahama	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Terre-Neuve (New Foundland)	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—

* Du 1^{er} janvier au 10 mai.

PAYS	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Guyane anglaise	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Guyane française	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Costa-Rica	—	2	—	1	—	—	—	1	—	—
Honduras	1	—	—	3	2	1	3	2	2	—
Nicaragua	—	—	2	1	1	—	—	—	3	—
Panama	2	10	1	—	1	3	—	—	2	—
Paraguay	1	—	1	—	—	1	—	1	4	—
<i>Totaux.</i>	674	734	577	481	376	478	445	365	337	16
ASIE.										
Chine	215	100	72	27	44	56	50	25	54	3
Indes anglaises	22	12	17	6	8	4	—	2	—	—
Japon	10	12	3	6	11	8	10	8	11	—
Cochinchine	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Perse (Iran)	39	30	37	19	22	35	26	17	—	—
Philippines	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turquie d'Asie	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Siam (Thaïland)	6	1	—	—	1	4	1	6	—	—
Aden	49	25	5	—	—	—	—	—	—	—
Afghanistan	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Yemen	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Irak	4	—	5	—	—	—	—	—	11	—
Liban	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Palestine	15	17	16	—	6	—	2	17	14	—
Strait-Settlements	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Syrie	13	12	4	5	3	1	1	—	—	—
Tonkin	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Rhodes	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Géorgie	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—
Chypre	6	1	1	1	—	—	—	—	—	—
Arménie	6	10	3	—	—	—	—	—	—	—
Kos	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux.</i>	398	228	164	64	95	109	93	75	90	3
Océanie.										
Colonies néerlandaises	5	8	3	30	6	1	—	—	—	—
Australie	6	5	—	1	3	1	—	2	1	—
Nouvelles Galles du Sud	5	1	5	2	—	—	—	—	—	—
Nouvelle Zélande	2	3	1	2	—	—	2	—	—	—
Philippines	—	—	2	1	—	—	—	—	1	—
Victoria	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux.</i>	18	23	11	36	9	2	2	2	1	—
RÉCAPITULATION.										
Europe	19,884	16,595	17,320	13,966	12,202	14,693	21,770	15,185	19,352	1,258
Afrique	676	131	115	64	37	105	176	98	111	—
Amérique	674	734	577	481	376	478	445	365	337	16
Asie	398	228	164	64	95	109	93	75	90	3
Océanie	18	23	11	36	9	2	2	2	2	—
<i>TOTAUX GÉNÉRAUX.</i>	21,650	17,711	18,187	14,611	12,719	15,387	22,486	15,725	19,892	1,277

* Du 1^{er} janvier au 10 mai.

SECTION VI

STATISTIQUE

DES

ALIÉNÉS PLACÉS

DANS LES ÉTABLISSEMENTS

STATISTIQUE

DES

ALIÉNÉS PLACÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS

L'organisation des établissements destinés à recevoir des aliénés, le placement des aliénés dans ces établissements et leur sortie, la surveillance des aliénés gardés dans leurs familles, sont réglés par les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873. En voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — Nul ne peut ouvrir ou diriger un établissement destiné aux aliénés sans une autorisation du gouvernement.

La même autorisation est nécessaire pour le maintien des établissements actuellement existants.

Art. 2. — Est considérée comme établissement d'aliénés toute maison où l'aliéné est traité, même seul, par une personne qui n'a avec lui aucun lien de parenté ou d'alliance, ou qui n'a pas la qualité de tuteur, de curateur ou d'administrateur provisoire.

Art. 3. — Le gouvernement n'accordera l'autorisation demandée qu'autant qu'il reconnaisse qu'il est satisfait aux conditions suivantes :

1^o Situation et locaux salubres, bien aérés, d'une étendue suffisante et d'une distribution convenable;

2^o Séparation des sexes et classement des aliénés de chaque sexe d'après les exigences de leur maladie et la nature des soins dont ils doivent être l'objet;

3^o Organisation d'un service médical et sanitaire, et régime intérieur approprié aux besoins et à l'état des malades;

4^o Nomination, par le gouvernement, du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements, la députation permanente entendue; le gouvernement peut, en

tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi.

Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement;

5^o Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements.

Art. 4. — Les établissements existants ou ceux qui pourront être fondés à l'avenir, qui ne satisferont pas aux conditions voulues et dont les chefs ou directeurs refuseront ou seront dans l'impossibilité de les remplir, seront fermés, la députation permanente entendue et après enquête.

Art. 6. — L'organisation de la colonie de Gheel et d'autres semblables qui pourront exister ou se former par la suite et le régime des aliénés qui y seront envoyés feront l'objet d'un règlement spécial, approuvé par arrêté royal, qui prescrira, entre autres, le mode de placement et de surveillance et l'organisation du service médical.

Art. 7. — Le chef d'un établissement ne pourra recevoir aucune personne atteinte d'aliénation mentale que :

1^o Sur une demande écrite d'admission du tuteur d'un interdit, accompagnée de la délibération du conseil de famille prise en exécution de l'article 510 du Code civil;

2^o Sur une demande d'admission de l'autorité locale du domicile de secours d'un aliéné indigent;

3° En vertu d'un arrêté de collocation pris par l'autorité locale compétente, par application de l'article 95 de la loi communale;

(Toutefois, la collocation provisoire pourra, en cas d'urgence, être requise par le bourgmestre ou par le membre du collège qui le remplace. Le collège, dans ce cas, statuera lors de sa première réunion ou, au plus tard, dans le délai de six jours, conformément à l'article 5 de la loi communale.)

4° En exécution d'un réquisitoire d'un officier du ministère public, dans le cas de l'article 12 ci-après;

5° Sur une demande d'admission de toute personne intéressée indiquant la nature des relations et, le cas échéant, le degré de parenté ou d'alliance qui existe entre elle et l'aliéné. Cette demande devra être revêtue du visa du bourgmestre de la commune où l'aliéné se trouvera;

6° En vertu d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial, dans les cas des nos 2, 3 et 5 précédents.

S'il y a urgence, cet arrêté pourra être porté par le gouverneur seul et sera soumis à la députation permanente lors de sa première réunion.

Art. 10. — Dans les vingt-quatre heures de l'admission d'un aliéné, le chef de l'établissement en donnera avis par écrit :

- 1° Au gouverneur de la province;
- 2° Au procureur du Roi de l'arrondissement;
- 3° Au juge de paix du canton;
- 4° Au bourgmestre de la commune;
- 5° Au comité de surveillance de l'établissement mentionné à l'article 21 ci-après.

Pareil avis sera donné, dans le même délai, au procureur du Roi de l'arrondissement du domicile ou de la résidence habituelle de l'aliéné, et ce magistrat en informera l'autorité locale, qui en donnera immédiatement connaissance aux plus proches parents connus et aux personnes chez lesquelles l'aliéné avait son habitation, chaque fois que l'ordre ou la demande de séquestration sera émané de l'une des autorités ou des personnes mentionnées aux nos 2, 3, 5 et 6 de l'article 7.

Art. 11. — Pendant chacun des cinq premiers jours de son admission, l'aliéné sera visité par le médecin de l'établissement.

Celui-ci consignera sur un registre à ce destiné, coté et parafé comme il est dit à l'article 22, ses observations et le jugement qu'il en aura tiré, et en transmettra, le sixième jour, une copie au procureur du Roi de l'arrondissement.

Il consignera ultérieurement sur le même registre, au moins tous les mois, les changements survenus dans l'état mental de chaque malade.

Art. 12. — Le gouvernement désignera un établissement public ou traitera avec un établissement privé, pour le placement des prévenus, accusés ou condamnés, qui seraient reconnus en état d'aliénation mentale.

Art. 13. — Lorsque le médecin de l'établissement aura déclaré, sur le registre tenu en vertu de l'article 22, que la guérison est opérée (ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale), le chef de l'établissement en donnera immédiatement avis, par écrit, à celui sur la demande duquel l'aliéné a été admis, au tuteur de l'interdit, ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui ont été informées de son admission, aux termes de l'article 10.

Cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée sera mise en liberté.

Art. 15. — Avant même que le médecin de l'établissement ait déclaré la guérison, toute personne retenue dans un établissement d'aliénés pourra toujours en être retirée par ceux qui l'y ont placée, sauf le cas de minorité ou d'interdiction, dans lesquels ce droit n'appartiendra, d'après les circonstances, qu'au tuteur, au curateur ou à l'administrateur provisoire, sans préjudice du droit du ministère public.

Art. 17. — Toute personne retenue dans un établissement d'aliénés ou toute autre personne intéressée pourra, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le président du tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

Art. 21. — Tout établissement d'aliénés est sous la surveillance du gouvernement, qui le fera visiter tant par des fonctionnaires spécialement délégués à cet effet que par des comités permanents d'inspection chargés de veiller à l'exécution de toutes les mesures prescrites par la loi et les règlements.

Art. 25. — Nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou celui de ses parents, ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton. Ce magistrat, après s'être assuré par lui-même de l'état du malade, autorisera, s'il y a lieu, la séquestration par une ordonnance motivée, dont il devra donner communication à la députation permanente. Il visitera l'aliéné au moins une fois par trimestre et, s'il l'estime utile, fera rapport à la députation permanente sur les constatations qu'il aura faites.

Indépendamment des visites personnelles du juge de paix, ce magistrat se fera remettre trimestriellement un certificat du médecin de la famille, aussi longtemps que durera la séquestration, et fera, d'ailleurs, visiter l'aliéné par tel médecin qu'il désignera, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

L'Etat possède les asiles de Mons, de Tournai

et de Saint-André-les-Bruges, la colonie-asile de Reckheim et la colonie de Gheel; la colonie de Lierneux est administrée par la province de Liège. Les autres asiles appartiennent à des commissions d'assistance, des communautés religieuses, des sociétés civiles, des particuliers qui en ont la direction. Les colonies de Gheel et de Lierneux ne reçoivent que des malades dont l'état est compatible avec la vie libre.

Les tableaux qui suivent ne concernent que les établissements d'aliénés. Les aliénés gardés dans leur famille n'y figurent pas.

Rédaction des tableaux. — Les renseignements statistiques relatifs aux aliénés placés dans les asiles sont extraits des registres médicaux et administratifs qui, en vertu de la loi, doivent être tenus dans chaque établissement.

Ils sont réunis chaque année dans des tableaux d'un modèle uniforme arrêté par le service de l'inspection des aliénés. Ces tableaux sont adressés au département de la Justice.

Tableau n° 85. - MOUVEMENT DE LA

ANNÉES	EXIS-TANTS au 1 ^{er} janvier	ADMIS					TOTAL des existants et des admis	TOTAL des existants et des admis
		pour la première fois	par suite de rechute ou de récidive	par réintégration après évasion, retrait sans amélioration	venant d'un autre asile belge (1)	TOTAL des admissions		
1	2	3	4	5	6	7	8	
1931	Hommes	10,182	2,283	344	50	701	3,378	13,560
	Femmes	10,605	2,215	433	11	247	2,906	13,511
	<i>Total.</i>	20,787	4,498	777	61	948	6,284	27,071
1932	Hommes	10,340	2,467	393	47	924	3,831	14,171
	Femmes	10,913	2,455	477	20	114	3,066	13,979
	<i>Total.</i>	21,253	4,922	870	67	1,038	6,897	28,150
1933	Hommes	*10,702	2,532	457	44	615	3,648	14,350
	Femmes	*11,183	2,443	446	16	209	3,144	14,327
	<i>Total.</i>	*21,885	4,975	903	60	824	6,792	28,677
1934	Hommes	*11,053	2,407	445	30	645	3,527	14,580
	Femmes	11,603	2,427	521	14	144	3,106	14,709
	<i>Total.</i>	*22,656	4,834	966	44	789	6,633	29,289
1935	Hommes	11,209	2,214	501	32	600	3,347	14,556
	Femmes	12,018	2,534	482	36	183	3,235	15,253
	<i>Total.</i>	23,227	4,748	983	68	783	6,582	29,809
1936	Hommes	11,502	2,472	450	38	912	3,872	15,374
	Femmes	12,352	2,747	588	8	214	3,557	15,909
	<i>Total.</i>	23,854	5,219	1,038	46	1,126	7,429	31,283
1937	Hommes	11,937	2,433	465	46	646	3,590	15,527
	Femmes	12,811	2,643	520	23	151	3,337	16,148
	<i>Total.</i>	24,748	5,076	985	69	797	6,927	31,675
1938	Hommes	*12,096	2,655	534	54	601	3,844	15,940
	Femmes	*13,042	2,690	611	18	116	3,435	16,477
	<i>Total.</i>	*25,138	5,345	1,145	72	717	7,279	32,417
**1939	Hommes	*12,082	2,447	498	43	452	3,440	15,522
	Femmes	*13,259	2,684	591	13	110	3,398	16,657
	<i>Total.</i>	*25,341	5,131	1,089	56	562	6,838	32,179
*1940	Hommes	*11,657	2,139	524	77	543	3,283	14,940
	Femmes	*13,314	2,469	598	16	139	3,222	16,536
	<i>Total.</i>	*24,971	4,608	1,122	93	682	6,505	31,476

(1) Les aliénés venant d'un asile étranger sont considérés comme admis pour la première fois.

* Chiffres rectifiés.

** A partir de 1939 les asiles d'Eupen et de Henri-Chapelle ne sont plus compris dans les comptes pour le royaume.

* Les dossiers et archives de l'hospice de Tournai ayant été détruits par suite des événements de guerre, la population de cet établissement n'est pas

POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS.

ANNÉES	SORTIS						DÉCÉDÉS				TOTAL des décès et des sorties	RESTANT au 31 décembre	
	guéris	améliorés	non modifiés	évadés	transférés	non aliénés	TOTAL des sortis	par maladie	par accident	par suicide			TOTAL des décès
1	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
1931	242	805	212	46	903	69	2,277	925	8	10	943	3,220	10,340
	591	460	141	4	436	30	1,662	934	—	2	936	2,598	10,913
	833	1,265	353	50	1,339	99	3,939	1,859	8	12	1,879	5,818	21,253
1932	251	820	167	38	1,234	69	2,579	884	1	13	898	3,477	10,694
	611	475	158	4	512	30	1,790	1,011	1	2	1,014	2,804	11,175
	862	1,295	325	42	1,746	99	4,369	1,895	2	15	1,912	6,281	21,869
1933	241	977	159	23	932	60	2,392	873	5	7	885	3,277	11,073
	590	486	172	3	375	24	1,850	868	2	4	874	2,724	11,603
	831	1,463	331	26	1,307	84	4,242	1,741	7	11	1,759	6,001	22,676
1934	340	899	170	24	1,018	46	2,497	860	2	12	874	3,371	11,209
	512	528	146	—	511	36	1,733	951	1	6	958	2,691	12,018
	762	1,427	316	24	1,529	82	4,230	1,811	3	18	1,832	6,062	23,227
1935	253	793	208	35	844	63	2,196	843	9	6	858	3,054	11,502
	572	583	168	2	576	27	1,928	969	—	4	973	2,901	12,352
	825	1,376	376	37	1,420	90	4,124	1,812	9	10	1,831	5,955	23,854
1936	325	766	179	39	1,226	55	2,590	831	9	7	847	3,437	11,937
	626	539	146	3	686	58	2,058	1,038	1	1	1,040	3,098	12,811
	951	1,305	325	42	1,912	113	4,648	1,869	10	8	1,887	6,535	24,748
1937	331	926	181	47	922	60	2,467	912	26	8	946	3,413	12,114
	579	651	136	—	608	56	2,030	1,086	1	5	1,092	3,122	13,026
	910	1,577	317	47	1,530	116	4,497	1,998	27	13	2,038	6,535	25,140
1938	290	877	168	50	1,232	45	2,662	889	9	9	907	3,569	12,371
	620	698	106	—	612	27	2,063	1,121	—	4	1,125	3,188	13,289
	910	1,576	274	50	1,844	72	4,725	2,010	9	13	2,032	6,757	25,660
**1939	259	947	205	28	860	46	2,345	1,069	2	12	1,083	3,428	12,094
	660	718	130	—	610	32	2,150	1,195	1	3	1,199	3,349	13,308
	919	1,665	335	28	1,470	78	4,495	2,264	3	15	2,282	6,777	25,402
*1940	178	1,077	269	104	932	42	2,602	1,119	31	5	1,155	3,757	11,183
	638	676	123	11	595	17	2,059	1,581	20	2	1,603	3,662	12,874
	816	1,752	392	115	1,527	59	4,661	2,700	51	7	2,758	7,419	24,057

comprise dans les chiffres de 1940. Les aliénés restant dans cet établissement au 31 décembre 1939 se chiffraient à 440 hommes.

Tableau n° 86. — STATISTIQUE DES ALCOOLISÉS.

ANNÉES	Existants au 1 ^{er} jan- vier	ADMIS			Total des existants et des admis	SORTIS					Restants au 31 dé- cembre	
		Première admis- sion	Réinté- gration	TOTAL		Guéris	Amé- liorés	Autre- ment	Décédés	TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9 (1)	10	11	12	
1931	Hommes .	1,115	282	84	366	1,481	60	105	118	89	372	1,109
	Femmes .	173	46	12	58	231	18	9	11	15	53	178
	<i>Total.</i>	1,288	328	96	424	1,712	78	114	129	104	425	1,287
1932	Hommes .	*1,203	267	122	389	1,592	69	135	142	72	418	1,174
	Femmes .	178	71	10	81	259	25	5	18	13	61	198
	<i>Total.</i>	*1,381	338	132	470	1,851	94	140	160	85	479	1,372
1933	Hommes .	*1,175	315	100	415	1,590	72	175	131	83	461	1,129
	Femmes .	198	73	11	84	282	24	12	19	12	67	215
	<i>Total.</i>	*1,373	388	111	499	1,872	96	187	150	95	528	1,344
1934	Hommes .	1,129	250	82	332	1,461	63	144	125	63	395	1,066
	Femmes .	215	58	10	68	283	8	10	18	9	45	238
	<i>Total.</i>	1,344	308	92	400	1,744	71	154	143	72	440	1,304
1935	Hommes .	1,066	204	101	305	1,371	44	91	95	64	294	1,077
	Femmes .	238	67	56	123	361	23	24	54	11	112	249
	<i>Total.</i>	1,304	271	157	428	1,732	67	115	149	75	406	1,326
1936	Hommes .	1,077	313	129	442	1,519	51	125	211	49	436	1,083
	Femmes .	249	88	29	117	366	39	7	51	22	119	247
	<i>Total.</i>	1,326	401	158	559	1,885	90	132	262	71	555	1,330
1937	Hommes .	1,083	268	109	377	1,460	62	142	115	61	380	1,080
	Femmes .	247	101	12	113	360	20	21	54	9	104	256
	<i>Total.</i>	1,330	369	121	490	1,820	82	163	169	70	484	1,336
1938	Hommes .	1,080	340	117	457	1,537	49	137	181	50	417	1,120
	Femmes .	256	73	10	83	339	15	8	27	9	59	280
	<i>Total.</i>	1,336	413	127	540	1,876	64	145	208	59	476	1,400
**1939	Hommes .	1,105	306	98	404	1,509	43	176	157	76	452	1,057
	Femmes .	280	41	10	51	331	33	13	14	15	75	256
	<i>Total.</i>	1,385	347	108	455	1,840	76	189	171	91	527	1,313
*1940	Hommes .	979	126	63	189	1,168	17	127	59	50	253	915
	Femmes .	256	27	7	34	290	6	6	5	23	40	250
	<i>Total.</i>	1,235	153	70	223	1,458	23	133	64	73	293	1,165

(1) Sont classés sous la rubrique « sortis autrement » les non modifiés, les transférés, les évadés, les non aliénés.

* Chiffres rectifiés.

** A partir de 1939 les asiles d'Eupen et de Henri-Chapelle ne sont plus compris dans les comptes pour le royaume.

** Les alcoolisés de l'hospice de Tournai non compris, ils se chiffraient à 78 hommes fin 1939.

SECTION VII

STATISTIQUE

DES

SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES

Tableau n° 87. — STATISTIQUE DES

SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES.

ANNÉES	A. Non susceptibles de recevoir l'instruction quel que soit leur âge		B. SUSCEPTIBLES										DE RECEVOIR L'INSTRUCTION														TOTAUX		
			NE RECEVANT PAS L'INSTRUCTION OU NE L'AYANT PAS REÇUE										RECEVANT L'INSTRUCTION CHEZ EUX OU L'AYANT REÇUE CHEZ EUX OU DANS UN INSTITUT																
			De moins de 6 ans		De 6 à 14 ans		De 14 à 21 ans		De plus de 21 ans		De moins de 6 ans		RECEVANT L'INSTRUCTION CHEZ EUX OU L'AYANT REÇUE CHEZ EUX OU DANS UN INSTITUT				RECEVANT L'INSTRUCTION DANS UN ÉTABLISSEMENT SPÉCIAL												
			Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	De 6 à 14 ans		De 14 à 21 ans		De plus de 21 ans		De moins de 6 ans		De 6 à 14 ans		De 14 à 21 ans		De plus de 21 ans				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	
1931	Garçons	319	746	24	13	29	14	27	12	91	205	16	13	90	39	160	52	1,279	712	76	23	308	104	253	113	16	29	2,688	2,075
	Filles	278	563	11	6	23	14	18	9	92	181	19	6	80	20	126	35	850	435	54	10	284	69	127	64	4	14	1,967	1,426
	Total	597	1,309	35	19	53	28	45	21	183	386	35	19	170	59	286	87	2,129	1,147	130	33	592	173	380	177	20	43	4,655	3,501
1932	Garçons	335	753	19	7	24	13	23	19	101	244	11	2	101	29	141	61	1,255	675	62	8	377	122	214	110	13	35	2,676	2,078
	Filles	287	557	12	9	37	8	18	11	82	199	6	4	72	20	127	48	896	375	59	11	335	83	115	57	7	18	2,053	1,400
	Total	622	1,310	31	16	61	21	41	30	183	443	17	6	173	49	268	109	2,151	1,050	121	19	712	205	329	167	20	53	4,729	3,478
1933	Garçons	370	795	15	13	18	13	22	15	110	232	20	1	83	34	140	49	1,262	719	54	5	416	117	215	95	14	42	2,739	2,130
	Filles	301	571	6	9	23	8	20	15	90	161	15	1	78	14	113	38	837	360	48	7	349	78	158	60	3	19	2,041	1,341
	Total	671	1,366	21	22	41	21	42	30	200	393	35	2	161	48	253	87	2,099	1,079	102	12	765	195	373	155	17	61	4,780	3,471
1934	Garçons	342	728	17	13	16	13	14	10	115	275	24	2	92	30	133	43	1,313	718	71	5	433	124	211	90	16	32	2,797	2,083
	Filles	270	514	11	18	25	11	10	12	104	174	7	—	67	31	124	39	910	400	52	10	326	81	157	52	5	16	2,068	1,358
	Total	612	1,242	28	31	41	24	24	22	219	449	31	2	159	61	257	82	2,223	1,118	123	15	759	205	368	142	21	48	4,865	3,441
1935	Garçons	344	749	17	7	12	15	8	17	108	225	19	5	93	21	114	41	1,283	730	67	10	447	114	218	110	8	29	2,738	2,073
	Filles	258	513	12	7	15	7	16	14	76	154	12	1	58	14	126	35	918	395	58	15	336	86	141	41	3	20	2,029	1,302
	Total	602	1,262	29	14	27	22	24	31	184	379	31	6	151	35	240	76	2,201	1,125	125	25	783	200	359	151	11	49	4,767	3,375
1936	Garçons	331	728	15	6	42	10	14	24	104	231	18	5	94	17	120	43	1,287	720	80	15	427	130	245	105	10	23	2,787	2,057
	Filles	299	553	11	9	17	5	15	9	86	161	11	2	63	13	117	36	881	354	51	12	365	82	185	59	4	20	2,105	1,315
	Total	630	1,281	26	15	59	15	29	33	190	392	29	7	157	30	237	79	2,168	1,074	131	27	792	212	430	164	14	43	4,892	3,372
1937	Garçons	322	738	14	7	24	17	8	19	122	249	18	6	106	19	123	46	1,260	708	62	20	447	123	267	125	5	25	2,778	2,102
	Filles	277	521	13	10	12	9	15	11	94	196	13	4	63	7	125	39	887	371	59	11	367	91	148	57	3	13	2,076	1,340
	Total	599	1,259	27	17	36	26	23	30	216	445	31	10	169	26	248	85	2,147	1,079	121	31	814	214	415	182	8	38	4,854	3,442
1938	Garçons	374	747	19	5	27	14	18	9	111	275	18	4	110	28	106	40	1,226	756	50	15	436	125	275	139	3	27	2,774	2,184
	Filles	314	520	5	7	11	6	8	8	94	201	13	4	72	11	133	29	858	367	56	12	374	84	179	67	1	12	2,117	1,328
	Total	688	1,267	24	12	38	20	26	17	205	476	31	8	182	39	239	69	2,084	1,123	106	27	810	209	454	206	4	39	4,891	3,512
1939	Garçons	345	730	14	3	34	8	22	20	105	251	23	5	96	26	115	50	1,253	685	113	9	435	128	282	136	4	21	2,841	2,072
	Filles	286	531	10	5	14	6	18	12	79	190	13	2	60	13	106	37	908	341	49	7	360	105	192	66	1	12	2,096	1,327
	Total	631	1,261	24	8	48	14	40	32	184	441	36	7	156	39	221	87	2,161	1,026	162	16	795	233	474	202	5	33	4,937	3,399
1940	Garçons	321	712	18	6	31	12	16	14	104	230	12	2	91	32	114	45	1,208	698	58	8	401	118	260	139	4	24	2,638	2,040
	Filles	262	503	9	7	10	4	20	14	90	189	14	2	60	19	106	32	917	345	39	3	308	98	145	59	6	8	1,986	1,283
	Total	583	1,215	27	13	41	16	36	28	194	419	26	4	151	51	220	77	2,125	1,043	97	11	709	216	405	198	10	32	4,624	3,323

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	Pages 5
------------------------	------------

SECTION I.

STATISTIQUE PÉNALE.

Introduction (organisation des travaux statistiques)	9
--	---

PREMIERE PARTIE

Statistique de l'Administration de la Justice Pénale.

Police judiciaire et instruction.	Pages
Introduction	11
Tableau n° 1. — Etat des travaux des parquets	15
Commentaire. — Transactions en 1940	16
Tableau n° 2. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées. — Résultats de l'instruction	17
Tableau n° 3. — Chambre des mises en accusation. — Nombre et résultat des arrêts	17
Tableau n° 4. — Ordonnances de la Chambre du Conseil qui ont été soumises à la Chambre des mises en accusation	18
Tableau n° 5. — Durée de la détention préventive des accusés des crimes ou délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises	19
Tableau n° 6. — Détention préventive. — Prévenus acquittés en appel	20
Tableau n° 7. — Détention préventive. — Inculpés déchargés des poursuites par les Chambres des mises en accusation	24
Tableau n° 8. — Durée de la détention préventive des inculpés déchargés des poursuites par les Chambres du Conseil et des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels	21
Tribunaux de police.	
Introduction	22
Tableau n° 9. — Transactions proposées par les officiers du ministère public près les tribunaux de police	23
Tableau n° 10. — Etat des affaires et des inculpés jugés par les tribunaux de police	23
Tableau n° 11. — Résultat des poursuites en matière de police d'après la nature des infractions	24
Tableau n° 12. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels	25
Tableau n° 13. — Lois coordonnées sur l'enseignement primaire, art. 9, 10, 11 et 11bis (obligation scolaire) :	
A) Chefs de famille poursuivis devant les juges de paix	25
B) Chefs de famille poursuivis devant le juge des enfants	26

Tribunaux correctionnels.

Introduction	27
Tableau n° 14. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper	28
Tableau n° 15. — Affaires jugées par une chambre à trois juges, par un juge unique	29
Tableau n° 16. — Prévenus jugés en premier ressort par les tribunaux correctionnels et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites	29
Commentaire	76
Tableau n° 17. — Nombre et durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort	77
Tableau n° 18. — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. — Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel	78
Tableau n° 19. — Résultat détaillé des poursuites devant les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort. — Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires	80
Tableau n° 20. — Rechutes après une condamnation conditionnelle :	
A) Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle	82
B) Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police	84

Cours d'appel.

Introduction	86
Tableau n° 21. — Affaires correctionnelles portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus	87

Cours d'assises.

Introduction	88
Tableau n° 22. — Aperçu général des travaux des cours d'assises, par province	90
Tableau n° 23. — Affaires criminelles jugées contradictoirement. — Accusés classés d'après la nature des faits pour lesquels ils ont été jugés par les cours d'assises, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées	92
Tableau n° 24. — Affaires jugées par contumace	100
Tableau n° 25. — Délits politiques et de presse	101

	Pages
Conseils de guerre.	
Introduction	102
Tableau n° 26. — Condamnés classés d'après la nature des infractions	104
Cour militaire.	
Introduction	108
Tableau n° 27. — Inculpés classés d'après la nature des infractions et le résultat de l'appel	109
Cour de cassation.	
Introduction	111
Tableau n° 28. — Cour de cassation. — 2 ^e chambre	112
Application de la loi de défense sociale.	
Introduction	114
Tableau n° 29. — Application de la loi de défense sociale :	
A) Inculpés et condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentales	115
B) Décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiâtriques	116
C) Récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du gouvernement	116
D) Répartition de l'ensemble des mesures d'internement et de mises à la disposition du gouvernement, d'après les juridictions qui les ont ordonnées	117

SECTION II.

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE ET DE LA JURIDICTION DU TRAVAIL.

Justice civile et commerciale.	
Introduction	209
1^o Justices de paix.	
Compétence	210
Tableau n° 40. — Etat par arrondissement des travaux des juges de paix	212
Commentaire (affaires commerciales)	215
Tableau n° 41. — Certaines activités de juridiction gracieuse des juges de paix	216
Tableau n° 42. — Actes notariés	216
2^o Tribunaux de première instance.	
Compétence	220
Tableau n° 43. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger	221
Tableau n° 44. — Jugements rendus avant de statuer au fond. — Affaires sur requête. — Référés	222
Divorce et séparation de corps.	
Introduction	223
Tableau n° 45. — Divorces	224
Tableau n° 46. — Séparations de corps	225
Tableau n° 47. — Nombre des demandes en divorce et en séparation de corps par arrondissement judiciaire	226

DEUXIEME PARTIE	
Statistique criminelle.	
	Pages
Introduction (nomenclature en usage)	119
Tableau n° 30. — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes, par sexe, et par nature d'infraction	124
Tableau n° 31. — Etat civil des condamnés	133
Tableau n° 32. — Totaux des condamnés répartis d'après leur état civil en primaires et récidivistes	142
Tableau n° 33. — Age des condamnés	143
Tableau n° 34. — Totaux des condamnés répartis d'après leur âge en primaires et récidivistes	152
Tableau n° 35. — Condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction	154
Tableau n° 36. — Totaux des condamnés répartis d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction, en primaires et récidivistes	190
Introduction à la récidive spéciale	192
Tableau n° 37. — Totaux des récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre des condamnations qu'ils ont encourues	193
Tableau n° 38. — Ivrognerie	194
Tableau n° 39. — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique, jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises	204
Commentaire	205

3^o Tribunaux de commerce.	
Compétence	227
Tableau n° 48. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger	228
Tableau n° 49. — Ordonnances de référé	230
Tableau n° 50. — Lettres de change acceptées, protestées	230
Concordats judiciaires.	
Introduction	231
Tableau n° 51. — Concordats preventifs de la faillite (concordats judiciaires)	231
Tableau n° 52. — Concordats clôturés par liquidation après abandon d'actif. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif	232
Faillites.	
Introduction	234
Tableau n° 53. — Faillites. — Aperçu général	235
Tableau n° 54. — Faillites déclarées. — Montant du passif	236
Tableau n° 55. — Faillites terminées par concordat. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif	237
Tableau n° 56. — Faillites terminées par liquidation. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif	239
Tableau n° 57. — Faillites terminées par liquidation. — Emploi de l'actif réalisé	241

Sursis de paiement.		Juridiction du travail.	
	Pages		Pages
Introduction	243	Introduction	249
Tableau n° 58. — Nombre des décisions de justice accordant des sursis provisoires ou définitifs	243	A) Conseils de prud'hommes. — Introduction et compétence	250
4^o Cours d'appel.		Tableau n° 61. — Aperçu des affaires inscrites, terminées et restant à juger	251
Compétence	244	Commentaire	252
Tableau n° 59. — Cours d'appel. — Affaires civiles et commerciales. — Causes introduites, terminées et restant à juger	245	B) Conseils de prud'hommes d'appel. — Introduction et compétence	252
Commentaire (proportion des affaires civiles et commerciales)	246	Tableau n° 62. — Aperçu des affaires inscrites, terminées et restant à juger	253
Tableau n° 60. — A) Cours d'appel. — Affaires fiscales	247	Commentaire	254
B) Cours d'appel. — Affaires électorales	248	Cour de Cassation.	
		Compétence	255
		Tableau n° 63. — 1 ^{re} chambre. — Pourvois en matière civile	256

SECTION III.

PROTECTION DE L'ENFANCE.

Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912.	261	Tableau I, n° 72. — I. Mesures de garde. — II. Mises en observation avant jugement ordonnées. — Durée des mesures qui ont pris fin. — Art. 21 § 1, 28, 29, 30 et 32 § 5	267
CHAPITRE I.			
Déchéance de la puissance paternelle.			
Tableau A, n° 64. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle. Art. 1 ^{er} , 3 et 4	262	Tableau J, n° 73. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites. — Art. 13 à 19, 21 § 2, 22, 23 et 37.	268
Tableau B, n° 65. — Nombre et sexe des individus réintégrés dans les droits de la puissance paternelle. Art. 7	262	Tableau K, n° 74. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites en rapport avec l'âge. — Art. 13 à 19, 21 § 2, 22 et 23	269
Tableau C, n° 66. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesures prises à l'égard des enfants. — Nature des décisions. — Nombre et sexe des enfants. Art. 5 et 6	263	Tableau L, n° 75. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites en rapport avec les faits commis	271
Tableau D, n° 67. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle	264	Tableau M, n° 76. — Résultats définitifs des affaires terminées. — Nature et pourcentage des décisions intervenues	274
Tableau E, n° 68. — Enfants de parents déchus de la puissance paternelle (non compris ceux confiés à la mère), moralement abandonnés ou martyrs et adultérins de guerre	264	Tableau N, n° 77. — Ordonnances et jugements modificatifs, révisions triennales rendus à l'égard des mineurs. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31	275
CHAPITRE II.			
Mineurs traduits en justice.			
Tableau F, n° 69. — Mineurs signalés aux parquets. Art. 12	265	Tableau O et P, n° 78. — Mouvement de la population dans les établissements d'observation. — Situation au 31 décembre	276
Tableau G, n° 70. — Affaires solutionnées par le parquet. Art. 12	266	Tableau Q, n° 79. — Mouvement de la population pendant l'année dans les diverses catégories de mesures prises. — Situation au 31 décembre	280
Tableau H, n° 71. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper. — Résultats. — Art. 12	266	Tableau R, n° 80. — Situation au 31 décembre des mineurs qui ont fait l'objet d'une mesure prise par le juge des enfants	284
		Tableau S, n° 81. — Anciens mineurs de justice ayant atteint leur 26 ^e année. — Condamnations encourues au 31 décembre depuis leur majorité. — Délai dans lequel les faits qui ont donné lieu à la première condamnation ont été commis	285

SECTION IV.

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ.

Introduction	293
Tableau n° 82. — Dépôts de mendicité et maisons de refuge. — Mouvement de la population	295

SECTION V.

STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS.

	Pages
Introduction	299
Tableau n° 83. — Etat numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays	300
Tableau n° 84. — Dénombrement des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays	301

SECTION VI.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS PLACÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS.

Introduction	307
Tableau n° 85. — Mouvement de la population dans les établissements	310
Tableau n° 86. — Statistique des alcoolisés	312

SECTION VII.

STATISTIQUE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES.

Tableau n° 87. — Statistique des sourds-muets et des aveugles	314
---	-----